Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS
2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOMES 1 ET 2

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

AVRIL 2019

Québec

Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS
2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS TOME 1

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

AVRIL 2019

Québec

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2018-2019 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ)	**-**	**1**
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 18 octobre 2018 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	**-**	**3**
3	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.	**-**	**4**
4	Pour l'année 2018-2019, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération et les dates du début et de la fin de leur mandat; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération, la date du début et de la fin de leur mandat et leur curriculum vitae; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	**-**	**17**
5	Pour l'année 2018-2019, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	**-**	**19**
6	Pour l'année 2018-2019, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	**-**	**20**
7	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2018-2019.	**-**	**21**
8	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2018-2019.	**-**	**22**
9	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée de toutes compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2019-2020.	**-**	**23**
10	Pour l'année 2018-2019, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant : a) les coûts; b) le nombre de participants; c) les questions posées aux participants; d) les résultats du sondage.	**-**	**24**
11	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2018-2019.	**-**	**31**
12	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	**-**	**32**
13	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	**-**	**97**
14	Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.	**-**	**110**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	**-**	**115**
16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.	**-**	**116**
17	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 : a) le nombre d'employés et le nombre d'employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	**-**	**118**
18	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2013-2014 à 2018-2019, l'âge de ces créances (ventilées par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2019-2020.	**-**	**125**
19	Concernant l'unité permanente anticorruption (UPAC), fournir : a) au 31 mars 2019, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif; b) budget ventilé de l'UPAC pour 2019-2020; c) liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC; d) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2018 et le 31 mars 2019; e) bilan des activités de l'UPAC.	**-**	**126**
20	Fournir toute étude, tout document ou toute analyse produits depuis le 18 octobre 2018 au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.	**-**	**133**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
21	Indiquer les sommes dépensées par le ministère en 2018-2019 pour la refonte du système de mission des services correctionnels Dacor. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du nouveau système.	**-**	**134**
22	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	**-**	**135**
23	Toute étude, tout document ou toute analyse en lien avec l'entrée en vigueur de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.	**-**	**161**
24	Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant : a) coûts pour l'exercice 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020; b) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d'opération du SIAF; c) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs; d) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités.	**-**	**162**
25	Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2019.	**-**	**163**
26	Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.	**-**	**164**
27	Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec et nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2019.	**-**	**165**
28	Nombre d'amendes remises et valeurs totales de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.	**-**	**166**
29	Nombre d'effectifs dédiés spécifiquement à l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.	**-**	**167**
30	Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.	**-**	**168**
31	Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.	**-**	**169**
32	Tout échange entre le ministère de la Sécurité publique, ses organismes ou ses agences (incluant le cabinet de la ministre) et le ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs, ses organismes ou ses agences, au sujet de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.	**-**	**170**
33	Détails et bilan de la campagne de sensibilisation à l'enregistrement des armes à feu, menée dans la foulée de l'entrée en vigueur de la Loi le 29 janvier 2019.	**-**	**171**
34	Bilan et état de situation de la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.	**-**	**172**
35	Pour chaque initiative du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.	**-**	**173**
36	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention pour les exercices 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Sommes totales prévues en subvention pour 2019-2020.	**-**	**174**
37	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2018-2019 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide et le montant reçu.	**-**	**175**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
38	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir, pour chacune des dix dernières années : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.	**-**	**178**
39	Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir : a) description des actions posées pour chaque phase; b) les coûts engendrés pour chaque phase; c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.	**-**	**180**
40	État de situation sur les activités du programme Prévention Jeunesse. Sommes totales versées pour l'exercice 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020 pour chaque organisme ayant demandé la subvention.	**-**	**181**
41	Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.	**-**	**182**
42	État de situation, au 31 mars 2019, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années : a) le budget pour chacune des années; b) l'évolution du nombre d'employés; c) une liste des interventions pour chacune des années; d) tout autre document pertinent.	**-**	**189**
43	Pour chaque année depuis les cinq dernières années : indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	**SQ**	**-**
44	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2018-2019.	**-**	**190**
45	Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert au sein du ministère en 2018-2019, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.	**-**	**191**
46	Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds vert, par année, pour les cinq dernières années. Ventiler les sommes par programme inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.	**-**	**192**
47	La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert en 2017-2018 et 2018-2019 avec mention : a) de la description du projet; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaires; c) du programme concerné, le cas échéant; d) du montant déboursé; e) de la date du déboursement; f) de l'objectif poursuivi en matière de réductions des GES. Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives. Pour chacun de ces projets, fournir, le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en matière de réduction des GES.	**-**	**193**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
48	Concernant la gestion du Fonds vert par le ministère, fournir pour 2018-2019 : a) le cadre de gestion utilisé; b) la grille d'évaluation des projets; c) les objectifs poursuivis.	**-**	**194**
49	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	**-**	**195**
50	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2019, répartis par corps de police municipale.	**-**	**206**
51	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.	**-**	**208**
52	Pour l'année 2018-2019, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.	**-**	**209**
53	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.	**-**	**210**
54	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	**-**	**212**
55	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.	**-**	**214**
56	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.	**-**	**210**
57	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2018-2019.	**-**	**215**
58	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographie pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2018-2019.	**-**	**216**
59	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par postes, et leur rémunération pour la période 2017-2018 et 2018-2019. Prévisions pour 2019-2020.	**-**	**219**
60	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus en 2018-2019 concernant le Taser.	**-**	**220**
61	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année.	**-**	**222**
62	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région.	**-**	**223**
63	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années.	**-**	**224**
64	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.	**-**	**226**
65	Copie des études, scénarios ou analyses commandés, réalisés ou obtenus en 2018-2019 concernant les caméras portatives pour les policiers.	**-**	**227**
66	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.	**-**	**228**
67	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2018-2019.	**-**	**229**
68	Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.	**-**	**230**
69	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies de cannabis de contrebande pour 2018-2019.	**-**	**231**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
70	Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.	**-**	**232**
71	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	**-**	**233**
72	Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2018-2019. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis les cinq dernières années et effectif prévu cette année.	**-**	**234**
73	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.	**SQ**	**-**
74	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2019, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	**SQ**	**-**
75	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc.) pour les policiers et (cadres, professionnels, techniciens, etc.) pour les civils au 31 mars 2019.	**SQ**	**-**
76	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2019.	**SQ**	**-**
77	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduites dangereuses, etc.) pour la période 2018-2019 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2018 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	**SQ**	**-**
78	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la Sûreté du Québec, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2018-2019.	**SQ**	**-**
79	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	**SQ**	**-**
80	Toute analyse ou document réalisé depuis le 18 octobre 2018 au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.	**-**	**235**
81	Toute analyse ou document réalisés depuis le 18 octobre 2018 au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.	**-**	**236**
82	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations prévues.	**SQ**	**-**
83	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.	**SQ**	**-**
84	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2018-2019 et pour chacune des cinq dernières années.	**SQ**	**-**
85	Délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2018-2019.	**SQ**	**-**
86	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la Sûreté du Québec et sur le territoire des corps de police municipaux pour la période 2018-2019.	**SQ**	**-**
87	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	**SQ**	**-**
88	Liste des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis par fonction, direction et région.	**SQ**	**-**
89	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2018-2019 et pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2019-2020.	**SQ**	**-**
90	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution juvénile en 2018-2019.	**-**	**237**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
91	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir : a) au 31 mars 2019, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) budget ventilé de l'EILP pour 2018-2019 et 2019-2020; c) nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1er avril 2018 et le 31 mars 2019; d) bilan des activités de l'EILP.	**-**	**238**
92	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2018-2019 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	**SQ**	**-**
93	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	**SQ**	**-**
94	Pour la Sûreté du Québec, pour l'année 2018-2019 et les cinq années précédentes, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtones de celles ayant eu lieu hors de ces territoires.	**SQ**	**-**
95	Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	**-**	**240**
96	Fournir toute étude, tout document ou toute analyse produits depuis le 18 octobre 2018 au sujet d'un changement au mode de nomination du Directeur général de la Sûreté du Québec.	**-**	**276**
97	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2018-2019.	**-**	**277**
98	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2018-2019.	**-**	**278**
99	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque établissement de détention pour 2018-2019.	**97**	**-**
100	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention pour les années 2017-2018 et 2018-2019.	**-**	**279**
101	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2017-2018 et 2018-2019. Ventilation par centre de détention.	**-**	**280**
102	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.	**-**	**281**
103	Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention, au 31 mars 2019, ventilation par condamné et prévenu.	**-**	**282**
104	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque établissement de détention au 31 mars 2019.	**-**	**283**
105	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	**-**	**284**
106	Le nombre d'admission de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2018-2019.	**-**	**298**
107	Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur en 2018-2019, ventilation par établissement de détention.	**-**	**299**
108	Le nombre d'évasions pour chaque établissement de détention en 2018-2019.	**-**	**300**
109	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2019 et pour chacune des cinq dernières années.	**-**	**301**
110	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) en 2018-2019.	**-**	**302**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
111	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établisement de détention et par année financière en 2018-2019.	**-**	**303**
112	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.	**-**	**304**
113	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et pour accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.	**-**	**305**
114	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.	**-**	**306**
115	Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	**-**	**307**
116	Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heure de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.	**-**	**308**
117	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.	**-**	**309**
118	Le coût des roulottes dans les établissements de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement de détention.	**-**	**310**
119	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituq depuis cinq ans.	**-**	**311**
120	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituq pour l'année en cours.	**-**	**311**
121	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2018-2019 et prévues en 2019-2020 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	**-**	**312**
122	Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.	**-**	**314**
123	Pour les cinq dernières années, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.	**-**	**315**
124	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de la fin des travaux.	**-**	**316**
125	Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.	**-**	**317**
126	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2017-2018 et 2018-2019.	**-**	**320**
127	État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.	**-**	**321**
128	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.	**-**	**322**
129	Pour 2017-2018 et 2018-2019, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST à la suite d'une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.	**-**	**323**
130	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2017-2018 et 2018-2019.	**-**	**324**
131	Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées et la liste des effets saisis pour 2018-2019. Ventiler par établissement de détention.	**-**	**325**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
132	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.	**-**	**327**
133	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	**-**	**328**
134	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2018-2019.	**-**	**330**
135	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.	**-**	**338**
136	État d'avancement de la mise en oeuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relative aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.	**-**	**341**
137	Détails de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.	**-**	**343**
138	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Prévisions pour 2019-2020.	**-**	**344**
139	État de situation au 31 mars 2019 de la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2018-2019 et fournir les prévisions pour 2019-2020. Ventiler la mise en oeuvre par : a) orientation de la Politique; b) objectif de la Politique; c) ministère de mise en oeuvre; d) résultats atteints en 2018-2019; e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2018-2019 et 2019-2020; f) budget pour chaque action; g) tout document produit à cet effet.	**-**	**345**
140	Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.	**-**	**347**
141	Tout document ou analyse relatifs à la mise en place d'un nouveau programme d'indemnisation pour les sinistrés découlant de l'adoption du projet de loi 8.	**-**	**348**
142	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2018-2019, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	**-**	**349 et 416**
143	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2018-2019.	**-**	**350**
144	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2018-2019 ainsi que les augmentations prévues.	**-**	**351**
145	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis cinq ans ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	**-**	**352**
146	La liste des enquêtes terminées en 2018-2019 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	**-**	**353**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
147	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2019 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	**-**	**354**
148	Copie des directives, orientations ou autres envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2018-2019.	**-**	**355**
149	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.	**-**	**357**
150	État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation.	**-**	**359**
151	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2018-2019.	**-**	**360**
152	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2018-2019 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2018-2019 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	**-**	**361**
153	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2018-2019 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	**-**	**363**
154	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire et nombre de plaintes refusées, par motif.	**-**	**364**
155	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2018-2019.	**-**	**365**
156	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2018-2019 ainsi que les augmentations prévues.	**-**	**366**
157	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2018-2019. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.	**-**	**367**
158	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2019, par catégorie et par origine.	**-**	**368**
159	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	**-**	**369**
160	État de la mise en oeuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.	**-**	**370**
161	Pour 2017-2018 et 2018-2019, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subie une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.	**-**	**371**
162	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020.	**-**	**372**
163	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2018-2019, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	**-**	**373**
164	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2018-2019 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	**-**	**376**
165	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2018-2019.	**-**	**377**
166	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	**-**	**378**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES **R**ENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **O**PPOSITION OFFICIELLE	**R**ÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	**P**AGE
167	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2018-2019. La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations prévues.	**-**	**379**
168	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	**-**	**380**
169	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.	**-**	**384**
170	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2018-2019 et montant de la subvention prévue pour 2019-2020.	**-**	**385**
171	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2018-2019.	**-**	**386**
172	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	**-**	**387**
173	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2018-2019.	**-**	**388**
174	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2018-2019, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	**-**	**389**
175	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2018-2019, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	**-**	**390**
176	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2018-2019.	**-**	**391**
177	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis cinq ans, par année financière.	**-**	**392**
178	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2018-2019.	**-**	**393**
179	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2018-2019, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	**-**	**394**
180	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis cinq ans, et ce, par année financière.	**-**	**395**
181	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis cinq ans, et ce, par année.	**-**	**396**
182	Depuis cinq ans, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilés par sport.	**-**	**397**
183	Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries qui entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.	**-**	**398**
184	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.	**-**	**399**
185	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2018-2019, par région.	**-**	**400**
186	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2018-2019.	**-**	**401**
187	Budget alloué au BEI pour l'année 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.	**-**	**402**
188	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2019-2020.	**-**	**403**
189	Effectif du BEI en date du 31 mars 2019. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	**-**	**404**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
190	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	**-**	**405**
191	Nombre d'enquêtes ouvertes en 2018-2019, nombre d'enquêtes en cours et nombre d'enquêtes terminées.	**-**	**406**
192	Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2018-2019.	**-**	**407**
193	Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2018-2019, ventilé par corps de police et par type de manquements.	**-**	**408**
194	Toute correspondance entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2018-2019.	**-**	**409**
195	Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet de la ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2018-2019.	**-**	**410**
196	Travaux entourant la mise en place de l'alerte Silver : a) liste des rencontres entre le MSSS et le MSP; b) plan de déploiement; c) sommes prévues par année pour l'implantation de l'alerte Silver.	**-**	**411**
197	Toutes notes, analyses ou recommandations concernant la mise en place de mesures pour améliorer la sécurité sur les sentiers de motoneige depuis le 18 octobre 2018.	**SQ**	**-**
198	Les sommes dépensées en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020 pour entretenir les sentiers de motoneige, ventilées par région.	**-**	**412**
199	Nombre d'ETC affectés à la sécurité des sentiers de motoneige ventilés par catégorie d'emploi et par région administrative (policiers, agents de la faune ou autres).	**SQ**	**-**
200	Les sommes octroyées à Aventure Écotourisme Québec pour la formation offerte aux guides en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. Préciser : a) les dates de formation; b) les noms des participants ainsi que l'organisme pour lesquels ils s'y rattachent; c) le plan de formation original et le plan de formation bonifié; d) les noms de tous les guides accrédités ainsi que l'organisme pour lequel ils s'y rattachent.	**-**	**413**
201	Toute correspondance écrite ou électronique entre le ministre ou tout responsable du ministère et tout représentant de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec.	**-**	**414**
202	Concernant la circulation en motoneige sur le sentier Caribou, situé dans le parc national du Mont-Tremblant, fournir : a) toute note ou analyse concernant l'impact de la réouverture sur la faune; b) toute note ou analyse concernant l'impact de la réouverture sur l'environnement; c) toute note ou analyse sur l'impact sur les retombées économiques de la réouverture.	**-**	**415**
203	Liste de toutes les demandes formulées pour que soit permise la circulation en motoneige dans les Parcs nationaux du Québec.	**SQ**	**-**
204	Analyse d'impact de la circulation en motoneige pour chaque parc national au Québec.	**SQ**	**-**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE ET ORGANISMES

QUESTION 1 : Indiquer les sommes dépensées en 2018-2019 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2018-2019 [1 et 2]	*(en $)*
TOTAL	**15 939 977**
ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	**2 408 943**
LICENCES	**1 376 595**
LOGICIELS	**200 458**
SERVICES PROFESSIONNELS	**11 953 981**
Services professionnels - CSPQ	*629 208*
Télécommunications - CSPQ	*2 370 558*
Services professionnels internes[3]	*7 081 472*
Services professionnels externes[4]	*1 872 742*

[1] La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

[2] Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes, sauf pour l'École nationale de police, l'École nationale des pompiers, la Sûreté du Québec et certaines dépenses de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

[3] Ce montant inclut tous les salaires de la Direction des technologies de l'information dont le temps capitalisable dans les projets.

[4] Ce montant inclut les services du MTESS de 516,6 k$ payés en date du 28 février 2019 pour le développement informatique supportant le fichier d'immatriculation des armes à feu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX **- 03.01**

QUESTION 1 : Indiquer les sommes dépensées en 2018-2019 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2018-2019 [1]	*(en $)*
TOTAL	**1 622 062**
ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	**2 224**
LICENCES	**14 888**
LOGICIELS	**-**
SERVICES PROFESSIONNELS	**1 604 950**
Télécommunications - CSPQ	*29 218*
Télécommunications externes	*24 010*
Services professionnels - CSPQ	*2 345*
Services professionnels internes	*231 848*
Services professionnels externes	*1 317 529*

[1] La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 :	**Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 18 octobre 2018 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.**

Aucune en 2018-2019

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux Études des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur l'administration de la justice pour les Cris	Identifier les besoins et faire des recommandations quant aux priorités et aux stratégies en regard de l'administration de la justice pour les Cris et quant à l'utilisation prévue des montants versés en vertu de l'Entente concernant l'administration de la justice pour les Cris entre le gouvernement du Québec et le Grand Conseil des Cris et le Gouvernement de la nation crie.	MSP, MJQ, SAA, Gouvernement de la nation crie (la présidence alterne tous les deux ans)	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur la justice au Nunavik	Formuler des recommandations pour améliorer l'accès à la justice. Identifier les actions pour répondre aux différents enjeux au Nunavik.	MSP, MJQ, Makivik, ARK, Corps de police régional Kativik (la présidence alterne tous les deux ans)	Aucun	Travaux en continu
Comité de liaison pour le suivi du Plan d'action du Protecteur du citoyen	Assurer la mise en oeuvre et le suivi des recommandations découlant du Rapport spécial du Protecteur du citoyen (Les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik).	MSP, MJQ, SAA, Corps de police régional Kativik	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur de gouvernance – Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société québécoise des infrastructures (SQI)	Aucun	Travaux en continu
Comité sur les conditions des membres de groupes criminels et sur les décisions du tribunal entourant la gestion des personnes incarcérées	Examiner et analyser les demandes touchant la détention de certaines clientèles pour en dégager les tendances stratégiques. Conseiller les autorités et les bureaux de plaideurs sur le traitement de ces requêtes. Examiner les décisions des tribunaux touchant aux conditions et au lieu de détention et prévoir des solutions concrètes afin de diminuer leur impact sur le fonctionnement des services correctionnels.	MSP, DPCP, MJQ et SQ	Aucun	Travaux en continu
Comité conjoint de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) et de la Direction générale des services de justice et des registres	Trouver des solutions afin d'éviter les erreurs administratives et échanger sur d'autres sujets de nature opérationnelle touchant la DGSC et les greffes.	MSP et MJQ	Aucun	Travaux en continu
Comité conjoint du MSP et du MSSS sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention	Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient offerts par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention.	MSP et MSSS	Aucun	Transfert au MSSS au 1er avril 2019, des budgets et de la responsabilité des services de soin de santé pour les établissements de détention de Sorel, Roberval, Sept-Îles et Amos.
Comité directeur conjoint du MSP et du MSSS sur le transfert des soins de santé de l'établissement de détention de Montréal (EDM)	Effectuer des travaux préparatoires au transfert des soins de santé de l'EDM vers le CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	MSP, MSSS et CIUSSS	Aucun	Début des travaux au printemps 2019
Comité directeur du MSP et du MSSS sur le transfert des soins de santé de l'établissement de détention de Québec (EDQ)	Effectuer des travaux préparatoires au transfert des soins de santé de l'EDQ vers le CIUSSS de la Capitale-Nationale	MSP, MSSS et CIUSSS	Aucun	Début des travaux au printemps 2019

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'implantation sur la visiocomparution	Favoriser l'accès à la comparution par l'entremise de la vidéo dans les établissements de détention.	MSP et MJQ	Aucun	Travaux en cours Implantation des projets aux établissements de détention de Montréal, de Rivière-des-Prairies, de Hull et du Leclerc de Laval (EDLL). Travaux en cours pour les établissements de détention de Sorel-Tracy et de Roberval.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MTESS.	MSP et MTESS	Aucun	Travaux en continu L'entente entre le MTESS et le MSP a été reconduite pour une période de 4 ans soit du 1er avril 2018 au 31 mars 2022. Cette entente est importante pour la clientèle judiciarisée. Elle permet à plus de 1 500 personnes en détention et à près de 3 000 personnes dans la communauté de bénéficier des services publics d'emplois chaque année.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MEES.	MSP et MEES	Aucun	Travaux en continu L'entente entre le MEES et le MSP a été reconduite pour une période de 5 ans soit du 1er juillet 2018 au 30 juin 2023. En 2017-2018, 936 761 heures de formation académique ont été offertes en établissement de détention.
Comité de travail découlant de l'entente de partenariat MSP- Société Elizabeth Fry du Québec (SEFQ)	Contribuer à l'amélioration des conditions de détention des femmes de l'EDLL, renforcer les mécanismes pouvant favoriser une réinsertion sociale réussie et trouver des solutions durables qui répondent aux besoins spécifiques des femmes incarcérées à plus long terme.	MSP - SEFQ	Aucun	Travaux en cours Dépôt le 21 juin 2018 du rapport pour une proposition d'un modèle innovateur en matière de gestion correctionnelle de la clientèle féminine « UNE VOIX DIFFÉRENTE ». Renouvellement de l'entente en janvier 2019

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur la statistique policière	Élaborer des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière ;	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de la Ville de Gatineau	Aucun	Travaux en suspens – révision du mandat en cours
Comité interministériel de soutien aux différents programmes de financement en prévention de la criminalité	Favoriser la concertation interministérielle en matière de prévention de la criminalité en soutenant le ministère de la Sécurité publique dans la gestion des différents programmes de financement destinés à la prévention de la criminalité.	MSP, MSSS, MEES, MIDI, MFA, MJQ, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)	Aucun	Travaux en continu
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant de suivi des résultats.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant de suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, ADPQ, Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en continu
ACCES Cannabis – Comité tactique	Suivre l'évolution de l'approvisionnement illégal du cannabis au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant de suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SQDC, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ et ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant de suivi des résultats.	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Groupe de travail sur la recherche	Présenter et décrire, notamment par le biais d'une veille et l'élaboration de formations, les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, les moyens mis en place dans d'autres juridictions ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes.	MSP, RQ, AMF, MFQ, SQ, SPVM, DPCP	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Forum contre la fraude envers l'État	Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les ministères et organismes (M/O) en matière de détection et d'enquêtes contre la fraude envers l'État en vue de favoriser le démarrage d'enquêtes conjointes et améliorer leur coordination.	MSP, DEC, MTESS, MIDI, RAMQ, RRQ, SAAQ, SQ, RQ, CNESST, Hydro-Québec, MEES, RQAP.	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur en affaires policières pour la mise en œuvre du cadre légal sur le cannabis	Consulter la communauté policière et favoriser la concertation des diverses parties prenantes dans la mise en œuvre des projets de loi fédéraux C-45 et C-46 concernant la légalisation du cannabis et la conduite avec les facultés affaiblies.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, ENPQ et LSJML	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur sur la mise en œuvre du rapport du Comité d'examen sur la gestion des mégaprocès	Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport du Comité d'examen sur la gestion des mégaprocès.	MSP, DPCP, SPVM, SQ, SPVQ, ADPQ (représentée par le Service de police de la Ville de Longueuil), l'Unité permanente anticorruption et l'ENPQ (co-présidé par le MSP et le DPCP).	Aucun	Travaux en cours
Comité de coordination et de suivi sur la radicalisation	Favoriser la cohérence des actions entreprises en permettant aux intervenants du milieu de la sécurité publique au Québec de se réunir, de se concerter et de discuter des enjeux liés à la radicalisation.	MSP, GRC, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, CPRMV, Service de police de Laval, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de la Ville de Gatineau et École nationale de police du Québec.	Aucun	Travaux en continu
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Assurer l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec et favoriser l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre.	MSP, MEES, ENPQ, SPVM, SQ, établissements d'enseignement collégial (publics et privés) offrant le programme de techniques policières, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité sur les niveaux de service	Assurer le suivi et la mise à jour du Guide d'application du Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence.	MSP, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Sûreté municipale de Thetford Mines, Direction de la police de Trois-Rivières, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de Laval.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Conseil sur les services policiers du Québec	Donner des avis au ministre et formuler des recommandations sur toute question relative à l'organisation des services policiers au Québec.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Union des municipalités du Québec (UMQ), Fédération québécoise des municipalités (FQM), Ville de Montréal, Nations autochtones du Québec, corps de police de niveaux 1, 2 ou 3, Association des chefs de police des Premières Nations du Québec, ADPQ, Association des policières et policiers provinciaux du Québec, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Centre international pour la prévention de la criminalité	Aucun	Aucune rencontre en 2018-2019
Comité de travail sur les enjeux de la facturation aux municipalités pour les services de la Sûreté du Québec découlant de l'annonce de décembre 2017 d'octroyer une aide financière	Discuter des enjeux concernant la facturation des services policiers de la SQ pour les prochaines années et des solutions visant à offrir une meilleure prévisibilité du montant à payer par municipalités tout en respectant leur capacité de payer.	MSP, UMQ, FQM, SQ	Aucun	Travaux terminés : Une aide financière a été accordée à certaines municipalités
Comité sur la formation des futurs policières et policiers autochtones ainsi que des policières et policiers œuvrant dans les communautés autochtones, incluant la formation en enquête	Favoriser les échanges en matière de formation des futurs policières et policiers autochtones et ceux œuvrant dans les communautés autochtones dans le but d'accroître le nombre de policiers autochtones au Québec.	MSP, ENPQ, MEES, SQ, Collège Ellis, Collège d'Alma, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Association des chefs de police des Premières Nations du Québec	30 000 $	Travaux en cours
Comité sur les pratiques policières	Dans le but de favoriser l'uniformité et la cohérence de l'activité policière au Québec, ce comité est responsable de coordonner les travaux entourant la création, la mise à jour et le suivi des pratiques policières contenues au Guide des pratiques policières produit par le MSP à l'intention des corps policiers.	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Terrebonne, Service de police de Wendake.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial de filtrage	Veiller au développement et à l'uniformisation de processus en matière de filtrage de sécurité, notamment dans l'optique d'accompagner les ministères et organismes dans l'application de ces processus et assurer le suivi de certaines problématiques.	MSP, ADPQ, corps policiers de niveaux 1 à 6	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie (CCCCA)	Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue, coordonner l'application de nouvelles mesures ou réformes et formuler des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), Service de protection des citoyens de la Ville de Laval.	Aucun	Travaux en continu
Comité permanent sur la conduite d'un véhicule de police	En matière de conduite d'un véhicule de police, analyser la formation offerte par l'ENPQ ainsi que les données relatives, notamment aux collisions, documenter les meilleures pratiques et effectuer différents suivis de problématiques dans le but de formuler des recommandations et de soutenir les organisations concernées.	MSP, ENPQ, ADPQ, Service de police de la ville de Granby, Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville, Service de police Ville de Sherbrooke, Sécurité publique de Saguenay, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, SQ, SPVM, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité technique agents évaluateurs	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par la drogue.	ENPQ, MJQ, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Ville de Montréal	Aucun	Travaux en continu
Comité technique sur les appareils de détection d'alcool	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par l'alcool.	ENPQ, MJQ, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ	Aucun	Travaux en continu
Comité sectoriel du milieu policier sur le profilage racial et social	En matière de profilage racial et social, favoriser la collaboration policière et le développement de bonnes pratiques et participer au suivi de plans d'actions et stratégies gouvernementales. Enfin, constituer une plate-forme d'échanges et de réseautage pour le milieu policier afin de développer une expertise et conseiller le MSP lorsque requis.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, Commissaire à la déontologie policière, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes présentant un problème de santé mentale	Favoriser les meilleures pratiques portant sur l'intervention policière auprès des personnes présentant un problème de santé mentale, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.	MSP, ENPQ, ADPQ, représentants de tous les corps de police municipaux, un représentant des corps de police autochtones.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité stratégique sur les disparitions et enlèvements	Documenter, suivre et analyser la problématique des disparitions et enlèvements.	MSP, ADPQ, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, Service de police de Granby, Corps de police des Abénakis	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force	En matière d'emploi de la force, analyser les recommandations de rapports d'enquête, effectuer une vigie des dossiers et traiter différents mandats, dans le but de conseiller les autorités du MSP, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques. Évaluer la pertinence de mettre à jour certaines pratiques policières en lien à l'emploi de la force et évaluer le besoin de développer de nouvelles pratiques	MSP, ENPQ, LSJML, SQ, SPVM, SPVQ, Corps de police représentant les niveaux 1, 2 et 3, un chercheur issu du milieu universitaire.	Aucun	Travaux en continu
Comité de travail sur les véhicules aériens non habités (drones)	Discuter avec les acteurs concernés des problématiques reliées à l'achat et l'utilisation des drones par les corps policiers.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, ENPQ, LSJML, Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	Aucun	Travaux suspendus
Comité chargé d'évaluer les aspects techniques et juridiques d'équiper les policiers de caméra corporelle	Évaluer les aspects techniques et juridiques d'équiper les policiers de caméra visant à filmer leurs interventions.	ENPQ, MJQ, DPCP, Cour municipale de Montréal, représentants de tous les niveaux de services des corps de police au Québec (ADPQ).	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur la protection des informations visant des personnes qui exercent une fonction particulière	Émettre des recommandations et proposer des orientations visant notamment à améliorer les pratiques en matière de protection des informations recueillies par les policiers à la suite d'autorisations judiciaires visant des personnes qui exercent une fonction particulière.	MSP, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur l'encadrement des éleveurs de chiens	Examiner les conditions d'élevage de chiens au Québec, notamment la sélection des sujets reproducteurs et la socialisation du chiot, afin de proposer des pistes de solution concertées portant sur la responsabilisation des éleveurs en lien avec l'utilisation des pratiques généralement reconnues.	MSP, MAPAQ, ANIMA-Québec, Association québécoise des SPA-SPCA, Association professionnelle des comportementalistes praticiens, Ordre des médecins vétérinaires du Québec, Regroupement des Éleveurs de Chiens Champions du Québec	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CNESST, CSPQ, HQ, MAMH, MAPAQ, MELCC, MTESS, MEI, MERN, MFFP, MSSS, MTQ, MCE – Urgence Québec, SHQ, SQ, Coroner, MCC, MEES, MFQ, MJQ, RBQ, SAA, STQ, MCE, MRIF, RQ, STQ, Tourisme Québec, MFA, MIDI et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MCE, MCE – Urgence Québec, MERN, SQ, HQ, MTESS, MAPAQ, MTQ, MELCC, MSSS, MAMH, MRIF et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Table des responsables de missions (TRM)	Développer de manière concertée les missions du PNSC.	MSP, MEI, MAPAQ, MCE – Urgence Québec, MELCC, HQ, MERN, SQ, SHQ, CSPQ, MSSS, MAMH, MTQ et SCT.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité de l'OSCQ sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	Concevoir et planifier la démarche de rétablissement dans une perspective à court et à long terme visant la restauration des conditions sociales, économiques, physiques et environnementales.	MSP, CSPQ, HQ, MAMH, MAPAQ, MELCC, MEI, MTESS, MERN, MSSS, MTQ, SCT, SHQ, RBQ, MCE – Urgence Québec et SQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieu isolé	Augmenter la desserte des services d'urgence en milieu isolé.	MSP, MTQ, SQ, MSSS, MERN, SÉPAQ, SAAQ, CNESST, MAMH, ACSIQ, MFFP, MCE – Urgence Québec, ADGMQ, ADPQ, FQM et UMQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité restreint de l'OSCQ sur le risque radiologique et nucléaire	Effectuer le suivi des recommandations du Portrait du risque radiologique et nucléaire au Québec.	MAPAQ, MELCC, MSP, MSSS et SQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer, au Québec, une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses.	MSP, CNESST, MAMH, MAPAQ, MELCC, MEI, MERN, MSSS, MTQ, RBQ, MCE – Urgence Québec et SQ.	Aucun	Travaux en cours

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN)	Établir le plan d'action national (PAN) et en assurer le suivi.	MAMH, MAPAQ, MCE, MELCC, MEI, MTESS, MERN, MSSS, MSP, MTQ, SCT, SQ et HQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur les agents chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs (CBRNE)	Planifier les interventions spécifiques aux agents chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs (CBRNE) afin de s'assurer d'une coordination efficace et efficiente dans l'ensemble des activités d'intervention. Proposer des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec pour les incidents impliquant des agents CBRNE.	Bureau du coroner, MAPAQ, MELCC, MSP, MSSS, MTQ, SQ et CNESST.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail – Érosion et submersion côtières	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtières qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTQ, MELCC et MAMH.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTQ, MELCC et MAMH.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Inondation	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les inondations préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MAMH, MELCC, MFFP, MSP et MTQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité sur la prévention de sinistres naturels	Le Comité sur la prévention de sinistres naturels agit à titre de comité directeur. Il vise à orienter et s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MELCC, MSP, MAMH, MTQ, MERN et MFFP.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif en sécurité civile et en sécurité incendie	Aviser le ministère de la Sécurité publique (MSP) sur toute question relative à la sécurité civile et incendie, plus particulièrement sur les grandes orientations ainsi que sur les enjeux associés aux deux domaines.	MSP, SQ, MAMH, ÉNAP, RBQ ainsi que plusieurs organisations des milieux associatif et municipal.	Aucun	Travaux en continu
Comité de l'interopérabilité des communications en sécurité publique	Mobiliser les partenaires du secteur de la sécurité publique pour le développement concerté de l'interopérabilité au Québec.	SPVM, Ville de Gatineau, ACSIQ, MSSS, CSPQ, ADPQ, SQ, MSP.	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel de suivi sur les études de la Commission mixte internationale (CMI) du lac Champlain et de la rivière Richelieu	Poursuivre les enquêtes sur les causes, les répercussions, les risques et les solutions associés aux inondations dans le bassin du lac Champlain de même que de la rivière Richelieu et déterminer des mesures visant à atténuer les inondations et leurs répercussions dans le bassin versant du lac Champlain et de la rivière Richelieu.	MERN, MAPAQ, MTO, MSP, MSSS, MÉI, MFFP, MAMH, MTQ, et MELCC.	Aucun	Travaux en cours
Comité d'agrément des activités de formation en sécurité civile	Analyser les demandes transmises par les fournisseurs d'activités de formation et recommander au ministre de la Sécurité publique celles qui répondent aux critères préétablis en vue d'une attribution d'agrément prévu avec les dispositions de l'article 69 de la Loi sur la sécurité civile.	MTESS – Urgence Québec, MSSS, MAPAQ, Revenu Québec, Hydro-Québec, Ville de Lévis et MSP.	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur les feux de forêt	Résoudre les problématiques existantes reliées à la gestion du risque de feux de forêt. Préparer et arrimer les ressources et les stratégies pour la saison des feux de forêt.	MSP et MFFP.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Table de travail gouvernementale et municipale en sécurité civile	Établir une compréhension commune des rôles et responsabilités des différents partenaires en sécurité civile; Examiner les façons de faire, notamment au niveau de la coordination entre les municipalités et les différents organismes gouvernementaux, afin d'identifier les éléments d'amélioration possible pour gagner en efficacité et en efficience; Vérifier si une bonification est possible en ce qui concerne la contribution qu'apporte le gouvernement dans son rôle de soutien aux municipalités afin que ces dernières puissent assumer leurs responsabilités en matière de sécurité civile.	MSP, MAMH, MSSS, MELCC, MAPAQ, MTQ, MTESS – Urgence Québec, UMQ et FQM.	Aucun	Travaux en continu
Cadre de collaboration pour la gestion des déversements maritimes	Développer une pratique opérationnelle concertée pour gérer efficacement les déversements maritimes à la suite d'un incident maritime au Québec. Départager les rôles et responsabilités des intervenants dans la gestion des mesures d'urgence en cas d'incident maritime. Effectuer une refonte du cadre de collaboration en fonction des leçons apprises.	MELCC, GCC, ECCC et MSP.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur la préparation du G7 de Charlevoix	Planifier la réponse gouvernementale québécoise et les divers soutiens possibles au déroulement des opérations de l'événement de même que préparer l'appareil gouvernemental québécois à intervenir advenant une situation nécessitant d'autres mesures de la structure de sécurité civile en marge du Sommet.	MSP, MSSS, MTQ, MAPAQ, MTEES, MFQ, MDDELCC, MAMH, HQ, MTESS – Urgence Québec, MRIF, CNESST, CSPQ et MCE.	Aucun	Travaux terminés
Comité régional de prévention et de rétablissement du Bas-Saint-Laurent	Harmoniser en région les différentes activités gouvernementales de rétablissement et de prévention.	MSP, MTQ, MAMH, MELCC, MFQ, MERN, MAPAQ, MTESS – Urgence Québec et CISSS.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif 9-1-1	Proposer des recommandations et des orientations visant l'amélioration des services de communication d'urgence offerts à la population québécoise en respectant les limites du champ de compétences du MSP.	MSP, Agence 9-1-1, MAMH, MSSS, SQ, ACSIQ, ACUQ, RDSISQ, ADPQ, UMQ, FQM, CAUCA, HQ et Bell Canada.	Aucun	Travaux en continu
Comité de réflexion sur la formation en sécurité incendie au Québec	Analyser la situation actuelle de la formation des pompières et pompiers du Québec en lien avec les besoins du milieu et émettre des recommandations afin de faire évoluer la formation en sécurité incendie.	MSP, École nationale des pompiers du Québec, MEES, ACSIQ et ATPIQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité sur la mise à jour du Guide pratique « La prévention des incendies et l'évacuation » des bâtiments d'hébergement des personnes présentant des limitations à l'évacuation	Mise à jour du Guide pratique « La prévention des incendies et l'évacuation » des bâtiments d'hébergement des personnes présentant des limitations à l'évacuation afin que le contenu du guide tienne compte de la réalité d'aujourd'hui.	MSP, MAMH, MSSS, RBQ, ATPIQ, ACSIQ et Service de sécurité incendie de Montréal.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur l'évolution de l'encadrement législatif des centres d'urgence 9-1-1 et de certains centres secondaires d'appels d'urgence	Conseiller le MSP au regard de ses orientations visant l'évolution du cadre législatif.	MSP, ACUQ, CAUCA, Agence 9-1-1, trois représentants de CU 9-1-1.	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel de coordination maritime	Ce comité coordonne l'établissement des grandes orientations ainsi que la priorisation et le suivi des différents projets réalisés par le Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM).	MAMH, MELCC, MFFP, MERN, MAPAQ, MSP et MTQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif fédéral-provincial relativement à l'Entente d'assistance financière découlant du sinistre survenu dans la ville de Lac-Mégantic	Soumettre au ministre de la Sécurité publique (MSP) et de Sécurité publique Canada (SPC), des avis concernant le remboursement des dépenses ne figurant pas, *a priori*, à l'entente, mais qui pourraient être considérées à la suite d'une analyse des deux gouvernements.	MSP, MAMH, MELCC, ministères fédéraux.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 4 : **Pour l'année 2018-2019[1], pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :**
a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	Voir réponse aux questions 171 et 172	Voir réponse aux questions 171 et 172	Voir réponse aux questions 171 et 172	12 928 $
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	Voir réponse aux questions 162 et 163	Voir réponse aux questions 162 et 163	Voir réponse aux questions 162 et 163	76 965 $
BUREAU DU CORONER	Voir réponse aux questions 143 et 144	Voir réponse aux questions 143 et 144	Voir réponse aux questions 143 et 144	26 327 $
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 151 et 152	Voir réponse aux questions 151 et 152	Voir réponse aux questions 151 et 152	7 122 $
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 155 et 156	Voir réponse aux questions 155 et 156	Voir réponse aux questions 155 et 156	19 547 $

[1] La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.
* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/.
Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 4 : **Pour l'année 2018-2019[1], pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :**
a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	Voir réponse C)	Voir réponse C)	Commissaire, M. Robert Lafrenière : Début du mandat le 16 avril 2016, fin du mandat le 2 novembre 2018, rémunération annuelle de 2018-2019 : 179 288 $. Commissaire associé aux vérifications administratives, M. Michel Pelletier : Début du mandat le 17 août 2016, fin du mandat le 23 novembre 2018, rémunération annuelle de 2018-2019 : 118 358 $. Commissaire associé à la vérification de l'intégrité des entreprises, M. Éric René : nommé le 26 juin 2018 pour un mandat de 5 ans, rémunération annuelle 2018-2019 : 164 514 $. Commissaire associé aux enquêtes, M. Frédérick Gaudreau : nommé le 26 juin 2018 pour un mandat de 5 ans, rémunération annuelle 2018-2019 : 148 796 $	8 005 $
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	Voir réponse aux questions 188 et 189	Aucun mandat renouvelé au cours de l'exercice financier 2018-2019	M. Martin Bonin-Charron, enquêteur - 4 mars 2019 au 3 mars 2024 : 87 027 $ M. François Coiteux, enquêteur – 4 mars 2019 au 3 mars 2024 : 81 421 $ M. André Duchesne, enquêteur – 4 mars 2019 au 3 mars 2024 : 79 204 $ M[me] Renée-Louise Fafard, enquêteur – 4 mars 2019 au 3 mars 2024 : 76 736 $ M[me] Zoé Lavoie-Gouin, enquêteur – 4 mars 2019 au 3 mars 2024 : 87 027 $ M. François Roux, enquêteur - 4 mars 2019 au 3 mars 2024 : 92 439 $ M. Andreas Schinke, enquêteur - 4 mars 2019 au 3 mars 2024 : 117 486 $ M[me] Frédérique Tardif, enquêteur - 4 mars 2019 au 3 mars 2024 : 87 027 $ M. Tony Brien, enquêteur - 25 mars 2019 au 24 mars 2024 : 117 786 $ M. Sylvain Baillargeon, enquêteur - 25 mars 2019 au 24 mars 2024 : ND	473 401 $ [2]

[1] La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

[2] Inclut l'ensemble des frais de déplacement des membres de la direction et des enquêteurs, tous titulaires d'un emploi supérieur.

* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/.

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : **Pour l'année 2018-2019, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.**

Direction support et services à la gestion[1]	5
Direction générale des services correctionnels	49
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	-
Direction générale des affaires policières	2
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	5
Régie des alcools, des courses et des jeux	-
Bureau du coroner	-
Commissaire à la déontologie policière	-
Comité de déontologie policière	-
Commission québécoise des libérations conditionnelles	-
Commissaire à la lutte contre la corruption	-
TOTAL	**61**

Les données sont en date du 28 février 2019.
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

[1] La Direction support et services à la gestion inclut le BSM.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 6 : Pour l'année 2018-2019, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Au ministère, **2** employés ayant un statut d'occasionnel ont été congédiés durant la période de référence.

Direction générale des services correctionnels	1
Régie des alcools, des courses et des jeux	1
TOTAL	**2**

Données au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2018-2019.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2018-2019 OCCASIONNELS		
	Nbre total employés au 28 février 2019	Nbre employés occassionnels au au 28 février 2019	%
Bureau du sous-ministre	63	8	13 %
Direction générale des services à la gestion	248	13	5 %
Direction générale des services correctionnels	4 463	285	6 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	162	21	13 %
Direction générale des affaires policières	527	84	16 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	273	99	36 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	187	30	16 %
Bureau du coroner	46	14	30 %
Commissaire à la déontologie policière	29	3	10 %
Comité de déontologie policière	9	0	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	32	8	25 %
Commissaire à la lutte contre la corruption	91	15	16 %
Bureau des enquêtes indépendantes	10	1	10 %

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers de corps d'emploi 899 sont exclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 8 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2018-2019.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2018-2019 OCCASIONNELS		
	Nbre employés occasionnels au 28 février 2019 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nbre employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
TOTAL	**927**	**346**	**37 %**
Bureau de la sous-ministre	9	1	11 %
Direction générale des services à la gestion	22	9	41 %
Direction générale des services correctionnels	549	264	48 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	34	13	38 %
Direction générale des affaires policières	110	26	24 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	108	9	8 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	45	15	33 %
Bureau du coroner	14	-	0 %
Commissaire à la déontologie policière	4	1	25 %
Comité de déontologie policière	-	-	0 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	13	5	38 %
Commissaire à la lutte contre la corruption	18	3	17 %
Bureau des enquêtes indépendantes	1	-	0 %

Les données sont en date du 28 février 2019.
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et le personnel saisonnier sont exclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 :	**Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2019-2020.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 10 :	**Pour l'année 2018-2019[1], fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant :** **a) les coûts;** **b) le nombre de participants;** **c) les questions posées aux participants;** **d) les résultats du sondage.**

Sondage omnibus par Internet pour la Semaine de la prévention des incendies 2018
La collecte des données a été réalisée auprès de l'ensemble des internautes adultes du Québec. La participation était volontaire.
L'objectif de ce sondage est de mesurer la notoriété de la Semaine de la prévention des incendies et de la campagne promotionnelle de cet événement.
Sondage réalisé par SOM
Coût : 6 000 $
1 047 répondants

Sondage sur la Semaine de la sécurité civile 2018
La collecte des données a été réalisée auprès des adultes québécois âgés de 18 ans ou plus vivant dans un ménage comptant au moins un enfant de moins de 18 ans.
L'objectif de ce sondage est de mesurer le niveau de connaissance et de préparation des adultes québécois face aux risques présents dans leur environnement, évaluer la notoriété des messages ayant été retenus à la suite de la campagne de la Semaine de la sécurité civile 2018 et cibler les moyens de communication les plus efficaces pour la campagne 2019.
Sondage réalisé par SOM
Coût : 7 500 $
1 062 répondants

Sondage d'appréciation Rencontre des gestionnaires du 6 novembre 2018
La collecte des données a été réalisée auprès des gestionnaires présents lors de la rencontre du 6 novembre 2018.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la Direction des communications *(DCOM), avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.
88 répondants

Sondages d'appréciation – Colloque sur la prévention de la criminalité 2019
La collecte des données a été réalisée auprès des gens présents (participants + conférenciers) lors du Colloque de la prévention de la criminalité 2019.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.
73 répondants

[1] Données du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 10 : **Pour l'année 2018-2019[1], fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant :**
a) les coûts;
b) le nombre de participants;
c) les questions posées aux participants;
d) les résultats du sondage.

Sondages d'appréciation – Colloque des directeurs de police autochtone du Québec 2018
La collecte des données a été réalisée auprès des gens présents (participants, conférenciers et exposants) au Colloque des directeurs de police autochtone du Québec.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.
14 répondants (sondage complété)

Sondages d'appréciation du Colloque sur la sécurité civile 2018
La collecte des données a été réalisée auprès des gens (participants et conférenciers) au Colloque sur la sécurité civile.
Les participants ont reçu une invitation par courriel à participer au sondage
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.
168 répondants

Sondage de satisfaction à l'égard des nouvelles pratiques policières (version française)
Survey of satisfaction with new police practices (version anglaise)
En cours
La collecte des données a été réalisée auprès des organisations policières et des partenaires participants aux travaux entourant la création et la mise à jour des pratiques policières.
Il a pour objectif de connaître le degré de satisfaction quant aux documents présentant les pratiques policières crées ou révisées depuis le 1er avril 2017 et sur la satisfaction quant aux processus de travail permettant de créer ou de réviser les pratiques policières.
Les personnes ont reçu une invitation par courriel les invitant à remplir le sondage. La participation à ce sondage est volontaire et confidentielle.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.
Le nombre de répondant n'est pas connu, puisqu'il est encore en cours.

[1] Données du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 10 : **Pour l'année 2018-2019[1], fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant :**
a) les coûts;
b) le nombre de participants;
c) les questions posées aux participants;
d) les résultats du sondage.

Entrevues téléphoniques auprès de citoyens sinistrés lors d'inondations en 2018
La collecte des données a été réalisée auprès de sinistrés dont la propriété ou les bâtiments de leur entreprise ont été endommagés lors des inondations en janvier 2018 à Québec et au printemps 2018 en Beauce. L'objectif de ce sondage était de connaître leur satisfaction globale quant à l'aide offerte lors des sinistres. Les aspects qui ont été traités sont l'accessibilité des services, la clarté des renseignements, les délais ainsi que la qualité des prestations de service reçue.
Sondage réalisé par SOM
Coût : 5 929 $
131 répondants

Sondage sur l'élaboration de nouvelles pratiques policières
En cours
La collecte des données a été réalisée auprès des corps de police, dont les corps de police autochtone et vise à connaître le degré de satisfaction à l'égard des processus de travail permettant de réviser ou d'élaborer des pratiques policières.
Les personnes ont reçu une invitation par courriel les invitant à remplir le sondage. La participation à ce sondage est volontaire et confidentielle.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.
Le nombre de répondant n'est pas connu, puisqu'il est encore en cours.

[1] Données du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 10 : **Pour l'année 2018-2019[1], fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant :**
a) les coûts;
b) le nombre de participants;
c) les questions posées aux participants;
d) les résultats du sondage.

Les sondages effectués en continu :

Évaluation d'une activité de formation en sécurité civile agréée par le ministère de la Sécurité publique (MSP)
La collecte des données est réalisée auprès de personnes (citoyens, représentants d'organismes, de municipalités, de ministères ou d'entreprises) qui ont suivi une formation agréée en sécurité civile (liste disponible sur notre site Internet http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/securite-civile/formation-agreee/formation-activites.html). Ces personnes sont invitées lorsqu'elles suivent la formation à remplir le sondage disponible en ligne sur notre site Internet. La participation à ce sondage est volontaire.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

Questionnaire d'appréciation du site jeunesse
La collecte des données est réalisée auprès des enseignants qui utilisent le site S.O.S Sécuro avec leurs élèves.
Le sondage est disponible en tout temps sur le site S.O.S Sécuro et il est rempli sur une base volontaire.
Sondage réalisé et administré par l'équipe Web de la DCOM, avec l'outil d'administration de sondage LimeSurvey.

* Note : Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès du ministère.

[1] Données du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **– 03.02**

QUESTION 10 : **Pour l'année 2018-2019, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant :**
a) les coûts;
b) le nombre de participants;
c) les questions posées aux participants;
d) les résultats du sondage.

Sondage sur la satisfaction des membres et du personnel :
Cette démarche permet de dresser le diagnostic organisationnel de la Commission des libérations conditionnelles et d'identifier les défis à l'égard de la gestion interne de l'organisation. Ces statistiques sont aussi utilisées aux fins de reddition de compte des objectifs 1, 2 et 9 du plan stratégique 2017-2022 de la Commission.
Aucun coût n'est lié à ce sondage (outil de sondage fourni par le MSP).
44 répondants

* Note : Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **– 03.04**

QUESTION 10 :	**Pour l'année 2018-2019, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant :** **a) les coûts;** **b) le nombre de participants;** **c) les questions posées aux participants;** **d) les résultats du sondage.**

Sondage sur le taux de satisfaction en regard des services offerts à la clientèle ayant participé au processus de conciliation.

Sondage mené à l'interne, aucun coût.

118 répondants

* Note : Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès du Commissaire à la déontologie policière.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **– 03.05**

QUESTION 10 :	**Pour l'année 2018-2019[1], fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant :** **a) les coûts;** **b) le nombre de participants;** **c) les questions posées aux participants;** **d) les résultats du sondage.**

Sondage sur la qualité des services offerts – En lien avec la déclaration de services aux citoyens
La collecte des données est réalisée en continu, sur notre site web, auprès des personnes (plaignants, policiers, procureurs et témoins) qui reçoivent des services du Comité.
Travaux entièrement réalisés à l'interne.
Le nombre total de répondant n'est pas connu, puisqu'il est encore en cours.

* Note : Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès du Comité de déontologie policière.

[1] Données du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 11 : État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2018-2019.

Concernant l'érosion et la submersion côtières, la stratégie du ministère est d'agir sur plusieurs aspects en même temps liés à cet aléa. En effet, le ministère réalise des actions tant en appréciation des risques pour mieux connaître le phénomène, en traitement de risques pour atténuer les risques de sinistres qu'en soutien auprès de municipalités une fois qu'un sinistre lié à ce phénomène est survenu.

Recherche sur l'érosion et la submersion côtières et traitement de risques

Entre le 1er avril 2018 et le 31 mars 2019, par le biais du Cadre pour la prévention de sinistres (CPS), un montant total de 1 300 690 $ a été investi pour la recherche en érosion et submersion côtières. En effet, dix projets de recherche ont été réalisés ou sont en cours de réalisation en collaboration avec l'Université du Québec à Rimouski, laquelle détient une expertise à l'égard de l'aléa « érosion et de la submersion côtières ». Ces projets portent sur le suivi annuel de l'érosion côtière, des bâtiments et des infrastructures du Québec maritime exposés à ce phénomène, la reconstitution historique et la projection des variations du niveau marin, la modélisation de l'évolution future de la situation, la cartographie, la simulation de la propagation des ondes de marées et tempêtes et l'efficacité de différentes mesures et techniques d'adaptation et de protection contre l'érosion et la submersion côtières.

De plus, le CPS est doté d'un budget additionnel de 45 M$ réparti sur cinq ans pour soutenir les municipalités côtières dans la mise en place de mesures d'atténuation des risques d'érosion et de submersion côtières. Par le biais de ce budget, un montant total de 10 M$ pour l'année 2018-2019 a permis d'entreprendre des mesures de traitement de risques dans les municipalités de Sainte-Luce, Sainte-Flavie, Pointe-aux-Outardes et L'Isle-aux-Coudres. Ces travaux visent la protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières, le déplacement de résidences principales à risque ou le versement d'allocations de départ. Cette somme a aussi permis d'obtenir de l'expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime, l'acquisition de « Light Detection And Ranging » (LiDAR) et bathymétrie, ainsi que de financer la modélisation numérique de conditions-sédimentaires à Port-Cartier et à Pointe-aux-Outardes afin de guider la réalisation des travaux à effectuer dans ces municipalités.

Programmes d'aide financière spécifiques et Programme général d'aide financière

Entre le 1er avril 2018 et le 19 février 2019, un montant de 4 537 293 $ a été versé pour la réalisation de travaux de protection des berges s'imposant incessamment pour la protection des personnes. De ce montant, 3 854 615 $ ont été versés à 13 municipalités (Pointe-aux-Outardes, Grand-Métis, Nouvelle, St-Justin, St-Maxime-du-Mont-Louis, Maria, Petit-Saguenay, St-Célestin, L'Isle-aux-Coudres, Dudswell, Percé, Longue-Pointe-de-Mingan et Baie-Johan-Beetz), dans le cadre de différents programmes d'aide financière spécifiques relatifs aux grandes marées de 2010, aux pluies abondantes et aux vents violents d'août 2011, aux inondations de décembre 2016 ainsi qu'aux inondations printanières de 2017. De plus, 682 678 $ ont été versés dans le cadre du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents à six municipalités (Clet, Rivière-Ouelle, Pierreville, Saint-Anselme, La Pêche et L'Isle-aux-Coudres) en raison de pluies abondantes, de vents violents et d'inondations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes concernés en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 23).
* Veuillez prendre note que les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

FRAIS POUR ACTIVITÉS DE FORMATION, COLLOQUES OU CONGRÈS

Paragraphe 22[E] de l'article 4 du Règlement sur la diffusion

DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES – Exercice financier 2018-2019

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Programme d'information et de préparation à la retraite	Bureau de la sous-ministre	1	9 et 10 avril 2018	Commission scolaire de la Capitale 1900, rue Côté Québec (Québec) G1N 3Y5	300,00 $
Programme d'information et de préparation à la retraite	Bureau de la sous-ministre	1	28 et 29 mai 2018	Commission scolaire de la Capitale 1900, rue Côté Québec (Québec) G1N 3Y5	300,00 $
Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel – chefs d'équipe	Direction de l'inspection et de la vérification interne	1	16 avril au 29 novembre 2018	Ecole nationale d'administration publique (ENAP) 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	3 400,00 $
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	8	23 mars 2018	Établissement de détention de Baie-Comeau 73, avenue Mance Baie-Comeau (Québec) G4Z 1N1	140,00 $
Solutions Trima inc. Formation : Profil leadership	Direction des ressources humaines	1	23 mars 2018	Direction du conseil à l'organisation 2525, boulevard Laurier 11e étage, Tour du Saint-Laurent Québec (Québec) G1V 2L2	140,00 $
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	4	10 avril 2018	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 $
Formation de certification au système TRIMA	Service du développement et de l'amélioration continue	1	18 avril à2018	Cégep Garneau 1530, boulevard de l'Entente Québec (Québec) G1S 4S3	2 250,00 $
La médiation interne en milieu de travail	Service de la santé des personnes	3	19 avril 2018	Tribunal administratif du Travail 900, Place d'Youville, 6e étage Québec (Québec) G1R 3P7	295,00 $
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	26 avril 2018	Ecole nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 $

Ministère de la Sécurité publique : https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Grand Rendez-vous en santé et sécurité du travail 2018	Service de la santé des personnes	5	2 mai 2018	Centre des congrès de Québec 900, boulevard René-Lévesque Est 2e étage Québec (Québec) G1R 2B5	220,00 $
Grand Rendez-vous en santé et sécurité du travail 2018	Service de la santé des personnes	1	2 mai 2018	Centre des congrès de Québec 900, boulevard René-Lévesque Est 2e étage Québec (Québec) G1R 2B5	270,00 $
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	2	2 mai 2018	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 $
Légalisation du cannabis : impact en milieu de travail syndiqué	Service de la dotation, de la santé des personnes et des relations professionnelles	1	13 juin 2018	Hilton Québec 1100, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5V2	475,00 $
Intervenir auprès de la personne suicidaire à l'aide de bonnes pratiques	Service de la santé des personnes	1	18 juin 2018	Centre de prévention du suicide de Québec 1310, 1re Avenue Québec (Québec) G1L 3L1	330,00 $
CQSI 2018 (rassemblement annuel en cybersécurité et sécurité de l'information)	Service de la sécurité informatique gouvernementale	3	13 avril 2018	Le Terminal 84, rue Dalhousie Québec (Québec) G1K 4C4	237,00 $
Journée Office 365 – Collaboration pour le secteur public	Service de la sécurité informatique gouvernementale	2	13 avril 2018	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	18,80 $
OSCP – Penetration testing with Kali Linux + 90 day lab access + Certification	Service de la sécurité informatique gouvernementale	1	14 avril 2018	Formation en ligne	1 471,43 $
Certification CSSIP	Service de la sécurité informatique gouvernementale	1	6 mai 2018	(ISC)2 Accounting 1300, 17th Street North, 17th Floor, Arlington, VA 22209 États-Unis	110,00 $
NorthSec Applied Security Event 2018	Service de la sécurité informatique gouvernementale	6	16 au 20 mai 2018	Marché Bonsecours 350, St-Paul Est Montréal (Québec) H2Y 1H2	739,00 $
WiFu – Offensive Security + certification `	Service de la sécurité informatique gouvernementale	1	30 mai 2018	Formation en ligne	585,78 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Colloque du Centre de recherche en géomatique	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets	2	13 juin 2018	Université Laval Pavillon Louis-Jacques-Casault 1055, avenue du Séminaire Québec (Québec) G1V 0A6	100,00 $
Rendez-vous IAQ Québec	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets	1	9 avril 2018	Hilton Québec 1100, boul. René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5V2	100,00 $
Rencontres de génie – L'intelligence artificielle du génie dans les données	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets	2	12 juin 2018	Société des arts technologiques 1201, boulevard Saint-Laurent Montréal (Québec) H2X 2S6	645,00 $
Baccalauréat en administration, concentration en gestion des technologies d'affaires	Direction des technologies de l'information	1	Hiver 2018	Université du Québec à Rimouski Campus de Lévis 1595, boulevard Alphonse-Desjardins Lévis (Québec) G6V 0A6	730,84 $
Formation « Hors série 2018 » (formation d'adjointe administrative)	Service du soutien aux utilisateurs	1	23 avril 2018	Hôtel Delta 690, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5A8	495,00 $
Programme d'information et de préparation à la retraite	Service de la réalisation des systèmes	1	19 et 20 avril 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Programmation avancée SQL	Service de la réalisation des systèmes	1	19 et 20 avril 2018	Technologia 2323, boulevard du Versant-Nord Bureau 109 Québec (Québec) G1N 4P4	795,00 $
Mise en place d'un bureau de projet	Service de la réalisation des systèmes	1	4 et 5 juillet 2018	Technologia formation 440, boulevard René-Lévesque Ouest Bureau 500 Montréal (Québec) H2Z 1V7	1 077,50 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Direction des services professionnels correctionnels Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	2	3 et 4 mai 2018	Best Western Plus Hôtel Albert 84, avenue Principale Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P2	300,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS). L'importance d'humaniser et de personnaliser les interventions auprès des personnes touchées par la problématique d'agression sexuelle.	Direction des services professionnels correctionnels Estrie	1	16 au 18 mai 2018	Hôtel Chéribourg 2603, chemin du Parc Orford (Québec) J1X 8C8	413,13 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Direction des services professionnels correctionnels Laval-Lanaudière	2	16 et 17 mai 2018	Cégep régional de Lanaudière 777, rue Notre-Dame Repentigny (Québec) J5Y 1B4	300,00 $
Colloque en santé mentale de la Montérégie-Ouest durant lequel plusieurs conférences et ateliers sont offerts aux participants afin d'aborder les différents thèmes de la santé mentale	Direction des services professionnels correctionnels Montérégie Sud-Ouest	1	7 juin 2018	Collège de Valleyfield 169, rue Champlain Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 1X6	30,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction des services professionnels correctionnels Montérégie Sud-Ouest	1	9 et 10 mai 2018	Cégep Marie-Victorin Pavillon Bélanger 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Hull	31	Avril, mai et juin 2018	Centre de formation et pratique de tir de l'Outaouais 268, chemin Industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	109,68 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardiorespiratoire)	Établissement de détention de Hull	10	26 avril et 18 mai 2018	Ambulance Saint-Jean 74, boulevard Gréber Gatineau (Québec) J8T 3P8	109,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Saint-Jérôme	2	13 et 14 juin 2018	Pavillon Lionel-Renaud 2181, rue de l'Hôtel de Ville Sainte-Sophie (Québec) J5J 1K5	300,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu	Établissement de détention de Saint-Jérôme	83	Avril, mai et juin 2018	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	156,14 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	119	Avril, mai et juin 2018	Salle Gai-Luron 2164, montée Ste-Thérèse St-Jérôme (Québec) J5L 0L5	23,11 $
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention	Établissement de détention de Saint-Jérôme	30	2, 8 et 16 mai 2018	Salle Gai-Luron 2164, montée Sainte-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 0L5	25,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Saint-Jérôme	4	25 et 26 avril 2018	Cégep de Saint-Jérôme 455, rue Fournier Saint-Jérôme (Québec) J7Z 4V2	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Saint-Jérôme	2	13 et 14 juin 2018	Cégep de Saint-Jérôme 455, rue Fournier Saint-Jérôme (Québec) J7Z 4V2	300,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de Sherbrooke	13	31 mai 2018	Fabrique de la paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 0H4	11,54 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardiorespiratoire)	Établissement de détention de Sherbrooke	3	17 et 18 avril 2018	Formation Urgence Vie 181, rue Léger Sherbrooke (Québec) J1L 1M2	81,75 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardiorespiratoire)	Établissement de détention de Sherbrooke	5	23 et 24 avril 2018	Formation Urgence Vie 181, rue Léger Sherbrooke (Québec) J1L 1M3	81,75 $
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention	Établissement de détention de Sherbrooke	32	8, 17, 22, 24 et 29 mai 2018	Fabrique de la paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 0H4	18,75 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Sherbrooke	5	14 et 15 mars 2018	Centre Mariannhill 2075, chemin Sainte-Catherine Sherbrooke (Québec) J1N 1E7	300,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Sorel	12	20 au 22 mars	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	112,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Sorel	12	15 au 17 mai 2018	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	112,00 $
Service d'interprète pour un employé malentendant ayant assisté à la formation sur la nouvelle convention collective des ASC	Établissement de détention de Sorel	1	20 mars 2018	Établissement de détention de Montréal 800, boulevard Gouin Ouest Montréal (Québec) H3L 1K7	701,25 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Sorel	4	15 et 16 mai 2018	Cégep de Sorel-Tracy Campus de Varennes 1555, boulevard Lionel-Boulet Varennes (Québec) J3X 1P7	300,00 $
Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS). L'importance d'humaniser et de personnaliser les interventions auprès des personnes touchées par la problématique d'agression sexuelle.	Direction des services professionnels correctionnels Montréal Sud-Ouest	1	16 au 18 mai 2018	Hôtel Chéribourg 2603, chemin du Parc Orford (Québec) J1X 8C8	413,13 $
Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS). L'importance d'humaniser et de personnaliser les interventions auprès des personnes touchées par la problématique d'agression sexuelle.	Établissement de détention de Montréal	1	16 au 18 mai 2018	Hôtel Chéribourg 2603, chemin du Parc Orford (Québec) J1X 8C8	413,13 $
Formation « chariot élévateur » afin d'apprendre à conduire et à manoeuvrer un chariot élévateur selon les principes de base sécuritaires	Établissement de détention de Montréal	3	1er mai 2018	Établissement de détention de Montréal 800, boulevard Gouin Ouest Montréal (Québec) H3L 1K7	131,25 $
Formation « hygiène et salubrité » afin d'apprendre à manipuler les aliments de façon à en préserver les qualités et l'innocuité ainsi qu'à appliquer les bonnes pratiques	Établissement de détention de Montréal	3	13 juin 2018	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec 3535, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X 3P1	130,00 $
Formation « hygiène et salubrité » pour gestionnaires afin de maintenir un système de prévention et de contrôle de l'innocuité des aliments	Établissement de détention de Montréal	1	18 et 19 juin 2018	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec 3535, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X 3P1	215,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	108	Avril 2018	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	56,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	120	Mai 2018	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	56,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences de conduite préventive des véhicules prioritaires en situation d'urgence et en conditions hivernales	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	3	22 février 2018	Aéroport de Mirabel 12300, rue Services A4 Mirabel (Québec) J7N 1E8	100,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	5	15 et 16 mai 2018	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	1	13 et 14 juin 2018	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 $
Formation « hygiène et salubrité » afin d'apprendre à manipuler les aliments de façon à en préserver les qualités et l'innocuité ainsi qu'à appliquer les bonnes pratiques	Établissement de détention Leclerc de Laval	3	31 mai 2018	Collège Montmorency 475, boulevard de l'Avenir Laval (Québec) H7N 5H9	95,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention Leclerc de Laval	43	Avril, mai et juin 2018	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	57,30 $
Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS). L'importance d'humaniser et de personnaliser les interventions auprès des personnes touchées par la problématique d'agression sexuelle.	Direction des services professionnels correctionnels Côte-Nord	1	16 au 18 mai 2018	Hôtel Chéribourg 2603, chemin du Parc Orford (Québec) J1X 8C8	460,97 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Cours Prévention du stress dans les organisations dans le cadre d'un microprogramme de 2e cycle en management	Direction des services professionnels correctionnels Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	Hiver 2018	Direction des services professionnels correctionnels Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine Formation en ligne 484, rue Hôtel-de-Ville Bureau 206 Chandler (Québec) G0C 1K0	346,70 $
Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS). L'importance d'humaniser et de personnaliser les interventions auprès des personnes touchées par la problématique d'agression sexuelle.	Direction des services professionnels correctionnels Saguenay–Lac-Saint-Jean	1	16 au 18 mai 2018	Hôtel Chéribourg 2603, chemin du Parc Orford (Québec) J1X 8C8	460,97 $
Formation Analyse et gestion de la menace offerte aux agents de probation, aux intervenants communautaires et aux agents des services correctionnels afin de diminuer le risque présenté par une personne contrevenante suivie dans la communauté	Direction des services professionnels correctionnels Saguenay–Lac-Saint-Jean	12	19 juin 2018	Auberge Le Parasol 1287, boulevard Saguenay Est Chicoutimi (Québec) G7H 1G7	13,90 $
19e Journée Roland-Saucier sous le thème « Sa mentale et justice : un fragile équilibre ». Évaluation de la dangerosité de la violence hétérodirigée, évaluation d'expertise psychiatrique concernant la responsabilité criminelle et l'aptitude à comparaître.	Direction des services professionnels correctionnels Saguenay–Lac-Saint-Jean	3	11 mai 2018	Centre des congrès de l'hôtel Le Montagnais 1080, boulevard Talbot Saguenay (Québec) G7H 4B6	155,00 $
Formation Excel intermédiaire afin de maîtriser les formules fondamentales et essentielles pour travailler avec des fonctions complexes d'Excel	Direction générale adjointe au réseau correctionnel de l'Est	2	15 et 16 mars 2018	AFI expertise 1751, rue du Marais Québec (Québec) G1M 0A2	250,00 $
Formation de base en prévention du suicide pour les agents de services correctionnels et formation spécialisée en prévention du suicide pour les chefs d'unité	Établissement de détention de Baie-Comeau	6	19 au 22 mars 2018	Pavillon Mance 41, avenue Mance Baie-Comeau (Québec) G4Z 1M6	9,27 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation en conduite préventive des véhicules prioritaires en situation d'urgence et en conditions hivernales. La conduite en situation hivernale (dérapage, cause et récupération). Les distances d'arrêt et de contrôle en cas de freinage brusque.	Établissement de détention de Baie-Comeau	4	19 avril 2018	Stationnement Centre Henry-Leonard 70, avenue Michel-Hémon Baie-Comeau (Québec) G4Z 2A5	18,00 $
Formation en conduite préventive des véhicules prioritaires en situation d'urgence et en conditions hivernales. La conduite en situation hivernale (dérapage, cause et récupération). Les distances d'arrêt et de contrôle en cas de freinage brusque.	Établissement de détention de Baie-Comeau	4	19 avril 2018	Stationnement Centre Henry-Leonard 70, avenue Michel-Hémon Baie-Comeau (Québec) G4Z 2A5	66,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Baie-Comeau	5	13 avril 2018	Stade Médard-Soucy 537, boulevard Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2	10,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Baie-Comeau	5	31 mai et 1er juin 2018	Cégep de Baie-Comeau 537, boulevard Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2	300,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de New Carlisle	6	31 mai 2018	Ville de Paspébiac Complexe sportif 185, rue Maldemay Paspébiac (Québec) G0C 2K0	75,00 $
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention	Établissement de détention de New Carlisle	7	5 et 6 juin 2018	Ville de Paspébiac Complexe sportif 185, rue Maldemay Paspébiac (Québec) G0C 2K0	35,71 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de New Carlisle	2	5 et 6 avril 2018	Cégep de Rimouski 60, rue de L'Évêché Ouest Local E-404 Rimouski (Québec) G5L 4H6	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de New Carlisle	4	7 et 8 mai 2018	Cégep de Rimouski 60, rue de L'Évêché Ouest Local E-404 Rimouski (Québec) G5L 4H6	300,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Québec	10	19 avril 2018	Université Laval Pavillon de l'Éducation physique et des sports 2300, rue de la Terrasse Québec (Québec) G1V 0A6	4,20 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Québec	488	1er avril 2018 au 31 mars 2019	Club de tir les Castors de Charlesbourg inc. 29, rue Marie-de-l'Incarnation Québec (Québec) G1N 3E5	53,55 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Québec	6	10 et 11 mai 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Québec	1	14 et 15 mai 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Québec	3	31 mai et 1er juin 2018	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardiorespiratoire)	Établissement de détention de Rimouski	12	8 et 9 mai 2018	Établissement de détention de Rimouski 2300, rue des Négociants Rimouski (Québec) G5M 1B6	123,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardiorespiratoire)	Établissement de détention de Roberval	2	11 et 12 avril 2018	Hôtel Manoir Roberval 19, boulevard de l'Anse Roberval (Québec) G8H 1Z1	123,00 $
Colloque santé et sécurité du travail de la Côte-Nord. La santé et la sécurité du travail, un engagement au quotidien.	Établissement de détention de Sept-Îles	4	31 mai 2018	Cégep de Sept-Îles 175, rue De La Vérendrye Sept-Îles (Québec) G4R 5B7	65,23 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Sept-Îles	3	31 mai et 1er juin 2018	Cégep de Baie-Comeau 537, boulevard Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2	300,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Trois-Rivières	6	16 avril 2018	Université du Québec à Trois-Rivières 3351, boulevard des Forges C.P. 500 Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7	27,79 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardiorespiratoire)	Établissement de détention de Trois-Rivières	18	30 mars 2018	Établissement de détention de Trois-Rivières 7600, boulevard Parent Québec (Québec) G9C 0M6	109,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention	Établissement de détention de Percé	24	23 avril, 16 et 30 mai 2018	L'Oasis de Percé 43, route de l'Église Percé (Québec) G0C 2L0	15,62 $
Cours Activité de synthèse en management en sécurité publique dans le cadre d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en gestion des organisations en sécurité publique	Direction de la sécurité	1	Hiver 2018	Université du Québec à Trois-Rivières 3351, boulevard des Forges Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7	290,67 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Direction de la sécurité	1	4 et 5 avril 2018	Cégep régional de Lanaudière 20, rue Saint-Charles Sud Joliette (Québec) J6T 4T1	300,00 $
Formation Excel permettant d'utiliser adéquatement les classeurs et de se procurer les outils de gestion et d'analyse de données. Utiliser les graphiques et exploiter les fonctions d'analyse.	Direction de l'analyse financière et des acquisitions	1	20 et 21 mars 2018	Versalys Québec 850, rue Ernest-Gagnon Édifice 5, bureau 166 Québec (Québec) G1S 4S2	220,00 $
Colloque du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS). L'importance d'humaniser et de personnaliser les interventions auprès des personnes touchées par la problématique d'agression sexuelle.	Direction des programmes	1	16 au 18 mai 2018	Hôtel Chéribourg 2603, chemin du Parc Orford (Québec) J1X 8C8	413,13 $
Formation en prévention du suicide pour les membres de l'équipe d'intervention suicide	Direction des programmes	200	À determiner	Établissements de détention de la direction générale des services correctionnels	12,13 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Direction du conseil à l'organisation	1	30 mai et 1er juin 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Direction du pilotage et de l'infocentre	1	31 mai et 1er juin 2018	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
11e Congrès judiciaire des « Haploid Markers » : Marqueurs ADN/Haploid	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie/ADN	1	17 au 19 mai 2018	Opera Nova Congress Centre Fochaul. Marszałka Focha 5 85-070 Bydgoszcz, Pologne	329,70 $
Association Internationale des Enquêteurs Incendie (IAAI Québec) – 7e Congrès international des enquêteurs incendie	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la criminalistique / Incendie	3	14 et 15 juin 2018	Hôtel et Suites Le Dauphin Drummondville 600, boulevard Saint-Joseph Drummondville (Québec) J2C 2C1	287,61 $
3e Conférence annuelle en médecine légale et pédiatrique	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la médecine légale et de la toxicologie	2	14 et 15 juin 2018	The Ottawa Conference and Event Center 200 Coventry Road Ottawa (Ontario) K1K 4S3	573,45 $
Conférences « Gordon Research » : Analyse médico-légale de l'ADN humain	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie/ADN	2	17 au 22 juin 2018	Jordan Hotel at Sunday River 27 Grand Circle Newry, Me, 04261 États-Unis	1 420,66 $
Société canadienne des sciences judiciaires : atelier sur l'intelligence judiciaire	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la criminalistique et ADN	2	1er au 5 mai 2018	Four Points Sheraton 35, Laurier Street Gatineau (Quebec) J8X 4E9	350,90 $
Formation sur la transition de la norme ISO/IEC 17025:2017	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction générale adjointe	1	16 mai 2018	Bureau de normalisation du Québec à Montréal 1201, boulevard Crémazie Montréal (Québec) H2M 0A6	150,00 $
Symposium annuel de l'Association des médecins en protection de l'enfance du Québec	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la médecine légale et de la toxicologie	5	18 avril 2018	CHU Sainte-Justine (Amphithéâtre 125, bloc 11) 3175, chemin de la Côte-Sainte-Catherine Montréal (Québec) H3T 1C5	217,44 $
Société canadienne des sciences judiciaires formation sur l'approche logique de l'évaluation des preuves	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la criminalistique / Documents	2	1er mai 2018	Four Points Sheraton 35, Laurier Street Gatineau (Quebec) J8X 4E9	141,59 $
Société canadienne des sciences judiciaires formation sur les audits internes des tests	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la médecine légale et de la toxicologie	1	30 avril au 4 mai 2018	Four Points Sheraton 35, Laurier Street Gatineau (Quebec) J8X 4E9	1 283,19 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Programme d'information et de préparation à la retraite	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Plusieurs départements	2	1er juin 2018	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6	300,00 $
Formation en ligne sur Datacamp : Logiciel d'analyse de données	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la médecine légale et de la toxicologie	1	1er juin 2018	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale 1701, rue Parthenais, 12e étage Montréal (Québec) H2K 3T8	38,09 $
Soutien aux études : formation universitaire d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction générale adjointe	1	Session du printemps 2018	Université du Québec à Montréal (UQAM) 1430, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X 3J9	336,14 $
Soutien aux études : formation universitaire d'un employé dont le domaine d'études est lié à la mission et aux orientations du ministère	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction générale adjointe	1	Session du printemps 2018	Ecole Polytechnique de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	643,81 $
Réunion annuelle du Centre Jeremy Rill	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la médecine légale et de la toxicologie	4	27 avril 2018	Centre universitaire de santé McGill 1001, boulevard Decarie Montréal (Québec) H4A 3J1	40,00 $
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la protection des personnalités	2	10 et 11 mai 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la protection des personnalités	1	16 et 17 avril 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Formation continue des constables spéciaux – Programme de maintien des compétences du premier répondant	Direction de la protection des personnalités	3	25 avril 2018	Assemblée nationale Hôtel du Parlement 1045, rue des Parlementaires Québec (Québec) G1A 1A3	110,00 $
Formation continue des constables spéciaux et des gardes du corps – location d'une salle de tir	Direction de la protection des personnalités	100*	1er avril 2017 au 31 mars 2018	Club de tir les Castors de Charlesbourg 29, Marie-de-l'Incarnation Québec (Québec) G1N 3E5	70,00 $
Formation continue des constables spéciaux – location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	16 janvier 2018	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, j.a. Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	288,00 $

Ministère de la Sécurité publique : https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation continue des constables spéciaux – location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	4 avril 2018	Club de tir de la Lièvre 950, rue Industrielle Mont-Laurier (Québec) J9L 3V3	300,00 $
Formation continue des constables spéciaux – location salle de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	6	10 mai 2018	Centre de formation et de pratique du tir de l'Outaouais 268, chemin Industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	66,67 $
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	5 et 6 juin 2018	Commision scolaire de la Vallée-des-Tisserands 630, rue Ellice Beauharnois (Québec) J6N 3S1	300,00 $
Formation SAGE 50 – Débutant	Direction du renseignement, de l'analyse et du soutien aux opérations	1	19 juin 2018	Complexe Pôle Sud 1190, rue de Courchevel Lévis (Québec) G6W 8H1	245,00 $
Certification RCR 2018-2019[1]	Direction de la sécurité dans les palais de justice	57	Cotisation annuelle 2018-2019	Divers	2,50 $
Séminaire Gestion de la prévention au sein d'un service de sécurité incendie	Direction de la sécurité incendie	1	4 et 5 avril 2018	Hôtel Estrimont 44, avenue de l'Auberge Orford (Québec) J1X 6J3	525,00 $
Formation Rôle-conseil technique[2]	Programme d'aide financière	1	16 et 17 avril 2018	Ecole de technologie supérieure Pavillon E 1220, rue Notre-Dame Ouest Montréal (Québec) H3C 1K5	857,00 $
Congrès de l'Association des aménagistes régionaux du Québec	Service de l'analyse et des politiques	2	18, 19 et 20 avril 2018	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	450,00 $
Des solutions innovantes pour le recrutement de la main-d'oeuvre	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	1	24 avril 2018	Auberge Madeli 485, chemin Principal Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1E4	35,00 $
Programme d'information et de préparation à la retraite	Programme d'aide financière	1	3 et 4 mai 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Programme d'information et de préparation à la retraite	Programme d'aide financière	1	11 et 12 juin 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Atelier de formation – Big data et Bioindicateurs	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	1	13 juin 2018	Hôtel PUR 395, rue de la Couronne Québec (Québec) G1K 7X4	100,00 $
22e édition du colloque du Chapitre Saint-Laurent	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	1	14 juin 2018	Hôtel PUR 395, rue de la Couronne Québec (Québec) G1K 7X4	385,00 $
Assemblée générale de la Société de développement économique du Saint-Laurent (SODES) et dîner-conférence de Philippe Couillard	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	1	14 juin 2018	Aquarium du Québec 1675, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 4S3	95,00 $
Programme d'information et de préparation à la retraite	Programme d'aide financière	1	18 et 19 juin 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Atelier collaboratif MeRLIN des bruits sous-marins	Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes	3	1er mai 2018	Hôtel Le Concorde 1225, Cours du Général-de-Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	75,00 $
Adhésion annuelle pour 2018 au Conseil pour la réduction des accidents industriels majeurs (CRAIM)	Direction de la prévention et de la planification	1	Plusieurs rencontres au cours de l'année	Centre de sécurité civile 827, boulevard Crémazie Est Bureau 350 Montréal (Québec) H2M 2T8	250,00 $
Adhésion annuelle pour 2018 au Conseil pour la réduction des accidents industriels majeurs (CRAIM)	Service de l'expertise	1	Plusieurs rencontres au cours de l'année	Centre de sécurité civile 827, boulevard Crémazie Est Bureau 350 Montréal (Québec) H2M 2T8	150,00 $

Information complémentaire

* Il s'agit d'un contrat de 100 heures représentant environ 25 séances de tir. Si les séances de tir sont maximisées, cela peut représenter environ 100 personnes.

[1] Il s'agit d'un abonnement annuel permettant de suivre plusieurs formations. Ces formations ont lieu à divers endroits. Il est nécessaire de payer un certificat chaque année.

[2] En vertu du règlement, les membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec doivent, à moins d'en être dispensés partiellement ou totalement, accumuler au minimum de 30 heures de formation continue au cours d'une période de référence de deux ans. La période de référence amorcée le 1er avril 2017 prend fin le 31 mars 2019.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
70e Congrès annuel de l'Institut d'administration publique du Canada	Direction générale des affaires ministérielles	1	19 août 2018	Hilton Québec Hôtel 1100, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 4P3	1 055,00 $
Passeport Multi-CPA - Diverses formations à l'intention des CPA fourni par l'Ordre des CPA du Québec[1]	Direction des ressources financières, matérielles et de la planification	5	3 août 2018	Divers lieux de formations	309,80 $
Formation de certification au système TRIMA[2]	Service du développement et de l'amélioration continue	1	18 avril au 23 mai 2018	CEGEP Garneau 1530, boulevard de l'Entente Québec (Québec) G1S 4S3	2 250,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Direction de la gestion immobilière	1	2 et 3 octobre	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
WiFu - Offensive Security	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	1	juillet et août	Offsec Services Limited 5, Secretary's Lane GX11 1AA, Gibraltar	450,00 $
Formation COBIT 5 Assessor Bootcamp	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	1	9 juillet au 13 juillet 2018	2AB Associates 4884Q, rue des Halliers Saint-Augustin-de-Desmaures Québec (Québec) G3A 1A6	3 200,00 $
Certified Information Systems Security Professionnal (CISSP) - Formation à Montréal	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	1	16 juillet 2018	Eccentrix 2000, McGill College Avenue, 6e étage Montréal (Québec) H3A 3H3	2 495,00 $
Session d'automne 2018: CR410- Gestion des identités & accès et CR340- systèmes d'exploitation	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	1	1er septembre au 30 décembre 2018	École Polytechnique de Montréal 405, Avenue Ogilvy Montréal (Québec) H3N 1M3	655,40 $
WordPress débutant (INF-134-TO) - 15 heures	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	1	5 septembre 2018	Cégep Garneau 1660, boulevard de l'Entente Québec (Québec) G1S 4S3	247,50 $
Formation - Exercices des plans de continuité	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	1	21 septembre 2018	ContinuityLink 102, 18e avenue Deux-Montagnes (Québec) J7R 4A7	700,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation de base en gestion de la Continuité d'activités	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	1	27 septembre 2018	ContinuityLink 102, 18e avenue Deux-Montagnes (Québec) J7R 4A7	1 400,00 $
BACC en administration, concentration en gestion des technologies d'affaires	Direction des technologies de l'information	1	Été 2018	Université du Québec à Rimouski, campus de Lévis Université du Québec à Rimouski Campus de Lévis 1595, boulevard Alphonse-Desjardins Lévis (Québec) G6V 0A6	333,14 $
Formation - préparation à la certification PMP et CAPM - automne 2018	Service de la réalisation des systèmes (SRS)	1	29 septembre au 3 novembre 2018 (35 h)	PMI Lévis-Québec 4920 G, rue des Bocages Saint-Augustin-de-Desmaures Québec (Québec) G3A 1G3	1 374,95 $
Mise en place d'un bureau de gestion de projets (PMO)	Service de la réalisation des systèmes (SRS)	1	4 et 5 juillet 2018	Technologia formation 440, boul. René Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec) H2Z 1V7	795,00 $
Conférence Green Mountain sur l'ADN	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie/ADN	3	30 juillet au 8 aout 2018	Vermont Forensic Laboratory 45, State Dr, Waterbury Vermont, États-Unis	369,06 $
8e congrès de l'association européenne des sciences judiciaires EAFS (European Association of Forensic Science)	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie/ADN	1	25 aout au 1 septembre 2018	Lyon Convention Center, EAFS - MCI France 18, place Tolozan – 69001 Lyon, France	853,15 $
29e symposium international de l'identification humaine- ISHI (International Society of human Identification)	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie/ADN	1	24 au 27 septembre 2018	Phoenix Convention Center, 100, N 3rd St, Phoenix Arizona 85004 États-Unis	1 279,54 $
Symposium annuel sur les armes à feu	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la Criminalistique / Balistique	1	19 au 20 septembre 2018	Forensic Services and Coroner's Complex 25, Morton Shulman Ave Toronto (Ontario) M3M 0B1	0,00 $
Cours théorique et pratique sur l'utilisation du LC-MS par AB Sciex	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la médecile légale et la toxicologie	5	25 au 27 septembre 2018	SCIEX 500, Old Connecticut Path, Framingham, MA 01701 États-Unis	0,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Forum sur la fraude et la contrefaçon	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la Criminalistique / Documents	3	1er septembre 2018	Espace Rive-Sud 500, avenue du Golf La Praire (Québec) J5R 0A5	360,00 $
Formation sur le logiciel Filemaker	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la biologie/ADN	2	17 au 24 juillet 2018	Edumicro 9160, boulevard Leduc Bureau 410 Brossard (Québec) J4Y 0E3	825,00 $
56e congrès de l'association des toxicologues judiciaires (International Association of Forensic Toxicologist (TIAFT))	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale / Direction de la médecile légale et la toxicologie	2	26 au 30 aout 2018	Ghent University Korte Meer 16, 9000 Ghent, Belgique	870,19 $
Programme d'information et de préparation à la retraite	Équipe de soutien administratif	1	21 et 22 juin 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Formation de base des gardes du corps-chauffeurs - Location de terrain pour la formation conduite automobile	Direction de la protection des personnalités	11	11 mai , 16 au 18 mai 2018	Canadian Forces Base Valcartier CP 1000 Succ Forces Courcelette (Québec) G0A 4Z0	90,00 $
Formation de base des gardes du corps-chauffeurs - Location champ de tir	Direction de la protection des personnalités	11	8 mai 2018	Canadian Forces Base Valcartier CP 1000 Succ Forces Courcelette (Québec) G0A 4Z0	30,44 $
Formation de base des gardes du corps-chauffeurs - Location de dojo	Direction de la protection des personnalités	11	25 et 26 avril 2018, 4 mai 2018	Studio Unis 3370 Rue de la Pérade, suite 12 Québec (Québec) G1X 2L7	43,64 $
Formation continue des gardes du corps-chauffeurs - Formation moniteur en secourisme	Direction de la protection des personnalités	1	1, 13, 14, 20 et 21 octobre 2018	IMPACT Santé + 2275 Boulevard Saint-Joseph Est Montréal (Québec) H2H 1G4	650,00 $
Colloque sur la sécurité ferroviaire : pour préparer et protéger nos municipalités (Fédération québécoise des municipalités)[3]	Service de soutien à la réduction des risques et à la planification gouvernementale	1	23 mars 2018	Centre sportif Mégantic 5400, rue Papineau Lac-Mégantic (Québec) G6B 1Y8	172,50 $
Webinaire sur l'utilisation de drones lors de la gestion des cours d'eau au printemps	Service de soutien à la réduction des risques et à la planification gouvernementale	1	28 mars 2018	Ministère de la Sécurité publique 2525, boulevard Laurier, 6e étage Tour des Laurentides Québec (Québec) G1V 2L2	55,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation sur le Système de commandement d'intervention (SCI) niveau débutant, I-200	Équipe de soutien aux opérations	1	20 et 21 novembre	Campus Notre-Dame-de-Foy 5000, rue Clément-Lockquell Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 1B3	450,00 $
Conférence UAS Tech Demo permettant de suivre l'évolution du marché, les développements technologiques de ce domaine et de rencontrer les intervenants du milieu.	Direction générale adjointe à la sécurité	1	26 et 27 septembre 2018	Centre d'excellence sur les drones 570, chemin de l'Aéroport Alma (Québec) G8B 5V2	173,91 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Québec	1	9 et 10 avril 2018	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Québec	1	18 et 19 juin 2018	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de Roberval	8	19 avril 2018	Gym Univers Santé Roberval 181, rue St-Alphonse Roberval (Québec) G8H 1K5	8,00 $
Colloque santé et sécurité du travail de la Côte-Nord. La santé et la sécurité du travail, un engagement au quotidien.	Établissement de détention de Baie-Comeau	4	30 mai 2018	Stade Médard-Soucy Cégep Baie-Comeau 537, boulevard Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2	75,00 $
Formation spécialisée en prévention du suicide pour les chefs d'unité	Établissement de détention de Baie-Comeau	7	3 mai 2018	Ville de Baie-Comeau Pavillon Mance 41, avenue Mance Baie-Comeau (Québec) G4Z 1M6	25,14 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation sur les rôles et la réorganisation des tâches au service alimentaire en collaboration avec le service du développement et de l'amélioration continue.	Établissement de détention de New Carlisle	7	18 septembre 2018	Centre d'action bénévole St-Siméon/Port-Daniel 176, Gérard D.-Lévesque Ouest Paspébiac (Québec) G0C 2K0	7,86 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de New Carlisle	21	19, 20 et 21 juillet 2018	Centre de plein-air Tourbillon 100, route de la Rivière Bonaventure (Québec) G0C 1E0	9,52 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire).	Établissement de détention de Hull	1	5 et 6 mars 2018	Établissement de détention de Hull 75, rue Saint-François Gatineau (Québec) J9A 1B4	109,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire).	Établissement de détention de Hull	8	19 et 20 mars 2018	Établissement de détention de Hull 75, rue Saint-François Gatineau (Québec) J9A 1B4	109,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, respiration cardio-respiratoire).	Établissement de détention de Hull	5	7 et 8 mai 2018	Établissement de détention de Hull 75, rue Saint-François Gatineau (Québec) J9A 1B4	109,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Hull	1	21 septembre 2018	Centre de formation et pratique de tir de l'Outaouais 268 chemin Industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	400,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	9	3 septembre 2018	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	48,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membres de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	11	12 septembre 2018	Municipalité de Sainte-Sophie Pavillon Lionel Renaud 2161, rue de l'Hôtel de Ville Sainte-Sophie (Qc) J5J 1K5	27,00 $
Colloque «Tapickotc Otamirotan» permettant de se familiariser avec l'approche autochtone en violence familiale et de s'outiller pour servir les membres des familles autochtones aux prises avec cette problématique.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	12 septembre 2018	Hôtels Gouverneur Montréal 1415, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2L 3Y9	300,00 $
Programme de mentorat et de développement du leadership le «Cercle des jeunes leaders de l'administration publique».	Établissement de détention de Montréal	1	Programme d'une durée de 20 mois	École nationale d'administration publique 555, boul Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	6 000,00 $
Déjeuner - Conférence ayant pour thème «Connaitre les possibilités du Dark Web...ça m'intéresse» offert par le Regroupement des gestionnaires en sécurité interne.	Établissement de détention de Montréal	1	22 mai 2018	Port de Montréal 2100, avenue Pierre-Dupuy bureau 2000, aile 1 Montréal (Québec) H3C 3R5	40,00 $
Formation sur l'outil d'évaluation en délinquance sexuelle	DSPC Clientèle féminine et activités spécialisées	1	28, 29 et 30 mai 2018	Institut Philippe Pinel de Montréal 10905, boul. Henri-Bourassa Est Montréal (Québec) H1C 1H1	226,15 $
Passeport Multi-CPA - Diverses formations à l'intention des CPA fourni par l'Ordre des CPA du Québec1	Direction de l'analyse financière et des acquisitions	4	1er septembre 2018 au 31 août 2019	Divers	387,25 $

Information complémentaire

[1] Il s'agit d'un abonnement annuel donnant accès à plusieurs formations. Ces formations ont lieu à divers endroits.

[2] La publication se fait au trimestre 2 (puisque le paiement est tardif), mais la participation était couverte dans la période du trimestre 1.

[3] Ce Service est la fusion du Service de l'expertise et du Service de la planification. Celle-ci est effective depuis le 1er avril 2018.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation continu - Événement Éco-conseil 2018	Direction des ressources financières, matérielles et de la planification	1	28 septembre 2018	Association professionnelle des éco-conseillers du Québec 3-27, avenue Sainte-Geneviève Québec (Québec) G1R 4B1	50,00 $
Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	1	4 octobre 2018	Retraite-Québec Centre Louis-Jolliet 1201, de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4N1	300,00 $
Certification 2018 : GIAC Certified Incident Handler	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	1	25 octobre 2018	SANS Institute 1300, 17th Street North, 17th Floor, Arlington, VA 22209	342,39 $
Hackfest 2018 - Formation/conférence	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	2	30 octobre 2018	Hackfest Communication 9475, rue Raymond-Déry Québec (Québec) G2K 1K9	120,00 $
Hackfest 2018 - Formation/conférence	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	2	30 octobre 2018	Hackfest Communication 9475, rue Raymond-Déry Québec (Québec) G2K 1K10	95,00 $
Certificat en cybersécurité des réseaux informatiques	Service de la sécurité informatique gouvernementale (SSIG)	1	2 novembre 2018	École Polytechnique de Montréal 101-405, av.Ogilvy Montréal (Québec) H3N 1M3	665,40 $
Géocodage	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets	1	20 novembre 2018	Université Laval 2425, rue de la Terasse Salles 2320-2330, Pavillon Gene-H.-Kruger Québec (Québec) G1V 0A6	50,00 $
Développement Web Angular	Service de l'infrastructure, de la géomatique et des projets	2	10 décembre au 13 décembre 2018	Technologia 2323, boul. du Versant Nord Bureau 109 Québec (Québec) G1N 4P4	1 290,00 $
Préparation à l'examen pour la certification Project Management Professionnel (PMP®)	Direction des technologies de l'information	1	7 novembre 2018	GPBL inc. 410, rue Saint-Nicolas, suite 236 Montréal (Québec) H2Y 2P5	110,95 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Examen Project Management Professionnel (PMP®) (tarif membre)	Direction des technologies de l'information	1	26 novembre 2018	GPBL inc. 410, rue Saint-Nicolas, suite 236 Montréal (Québec) H2Y 2P5	405,00 $
Colloque 2018 de GP-Québec	Direction des technologies de l'information	1	25 septembre 2018	Université Laval Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	343,36 $
Examen Project Management Professionnel (PMP®)	Service de la réalisation des systèmes	1	10 décembre 2018	Prometric 1000, boul. Saint-Jean, suite 321 Pointe-Claire (Québec) H9R 5T2	735,39 $
Oracle Database 12c: Backun an Recovery Workshop Ed 2*	Service de la réalisation des systèmes	1	10 décembre au 14 décembre 2018	AFI 1751, rue du Marais, suite 300 Québec (Québec) G1M 0A2	4 825,00 $
Journée informatique de Québec	Service du soutien aux utilisateurs	2	13 novembre 2018	Centre des congrès de Québec 1000, boul. René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	575,00 $
Conférence : Gestion des espaces de travail	Direction de la gestion immobilière	1	13 et 14 novembre 2018	1225, Cours du Général-De Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	1 485,00 $
Conférence : Gestion des espaces de travail	Direction de la gestion immobilière	1	13 novembre 2018	1225, Cours du Général-De Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	695,00 $
Colloque 2018 de GP-Québec	Direction de la gestion immobilière	1	24 octobre 2018	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	303,64 $
Colloque des ingénieurs de l'État	Direction de la gestion immobilière	2	22 novembre 2018	Centre des congrès 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	0,00 $
Expo Contech Bâtiment à Québec	Direction de la gestion immobilière	6	25 octobre 2018	Centre de Foires, ExpoCité, 250, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec	0,00 $
Shooting Scene Reconstruction course	Criminalistique Service Balistique	6	1 octobre 2018	2725, montée Masson Laval (Québec) H7B 1E3	1 767,98 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
IABPA (international Association of Bloodspatter analysts)	Biologie / ADN	4	Du 2 au 5 octobre 2018	100, rue Elgin Ottawa (Ontario)ON K1P 5K8	653,84 $
Society of Forensic Toxicologists (SOFT)	Toxicologie	1	Du 7 au 12 octobre 2018	Double Tree by Hilton Minneapolis 511 Huron Boulevard SE Minneapolis 55414 MN	2 020,20 $
AFQAM (Association of Forensic Quality Managers)	Direction générale adjointe	1	Du 9 au 12 octobre 2019	21 Atwells Avenue Providence, Rhode Island 02903 USA	460,95 $
Swiss International Wound Ballistics Workshop	Criminalistique Service Balistique	1	Du 10 au 12 octobre 2019	Hochschulstrasse 6, 3012 Bern, Suisse	2 271,08 $
Formation en éthique donnée par l'Ordre des chimiste du Québec	Criminalistique Service Chimie	2	16 novembre 2018	555, boulevard de l'Université Drummondville (Québec) J2C 0R5	170,00 $
Robert F. Borkenstein Course on Alcohol and Highway Safety: Testing, Research and Litigation	Toxicologie	1	Du 3 au 7 décembre 2018	107 S Indiana Avenue Bloomington, IN 47405 USA	1 956,81 $
Introduction à la gestion de la santé et de la sécurité au travail	Service de la santé des personnes	1	5 juin 2018	RRSPT Place de la Cité - Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier, bureau 500 Québec (Québec) G1V 4M6	295,00 $
Enjeux en matière de santé psychologique dans la pratique des métiers d'urgence	Service de la santé des personnes	2	13 septembre 2018	École nationale de police 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	299,00 $
Perfectionnement en français écrit 1	Service de la dotation, de la santé des personnes et des relations professionnelles	1	26 septembre 2018	CEGEP Garneau 1530, boulevard de l'Entente Québec (Québec) G1S 4S3	140,00 $
Certification au système TRIMA	Service du développement et de l'amélioration continue	1	9 octobre 2018	CEGEP Garneau 1530, boulevard de l'Entente Québec (Québec) G1S 4S3	2 250,00 $
Le Lean Six Sigma au sein de la fonction publique, ses fondements, son application	Service du développement et de l'amélioration continue	1	16 octobre 2018	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	20,00 $
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	18 octobre 2018	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Gestion des dossiers d'accidents du travail	Service de la santé des personnes	3	30 octobre 2018	RRSPT Place de la Cité - Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier, bureau 500 Québec (Québec) G1V 4M6	295,00 $
Perfectionnement en français écrit 2	Service de la dotation, de la santé des personnes et des relations professionnelles	1	30 octobre 2018	CEGEP Garneau 1530, boulevard de l'Entente Québec (Québec) G1S 4S3	140,00 $
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	1er novembre 2018	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 $
Développer son leadership pour l'administration publique	Service de la dotation, de la santé des personnes et des relations professionnelles	1	8 novembre 2018	CLDC 150, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 2B2	325,00 $
Cadre juridique et analyse de recevabilité en matière de harcèlement psychologique	Service de la santé des personnes	1	13 novembre 2018	RRSPT Place de la Cité - Tour Belle Cour 2590, boulevard Laurier, bureau 500 Québec (Québec) G1V 4M6	295,00 $
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL1)	Direction des ressources humaines	1	14 novembre 2018	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 $
Salon des meilleurs pratiques d'affaires 2018	Service du développement et de l'amélioration continue	3	15 novembre 2018	Palais des congrés de Montréal 1001, place Jean-Paul-Riopelle Montreal (Québec) H2Z 1H5	425,00 $
Rédiger des documents administratifs : le français des affaires	Service de la dotation, de la santé des personnes et des relations professionnelles	1	27 novembre 2018	CEGEP Garneau 1530, boulevard de l'Entente Québec (Québec) G1S 4S3	140,00 $
Gérer le temps et les priorités	Service de la dotation, de la santé des personnes et des relations professionnelles	1	4 décembre 2018	CLDC 150, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 2B2	195,00 $
Gestion de la formation	Service du développement et de l'amélioration continue	1	5 décembre 2018	Hôtel Le Westin 270, rue Saint-Antoine Ouest Montréal (Québec) H3B 4X9	537,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
5e Forum du Réseau policier en accès et protection de l'information	Direction générale des affaires ministérielles	2	1 novembre 2018	750, côte de la Pente-Douce Québec (Québec) G1N 2M1	430,00 $
Programme de formation professionnelle en accès à l'information et de la protection des renseignements personnels	Direction générale des affaires ministérielles	1	Entre le 3 octobre 2018 et le 17 janvier 2019	750, côte de la Pente-Douce Québec (Québec) G1N 2M1	3 595,00 $
Association internationale des affaires correctionnels et pénitencières	Direction générale des affaires ministérielles	1	Entre le 21 et 25 octobre 2018	1050, rue de la Gauchetière Montréal (Québec) H3B 4C9	857,79 $
Cours d'anglais[1]	Direction du rétablissement	1	Du 6 avril 2018 au 31 mars 2019	455, rue Marais, bureau 200 Québec (Québec) G1M 3A2	652,50 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Atelier sur la pratique de la géotechnique	Service des programmes d'aide financière et des municipalités	1	7 février 2019	Manoir du Lac Delage 40, avenue du Lac Lac-Delage (Québec) G3C 5C4	200,00 $
Habiletés de gestion, les incontournables	Service des programmes d'aide financière et des municipalités	1	6 décembre 2018	Pavillon La Laurentienne Université Laval 1030, avenue du Séminaire Québec (Québec) G1V 0A6	465,00 $
Colloque sur la sécurité civile 2018	Service des programmes d'aide financière et des municipalités	1	Du 23 au 24 octobre 2018	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	21,10 $
29 Licences ENI - Cours bureautique en ligne, Word et Excel de base ou avancé [2]	Direction du rétablissement	29	Du 12 septembre 2018 au 12 septembre 2019	Direction du rétablissement 455, rue Marais bureau 100 Québec (Québec) G1M 3A2	136,00 $
Cours de français - Améliorer son français écrit – Noms, adjectifs et homophones et l'accord des verbes et des participes passés	Direction du rétablissement	12	Le 4 et 11 décembre 2018	Direction du rétablissement 455, rue Marais bureau 100 Québec (Québec) G1M 3A2	265,00 $
Formation SCI-200 Système de commandement d'intervention de base	Équipe de soutien aux opérations	1	20 et 21 novembre 2018	Campus Notre-Dame-de-Foy 5000, rue Clément-Lockquell Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 1B3	450,00 $
Session de planification à la retraite	Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie du Saguenay–Lac-Saint-Jean	1	19 et 20 novembre 2018	Cégep Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 $
Colloque sur la sécurité civile 2018	Direction des opérations	1	22 au 24 octobre 2018	Centre des congrès de Québec 1000, boul. René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	40,00 $
Colloque sur la sécurité civile 2018	Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie de la Mauricie et Centre-du-Québec	1	22 au 24 octobre 2018	Centre des congrès de Québec 1000, boul. René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	34,79 $
Séminaire pour les pompiers Municipalité de Saint-Donat	Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides	1	15 septembre 2018	Municipalité de Saint-Donat 490, rue Principale Saint-Donat (Québec) J0T 2C0	50,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation secourisme CNESST	Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie du Saguenay–Lac-St-Jean	1	28 et 29 novembre 2018	Clinique médicale privée Opti-Soins inc. 2655, boulevard du Royaume, suite 550 Joncquière (Québec) G7S 4S9	123,00 $
Colloque scientifique - 20 ans du Parc marin du Saguenay–Saint-Laurent	CEGRIM	2	17 au 19 octobre 2018	Hôtel Tadoussac 165, rue du Bord-de-l'Eau Tadoussac (Québec) G0T 2A0	75,00 $
Colloque scientifique - 20 ans du Parc marin du Saguenay–Saint-Laurent	CEGRIM	1	17 au 19 octobre 2018	Hôtel Tadoussac 165, rue du Bord-de-l'Eau Tadoussac (Québec) G0T 2A0	150,00 $
Formation lors du Colloque sur la sécurité civile 2018	CEGRIM	1	22 octobre 2018	1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	40,00 $
Colloque scientifique Québec Océan	CEGRIM	1	5 et 6 novembre 2018	311, boulevard Hôtel-de-Ville Rivière-du-Loup (Québec) G5R 5S4	150,00 $
Formation Connaissances générales en transport maritime	CEGRIM	2	7 novembre 2018	271, rue de l'Estuaire Québec (Québec) G1K 8S8	295,00 $
Rencontre annuelle du Forum des partenaires Horizon 2025	CEGRIM	4	27 novembre 2018	1349, chemin du Lavernière L'Étang-du-Nord (Québec)	0,00 $
Formation Connaissances générales en transport maritime	CEGRIM	1	28 novembre 2018	555, boulevard Roland-Therrien Longueuil (Québec) J4H 3Y9	295,00 $
Forum Saint-Laurent	CEGRIM	3	28 et 29 novembre 2018	3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	0,00 $
Formation sur les matières dangereuses	Service de soutien à la réduction des risques et à la planification gouvernementale	1	22 octobre 2018	1000, boul. René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 2B5	40,00 $
Formation sur la gestion des risques de sinistres	Service de l'analyse et des politiques	1	8 octobre au 21 décembre 2018	2525, boulevard Laurier Québec (Qc) G1V 2L2	130,70 $
Formation sur la gestion des risques liés à l'ammoniac	Service de soutien à la réduction des risques et à la planification gouvernementale	1	29 novembre 2018	360, rue McGinnis Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J2X 4T5	252,50 $
Congrès de l'Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ)	Direction de la sécurité incendie	4	Du 24 au 26 octobre 2018	Manoir Saint-Sauveur 246 chemin du Lac-Millette Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R3	0,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation continue des constables spéciaux - Moniteurs - Tir au pistolet - requalification	Direction de la sécurité dans les palais de justice	2	20 septembre 2018	École nationale de police du Québec 350 Rue Marguerite d'Youville, Nicolet, QC J3T 1X4	1 058,00 $
Formation pour un constable spécial capitaine - Gestion des employés difficiles	Direction de la sécurité dans les palais de justice	1	25 septembre 2018	Centre de services partagés du Québec 150, boul. René-Levesque Est, 11e étage Québec (Québec) G1R 2B2	295,00 $
Formation constables spéciaux instructeurs - FMC, RCR, DEA, Anaphylaxie	Direction de la sécurité dans les palais de justice	2	6 octobre 2018	Vital Médic 2103, boulevard Armand-Frappier Sainte-Julie (Québec) J3E 3R6	680,00 $
Frais annuels de maître instructeur - 2019	Direction de la sécurité dans les palais de justice	2	7 octobre 2018	Vital Médic Lieux divers	75,00 $
Formation de base des gardes du corps - Intervention tactique 1 - Capacité d'endiguement	Direction de la protection des personnalités	1	18 octobre 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 132,00 $
Programme du maintien des compétences du premier répondant	Direction de la protection des personnalités	3	26 octobre 2018	FPPR inc. 81, rue du Grand-Pré Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier Québec G3N 1G6	112,50 $
Programme d'information et de préparation à la retraite	Direction du renseignement, de l'analyse et du soutien aux opérations	1	8 novembre 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Formation continue des constables spéciaux - Location champ de tir	Direction de la sécurité dans les palais de justice	6	26 novembre 2018	Centre formation et pratique du tir de l'Outaouais 268, chemin industriel L'ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	66,67 $
Formation continue des gardes du corps - Tir au pistolet[3]	Direction de la protection des personnalités	108	Année 2018-2019	Club de tir Les castors de Charlesbourg inc. 29, rue Marie-de-L'incarnation Québec (Québec) G1N 3E5	124,07 $
Journée conférence sur les jeunes et la santé mentale « Furie »	Direction de la la prévention et de la lutte contre la criminalité	1	22 novembre 2018	Salle Pierre-Mercure 300, boul. de Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2X 3X6	158,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation « Orchestrer l'action intersectorielle » de 2 jours à l'école ARIMA	Direction de la la prévention et de la lutte contre la criminalité	1	17 et 18 décembre 2018	Carrefour des arts et des sciences Université de Montréal Pavillon Lionel-Groulx 3150, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1N8	50,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention Leclerc de Laval	33	Novembre 2018	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	87,27 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, réanimation cardiorespiratoire)	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	10 et 11 novembre 2018	FormaSecours Plus inc. 30, rue Émilien-Marcoux, porte 103 Blainville (Québec) J7C 0B5	550,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	28 et 29 novembre 2018	CEGEP Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention Leclerc de Laval	2	5 et 6 décembre 2018	CEGEP Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 $
Formation « Gestion des informateurs - Volet pratique »	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	16 au 19 janvier 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 816,64 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention Rivière-des-Prairies	76	Octobre, novembre et décembre 2018	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	71,58 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention Rivière-des-Prairies	1	15 et 16 octobre 2018	CEGEP Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention Rivière-des-Prairies	1	3 et 4 décembre 2018	CEGEP Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Direction des services professionnels correctionnels Clientèle féminine activités spécialisées	1	16 et 17 octobre 2018	CEGEP Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G7	300,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Montréal	1	5 et 6 décembre 2018	CEGEP Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G8	300,00 $
Formation « Gestion des informateurs - Volet pratique »	Établissement de détention de Montréal	1	16 au 19 janvier 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 816,64 $
Formation « Gestion des informateurs - Volet théorique »	Établissement de détention de Montréal	1	1er au 15 décembre 2017	École nationale de police du Québec (formation en ligne) 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	90,00 $
Formation visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, réanimation cardiorespiratoire)	Direction des services professionnels correctionnels Montréal Sud-Ouest	2	1er et 2 octobre 2018	La Maison du citoyen Montréal 7501, rue François-Perrault Montréal (Québec) H2A 1M1	109,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Direction des services professionnels correctionnels Montréal Nord-Est	3	28 et 29 novembre 2018	CEGEP Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G8	300,00 $
Soutien aux études : cours éthique et enjeux en criminologie	Direction des services professionnels correctionnels Montréal Nord-Est	1	Automne 2018	Université de Montréal 2900, boul. Edouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	125,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention Leclerc de Laval	1	5 et 6 décembre 2018	CEGEP Marie-Victorin 767, rue Bélanger Montréal (Québec) H2S 1G8	300,00 $
Formation « Gestion des informateurs - Volet théorique »	Établissement de détention Rivière-des-Prairies	1	1er décembre 2017 au 12 janvier 2018	École nationale de police du Québec (formation en ligne) 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	90,00 $
Formation « Gestion des informateurs - Volet pratique »	Établissement de détention Rivière-des-Prairies	1	16 au 19 janvier 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 816,64 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Trois-Rivières	1	11 et 12 octobre 2018	CEGEP de Trois-Rivières 3175, boul. Laviolette Trois-Rivières (Québec) G8Z 1E9	300,00 $
Formation sur les renseignements sécuritaires	Établissement de détention de Trois-Rivières	1	10 octobre 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	180,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Québec	1	6 et 7 décembre 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Québec	2	29 et 30 octobre 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Québec	2	25 et 26 octobre 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membre de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Québec	10	4 et 5 décembre 2018	Université Laval Pavillon de l'Éducation physique et des sports 2300, rue de la Terrasse Québec (Québec) G1V 0A6	4,20 $
Formation La tenue de dossiers 1 - Aspects déontologiques et réglementaires	Direction des services professionnels correctionnels Québec-Charlevoix	2	20 novembre 2018	Direction des services professionnels correctionnels Québec-Charlevoix (formation en ligne) 300, boul. Jean-Lesage, RC.24 Québec (Québec) G1K 8K6	350,00 $
Formation La tenue de dossiers 1 - Aspects déontologiques et réglementaires	Direction des services professionnels correctionnels Québec-Charlevoix	1	20 décembre 2018	Direction des services professionnels correctionnels Québec-Charlevoix (formation en ligne) 300, boul. Jean-Lesage, RC.24 Québec (Québec) G1K 8K6	350,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Direction des services professionnels correctionnels Sainte-Foy-Chaudière-Appalaches	1	1er et 2 octobre 2018	Centre Raymond-Blais 4, rue Raymond-Blais Lévis (Québec) G6W 6N3	300,00 $
Formation « Gestion des informateurs - Volet pratique »	Établissement de détention de Roberval	1	16 au 19 janvier 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 816,64 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Rimouski	3	9 et 10 octobre 2018	CEGEP de Rimouski 60, rue de l'Évêché Rimouski (Québec) G5L 4H6	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Rimouski	2	10 et 11 décembre 2018	CEGEP de Rimouski 60, rue de l'Évêché Rimouski (Québec) G5L 4H6	300,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence (premiers soins, réanimation cardiorespiratoire)	Établissement de détention de Rimouski	12	10 et 11 septembre 2018	Établissement de détention de Rimouski 200, rue des Négociants Rimouski (Québec) G5M 1B6	123,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation La réinsertion sociale, un projet régional: La motivation au coeur de mon intervention	Direction des services professionnels correctionnels Bas-Saint-Laurent	3	25 octobre 2018	Aux Trois Mâts 180, rue de l'Évêché Ouest Rimouski (Québec) G5L 4H9	30,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membre de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention.	Établissement de détention de Baie-Comeau	14	1er octobre et 5 novembre 2018	Pavillon Mance 41, avenue Mance Baie-Comeau (Québec) G4Z 1M6	6,86 $
Formation en hygiène et salubrité des aliments	Établissement de détention de Sept-Îles	1	2 octobre 2018	École Manikoutai 40, rue Comeau Sept-Îles (Québec) G4R 4N3	250,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Sept-Îles	1	21 novembre 2018	CEGEP de Baie-Comeau 537, boul. Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2	300,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de New Carlisle	1	9 et 10 octobre 2018	CEGEP de Rimouski 60, rue de l'Évêché Rimouski (Québec) G5L 4H6	300,00 $
Formation « Gestion des informateurs -Volet pratique »	Établissement de détention de New Carlisle	1	16 au 19 janvier 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 816,64 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de New Carlisle	22	11, 12, 13 septembre 2018 et 17 octobre 2018	Centre plein air Tourbillon 100, route de la Rivière Bonaventure (Québec) G0C 1E0	14,10 $
Formation Calcul des peines	Direction des services professionnels correctionnels Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	10	21 novembre 2018	Municipalité de New Carlisle 138, boul. Gérard-D.-Lévesque New Carlisle (Québec) G0C 1Z0	2,50 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Percé	1	9 et 10 octobre 2018	CEGEP de Rimouski 60, rue de l'Évêché Rimouski (Québec) G5L 4H6	300,00 $
Soutien aux études - Cours réadaptation des toxicomanes, interventions : toxicomanie et santé mentale, désintoxication et sevrage et intervention de crise et toxicomanie dans le cadre d'un certificat en toxicomanie	Établissement de détention de Sherbrooke	1	Hiver 2018	Université de Sherbrooke 2500, boul. Université Sherbrooke (Québec) J1K 2R1	200,00 $
Formation « Gestion des informateurs - Volet théorique »	Établissement de détention de Sherbrooke	2	16 au 19 janvier 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	90,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation « Gestion des informateurs - Volet pratique »	Établissement de détention de Sherbrooke	2	16 au 19 janvier 2018	Ecole nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 816,64 $
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention	Établissement de détention de Sherbrooke	17	18 et 25 octobre 2018	Fabrique de la paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 0H4	17,65 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membre de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Sherbrooke	16	11, 12, 13 septembre 2018 et 4 octobre 2018	Fabrique de la paroisse du Bon-Pasteur 630, rue Papineau Sherbrooke (Québec) J1E 0H4	28,13 $
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention.	Établissement de détention de Sherbrooke	42	1 avril 2018	Académie d'auto-défense de Sherbrooke 686, boul. Lavigerie Sherbrooke (Québec) J1G 2X2	13,69 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membre de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Sherbrooke	8	5 avril 2018	Académie d'auto-défense de Sherbrooke 686, boul. Lavigerie Sherbrooke (Québec) J1G 2X2	14,37 $
Soutien aux études: Cours Intervention auprès des victimes et Méthodes et recherche en criminologie.	Établissement de détention de Sherbrooke	1	Hiver 2018	Université de Montréal 2900, boul. Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	155,00 $
Soutien aux études : Cours Justice criminelle 1 dans le cadre d'un certificat en criminologie	Établissement de détention de Sherbrooke	1	Été 2018	Université de Montréal 2900, boul. Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	80,00 $
Formation système professionnel, déontologie et éthique	Direction des services professionnels correctionnels Estrie	1	19 et 20 octobre 2018	Ordre des psychoéducateurs du Québec 1600, boul. Henri-Bourassa Ouest, bureau 510 Montréal (Québec) H3M 3E2	344,93 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Sorel	118	29 octobre au 19 décembre 2018	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	70,51 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie.	Établissement de détention de Sorel	2	1er et 2 novembre 2018	CEGEP Sorel-Tracy Campus de Varennes 1555, boul. Lionel-Boulet Varennes (Québec) J3X 1P7	300,00 $
Soutien aux études : Cours Stratégie d'entreprise et Gestion des systèmes d'information dans le cadre d'un baccalauréat en administration	Établissement de détention de Sorel	1	Été 2018	TÉLUQ (formation à distance) 455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H6	155,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Sorel	1	22, 23, 26 et 27 novembre 2018	Centre Louis-Jolliet (formation en ligne) 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Formation « Gestion des informateurs -Volet pratique »	Établissement de détention de Sorel	1	16 au 19 janvier 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	1 816,64 $
Soutien aux études : Cours Enjeux actuels en sécurité intérieure et Initiation aux méthodes qualitatives dans le cadre d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en Sécurité intérieure.	Établissement de détention de Sorel	1	Hiver 2018	Université de Montréal 3200, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1N8	155,00 $
Soutien aux études : Cours Terrorisme et contre-terrorisme dans le cadre d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en sécurité intérieure	Établissement de détention de Sorel	1	Été 2018	Université de Montréal 3150, rue Jean-Brillant Montréal (Québec) H3T 1N8	80,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Direction des services professionnels correctionnels Montérégie Nord-Est	1	17 et 18 septembre 2018	Locaux Synor Édifice André-Godin 525, boul. Wilfrid-Laurier Beloeil (Québec) J3G 4H8	300,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Hull	12	12, 19 et 23 novembre 2018	Centre de formation et pratique de tir de l'Outaouais 268, chemin Industriel L'Ange-Gardien (Québec) J8L 0A9	100,00 $
Soutien aux études : Certificat en psychologie du développement humain	Établissement de détention de Hull	1	Hiver 2018	Université Laval (formation à distance) 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	235,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention de Saint-Jérôme	2	5 et 6 décembre 2018	CEGEP de Saint-Jérôme 455, rue Fournier Saint-Jérôme (Québec) J7Z 4V2	300,00 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	8	12, 13 et 15 novembre 2018	Centre récréatif d'armes à feu de Montréal 2206, 52e Avenue Lachine (Québec) H8T 2Y3	162,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Établissement de détention de Saint-Jérôme	8	3 septembre 2018	Salle Gai-Luron 2164, montée Sainte-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 0L5	31,25 $
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention	Établissement de détention de Saint-Jérôme	14	25 et 27 septembre 2018	Salle Gai-Luron 2164, montée Sainte-Thérèse Saint-Jérôme (Québec) J5L 0L5	35,71 $
Formation offerte aux intervenants de première ligne en établissement de détention visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir physiquement auprès de la clientèle contrevenante en assurant la protection de leur intégrité tout en respectant le cadre de l'emploi de la force dans leur intervention	Établissement de détention de Saint-Jérôme	99	Octobre et novembre 2018	Salle Gai-Luron 2164, Montée Ste-Thérèse St-Jérôme (Québec) J5L 0L5	40,40 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires membre de l'équipe correctionnelle d'intervention d'urgence visant l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir en cas d'urgence dans les établissements de détention	Établissement de détention de Saint-Jérôme	16	26 septembre et 17 octobre 2018	Pavillon Lionel-Renaud 2181, rue de l'Hôtel-de-Ville Sainte-Sophie (Québec) J5J 1K5	37,50 $
Formation approche appréciative en contexte de changement	Direction des services professionnels correctionnels Laval-Lanaudière	1	20 novembre 2018	Carrefour Formation Mauricie Édifice B 2000, boulevard des Récollets Trois-Rivières (Québec) G9K 5K3	249,00 $
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Établissement de détention d'Amos	2	1er et 2 novembre 2018	Best Western Albert 84, avenue Principale Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P2	300,00 $
Édition 2018 du Grand Forum de prévention du suicide par l'Association québécoise de prévention du suicide	Direction des programmes	1	3, 4 et 5 octobre 2018	Centre d'événements et de congrès interactifs 370, rue des Forges Trois-Rivières (Québec) G9A 2H1	387,04 $

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coût de l'activité (par personne)
Sessions d'information et de préparation à la retraite visant, par la diversité des sujets abordés, à aider les participants à mieux préparer cette nouvelle étape de leur vie	Direction des programmes	1	29 et 30 octobre 2018	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 $
Formation offerte aux agents des services correctionnels et aux gestionnaires pour autoriser ou maintenir le droit du port d'arme à feu. Cette formation vise l'acquisition et/ou le maintien des compétences pour intervenir avec une arme à feu.	Direction du soutien à la sécurité et aux opérations	16	23 et 24 octobre 2018	Centre de formation et de pratique de tir de Joliette 1790, rue J.-A.-Roy Joliette (Québec) J6E 9H6	72,00 $
Formation Oméga	Direction du soutien à la sécurité et aux opérations	4	17 au 21 septembre 2018 15 au 19 octobre 2018 12 au 16 novembre 2018	Association paritaire pour la santé et sécurité du travail du secteur affaires sociales 5100, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1V 3R9	1 850,00 $
Colloque sur les enjeux en matière de santé psychologique dans la pratique des métiers d'urgence. Le but de ce colloque est de regrouper la pluralité des savoirs afin d'enrichir les pratiques existantes en matière de prévention psychologique pour les organisations liées aux métiers d'urgence afin d'accroître la résilience des intervenants en situation d'urgence.	Direction du soutien à la sécurité et aux opérations	2	13 et 14 septembre 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	299,00 $

[1] Le coût inscrit est celui d'un nombre d'heures prédéterminé pour l'année mais utilisable n'importe quand dans l'année.

[2] Les licences peuvent être utilisées à n'importe quel moment dans l'année.

[3] Contrat annuel de location de la salle de tir permettant plusieurs formations.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

CONTRATS DE FORMATION

Paragraphe 23e de l'article 4 du Règlement sur la diffusion

DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Avril à juin

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants
École nationale de police du Québec	23 776,00 $	Formation de gestionnaires – Gestion d'une équipe de travail et prise de décision Cohorte 16 bloc 1 (DGSC)	28 mai au 1er juin 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	15
École nationale de police du Québec	28 106,45 $	Application des pouvoirs d'arrestation	16 au 20 avril 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	24
Centre de formation en secourisme du Québec	65 400,00 $	Formation en secourisme dans le cadre du programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels	1er avril 2018 au 31 mars 2021	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	600
École nationale de police du Québec	314 546,40 $	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels pour les nouveaux agents des services correctionnels	1er avril au 15 mai 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	53
École nationale de police du Québec	9 528,00 $	Instrumentation de l'agent formateur	28 mai au 1er juin 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	8
École nationale de police du Québec	2 000,00 $	Formation de base des gardes du corps-chauffeurs – Pouvoirs et devoirs	7 mai 2018	Les Voltigeurs de Québec 835, boulevard Pierre-Bertrand Québec (Québec) G1M 2E7	10
École nationale de police du Québec	12 000,00 $	Formation continue des constables spéciaux – Désescalade – État mental perturbé (formation en ligne)	7 juin 2018 au 6 juin 2021	Port d'attache de l'employé	300

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Juillet à septembre

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants
École nationale de police du Québec	21 817,75 $	Application des pouvoirs d'arrestation	18 juin au 22 juin 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	12
École nationale de police du Québec	436 030,60 $	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels pour les nouveaux agents des services correctionnels	16 mai au 20 juillet 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	43
École nationale de police du Québec	2 718,00 $	Interventions pédagogiques. S'initier à la pédagogie active en intervenant dans le processus de l'enseignement et de l'apprentissage.	3 octobre au 7 octobre 2016	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	2

Exercice financier : 2018-2019
Trimestre : Octobre à décembre

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants
École nationale de police du Québec	18 363 $	Formation de gestionnaires - Gestion d'une équipe de travail et prise de décision Cohorte 15 bloc 2 (DGSC)	29 octobre au 2 novembre 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	15
École nationale de police du Québec	23 659 $	Formation de gestionnaires - Gestion au quotidien - Volets accompagnement professionnel et supervision Cohorte 17 bloc 1 (DGSC)	12 au 16 novembre 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	14
Association québécoise de prévention du suicide	55 000 $	Formation de base en prévention du suicide pour les agents de services correctionnels et formation spécialisée en prévention du suicide pour les chefs d'unité	10 octobre 2018 au 31 mars 2019	Établissements de détention de la Direction générale des services correctionnels	240
École nationale de police du Québec	227 316 $	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels pour les nouveaux agents des services correctionnels	16 mai au 20 juillet 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	43
École nationale de police du Québec	704 576 $	Programme d'intégration à la fonction d'agent des services correctionnels pour les nouveaux agents des services correctionnels	16 août au 19 octobre 2018	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec) J3T 1X4	57

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2018-2019[1]

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Programme d'information et de préparation à la retraite - Ma retraite, je la prépare Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction de la conformité et de l'inspection	1	2018-05-15	Cégep Marie-Victorin 700, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	300,00 $
Conférence ALAC Conférence semestrielle de l'Association canadienne des régies des alcools (2018-06-10 au 2018-06-12)	Direction des affaires juridiques	3	2018-06-10	Fort Garry Hotel 222, Broadway Winnipeg (Manitoba), R3C 0R3 Canada	663,00 $
Programme d'information et de préparation à la retraite - Ma retraite, je la prépare Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction des affaires juridiques	1	2018-06-21	Centre Louis-Joliette 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Canada), Québec Canada	300,00 $
Formation PGAGL Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (15 jours dans l'année).	Direction des services à la gestion	1	2018-09-19	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	3 835,00 $

[1] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Interprétation juste des restrictions au droit d'accès Formation aidant à s'assurer d'une interprétation juste des conditions d'application des restrictions au droit d'accès aux documents administratifs et aux renseignements personnels	Bureau de la présidente	1	2018-04-19	Université Laval - Pavillon Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec), G1V 0A6 Canada	340,00 $
Table d'orientations juridiques Table organisée par le directeur du Contentieux.	Direction du contentieux	12	2018-04-11	Bureaux de la RACJ - Visioconférence Québec et Montréal 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	7,69 $
Indépendance et diversité des administrateurs : des enjeux de taille Cette formation permet de mieux comprendre les diverses implications liées à la tâche d'administrateur d'une société ou d'un organisme. Discussion sur l'indépendance et la diversité au sein du conseil d'administration en tant que vecteurs de sa légitimité.	Direction de la vice-présidence aux opérations	1	2018-04-18	Cour d'appel - Salle Louis-Hippolyte-Lafontaine 100, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 4B6 Canada	25,00 $
Programme d'information et de préparation à la retraite - Ma retraite, je la prépare Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction du contentieux	1	2018-05-14	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	300,00 $
Initiation à la microdistillation Cours pour comprendre la microdistillation.	Direction des services à la clientèle – Alcool	2	2018-06-13	ITA Campus de St-Hyacinthe 3230, rue Sicotte St-Hyacinthe (Québec), J2S 2M2 Canada	450,00 $
Programme d'information et de préparation à la retraite - Ma retraite, je la prépare Séance d'information sur différents sujets relatifs à la préparation de la retraite comme les régimes de retraite du secteur public, les avantages sociaux et la planification financière.	Direction des services à la clientèle – Alcool	1	2018-05-29	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec), H1G 2J6 Canada	300,00 $

Régie de l'alcool, des courses et des jeux : https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Atelier de conversation anglaise Formation privée, en ligne, sur la conversation anglaise.	Direction des affaires juridiques	2	2018-04-03	Bureaux de la RACJ 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	1 237,50 $
Une justice spécialisée au coeur de notre quotidien La 7e édition de la Journée nationale de la justice administrative. Des juges administratifs des différents tribunaux se réuniront à l'occasion d'une activité de formation ayant pour thème : une justice spécialisée au cœur de notre quotidien. Ils auront ainsi l'opportunité d'échanger sur le rôle spécialisé et essentiel de chacun des 15 tribunaux administratifs, qui sont, pour une majorité de citoyens, leur première et principale rencontre avec la justice.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	9	2018-05-09	Tribunal administratif du travail (TAT) 500, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (Québec), H2Z 1W7 Canada	63,33 $
Formulation du jugement et principes de base[2] Cette formation se veut un approfondissement des nouvelles méthodes de rédaction.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	8	2018-05-25	Tribunal administratif du travail (TAT) 500, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (Québec), H2Z 1W7 Canada	63,75 $
BCM Formation de base La formation de base en Gestion de la Continuité d'Activités initie les participants aux meilleures pratiques professionnelles reconnues dans le domaine et au déroulement du cycle de mise en oeuvre d'un Système de Gestion de la Continuité d'Activités (SMCA). Ce cours est basé sur un modèle complet et approfondi fournissant aux participants une solide base de connaissances, la méthodologie et les outils requis pour comprendre, mettre en oeuvre et maintenir un SMCA complet.	Direction des services à la gestion	1	2018-09-24	Place de la Cité 2590, boulevard Laurier, 5e étage Québec (Québec), G1V 4M6 Canada	2 100,00 $

[2] **Formulation du jugement et principes de base** - Formation le 25 mai 2018 à Montréal et le 1er juin à Québec.

Régie de l'alcool, des courses et des jeux : https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Colloque «détection et conformité » 2018 En collaboration avec Revenu Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'ENAP propose un colloque qui rassemble praticiens et chercheurs et dont l'objectif est une meilleure compréhension et diffusion des approches de prévention, de détection et de conformité expérimentées et utilisées dans différents domaines d'activité.	Direction de la conformité et de l'inspection	1	2018-09-12	ÉNAP 555, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	370,00 $
La justice participative et ses enjeux Animée par M^{e} Miville Tremblay, l'édition 2018 de la *Table ronde sur la justice participative* est axée sur des enjeux actuels présentés par des conférenciers de renom.	Direction du contentieux	3	2018-10-18	Club Saint-James 1145, rue Union Montréal (Québec), H3B 3C2 Canada	375,00 $
Perfectionnement pour adjointe exécutive Formation aidant à adopter l'attitude et les comportements suscitant la collaboration des pairs, de travailler mieux au lieu de travailler plus fort et d'apprendre comment appuyer efficacement la direction en tant qu'adjointe de direction et de formuler des messages convaincants.	Bureau de la présidente et Direction de l'alcool et des renseignements généraux	2	2018-11-13	Hôtel Québec 3107, avenue des Hôtels Québec (Québec), G1W 4W5 Canada	1 277,50 $
Table d'orientations juridiques Table organisée par le directeur du Contentieux.	Direction du contentieux	11	2018-09-12	Bureaux de la RACJ 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	10,00 $
La communication claire à l'ère moderne La 7^{e} édition du colloque international biennal *Clarity*, dédié à l'amélioration de la clarté des communications juridiques.	Bureau de la présidente	1	2018-10-25	Hyatt Regency Montréal 1255, rue Jeanne-Mance Montréal (Québec), H5B 1E5 Canada	650,00 $
Tout savoir sur le contre-interrogatoire et le point de vue de la magistrature Formation offerte par le Barreau du Québec.	Direction du contentieux	1	2018-10-04	Formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	139,12 $

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Atelier de conversation anglaise Cours d'anglais en ligne pour perfectionner la langue.	Direction des affaires juridiques	2	2018-09-25	Bureaux de la RACJ 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	1 237,50 $
Journée blockchain Québec Une journée pour en apprendre davantage sur la chaîne de blocs ou blockchain, une technologie prometteuse au coeur des cryptomonnaies. Une occasion de rencontrer des professionnels qui présenteront leurs travaux, leurs projets ainsi que leurs implications dans la communauté blockchain à Québec. La professeure Charlaine Bouchard prendra part à cet événement à titre de conférencière.	Service des ressources informatiques	2	2018-10-30	Auditorium Jean-Paul-Tardif, pavillon La Laurentienne 1030, avenue du Séminaire Québec (Québec), G1V 0A6 Canada	50,00 $
Formation sur l'anglais juridique Cours destiné aux avocats, juristes, responsables, adjoints et adjointes juridiques exerçant en cabinet d'avocat, en entreprise, au sein du gouvernement et d'institution financière, ou toute autre personne amenée à échanger sur des thèmes juridiques en anglais. Vous êtes à l'aise en anglais, mais vous désirez maîtriser le vocabulaire et les expressions de l'anglais juridique à l'écrit ou à l'oral.	Direction du contentieux	3	2018-09-15	Institut Médialangues international inc. 323, boulevard Henri-Bourassa Ouest, bureau 200 Montréal (Québec), H3L 1N8 Canada	1 383,33 $
Médiation en civil, commercial et travail Cette formation vise à procurer aux participants toutes les connaissances requises et à leur donner l'occasion de mettre en pratique une multitude de techniques. Elle se veut basée sur le développement des habiletés.	Direction des affaires juridiques	1	2018-10-24	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec), G1R 6A5 Canada	1 700,15 $
Congrès de l'ordre des agronomes du Québec 2018 Sur le thème Ensemble, agronomie et interdisciplinarité, le congrès annuel de l'Ordre des agronomes du Québec.	Direction de l'inspection et des services aux fabricants	1	2018-10-19	Hôtel Mortagne 1228, rue Nobel Boucherville (Québec), J4B 5H1 Canada	258,69 $

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Les effets occasionnés par l'entrée en vigueur de la Loi sur le cannabis Une réflexion sur les effets occasionnés par l'entrée en vigueur de la *Loi sur le cannabis*.	Vice-présidente à la fonction juridictionnelle	1	2018-10-17	Université de Montréal - Faculté de droit 3101, chemin de la Tour Montréal (Québec), H3T 1J7 Canada	28,75 $
Table d'orientations juridiques Table organisée par le directeur du Contentieux.	Direction du contentieux	14	2018-10-03	Bureaux de la RACJ - Visioconférence Québec et Montréal 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	6,50 $
La connaissance d'office : mode de preuve et reflet de la société Cette formation a pour but d'en apprendre davantage sur la connaissance judiciaire, un mode de preuve employé devant tous les tribunaux canadiens.	Vice-présidence à la fonction juridictionnelle	2	2018-12-05	Cour d'appel 100, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 4B6 Canada	44,25 $
Table d'orientations juridiques Table organisée par le directeur du Contentieux.	Direction du contentieux et Direction des affaires juridiques	17	2018-11-07	Bureaux de la RACJ - Visioconférence Québec et Montréal 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	7,83 $
Les droits et libertés fondamentaux Le domaine des droits et libertés de la personne demeure une préoccupation constante des tribunaux. Les chartes des droits assurent aux citoyens la justice, la liberté et l'égalité. Les avocats sont donc appelés à jouer un rôle de premier plan dans la protection de ces droits. D'où l'importance pour eux de connaître l'origine, l'objet, la nature et la portée des droits et libertés que consacrent les lois vouées à leur protection et les moyens d'en assurer efficacement la mise en œuvre.	Bureau de la présidente	1	2019-01-14	Formation en ligne 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	67,00 $

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Le langage clair : Développer l'art de se faire comprendre L'avocat doit utiliser un langage clair pour être bien compris de ses clients afin de remplir son rôle de conseiller et de trouver la solution appropriée aux différends qui lui sont soumis.	Direction des affaires juridiques	1	2019-01-21	Formation en ligne 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	107,51 $
Les habiletés politiques : Outils pour devenir un bon stratège Qu'on le veuille ou non, avoir un bon sens politique est aujourd'hui essentiel pour évoluer au sein des organisations. Or, le jeu politique a ses propres règles qu'il est préférable d'apprivoiser. Cette formation vous aidera à bien identifier les joueurs, à analyser la situation politique et à déployer les tactiques appropriées afin d'accroître votre influence au sein de votre organisation.	Direction des affaires juridiques	1	2019-01-21	Formation en ligne 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	112,11 $
L'industrie du Cannabis : Règles entourant sa production, sa distribution, sa publicité, sa vente et sa possession La Loi établit un régime de licence pour l'importation, l'exportation, la production, l'essai, l'emballage, l'étiquetage, l'expédition, la livraison, le transport, la vente, la possession et la disposition de cannabis en plus d'élargir la responsabilité potentielle des dirigeants et des administrateurs d'entreprise.	Direction des affaires juridiques	1	2019-01-21	Formation en ligne 560, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 3J3 Canada	45,42 $

Contrats de formation

Année complète 2018-2019[3]

Aucune donnée pour la période visée

[3] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

Régie de l'alcool, des courses et des jeux : https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2018-2019[1]

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Rencontre et réflexion La situation des femmes dans le système pénal.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2018-05-17	Bibliothèque et Archives nationales du Québec 535, avenue Viger Est Montréal (Québec), H2L 2P3 Canada	30,00 $
Formation en ligne Reddition de compte - achats écoresponsables	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2	2018-06-19	300, boul. Jean-Lesage Québec (Québec), G1K 8K6 Canada	0,00 $
Réunion clinique élargie Formation des membres de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	29	2018-11-29	1, rue Notre-Dame Est, local 11.40 Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	0,00 $
Formation annuelle CLCC Évaluation du risque	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2018-05-07	Hôtel Lord Elgin 100, rue Elgin Ottawa (Ontario), K1P 5K8 Canada	0,00 $
Justice autochtone Réconciliation et développement des compétences	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2	2018-12-04	Hilton, Lac Leamy 3, boul. du Casino Gatineau (Québec), J8Y 6X4 Canada	0,00 $
Atelier Introduction à l'élaboration et à la conception de questionnaires d'enquête	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2018-12-05	Complexe Guy-Favreau 200, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec), H2Z 1X4 Canada	275,00 $

[1] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

Commission québécoise des libérations conditionnelles : https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation Faire parler les chiffres	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2018-09-12	Complexe Guy-Favreau 200, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec), H2Z 1X4 Canada	212,00 $
Formation[13] Comprendre à quelle étape du processus judiciaire chaque document est lié ainsi qu'identifier à quoi il sert pour les commissaires.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	21	2018-10-25	1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	0,00 $
Réunion clinique élargie Formation des membres de la Commission québécoise des libérations conditionnelles	Commission québécoise des libérations conditionnelles	28	2018-04-11	1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec), H2Y 1B6 Canada	0,00 $
Ressources humaines Volet responsabilité de l'assiduité	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2018-12-12	150, boul. René-Lévesque Est Québec (Québec), G1R 2B2 Canada	0,00 $
Formation Comprendre la démarche d'élaboration d'un plan de continuité des services essentiels afin de doter la CQLC d'un tel outil de gestion.	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2	2018-11-09	2525, boul. Laurier Québec (Québec), G1V 2L2 Canada	0,00 $
Formation professionnelle[14] Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2018-10-04	AAPI 750, Côte de la Pente-Douce Québec (Québec), G1N 2M1 Canada	3 595,00 $
Formation professionnelle[15] Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire de la fonction publique	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2018-11-14	ENAP 555, boul. Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	4 325,00 $
Développement des compétences Rédaction stratégique	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2018-12-11	CSPQ 150, boul. René-Lévesque Est Québec (Québec), G1R 2B2 Canada	260,00 $
Développement des compétences L'art de la négociation: parvenir à un accord gagnant-gagnant	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2018-11-01	CSPQ 150, boul. René-Lévesque Est Québec (Québec), G1R 2B2 Canada	385,00 $

Commission québécoise des libérations conditionnelles : https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation Démarche gouvernementale de développement durable	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2018-10-29	Édifice Marie-Guyard 675, boul. René-Lévesque Québec (Québec), G1R 5V7 Canada	0,00 $
Formation Programme d'information et de préparation à la retraite	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1	2018-12-10	Centre Louis Joliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec), G1L 4M1 Canada	300,00 $
Comité régional mixte des représentants officiels de la justice pénale Journée thématique sur le système de justice pénale, justice innovante	Commission québécoise des libérations conditionnelles	5	2019-02-20	4225, boul. Dorchester Montréal (Québec), H3Z 1V5 Canada	0,00 $

13↑ Formation
Cette formation a été offerte au bureau de Montréal le 25 octobre 2018 et au bureau de Québec le 30 octobre 2018.

14↑ Formation professionnelle
Cette formation était d'une durée de 10 jours.

15↑ Formation professionnelle
Cette formation est d'une durée de 22 jours.

Contrats de formation

Année complète 2018-2019[1]

Aucune donnée pour la période visée

[1] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **– 03.03**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès[1]

Conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r.2, a. 4, par. 22°), le Bureau du coroner diffuse les renseignements relatifs aux frais de chaque participation, par un membre de son personnel, à une activité de formation, à un colloque ou à un congrès.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Date	Nombre de participants	Lieu	Coût de l'inscription
Programme de soutien aux études – Cours : Équité en emploi et équité salariale	Direction de l'administration	Session Hiver 2018	1	Entente interuniversitaire UQAR-TELUQ (Formation à distance)	239,10 $
Programme de soutien aux études – Cours : Gestion des ressources humaines dans le secteur public	Direction de l'administration	Session Hiver 2018	1	Université du Québec à Montréal 1430, rue St-Denis Montréal (Québec) H2X 3J8	267,54 $
Se préparer aux épreuves d'évaluation : pour une performance à la hauteur de ses compétences (webinaire de l'École nationale de l'administration publique)	Direction de l'administration	2018-04-23	1	Bureau du coroner 2875, boulevard Laurier, bureau 390 Québec (Québec) G1V 5B1	280,00 $
Corriger les anglicismes et enrichir son vocabulaire	Bureau du coroner en chef	2018-06-20	1	Accent Formation 2828, boulevard Laurier, bureau 700 Québec (Québec) G1V 0B9	375,00 $
Grand Forum de la prévention du suicide (par l'Association québécoise de prévention du suicide)	Bureau du coroner en chef	2018-10-03 au 2018-10-05	1	Centre d'événements et de congrès interactifs 1620, rue Notre-Dame Centre Trois-Rivières (Québec) G9A 6E5	387,04 $
Une profession en mutation (formation en ligne du Barreau du Québec)	Bureau du coroner en chef	2018-11-06	1	Bureau du coroner 2875, boulevard Laurier, bureau 390 Québec (Québec) G1V 5B1	38,50
20e Colloque annuel de l'Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec	Direction de l'administration	2018-11-20	1	Université Laval – Pavillon Maurice-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	75,00 $

[1] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.
* Coût global pour la formation

Bureau du Coroner : https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **– 03.03**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Date	Nombre de participants	Lieu	Coût de l'inscription
Journées annuelles de santé publique 2018 – Dessiner demain	Bureau du coroner en chef	2018-12-04 et 2018-12-05	1	Hôtel Bonaventure 900, rue de la Gauchetière Ouest Montréal (Québec) H5A 1E4	481,00 $

Contrats de formation[2]

Conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r.2, a. 4, par. 23°), le Bureau du coroner diffuse les renseignements relatifs aux contrats de formation.

Aucune dépense

[2] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.
*Coût global du contrat

Bureau du Coroner : https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **– 03.04**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2018-2019[1]

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Présentation au Congrès Clarity	Commissaire	1	2018-10-27	Hôtel Hyatt Regency - Grand salon niveau 4 1255, Jeanne-Mance Montréal (Québec) H5B 1E5	225,00 $
Législation du cannabis – impact sur le droit locatif	Juridique	2	2018-10-24	Cour d'appel du Québec, 100 rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 4B6	51,74 $
Introduction à la communication claire et efficace du droit	Juridique	2	2018-10-25	Hôtel Hyatt Regency - Grand salon niveau 4 1255, Jeanne-Mance Montréal (Québec) H5B 1E5	110,00 $

Contrats de formation

Année complète 2018-2019[1]

Aucune donnée pour la période visée

[1] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.05**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2018-2019[1]

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
34ième colloque annuel du Conseil des tribunaux administratifs canadiens[5]	Comité de déontologie policière	1	2018-06-03	Hilton Lac-Leamy 3, boulevard du Casino Gatineau (Québec), J8Y 6X4 Canada	1 195,00 $
Une justice spécialisée au coeur de notre quotidien Conférence des juges administratifs du Québec	Comité de déontologie policière	1	2018-05-09	TAT 900 Place d'Youville Québec (Québec), G1R1X2 Canada	60,00 $
Une justice spécialisée au coeur de notre quotidien Conférence des juges administratifs du Québec	Comité de déontologie policière	3	2018-05-09	TAT 500, Boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec), H2Z1W7 Canada	60,00 $
L'art de la plume : À vos claviers Barreau du Québec	Comité de déontologie policière	2	2018-10-30	Centre des congrès de Lévis 5750, rue J-B Michaud Lévis (Québec), G6V0B1 Canada	60,00 $
Programme d'information et de préparation à la retraite Commission scolaire de la Capitale	Comité de déontologie policière	1	2018-10-25	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-lièvres Québec (Québec), G1L4M1 Canada	300,00 $

[1] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

4↑ 34ième colloque annuel du Conseil des tribunaux administratifs canadiens
L'inscription a eu lieu sur le budget de l'année financière 2017-2018.

Comité à la déontologie policière : https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.05**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
20e colloque de l'Association des juristes italo-canadiens	Comité de déontologie policière	3	2018-11-03	Hôtel Universel 5000, Rue Sherbrooke Est Montréal (Québec), H1V1A1 Canada	200,00 $

Contrats de formation

Année complète 2018-2019[1]

Aucune donnée pour la période visée

[1] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2018-2019[1]

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Techniques d'entrevue dans le cadre d'une vérification Formation offerte par l'École nationale de police du Québec	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	19	2018-05-08	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	2 291,05 $
En ligne: Certification "auditeur interne" Formation offerte par The institute of internal auditors, États-Unis	Service de la sécurité, de la prévention et de la gestion du risque	1	2018-06-28	The institute of internal auditors 2975 Lone Oak Drive, Ste 180 Eagan (MN), 55121-1553 États-Unis	1 109,34 $
Conférence Osmosis 2018: Conférence et atelier de formation sur les outils et les techniques de recherche dans les sources ouvertes Formation offerte par Hetherington Group	Direction du renseignement stratégique et de l'analyse	1	2018-10-07	Excalibur Hotel & Casino 3850 S Las Vegas Blvd Las Vegas (NV), 89109 Canada	1 029,33 $
Cryptomonnaies Formation offerte par ACAMS	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2018-04-19	Centre de conférence Sunlife 1155, rue Metcalfe Montréal (Québec), H3B 4S9 Canada	40,00 $
Colloque de l'Association des directeurs de police du Québec Colloque offert par l'Association des directeurs de police du Québec	Plusieurs unités administratives	2	2018-05-31	Hôtel Sheraton Laval 2440, autoroute des Laurentides Laval (Québec), H7T 1X5 Canada	130,47 $

[1] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

Commissaire à la lutte contre la corruption – Unité permanente anticorruption: https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Comment vous assurer d'une interprétation juste des conditions d'application des restrictions au droit d'accès aux documents administratifs et aux renseignements personnels Formation offerte par l'Association sur l'accès et la protection de l'information	Bureau du commissaire	1	2018-04-25	Éditeur Thomson Reuters 75, rue Queen Montréal (Québec), H3C 2N6 Canada	350,00 $
Passeport Multi CPA Plusieurs formations offertes par l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2018-06-18	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec 5, place Ville Marie, bureau 800 Montréa (Québec), H3B 2G2 Canada	1 099,00 $
Les faux pas de la conversation anglaise Formation offerte par Technologia	Service de la détection et du renseignement tactique	1	2018-06-06	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec), H2Z 1V7 Canada	425,00 $
Les fonctions sur Excel Formation offerte par Technologia	Direction des services à la gestion	1	2018-04-30	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec), H2Z 1V7 Canada	295,00 $
MS SQL : Création de requêtes pour non-informaticiens Formation offerte par Technologia	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2018-05-30	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec), H2Z 1V7 Canada	795,00 $
Développer son intelligence émotionnelle Formation offerte par Technologia	Direction des services à la gestion	1	2018-05-28	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec), H2Z 1V7 Canada	795,00 $

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - **03.06**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Colloque GARDESO Formation offerte par le Centre international de criminologie comparée	Direction du renseignement stratégique et de l'analyse	2	2018-06-14	Université de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec), H3T 1J4 Canada	52,18 $
S'approprier Google Analytics pour un site Web performant Formation offerte par l'Université du Québec à Montréal	Direction des affaires publiques et des communications	1	2018-05-09	Université du Québec à Montréal 405, rue Sainte-Catherine Est Montréal (Québec), H2L 2C4 Canada	420,75 $
5e Forum du Réseau policier en accès et protection de l'information Forum organisé par l'Association sur l'accès et la protection de l'information	Plusieurs unités administratives	3	2018-11-01	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	215,00 $
Santé et sécurité générale sur les chantiers de construction Formation offerte par la CSN Construction	Plusieurs unités administratives	2	2018-07-16	CSN Construction 1601, avenue de Lorimier Montréal (Québec), H2K 4M5 Canada	208,74 $
Santé et sécurité générale sur les chantiers de construction Formation offerte par la CSN Construction	Service de la sécurité, de la prévention et de la gestion du risque	1	2018-06-18	CSN Construction 1601, avenue de Lorimier Montréal (Québec), H2K 4M5 Canada	208,74 $
En ligne: Certification "juricomptabilité" Formation offerte par l'American Institute of Certified Public Accountants	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2018-08-10	American Institute of Certified Public Accountants 220, Leigh Farm Rd Durham (Caroline du Nord), 27707 États-Unis	2 951,28 $
Conférence 2018 sur la détection et la conformité Colloque organisé par l'École nationale d'administration publique	Service de la sécurité, de la prévention et de la gestion du risque	1	2018-09-12	École nationale d'administration publique 555, boulevard Charest Est Québec (Québec), G1K 9E5 Canada	420,00 $

Commissaire à la lutte contre la corruption – Unité permanente anticorruption: https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Santé et sécurité générale sur les chantiers de construction Formation offerte par l'Association de la construction du Québec	Plusieurs unités administratives	3	2018-09-10	Association de la construction du Québec 375, rue de Verdun Québec (Québec), G1N 3N8 Canada	285,00 $
Relations médias: théorie et pratique Formation offerte par Les communications Dubourdon	Plusieurs unités administratives	4	2018-07-25	7600, boulevard Payer Longueuil (Québec), J3Z 1J9 Canada	700,00 $
Formation SQL Formation offerte par Doussou Formation	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2018-06-21	Doussou Formation 1176, rue Bishop Montréal (Québec), H3G 2E3 Canada	762,00 $
Prévention et règlement des différends - Droit et modes de PRD[11] Soutien aux études	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2018-05-01	Université de Sherbrooke - Campus de Longueuil 150, place Charles-Le Moyne Longueuil (Québec), J4K 0A8 Canada	272,05 $
Forum sur la contrefaçon et la fraude Forum organisé conjointement par la Gendarmerie royale du Canada et le Service de police de la Ville de Montréal	Service des enquêtes sur la corruption	2	2018-09-27	Espace Rive-Sud 500, avenue du Golf La Prairie (Québec), J5R 0A5 Canada	120,00 $
Divulgation de la preuve Formation offerte par l'école des poursuivants du Directeur des poursuites criminelles et pénales	Bureau du commissaire	1	2018-06-28	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	455,00 $
Liberté de la presse, publicité des débats et droit criminel : en théorie et en pratique Formation offerte par l'école des poursuivants du Directeur des poursuites criminelles et pénales	Bureau du commissaire	1	2018-07-03	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite-D'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	910,00 $

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - **03.06**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
IBase User (SITIC) Formation offerte par Necando Solutions inc.	Plusieurs unités administratives	12	2018-10-22	AFI Expertise 500, rue Saint-Jacques Montréal (Québec), H2Y 1S1 Canada	1 233,33 $
CNESST - Secouriste en milieu de travail Formation offerte par l'Ambulance Saint-Jean	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2018-11-26	Ambulance Saint-Jean 110, boulevard Crémazie Ouest Montréal (Québec), H2P 1B9 Canada	109,00 $
Trust and Confidence in Policing: A Canadian Perspective Formation offerte par l'Association canadienne des chefs de police	Direction de la stratégie et du développement	1	2018-11-14	Hôtel Delta 655, Dixon Rd Etobicoke (Ontario), M9W 1J3 Canada	672,35 $
En ligne: Programme d'information et de la préparation à la retraite Formation offerte par la Commission scolaire de la Capitale	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2018-11-22	Commission scolaire de la Capitale 1900, rue Côté Québec (Québec), G1N 3Y5 Canada	300,00 $
En ligne: Gestion des informateurs Formation offerte par l'École nationale de police du Québec	Service de la détection et du renseignement tactique	10	2018-10-03	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite d'Youville Nicolet (Québec), J3T 1X4 Canada	91,00 $
Fiducie 101 : mieux comprendre les principes de base Formation offerte par Les éditions Yvon Blais	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	2	2018-10-04	Les éditions Yvon Blais 75, rue Queen, bureau 4700 Montréal (Québec), H3C 2N6 Canada	275,00 $
Le bon mot au bon moment Formation offerte par Groupe CFC	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	1	2018-11-08	Groupe CFC 1440, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (Québec), H3G 1R8 Canada	495,00 $

Commissaire à la lutte contre la corruption – Unité permanente anticorruption: https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
MS Excel : fonctions Formation offerte par Technologia	Service de la vérification de l'intégrité des entreprises	3	2018-10-11	Technologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec), H2Z 1V7 Canada	300,00 $
Plaintes et situations difficiles en service à la clientèle Formation offerte par Technologia	Centre de gestion des signalements et de renseignement stratégique	1	2018-10-31	TechnologiaTechnologia 440, boulevard René-Lévesque Ouest, 5e étage Montréal (Québec), H2Z 1V7 Canada	795,00 $

Contrats de formation

Année complète 2018-2019[2]

Aucune donnée pour la période visée

[2] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Année complète 2018-2019[1]

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation des enquêteurs[4] Formation donnée par l'École nationale de police pour les enquêteurs du BEI	Bureau des enquêtes indépendantes	13	2018-04-03	École nationale de police du Québec 350, rue Marguerite D'Youville Nicolet (Québec), J4K 2T5 Canada	0,00 $
Conférence[5] La sécurisation culturelle (milieu autochtone)	Bureau des enquêtes indépendantes	36	2018-05-15	Bureau des enquêtes indépendantes 201, Place Charles-Lemoyne, bureau 6.01 Longueuil (Québec), J4K 2T5 Canada	0,00 $
Formation sur l'accès à l'information La communication d'un renseignement personnel: bien comprendre la loi avant d'agir!	Bureau des enquêtes indépendantes	1	2018-09-26	Montréal 750, Côte de la Pente-Douce, bureau 205 Québec (Québec), G1N 2M1 Canada	295,00 $
5e forum du Réseau policier en accès et protection de l'information L'application des règles en matière d'accès à l'information	Bureau des enquêtes indépendantes	1	2018-11-01	Québec 750, Côte de la Pente-Douce Québec (G1N 2M1), G1N 2M1 Canada	235,00 $

4↑ Formation des enquêteurs
Les coûts d'inscription ont été défrayés lors de la dernière année financière. Les coûts de déplacement et d'hébergement des enquêteurs s'élèvent à 23 698.00 $.

5↑ Conférence
Coût global pour le conférencier: 425.00 $

[1] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

QUESTION 12 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Contrats de formation

Année complète 2018-2019[1]

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
Guy Dalphond, Services conseils	11 000,00 $	Formation de 4 personnes en cartographie d'affaires	2018-10-16	Bureau des enquêtes indépendantes 201, Place Charles-Lemoyne, bureau 6.01 Longueuil (Québec), J4K 2T5 Canada	4

[1] Les informations relatives au 4e trimestre seront disponibles le 15 mai 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 : **Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Lettres diverses	Anne McBryde Traduction	180
Lettre à tous les directeurs de corps de police	Anne McBryde Traduction	523
Modèle de protocole d'entente	Anne McBryde Traduction	64
Contenu Web − Service d'immatriculation des armes à feu du Québec	Anne McBryde Traduction	96
Allocution	Anne McBryde Traduction	157
Documents divers (tableau sommaire, questionnaires, etc.) − Pratiques policières	Anne McBryde Traduction	98
Contrat de services et annexe	Traduction Documens inc.	1 571
Présentation PowerPoint	Traduction Documens inc.	531
Documents relatifs à la préparation municipale aux sinistres	Traduction Documens inc.	8 690
Lettres	Traduction Documens inc.	192
Protocoles d'entente (2)	Traduction Documens inc.	1 837
Communiqué de presse	Traduction Documens inc.	167
Pratiques policières	Traduction Documens inc.	924

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 : **Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Divers documents relatifs aux allégations criminelles	Traduction Documens inc.	1 002
Programme − Colloque des directeurs de police autochtone du Québec 2018	Les Traducteurs Unis	243
Divers documents (aide-mémoire, formulaire, guide, etc.)	Les Traducteurs Unis	1 946
Service d'interprète pour malentendant	Service d'interprétation visuelle et tactile	220
Service de traduction simultanée − Colloque des directeurs de police autochtone	Société de communication Atikamekw-Montagnais	6 083
Communiqués de presse (2)	Traductions Terrance Hughes inc.	113
Modifications Web − Service d'immatriculation des armes à feu du Québec	Traductions Terrance Hughes inc.	23
Avis − Services correctionnels	Traductions Terrance Hughes inc.	84
Rapport d'observation entourant la tenue du G7 à La Malbaie	Traductions Terrance Hughes inc.	2 974
Invitation : Inauguration du nouvel établissement de détention d'Amos	Traductions Terrance Hughes inc.	26
Formulaire	Traductions Terrance Hughes inc.	58
Lettres	Traductions Terrance Hughes inc.	122
Contrat de services	Traductions Terrance Hughes inc.	1 479

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 : **Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Ordre du jour	Traductions Terrance Hughes inc.	18
Guide de pratiques policières	Traductions Terrance Hughes inc.	473
Note aux directeurs de corps de police	Traductions Terrance Hughes inc.	68
Message pour le programme du congrès Route Americas 2019	Traductions Terrance Hughes inc.	38
Lettre d'invitation	Traductions Terrance Hughes inc.	188
Message radio − Service d'immatriculation des armes à feu du Québec	Ubiqus Canada inc.	19
Notes d'information	Ubiqus Canada inc.	1 010
Lettres	Ubiqus Canada inc.	408
Document − Profil des autochtones confiés aux services correctionnels 2015-2016	Ubiqus Canada inc.	4 050
Document − Inspection en matière policière	Ubiqus Canada inc.	461
Lettre − Avis de décision	Ubiqus Canada inc.	68
Traduction dépliant	Ubiqus Canada inc.	59
Conférence et cahier souvenir − Colloque des directeurs de police autochtone	Ubiqus Canada inc.	107

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 : **Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Cahier de présentation	Ubiqus Canada inc.	10
Présentations PowerPoint	Ubiqus Canada inc.	546
Lettre à tous les directeurs de corps de police	Ubiqus Canada inc.	123
Protocole d'entente	Ubiqus Canada inc.	11
Documents − Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents	Ubiqus Canada inc.	3 544
Compte rendu et ordre du jour d'une rencontre	Ubiqus Canada inc.	252
Texte CEGRIM	Ubiqus Canada inc.	28
Communiqué de presse	Ubiqus Canada inc.	175
Infolettre à tous les corps de police	Ubiqus Canada inc.	140
Formulaire − Québec en Alerte	Ubiqus Canada inc.	20
Traduction de divers documents (6) − Comité sur la formation des futurs policiers autochtones	Ubiqus Canada inc.	482
Note d'information	Ubiqus Canada inc.	36
Protocole d'entente	Ubiqus Canada inc.	424

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 : **Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Termes application de veille de Twitter Université McGill	Ubiqus Canada inc.	11
Note − Journée de reconnaissance policière 2019	Ubiqus Canada inc.	62
Avis − Travaux de maintenance et interruption planifiée − Service d'immatriculation des armes à feu du Québec	Ubiqus Canada inc.	19
Verbatim, tutoriel − Service d'immatriculation des armes à feu du Québec	Ubiqus Canada inc.	69
Infolettre	Ubiqus Canada inc.	241
Projet de courriel	Ubiqus Canada inc.	55
Réponses à une demande Infocom	Ubiqus Canada inc.	56
Avis pour la grève Postes Canada − Service d'immatriculation des armes à feu du Québec	Ubiqus Canada inc.	11
Lettre aux directeurs de corps de police	Ubiqus Canada inc.	60
Formulaire − Réclamations personnes incarcérées	Ubiqus Canada inc.	322
Affiche	Ubiqus Canada inc.	79
Questions et réponses pour le Web − Service d'immatriculation des armes à feu du Québec	Ubiqus Canada inc.	398
Communiqué à tous les directeurs de police	Ubiqus Canada inc.	78

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 : **Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Lettre aux titulaires − Immatriculation des armes à feu sans restriction	Ubiqus Canada inc.	39
Traduction simultanée − Comité sur la formation des futurs policiers autochtones	SOCAM	1 285
Formulaire de plainte (en inuktitut)	Services linguistiques Versacom	1 361
Feuillet informationnel	Services linguistiques Versacom	258
Document − Service d'immatriculation des armes à feu du Québec (Inuktitut)	Services linguistiques Versacom	310

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.
Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE - **01.03**

QUESTION 13 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS[1]	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Analyse des tâches et des patrons de sang − Terminologie et caracteristiques	Traduction Guy Demers inc.	1 045
Traduction pour témoignage − Curriculum vitae	Traduction Guy Demers inc.	70
Rapports d'expertises en biologie (8)	Traduction Guy Demers inc.	658
Rapports d'expertises en balistique et pathologie	Traduction Guy Demers inc.	749
Rapports d'expertise en pathologie	Traduction Guy Demers inc.	391

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.
Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 13 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Lettre (1)	Traductions Sematos (9256-6173 Québec inc.)	144

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.
Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - **03.02**

QUESTION 13 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Décisions et autres documents divers (31)	Cogitexte inc.	16 966

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.
Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 13 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Rapport d'investigation	Gonzalez Bertrand, Francine	224

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.
Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 13 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Décisions (217)	Traduction Amériques	13 553
Lettres (11)	Traduction Amériques	351
Demandes d'accès à l'information (8)	Traduction Amériques	219
Autres documents (affiches, documents d'information) (10)	Traduction Amériques	907

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES **- 03.07**

QUESTION 13 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Ajustement du contenu Web à la suite de l'adoption du projet de loi 107	Anglocom	285
Ajout à la traduction du texte sur le projet de loi 107	Anglocom	30
Document d'information « Comprendre les enquêtes du BEI »	Anglocom	110
Document d'information « Comprendre les enquêtes du BEI » (Inuktitut)	Ida Saunders	129

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.
Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 13 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Mise à jour des chapitres 5 et 16 du livre « Guide for fire and explosion investigation »	Traduction Pierre Cloutier	946
Traduction candidature à la nomination de l'instructeur de l'année pour le réseau SPPADS	Claudia W. Demers	681

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.
Note : Exclut les mandats confiés au Centre des services partagés du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - **01.01**

QUESTION 14 : **Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.**

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
Baie-Comeau, 625, boulevard Laflèche	Agrandissement et réaménagement d'un espace de bureau
Gatineau, 75 rue Saint-François	Remplacement des barrières motorisées
Gatineau, 75 rue Saint-François	Réparation du plancher de douche
Kuujjuaq 661, Siuralikuut Street	Sécurisation de la cour extérieure
Kuujjuaq, 660 Makiuk Street	Mise à jour du registre d'amiante
La Sarre, 665, 2e Rue	Mise à jour du registre d'amiante
Longueuil, 2555, boulevard Roland-Therrien	Relocalisation d'un bureau
Montréal, 1701, rue Parthenais	Installation d'une nouvelle entrée électrique indépendante
Montréal, 800, boulevard Gouin Ouest	Installation d'équipements de sécurité fixes
Montréal, 800, boulevard Gouin Ouest	Ajout de fontaines d'eau
Québec, 200, chemin Sainte-Foy	Installation de colonnettes
Québec, 200, chemin Sainte-Foy	Location d'un espace temporaire
Québec, 200, chemin Sainte-Foy	Location d'un espace permanent
Québec, 2525 boulevard Laurier	Installation de câbles coaxiaux
Rouyn-Noranda, 170 avenue Principale	Mise à jour du registre d'amiante
Saint-Jérôme, 2 boulevard de la Salette	Agrandissement du stationnement
Sherbrooke, 1055 rue Talbot	Réaménagement de 4 secteurs d'hébergement
Sherbrooke, 1055 rue Talbot	Sécurisation de la laverie

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX **- 03.01**

QUESTION 14 : **Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.**

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
1, rue Notre-Dame Est, 9e étage, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Ajout de bornes électriques
560, boul. Charest Est, 2e étage Québec (Québec) G1K 3J3	Analyse des besoins d'espace locative et prolongation du bail

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **– 03.02**

QUESTION 14 : **Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.**

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Installation d'un interphone audio à une porte d'entrée et ajout d'un bouton d'ouverture à distance
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6	Estimation des coûts pour l'insonorisation d'une salle de visioconférence

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - **03.03**

QUESTION 14 : **Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.**

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
2875, boulevard Laurier, Québec (Québec) G1V 5B1 (Bureau)	Création d'un nouvel espace de bureau fermé (inclus : montage des cloisons, travaux de peinture, électricité, ventilation, etc.)
1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec)	Remplacement des murs de la chambre froide
1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec)	Réfection de la rampe d'accès pour l'entrée des dépouilles

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 14 :	**Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.**

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
2050, rue de Bleury, bur. 7,50, 7e étage (Montréal) H3A 2J5	Mandat de relocalisation des bureaux

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

a) Concours « Pompiers en action »

b) Le concours « Pompiers en action » consiste, pour les participants, à soumettre une ou plusieurs photos de pompiers en action. Le prix dont bénéficient les gagnants du concours est de voir leur(s) photo(s) publiée(s) dans l'édition annuelle du rapport « La Sécurité incendie au Québec et Statistiques sur les incendies déclarés ». Les gagnants voient la qualité de leur travail reconnue dans une publication gouvernementale et les pompiers, sujets des clichés soumis, obtiennent la reconnaissance ministérielle accordée à leur travail.

c) Les photos transmises au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Concours « Pompiers en action » contribuent à produire une publication statistique attrayante. Elle se démarque par son esthétisme, confirmé par l'appréciation exprimée par les principaux intervenants. Grâce aux participants du concours, le ministère peut présenter des images d'interventions réelles illustrant toute la complexité des tâches accomplies par les pompiers, et ce, à coût nul.

d) S. O.

a) Concours « Chapeau les filles ! » **et son volet « Excelle Science »**

b) Le prix « Sécurité incendie » récompense une élève inscrite à l'un des programmes suivants : Intervention en sécurité incendie de la formation professionnelle ou Techniques de sécurité incendie. Une bourse de 2 000 $ accompagne ce prix.

c) Le concours « Chapeau, les filles ! » et son volet « Excelle Science » visent à souligner le travail et les efforts des femmes inscrites à un programme de formation professionnelle ou technique qui mène à l'exercice d'un métier traditionnellement masculin. Le ministère de la Sécurité publique participe pour la deuxième année à ce concours annuel organisé par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

d) S.O.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 :
a) le nom de toutes les campagnes;
b) les coûts de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT ($)
Semaine de la sécurité civile 2018 – « Ma sécurité : ma responsabilité! **—** Plus d'autonomie, moins de soucis! » Du 6 au 12 mai 2018 **Objectif général :** Sensibiliser les citoyens, en particulier les familles, à l'importance de se préparer à faire face à une situation d'urgence. Les messages de la Semaine ont pour objectif de rappeler aux citoyens qu'ils sont les premiers responsables de leur sécurité et qu'ils ont des gestes à poser pour être prêts en cas de sinistres.	Centre de services partagés du Québec, Protégez-vous, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, SOM	32 626
Semaine de la prévention des incendies 2018 − *C'est dans la cuisine que ça se passe!* Du 7 au 13 octobre 2018 **Objectif général :** Sensibiliser la population aux risques d'incendie pouvant survenir dans la cuisine et sur les façons simples de les prévenir.	ATPIQ (Association des techniciens en prévention incendie du Québec), Centre de services partagés du Québec, Version Image Plus Inc., Numérix, SOM	56 109
Semaine de la prévention de la criminalité 2018 − « Des actions locales pour prévenir la criminalité » Du 4 au 10 novembre 2018 **Objectif général :** Sensibiliser la population québécoise aux pratiques et aux enjeux de la prévention de la criminalité.	Centre de services partagés du Québec	1 854

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 :
a) le nom de toutes les campagnes;
b) les coûts de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT ($)
Campagne de communication relative au Service d'immatriculation des armes à feu du Québec De février 2018 à janvier 2019 **Objectif général :** Faire connaître l'importance et les obligations liées à l'immatriculation des armes à feu sans restriction.	Centre de services partagés du Québec, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Imprimerie Sociale Groupe ETR-Numeriqca, Groupe TAQ, etc.	511 477

Note : Les données financières déclarées ont été payées en date du 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 17 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;
d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) Depuis le 1er avril 2015, l'ensemble des employés des directions des communications est désormais sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale du ministère du Conseil exécutif. À noter également que depuis le 21 mars 2016, les employés de la Direction des communications du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et du ministère de la Sécurité publique (MSP) ont été regroupés sous la même direction. 54 membres du personnel sont affectés à la Direction des communications pour le MAMH-MSP.
Il n'y a pas de montant spécifique attribué à ce secteur. Les dépenses effectuées sont notamment pour l'organisation de conférences de presse et d'événements ou celles liées à la revue de presse, à la veille et à la rétro-information et à la diffusion de communiqués.

b) Il n'y a pas de montant spécifique attribué à ce secteur. Les dépenses effectuées sont pour l'organisation d'événements, de campagnes, de salons ou celles liées à la revue de presse, à la transcription ou à la diffusion de communiqués.

c) Les rencontres, pour la plupart, ont trait aux comités de travail du Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi qu'à l'organisation d'événements.

d) I.C.I. Influence Communications inc. (Communication Demo inc.)

Revue de presse électronique et les transcriptions :	13 307 $
Revue de presse écrite :	31 980 $
CEDROM-SNI (Eureka cc) - Abonnement au service de base de données médias :	11 123 $

e) Voir réponse au point d). Il nous est impossible de distinguer les montants investis par le cabinet du reste du ministère. Les factures sont globales et payées centralement.

Les données financières déclarées ont été payées en date du 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 17 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :**
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;
d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) Deux employés

b) 4 523 $

c) S. O.

d) Nous utilisons les services de veille et revue de presse de I.C.I. Influence Communications inc. (Communication Demo inc.) via le MSP. Aucun sujet particulier n'a fait l'objet d'une veille à notre demande.

e) S. O.

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **– 03.03**

QUESTION 17 :	**Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :** **a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;** **b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;** **c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;** **d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.** **e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

a)	Deux employées (périodes d'emploi différentes)
b)	Dépenses totalisant 52 639 $
c)	6 et 7 septembre 2018 : colloque annuel de formation du Bureau du coroner, à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) à Nicolet. 27 novembre 2018 : rencontre, à Montréal, pour la présentation, par le coroner D^{r} Louis Normandin, de ses conclusions et ses recommandations au sujet des décès du jeune Claude Blessing Moukoko, décédé à la suite d'une noyade en milieu scolaire, et de M. Jimmy Lee Durocher, décédé à la suite de l'administration d'un narcotique en milieu hospitalier pour soulager une douleur postopératoire.
d)	Aucune. Nous utilisons les services de veille et revue de presse de I.C.I. Influence Communications inc. (Communication Demo inc.) par l'entremise du MSP. Aucun sujet particulier n'a fait l'objet d'une veille à notre demande.
e)	S. O.

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 17 :	**Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :** **a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;** **b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;** **c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;** **d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.** **e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

a)	Une employée dont les dossiers d'affaires publiques constituent environ 5 % de la charge de travail.
b)	Aucun
c)	Aucun
d)	Aucune. Nous utilisons les services de veille et de revue de presse de I.C.I. Influence Communications inc. (Communication Demo inc.) par l'entremise du MSP.
e)	S. O.

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - **03.05**

QUESTION 17 :	**Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :** **a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;** **b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;** **c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;** **d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.** **e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

a)	Un employé de l'organisme est affecté aux communications / affaires publiques lorsqu'une situation le nécessite.
b)	Aucun
c)	Aucun
d)	Aucune. Nous utilisons les services de veille et de revue de presse de I.C.I. Influence Communications inc. (Communication Demo inc.) par l'entremise du MSP.
e)	S. O.

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

QUESTION 17 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :**
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;
d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) Trois employés

b) Dépenses totalisant : 36 625 $

c) Aucune

d) Un montant de 15 450 $ a été investi en veille médiatique. Fournisseur : ADN5 Média Inc.

e) S. O.

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - **03.07**

QUESTION 17 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :**
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;
d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) Deux employés

b) Dépenses totalisant : 2 119 $

c) Rencontre de travail avec le MSP pour l'élaboration de la Déclaration de services aux citoyens.

d)

ADN5 Média	(revue de presse − BEI, enquêtes indépendantes, opérations policières) :	12 031 $
Cedrom - SNI inc.	(revue de presse − droits d'auteurs) :	2 155 $
Media QMI	(licence de contenu) :	756 $

e) S. O.

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 18 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2013-2014 à 2018-2019, l'âge de ces créances (ventilées par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2019-2020.**

L'âge des créances et/ou amendes à recouvrer	**2018-2019** (en $)
Moins d'un an	674 639
1-2 ans	88 560
+ de 2 ans	113 703
Total	**876 902**

Pour chacune des années les moyens entrepris pour recouvrer les sommes sont les suivants:
Relevé de compte mensuel, lettre de recouvrement, téléphone, certificat d'exigibilité, hypothèque légale

Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - **03.06**

QUESTION 19 : **Unité permanente anticorruption (UPAC), fournir :**

a) au 31 mars 2019, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif;

b) budget ventilé de I'UPAC pour 2019-2020;

c) liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC;

d) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2018 et le 31 mars 2019;

e) bilan des activités de I'UPAC.

(Voir pages suivantes).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**
QUESTION 19 :

a) Au 31 mars 2019, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif[1];

Catégories	Commissaire à la lutte contre la corruption et les équipes désignées au sein de l'UPAC	EFFECTIFS
Corps de police spécialisée dans la lutte contre la corruption	Commissaire à la lutte contre la corruption (incluant le Service des enquêtes sur la corruption)	149
Équipes d'enquête désignées par le gouvernement (28)	Agence du revenu du Québec (Service des enquêtes de l'UPAC – Direction principale adjointe des enquêtes UPAC enquête)	19
	Régie du bâtiment du Québec (Unité d'enquêtes)	9
Équipes de vérification désignées par le gouvernement (45)	Agence du revenu du Québec (Service du contrôle de l'intégrité des entreprises et de leurs dirigeants)	15
	Commission de la construction du Québec (Unité autonome de vérification)	10
	Sûreté du Québec (Service de filtrage de sécurité)	11
	Régie du bâtiment du Québec (Service des vérifications)	9
TOTAL	**UPAC**	**222**
Hors UPAC	Sûreté du Québec (Direction des services spécialisés en enquête)	21
Total incluant hors UPAC	**UPAC incluant les effectifs octroyés en matière de soutien en enquête**	**243**

[1] Ce nombre correspond à l'effectif, en ETC, en poste à la date d'extraction des données et ne tient pas compte des postes vacants. Il ne correspond pas nécessairement au nombre de postes autorisés par le Conseil du trésor. Le Service de la vérification de ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et l'Escouade de protection de l'intégrité municipale du Service de la police de la Ville de Montréal (SPVM) ne sont plus des équipes désignées par le gouvernement au sein de l'UPAC.

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**
QUESTION 19 :

b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2019-2020;

Le budget 2019-2020 du Commissaire à la lutte contre la corruption a été présenté au Livre des crédits 2019-2020.

BUDGET VENTILÉ	
	2018-2019 (k$)
Commissaire à la lutte contre la corruption	12 114,5
Ministère de la Sécurité publique	976,0
Sûreté du Québec	25 796,4

En ce qui a trait à la ventilation du budget des autres ministères et des organismes qui contribuent à la réalisation du mandat du Commissaire à la lutte contre la corruption, se référer à chaque M/O concerné. Pour les résultats des années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC;

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux à la réponse de la question 17.

d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2018 et le 28 février 2019;

1) Ordonnances et autorisations judiciaires

- Les différentes équipes d'enquête de l'UPAC, incluant les enquêteurs du commissaire, ont exécuté 113 ordonnances ou autorisations judiciaires (ex : mandats d'arrestations, mandat de perquisition, mandat général, ordonnance de communication, interception de communication privée, etc.)

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**
QUESTION 19 :
2) Arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière criminelle ou pénale entre le 1er avril 2018 et le 28 février 2019

Nature des accusations	Individus	Personnes morales	Total
Criminelle	11	0	11
Pénale	4	19	23
Total	**15**	**19**	**34**

e) Bilan des activités de l'UPAC *(au 28 février 2019)*[1]

1) Dénonciations d'actes répréhensibles au sens de la Loi concernant la lutte contre la corruption

Dénonciations communiquées au commissaire	**2018-2019**	**Total**
Dénonciations d'actes répréhensibles	456	5 450
Décisions du commissaire	**2018-2019**	**Total**
Hors mandat ou frivole	395	3 270
Transférées en enquête	155	1 773
Transférées en vérification	33	263
Transférées en renseignement	4	10
Transférées en prévention	3	7
Total général	**590**	**5 323**

[1] À la suite d'un contrôle de qualité, il y a eu des correctifs mineurs apportés aux résultats des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - **03.06**
QUESTION 19 :

2.1) Enquêtes criminelles

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière criminelle

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2018-2019	11	0	11
Total	186	14	200

Nombre d'individus et de personnes morales condamnés en matière criminelle

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2018-2019	11	0	11
Total	91	4	95

2.2) Enquêtes pénales

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière pénale

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2018-2019	4	19	23
Total	86	107	193

Nombre d'individus et de personnes morales condamnés en matière pénale

Périodes	Individus	Personnes morales	Total
2018-2019	18	19	37
Total	44	41	85

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**
QUESTION 19 :

3.1) Vérification – Commission de la construction du Québec (CCQ) – Unité autonome de vérification

Résultats	2018-2019	Total
Heures réclamées	84 226	294 538
Montants réclamés	1 478 783 $	6 602 067 $

3.2) Vérification – ministère des Affaires municipales et d'Habitation (MAMH) – Service de la vérification[1]

Types d'analyse	2018-2019	Total
Analyses détaillées	12	74
Analyses préliminaires	7	151
Total	**19**	**225**

4) Intégrité des entreprises

Demandes reçues de l'Autorité des marchés publics

2018-2019	Total
1 202	6 948

Avis du commissaire associé aux vérifications communiquées à l'Autorité des marchés financiers

Avis du commissaire associé aux vérifications	2018-2019	Total
Avis positifs	1 398	6 055
Avis négatifs	79	419
Retraits de la part des entreprises avant la communication de l'avis du commissaire associé aux vérifications	12	44
Fermetures à la suite de l'absence de collaboration des entreprises	4	25
Total	**1 493**	**6 543**

[1] Le Service de la vérification de ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) n'est plus une équipe désignée par le gouvernement au sein de l'UPAC depuis janvier 2019.

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - **03.06**
QUESTION 19 :

5) Prévention et gestion des risques

Prévention	2018-2019	Total
Séances de sensibilisation	81	1 056
Participants	1 813	26 193

Gestion des risques	2018-2019	Total
Activités	23	104
Participants	371	1 142

f) Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de I'UPAC.

Les documents produits ou détenus par le ministère de la Sécurité publique sont des mémoires, des avis et des recommandations qui ont notamment permis d'élaborer la *Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs* (L.Q. 2018, chapitre 1) et le Projet de loi n° 1 - *Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales.*

Ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 33, 34, 37 et 39 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 20 : Fournir toute étude, tout document ou toute analyse produits depuis le 18 octobre 2018 au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.

Les documents produits ou détenus par le ministère de la Sécurité publique sont des mémoires, des avis, des analyses et des recommandations qui ont notamment permis d'élaborer la *Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs* (L.Q. 2018, chapitre 1) et le Projet de loi n° 1 - *Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales*.

Ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 33, 34, 37 et 39 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 21 : Indiquer les sommes dépensées par le ministère en 2018-2019 pour la refonte du système de mission des services correctionnels Dacor. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du nouveau système.

Un total de 610 733 $ a été investi du 1er avril 2018 au 31 décembre 2018.

Le dossier d'affaires initial a été approuvé par les autorités du ministère de la Sécurité publique en mars 2018. Des travaux d'architecture ont été réalisés au cours de l'année 2018-2019. Il est prévu que la stratégie de réalisation du projet et le dossier d'affaires final soient complétés au cours de 2019-2020. Il est ciblé que les travaux de réalisation débutent d'ici en mars 2021 avec des livraisons graduelles qui seront complétées jusqu'en 2026.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 :	**La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

TOTAL DU PROGRAMME 01.04 : 31 116 644 $

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019 ($)
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)	48 392
En Marge 12-17	48 005
Le Projet Harmonie	38 044
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	45 050
Projet Ado Communautaire en Travail de rue (Saint-Léonard)	42 762
Projet Ado Communautaire en Travail de rue (Rosemont)	42 762
Rue Action Prévention Jeunesse	42 265
Travail de rue action communautaire (Le Sud-Ouest)	43 642
Travail de rue action communautaire (Quartier Saint-Pierre)	29 516
Travail de rue action communautaire (Lachine Est)	29 786
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	50 000
Programme d'Encadrement Clinique et d'Hébergement	36 631
Projet Intervention Prostitution de Québec	48 731
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides	38 004
SQUAT Basse-Ville	42 702

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019 ($)
Table de quartier l'Engrenage de Saint-Roch	26 000
TRIP Jeunesse Beauport	40 890
En tout C.A.S. (Concertation, Aide, Soutien) jeunesse	25 000
Tandem-Jeunesse	50 000
Répit Jeunesse	44 020
LaRue Bécancour inc.	41 469
Le Carrefour Employabilité - Travail de rue (anciennement Ressource alternative des jeunes de Bellechasse)	47 191
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	48 468
Maison des Jeunes de Rivière-au-Renard inc.	44 780
Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet-Yamaska	44 573
Macadam Sud	47 489
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	45 895
SOS Contact Al-To inc.	32 790
Centre Le S.P.O.T.	38 363
Toxic-Actions	46 780

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

PROGRAMME DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019 ($)
Service de travail de rue de Chicoutimi	61 090
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	75 000
CALACS La Chrysalide	75 000
L'Unité d'intervention mobile l'Anonyme	72 154
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	71 021
CALACS Agression Estrie	50 634
Maison Marie Frédéric	74 260
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	60 775
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent (TCGFBSL)	75 000
Centre d'amitié autochtone La Tuque	71 000
CALACS Coup de coeur	71 300
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	52 586
En Marge 12-17	74 546
Action Nouvelle Vie (le 2159)	50 024
Rue Action Prévention Jeunesse	46 000
Le Refuge La Piaule du Centre-du-Québec inc.	60 000
SQUAT Basse-ville	75 000
Trames d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse	69 915

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019 ($)
YWCA Québec	40 250
Sphère santé sexuelle globale	50 000
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	75 000
Alliance Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	56 516
CALACS de Granby	50 287
Projet L.U.N.E	42 642

PROGRAMME DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES - VOLET AUTOCHTONE

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019 ($)
Service de police de la Ville de Montréal	74 396
Conseil des Innus d'Ekuanitshit	25 968
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	74 636
Femmes autochtones du Québec	75 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

PROGRAMME PRÉVENTION JEUNESSE

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019 ($)
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Laval	125 000
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	125 000
Les YMCA du Québec - secteur Réussite scolaire	125 000
Conseil de la Nation Anishnabe de Lac-Simon	125 000
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	125 000

PROGRAMME PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

MESURE 1 - Bonification Prévention jeunesse

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019 ($)
Projet Intervention Prostitution Québec	125 000
Centre international pour la prévention de la criminalité	125 000
Projet Ado-communautaire en travail de rue	125 000
Justice alternative du Suroît	125 000
Wapikoni mobile	125 000
Action Jeunesse Côte-Sud	125 000
Centre de développement communautaire autochtone à Montréal	125 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 :	**La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

MESURE 2 - Bonification Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019 ($)
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	45 641
GCC La Violence!	45 595
Plein Milieu	47 000
Spectre de rue inc.	20 000
YMCA du Québec (établissement centre-ville)	39 978
L'Exit de Waterloo	42 280
La maison des jeunes St-Rémi inc.	16 823
Maison des jeunes Châtelois inc.	20 046
Maison des Jeunes de Varennes inc.	45 463
Programme d'Intervention jeunesse (P.I.J)	18 792
L'Évasion St-Pie X	24 660
Motivaction Jeunesse	41 278
TRAIC Jeunesse	33 513
Association pour les jeunes de la rue de Joliette	29 581
Orignal tatoué, café de rue	33 244
Travail de rue le TRAJET	30 000
Corporation de la Maison des Jeunes de Trois-Pistoles	7 000
Association des groupes de jeunes des Hauts-Reliefs	38 480

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019 ($)
Le Refuge La Piaule du Centre-du-Québec inc.	25 695
Centre aide et prévention jeunesse	39 976
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	27 233
Comité du Travail de rue d'Alma	34 597
Travail de rue Île de Laval	43 125

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019[1] ($)
Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)	115 000
Blainville	5 754
Bromont	7 398
Châteauguay	14 385
Deux-Montagnes	9 042
École nationale de police du Québec	45 000
Gatineau	65 760
Granby	19 317
Laval	79 323

[1] Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019[1] ($)
Lévis	28 770
Longueuil	89 598
Memphrémagog	18 084
Mirabel	11 508
Mont-Tremblant	16 440
MRC Les Collines de l'Outaouais	12 741
Québec	176 319
Repentigny – L'Assomption - Mascouche	30 414
Richelieu-St-Laurent	43 155
Roussillon	17 673
Saguenay	46 854
Saint-Eustache	15 618
Saint-Jean-sur-Richelieu	25 893
Saint-Jérôme	18 495
Sherbrooke	48 909
Montréal	1 465 400
Terrebonne	30 825
Thérèse-De Blainville	20 550
Thetford-Mines	9 864

[1] Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

CORPS DE POLICE OU ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019[1] ($)
Trois-Rivières	43 155
Réserve de corps de police municipal (CPM) - Remboursement des frais d'enquêtes	50 000
Réserve CPM - Remboursement des frais relatifs aux sanctions	76 500
Réserve CPM - Remboursement des frais de formation	30 000

[1] Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

PROGRAMME ACCÈS CANNABIS

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019[1] ($)
ADPQ	35 000
École nationale de police du Québec	34 700
Gatineau	225 000
Granby	150 000
Laval	225 000
Lévis	150 000
Longueuil	225 000
Memphrémagog	75 000
Québec	525 000

[1] Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019[1] ($)
Richelieu-St-Laurent	150 000
Saguenay	150 000
Saint-Jérôme	150 000
Sherbrooke	150 000
Montréal	2 629 800
Trois-Rivières	150 000
Réserve CPM - Remboursement des frais d'enquêtes	500 000
Réserve CPM - Remboursement des frais de formation	22 900

[1] Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

PROGRAMME ACCEF (ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS)

CORPS DE POLICE	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019[1] ($)
Montréal	2 550 800

[1] Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

PROGRAMME ACCÈS TABAC

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019[1] ($)
ADPQ	15 000
Gatineau	300 000
Laval	300 000
Longueuil	300 000
Québec	300 000
Richelieu-St-Laurent	300 000
Roussillon	5 000
Saguenay	300 000
St-Jérôme	300 000
Sherbrooke	300 000
Montréal	4 416 200
Trois-Rivières	300 000
Réserve CPM - Remboursement des frais d'enquêtes ponctuelles	250 000
Réserve CPM et ENPQ - Remboursement des frais de formations	27 500

[1] Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 :	**La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP)

CORPS DE POLICE OU ORGANISME	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019[1] ($)
Montréal	745 800
Gatineau	142 200
Laval	142 200
Longueuil	142 200
Québec	142 200

1 Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

AUTRE BUDGET DE TRANSFERT

ORGANISMES	MONTANT ACCORDÉ EN 2018-2019[1] ($)
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	70 000
École nationale de police du Québec (ENPQ)	5 547 400
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	625 000
Services Para-judiciaires autochtones du Québec	55 000
Université de Sherbrooke - Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémiste violents	30 000
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale	25 000

1 Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Action Nouvelle Vie (Le 2159)	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Adojeune inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Ali et les Princes de la Rue	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Centre Jeunesse « Le Trait d'Union »	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Corporation Jeunesse Memphrémagog	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
ÉquiJustice Gaspésie	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Jeunes musiciens du monde	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
La Grande Porte	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
La Maison des Jeunes de Sainte-Julie inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
La Maisonnette Berthelet	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Le journal de la Rue	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Les Oeuvres de la Maison Dauphine inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Liaison 12-18 inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Maison d'Haïti	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Maison des Jeunes de Beauce-Sartigan	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Maison des jeunes de Fleurimont	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Maison des Jeunes L'HAV'NIR du Havre-Aubert	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Patro de Charlesbourg inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet-Yamaska	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Prévention Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (secteur Côte-des-Neiges)	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Prévention Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (secteur Snowdon)	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Prévention Sud-Ouest	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 22 : **La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.**

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Projet d'intervention auprès des mineurs prostitués (PIaMP)	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Projets Bourlamaque	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Service de travail de rue de Chicoutimi	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Travail de rue le TRAJET	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées
Un itinéraire pour tous	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Le projet ne s'est pas classé parmi les meilleures demandes analysées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DU PROGRAMME 01.05 : 26 052 295 $

SUBVENTIONS AD HOC

ORGANISME	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
Administration régionale Kativik – Contribution financière relative aux infrastructures et équipements prévus au schéma de couverture de risques [1]	676 615
Centre d'avalanche de la Haute-Gaspésie – Contribution pour la poursuite des activités de sensibilisation et d'éducation du public sur les avalanches [1]	30 000
Association sécurité civile du Québec (ASCQ) – Événement bénévole [1]	2 846
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – Entente concernant une subvention à l'ACSIQ pour l'exercice financier 2018-2019 [2]	35 000
Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ) – Aide financière pour la poursuite des actions en prévention [1]	7 000
Concours Chapeau les filles et son volet Excelle – Science du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) [1]	2 000
École nationale des pompiers du Québec (ENPQ) – Contribution financière pour le financement de l'ENPQ [1]	277 200
Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ) [1]	4 000

[1] Montant réel au 28 février 2019

[2] Budget pour l'Entente concernant une subvention à l'ACSIQ

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES[1] (incluant le budget additionnel octroyé pour l'érosion côtière et les inondations)

ORGANISME	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
Alma-Sud – Risque de glissements de terrain fortement rétrogressifs dans le secteur sud du quartier Saint-Coeur-de-Marie	825 000
Brigham – Mise en oeuvre de solutions pour prévenir les inondations	530 000
Coaticook – Mise en place d'un bassin de rétention, modification du chenal du centre-ville, ruisseau Pratt	1 120 000
Consultants Ropars inc. – Expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime au ministère de la Sécurité publique (MSP) et au ministère des Transports du Québec (MTQ)	28 479
Fondation québécoise en environnement – Ateliers de sensibilisation auprès des jeunes des écoles secondaires sur la préparation face aux situations d'urgence	21 345
Institut national de la recherche scientifique – Évaluation et choix des mesures d'atténuation – Brigham (budget inondation)	20 000
Institut des sciences de la mer de Rimouski – Modélisation numérique de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent	129 540
L'Isle-aux-Coudres – Travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières d'une section du chemin des Coudriers (budget érosion côtière)	2 195 000
Lasalle NHC inc. – Modélisation numérique des conditions hydro-sédimentaires à Port-Cartier et à Pointe-aux-Outardes pour des plans et devis	55 000
Maison Léon-Provancher – Communication des risques	17 920

[1] Ces budgets excluent les frais de fonctionnement pour le Service de soutien à la réduction des risques et à la planification gouvernementale de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie (DGSCSI) (estimés à 63 146 $) et ceux du budget « érosion et submersion côtières » (estimés à 16 721 $) ainsi que la rémunération pour le budget inondation (178 100 $) et pour le budget « érosion et submersion côtières » (405 000 $).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISME	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) – Acquisition de Light Detection And Ranging (LiDAR) et bathymétrie en vue de fournir des données pour les travaux essentiels de cartographie, de recherches et de traitement des risques pour l'ensemble des aléas	1 040 000
MERN – LiDAR et bathymétrie (budget érosion côtière)	250 000
MERN – LiDAR et bathymétrie (budget inondation)	750 000
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs – Portrait de l'aléa feux de forêts	60 000
Ministère des Transports, du Québec (MTQ) – Inventorier, documenter et localiser des évènements historiques liés à des aléas naturels	72 418
Ministère des Transports du Québec (MTQ) – Réalisation de plans, de devis et d'études hydrauliques	698 859
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot – Entente pour le financement de travaux de stabilisation de talus	991 600
Pointe-aux-Outardes – Travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la rue Labrie (budget érosion côtière)	2 000 000
Saint-Raymond – Mise à niveau et réparation de digues sur la Rive-Sud et la Rive-Nord	1 015 000
Saint-Raymond – Travaux de stabilisation et de protection des berges	195 000
Sainte-Flavie – Déplacement ou allocation de départ concernant les propriétaires de vingt résidences (budget érosion côtière)	2 500 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISME	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
Sainte-Luce – Déplacement ou allocation de départ concernant les propriétaires de vingt résidences (budget érosion côtière)	2 500 000
Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation mixtes municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses à Beauharnois	12 500
Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation mixtes municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses à La Tuque	11 100
Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation mixtes municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses à Lévis	12 500
Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation mixtes municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses à Victoriaville	4 600
Université de Montréal (UdeM) – Développement d'une base de données – Documentation des caractéristiques des inondations au Québec (budget inondation)	150 000
Université de Montréal (UdeM) – Évaluation de la vulnérabilité aux inondations	105 000
Université de Montréal (UdeM) – Sensibilisation de la population face aux risques de sinistres - Volet 3	128 000
Université Laval (UL) – Analyse de risques – Coaticook (budget inondation)	95 000
Université Laval (UL) – Compréhension du comportement des rivières en hiver et mesures de gestion des risques liés aux inondations (budget inondation)	250 000
Université Laval (UL) – Effets des vibrations causées par l'utilisation d'explosifs sur la stabilité des pentes argileuses	18 669
Université Laval (UL) – Documentation des inondations au Québec (budget inondation)	145 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISME	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
Université Laval (UL) – Guide – Documentation sur les inondations passées (budget inondation)	20 000
Université Laval (UL) – Réduction du risque relié aux inondations à Saint-Raymond - Phase II (budget inondation)	200 000
Université Laval (UL) – Risques liés aux inondations dans des municipalités (budget inondation)	340 000
Université McGill – Le risque sismique résidentiel dans le Grand Montréal	185 000
Université de Sherbrooke – Recherche – Matières dangereuses	229 954
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Bornes de suivi de l'érosion côtière	320 040
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Analyse – Approche hydrogéomorphologique	100 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Analyse des zones inondables des Schémas d'aménagement et de développement (SAD) et des données de l'aide financière versée à la suite d'inondations en considérant les causes hydrauliques (AZIDAF)	130 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Développement – Méthodologie d'analyse du risque d'inondation (évaluation préliminaire) (budget inondation)	45 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Évaluation préliminaire du risque lié aux inondations : Réalisation d'un prototype d'évaluation sur un ou des territoires tests (budget inondation)	120 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Mise à jour de la cartographie des zones de contraintes relatives à l'érosion côtière pour le secteur Gallix à Sept-Îles	27 635
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Mouvements de sol – Analyse de stabilité à Saint-Fabien	29 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISME	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Projet de recherche en géoscience côtière - Développement et mise en oeuvre de plateformes topo-bathymétriques visant l'étude des risques d'érosion et de submersion côtières	139 700
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Projet de recherche en géoscience côtière – Évaluation de l'efficacité de différentes mesures et techniques pour contrer les aléas côtiers	108 839
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Projet de recherche en géoscience côtière – Modélisations futures des phénomènes d'érosion et de submersion côtières de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent	137 109
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Projet de recherche en géoscience côtière – Reconstitution à l'échelle régionale des variations des niveaux marins et modélisation des futures hausses du niveau marin du Québec maritime	100 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Projet de recherche en géoscience côtière – Suivi morphosédimentologique d'une plage de la Côte-Nord dans le cadre de l'expérimentation du système « Rolodune » visant à réduire les effets de l'érosion côtière	15 088
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Suivi de rechargement de plage et de sites remis à l'état naturel	180 499
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Suivi environnemental des côtes du Québec maritime	142 240

PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS VOLONTAIRES OU À TEMPS PARTIEL[1]

MRC	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
Agglomération La Tuque	23 297
Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James	89 581
MRC d'Acton	39 773
MRC d'Antoine-Labelle	69 619

[1] Maximums prévus qui seront versés aux MRC admissibles d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
MRC d'Argenteuil	79 926
MRC d'Arthabaska	51 451
MRC de D'Autray	27 085
MRC d'Avignon	58 613
MRC de Beauce-Sartigan	80 585
MRC de Beauharnois-Salaberry	66 000
MRC de Bécancour	26 000
MRC de Bellechasse	67 327
MRC de Bonaventure	36 766
MRC de Brome-Missisquoi	68 892
MRC de Caniapiscau	22 373
MRC de Charlevoix	31 012
MRC de Charlevoix-Est	53 000
MRC de Coaticook	34 498
MRC de Drummond	61 111
MRC de Joliette	40 000
MRC de Kamouraska	43 079
MRC de La Côte-de-Beaupré	64 138

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
MRC de La Côte-de-Gaspé	26 000
MRC de La Haute-Côte-Nord	27 738
MRC de La Haute-Gaspésie	22 562
MRC de La Haute-Yamaska	64 796
MRC de La Jacques-Cartier	40 602
MRC de La Matanie	57 499
MRC de l'Abitibi	53 000
MRC de l'Abitibi-Ouest	70 050
MRC de L'Érable	59 745
MRC Deux-Montagnes	20 948
MRC La Matapédia	50 884
MRC La Mitis	60 181
MRC La Nouvelle-Beauce	48 127
MRC La Rivière-du-Nord	33 921
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	62 635
MRC La Vallée-de-l'Or	75 792
MRC La Vallée-du-Richelieu	47 679
MRC Lac-Saint-Jean-Est	70 980

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
MRC Le Domaine-du-Roy	66 505
MRC Le Fjord-du-Saguenay	93 823
MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent	14 200
MRC Le Granit	62 766
MRC Le Haut-Richelieu	65 522
MRC Le Haut-Saint-François	69 753
MRC Le Haut-Saint-Laurent	30 251
MRC Le Rocher-Percé	60 736
MRC Le Val-Saint-François	55 262
MRC Les Appalaches	40 160
MRC Les Basques	25 257
MRC Les Chenaux	43 575
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	68 078
MRC Les Etchemins	52 072
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	26 326
MRC Les Jardins-de-Napierville	56 537
MRC Les Laurentides	53 000
MRC Les Maskoutains	40 388

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
MRC Les Moulins	17 710
MRC Les Pays-d'en-Haut	55 079
MRC Les Sources	17 771
MRC L'Île-d'Orléans	66 713
MRC L'Islet	60 256
MRC Lotbinière	47 521
MRC Maguerite-D'Youville	44 875
MRC Manicouagan	50 893
MRC Maria-Chapdelaine	21 798
MRC Maskinongé	56 335
MRC Matawinie	54 907
MRC Mékinac	20 186
MRC Memphrémagog	67 303
MRC Minganie	6 646
MRC Mirabel	2 237
MRC Montcalm	37 916
MRC Montmagny	54 357
MRC Nicolet-Yamaska	70 168

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 22 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2018-2019. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 ($)
MRC Papineau	91 972
MRC Pierre-de-Saurel	46 039
MRC Pontiac	64 144
MRC Porneuf	77 087
MRC Rimouski-Neigette	59 707
MRC Rivière-du-Loup	78 548
MRC Robert-Cliche	69 548
MRC Roussillon	771
MRC Rouville	58 560
MRC Rouyn-Noranda	71 412
MRC Sept-Rivières	13 953
MRC Témiscaming	49 035
MRC Témiscouata	43 951
MRC Vaudreuil-Soulanges	71 126

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 23 : Toute étude, tout document ou toute analyse en lien avec l'entrée en vigueur de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

Les documents produits ou détenus par le ministère de la Sécurité publique sont des mémoires, des analyses, des avis et des recommandations qui ont notamment permis d'élaborer la *Loi sur l'immatriculation des armes à feu* (L.Q. 2016, chapitre 15) ainsi que son règlement d'application.

Ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 33, 34 et 37 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 24 : Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant :
a) coûts pour l'exercice 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
b) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d'opération du SIAF;
c) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs;
d) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités.

	Projet de développement informatique	Évolution TI	Opérations (prise d'inventaire)	Dépenses communications	Total
Coûts de l'exercice 2016-2017 :	518 900 $	- $	- $	- $	518 900 $
Coûts de l'exercice 2017-2018 :	2 590 542 $	- $	994 563 $	120 913 $	3 706 018 $
Coûts estimés pour l'exercice 2018-2019 :	641 339 $	935 639 $	7 209 900 $	699 907 $	9 486 785 $
Coûts estimés du SIAF depuis sa mise en place :	3 750 781 $	935 639 $	8 204 463 $	820 820 $	13 711 703 $

Source : Service d'immatriculation des armes à feu
Les coûts représentent une projection au 31 mars 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 25 : Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2019.

Nombre de demandes d'immatriculation qui ont été adressées au Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF)	379 795
Nombre d'armes à feu sans restriction inscrites au fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF)	462 259

Note : Nombre d'armes à feu inscrites au FIAF inclut indistinctement les demandes d'immatriculation transmises en ligne ou par la poste.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 26 : Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.

Le Plan stratégique du ministère de la Sécurité publique 2017-2021 fixe à 1,2 M ou plus d'ici le 31 mars 2020 et à 1,3 M ou plus d'ici le 31 mars 2021 le nombre d'armes à feu immatriculées au Fichier d'immatriculation des armes à feu.

Lors de l'abolition du Registre canadien des armes d'épaule, il y avait environ 1,6 million d'armes enregistrées au Québec. N'ayant pas de données sur l'évolution du nombre d'armes depuis ce temps, c'est l'une des raisons pour lesquelles le fichier d'immatriculation des armes à feu a été mis en place.

Nonobstant cela, la date limite maximale pour immatriculer les armes était le 29 janvier 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 27 : Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2019.

Seules les armes à feu sans restriction sont visées, soit les armes d'épaule (essentiellement des armes de chasse).

Selon les dernières données tirées du Système canadien d'information relativement aux armes à feu et fournies par le Bureau du contrôleur des armes à feu, au 28 février 2015, les armes à feu sans restriction représentaient 95 % de toutes les armes à feu enregistrées au Québec, pour un total de 1 654 239 armes à feu sans restriction présentes sur le territoire québécois, et ce, à l'abolition du registre fédéral des armes d'épaule.

Cela dit, il est difficile d'estimer précisément le nombre total d'armes à feu sans restriction présentes sur le territoire du Québec trois ans plus tard et c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le Fichier d'immatriculation des armes à feu a été mis en place.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 28 : **Nombre d'amendes remises et valeurs totales de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.**

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ces renseignements.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 29 :	**Nombre d'effectifs dédiés spécifiquement à l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.**

Les policiers du Québec sont chargés d'appliquer la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (RLRQ, chapitre I-0.01) et son règlement d'application. Ce mandat s'ajoute donc à leur mission générale de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique et de prévenir et de réprimer les infractions aux lois.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 30 : Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.

La Loi sur l'immatriculation des armes à feu (RLRQ, chapitre I-0.01) ne prévoit pas que des avertissements puissent être donnés aux contrevenants. Les agents de la paix disposent néanmoins toujours d'une certaine liberté de jugement et de choix dans l'application des lois, qu'on appelle le pouvoir discrétionnaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 31 : Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

Le ministère de la Sécurité publique a émis trois communiqués aux directeurs des corps de police au sujet de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (11 décembre 2017, 26 janvier 2018 et 3 janvier 2019). Ces communiqués ne sont pas des directives opérationnelles, mais des renseignements transmis aux corps de police pour les informer sur la loi et des nouvelles obligations qu'elles imposent aux propriétaires d'armes à feu sans restriction.

En ce qui a trait aux activités de la Sûreté du Québec, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 32 :	**Tout échange entre le ministère de la Sécurité publique, ses organismes ou ses agences (incluant le cabinet de la ministre) et le ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs, ses organismes ou ses agences, au sujet de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.**

Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information peut être adressée au ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 33 : Détails et bilan de la campagne de sensibilisation à l'enregistrement des armes à feu, menée dans la foulée de l'entrée en vigueur de la Loi le 29 janvier 2019.

Afin d'inciter les propriétaires d'armes à feu du Québec à se conformer à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu :

Une campagne de publicité radio a eu lieu du 4 au 17 juin 2018 à travers le Québec. Une seconde s'est déroulée du 22 octobre au 2 décembre 2018 et la dernière a eu lieu du 7 au 27 janvier 2019.

Des placements publicitaires ont également été réalisés :

- sur le web entre février et mai 2018 et entre le 25 juin et le 4 septembre 2018;
- dans des quotidiens, des hebdos et des journaux communautaires entre le 17 février et mars 2018;
- dans les magazines spécialisés en chasse et pêche entre le printemps 2018 et l'hiver 2019.

Des représentants du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) ont été présents dans dix salons et évènements susceptibles d'intéresser les propriétaires d'armes à feu tels que les salons de collectionneurs d'armes, de chasse, de plein air et de pourvoirie.

Des rencontres d'information ont été tenues à Montréal et à Québec auxquelles ont été conviés les entreprises d'armes à feu ainsi que les propriétaires de club et de champ de tir.

Enfin, entre le mois de novembre 2018 et la fin du mois de janvier 2019, des rappels ont été transmis par courriel ou par la poste aux titulaires de permis de possession et d'acquisition d'armes à feu (PPA) dans le cadre d'un partenariat avec le Bureau du contrôle des armes à feu et des explosifs.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 34 :	**Bilan et état de situation de la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 35 :	**Pour chaque initiative du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 36 : État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention pour les exercices 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Sommes totales prévues en subvention pour 2019-2020.

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) est un organisme à but non lucratif qui ne fait pas partie du portefeuille « Sécurité publique ». À ce titre, il est exclu de l'exercice de l'étude des crédits du MSP. La mesure 2.2 du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 intitulé : « La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble », qui a été prolongé jusqu'au 31 mars 2019, prévoit l'établissement d'un partenariat avec le CPRMV créé par la Ville de Montréal afin de rendre disponible à l'ensemble de la population québécoise l'expertise et les services offerts par le Centre.

Depuis la mise sur pied du CPRMV en 2015, le MSP a octroyé en subventions à l'organisme une somme de 3 025 000 $. Plus précisément, une première convention de subvention a permis le versement par le MSP au CPRMV d'un montant de 1 000 000 $ réparti sur les exercices financiers 2015-2016 et 2016-2017. En outre, un montant supplémentaire de 500 000 $ a été octroyé au CPRMV par le MSP en mars 2016. En mars 2018, le MSP et le CPRMV ont conclu une entente bipartite pour l'année 2017-2018 permettant le versement d'une subvention de 900 000 $ à l'organisme. À la fin janvier 2019, une entente a été signée avec le CPRMV afin d'octroyer à l'organisme un montant de 625 000 $ pour l'année 2018-2019. Par ailleurs, des discussions seront entamées avec la Ville de Montréal concernant le financement pour les années subséquentes, à la suite d'un exercice de repositionnement du Centre.

Depuis le 10 juin 2015, une ligne téléphonique sans frais opérée par le CPRMV est accessible à l'ensemble des citoyens du Québec. Elle permet à des citoyens ou à des institutions, qui observent ou estiment observer des signes de radicalisation dans leur milieu ou qui ont des préoccupations à l'égard du phénomène, de s'adresser de façon confidentielle à des intervenants multidisciplinaires qui détiennent l'expertise requise. Le CPRMV a pour mission de développer une expertise de pointe, d'identifier les facteurs de risque et de protection, ainsi que de soutenir et d'outiller les proches, les enseignants, les intervenants et la communauté. Rappelons que les services offerts par le CPRMV visent à lutter contre la radicalisation, et ce, sous toutes ses formes.

Conformément à l'entente en vigueur, le CPRMV a fait parvenir au MSP les données statistiques relatives aux activités de l'organisme pour l'année civile 2018. Au cours de la période de référence, voici les données disponibles :

- Nombre de demandes reçues pour l'année 2018 : 618

- Nombre de demandes d'assistance pour des cas liés à la radicalisation et aux incidents haineux : 195 (inclus dans le nombre total de 618 demandes)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 37 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2018-2019 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2018-2019 (en $)
Région 01 - Bas-Saint-Laurent	
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	75 000
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Service de travail de rue de Chicoutimi	61 090
Région 03 - Capitale-Nationale	
Projet Intervention Prostitution Québec	60 775
YWCA Québec	40 250
TRAIC Jeunesse	69 915
Maison Marie-Frédéric	74 260
SQUAT Basse-Ville	75 000
Projet L.U.N.E	42 642
Région 04 - Mauricie	
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	71 000
Région 05 - Estrie	
CALACS Agression Estrie	50 634

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 37 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2018-2019 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

Région 06 - Montréal	
En Marge 12-17	74 546
RAP Jeunesse	46 000
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	71 021
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	75 000
L'Anonyme	72 154
Service de police de la Ville de Montréal	74 396
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue	
Conseil des Innus d'Ekuanitshit	74 636
Région 09 - Côte-Nord	
Conseil des Innus d'Ekuanitshit	25 968
Région 12 - Chaudière-Appalaches	
Alliance Jeunesse Chutes-de-laChaudière	56 516
Région 13 - Laval	
Sphère santé sexuelle globale	50 000
Région 14 - Lanaudière	
CALACS La Chrysalyde	75 000
CALACS Coup de coeur	71 300

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 37 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2018-2019 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

Région 15 - Laurentides	
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	75 000

Région 16 - Montérégie	
Le 2159 (Action Nouvelle Vie)	50 024
Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains	52 586
Femmes autochtones du Québec	75 000
CALACS de Granby	50 287

Région 17 - Centre-du-Québec	
Refuge La Piaule du Centre du Québec	60 000

Note : Le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes a débuté en 2016-2017.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 38 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chacune des dix dernières années :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police :

NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2016a	2017p
TOTAL	**6 331**	**7 883**
Agressions sexuelles graves	16	33
Agressions sexuelles armées	81	87
Agressions sexuelles simples	3 903	4 823
Total des agressions sexuelles	***4 000***	***4 943***
Autres infractions d'ordre sexuel [1]	2 331	2 940

Données 2018 non disponibles. Le traitement des données 2018 sera effectué en avril 2019.
a : données actualisées
p : données provisoires

[1] Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans, la bestialité, la corruption d'enfants, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur, le voyeurisme, la publication non consensuelle d'une image intime et le fait de rendre accessible à un enfant du matériel explicitement explicite.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

La publication concernant les infractions sexuelles 2016 est disponible à l'adresse suivante: https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/infractions-sexuelles/2015.html

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 38 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chacune des dix dernières années :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation :

INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT

TYPE DE CLASSEMENT	2016a	2017p
TOTAL	**6 331**	**7 883**
Classées par mise en accusation	2 122	2 267
Classées sans mise en accusation	1 932	1 708
Infractions classées	*4 054*	*3 975*
Infractions non classées	2 277	3 908

TYPE DE CLASSEMENT	2016a	2017p
TOTAL	**100,0 %**	**100,0 %**
Classées par mise en accusation	33,5 %	28,8 %
Classées sans mise en accusation	30,5 %	21,7 %
Infractions classées	*64,0 %*	*50,4 %*
Infractions non classées	36,0 %	49,6 %

Données 2018 non disponibles. Le traitement des données 2018 sera effectué en avril 2019.
a : données actualisées
p : données provisoires
Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

c) nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles :

Les données Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces données. Cette question relève du ministère de la Justice du Québec.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 39 : **Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :**
a) description des actions posées, pour chaque phase ;
b) les coûts engendrés, pour chaque phase ;
c) le nombre d' appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.

La *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles* prévoit la réalisation de campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles. Cette mesure étant sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine, le ministère de la Sécurité publique ne détient pas l'information.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 40 : État de situation sur les activités du programme Prévention Jeunesse, annoncé le 16 février 2016. Sommes totales versées pour l'exercice 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020, pour chaque organisme ayant demandé la subvention.

Le programme de financement Prévention Jeunesse s'inscrit dans une optique d'optimisation des services offerts aux jeunes vivant des situations pouvant compromettre leur sécurité.

Ce programme d'aide financière vise à :
• améliorer les services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes dans un milieu donné;
• accroître la capacité d'intervention des milieux sur certains phénomènes qui mettent en danger la sécurité des jeunes;
• faciliter la prise en charge par les acteurs locaux des situations problématiques impliquant les jeunes;
• instaurer, si applicables, des pratiques en matière de prévention de la criminalité qui tiennent compte de la réalité des collectivités autochtones et du Nord.

Depuis 2016-2017, le Ministère finance un total de 12 projets pour un montant global annuel de 1,5 M$. Cela correspond à une subvention de 125 000 $ par projet annuellement.

La prévention et l'intervention auprès des jeunes nécessitent une multitude d'acteurs dont les activités doivent être coordonnées et faire partie d'une démarche cohérente et intégrée. Ainsi, elle doit s'appuyer sur une structure de concertation et de coordination visant à arrimer les actions des nombreux partenaires de secteurs différents autour de la résolution d'un problème d'intérêt commun qui sévit sur un territoire.

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 41 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.
Veuillez vous référer au tableau annexé.

QUESTION 41 : **Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.**

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en $)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en $)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en $)	Montant déboursé 2017-2018[1] (d) (en $)	Montant déboursé 2018-2019[2] (d) (en $)	Date de versement / Remarque (e)
1. Induire un aménagement durable du territoire dans une perspective de lutte aux changements climatiques	**1.2.2 Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification en sécurité civile**								
		Intégration des enjeux et des risques associés aux changements climatiques (CC) dans la planification de la sécurité civile et la gestion courantes des activités des municipalités (documents d'accompagnement des orientations en matière d'aménagement du territoire; outils et guide visant la gestion des risques en sécurité civile).	Développement à l'interne du ministère de la Sécurité publique (MSP)	-	5 344	54 320	44 411	23 500	Salaire versé au 28 février 2019 qui sera remboursé par le Fonds vert.
		Formation « Pour une meilleure gestion des risques dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubles » à l'intention des MRC et des municipalités disposant de cartes produites par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) dans les années 1970 et 1980.	La maison de Bibi	-	-	-	883		Année financière 2017-2018.
		Formation « Symposium Ouranos 2017 ».	Ouranos	-	-	-	270		Année financière 2017-2018.
		Formation à l'intention des MRC et des municipalités sur l'application des zones de cartes de contraintes relatives aux glissements de terrain et du cadre normatif pour le contrôle de l'utilisation du sol.	Hôtel Château Joliette	-	-	-		1 180	Année financière 2018-2019.
TOTAL SOUS-ACTION 1.2.2				**-**	**5 344**	**54 320**	**45 563**	**24 680**	

2. Soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de réduction de GES, d'adaptation aux changements climatiques et d'aménagement durable du territoire	**2.3 Soutien à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques à la planification municipale**			-	-	-	-	-	Sous-action conjointe avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en développement. Le MAMH prendra en charge le suivi administratif et budgétaire.
TOTAL SOUS-ACTION 2.3				-	-	-	-	-	

QUESTION 41 : **Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.**

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en $)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en $)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en $)	Montant déboursé 2017-2018[1] (d) (en $)	Montant déboursé 2018-2019[2] (d) (en $)	Date de versement / Remarque (e)
3. Favoriser une gestion des risques qui minimise la vulnérabilité des collectivités	**3.1 Système de surveillance, de prévision, de suivi et d'alerte relatif aux aléas pouvant s'accroître sous l'effet des CC**								
		Intégration et transfert de données événementielles.	Développement à l'interne du MSP	-	4 718	-	-	-	Salaire.
		Acquisition et installation d'instruments de surveillance des crues.	Dendrotik, Geneq, Tetratech, Développement Innovation Haut-Richelieu	-	16 506	3 241	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Outil de veille des médias sociaux (phase I).	Université McGill	-	-	40 000		-	Année financière 2016-2017.
		Outil de veille des médias sociaux (phase II).	Université McGill	-	-	-	146 685	-	Année financière 2017-2018.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase I).	Institut national de la recherche scientifique	-	-	24 785	-	-	Année financière 2016-2017.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase II).	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	43 353	-	Année financière 2017-2018.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase III partie 1 et 2).	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	19 804	59 635	Années financières 2017-2018 et 2018-2019.
		Ajout d'instruments de surveillance des crues sur la rivière L'Assomption.	Hydro-Météo	-	-	21 686	-	-	Année financière 2016-2017.
		Achat et installation de quatre caméras de surveillance sur la rivière Beaurivage.	Ville de Lévis	-	-	-	25 000	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : deux caméras de surveillance sur les rivières Sutton et Missisquoi.	Ville de Sutton	-	-	-	5 238	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : trois caméras de surveillance et huit échelles sur des cours d'eau du bassin versant de la rivière du Gouffre.	Municipalité de Saint-Urbain	-	-	-	11 856	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : trois caméras de surveillance et trois stations hydrométriques sur le lac des Deux-Montagnes.	Ville de Rigaud	-	-	-	45 470	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : cinq stations hydrométriques sur des cours d'eau du bassin versant de la rivière du Gouffre.	Ville de Baie-Saint-Paul	-	-	-	18 708	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : trois caméras de surveillance et une station hydrométrique sur la rivière L'Assomption.	Ville de Terrebonne	-	-	-	21 724	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : deux échelles limnimétriques sur la rivière Rouge.	Municipalité de canton de Harrington	-	-	-	4 806	-	Année financière 2017-2018.
		Cartographie en ligne des inondations 2018-2019.	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	-	29 571	Année financière 2018-2019.

QUESTION 41 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en $)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en $)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en $)	Montant déboursé 2017-2018[1] (d) (en $)	Montant déboursé 2018-2019[2] (d) (en $)	Date de versement / Remarque (e)
		Ajout d'instruments de surveillance des crues sur la rivière Yamaska pour la Ville de Bromont.	Ville de Bromont	-	-	-	-	33 748	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière Eaton au bénéfice de la Ville de Cookshire-Eaton.	Ville de Cookshire-Eaton	-	-	-	-	13 768	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur le lac des Deux-Montagnes au bénéfice de la Ville de Deux-Montagnes.	Ville de Deux-Montagnes	-	-	-	-	6 879	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur le ruisseau Rouge au bénéfice de la Ville de Lévis.	Ville de Lévis	-	-	-	-	12 934	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière Chicot au bénéfice de la Ville de Saint-Eustache.	Ville de Saint-Eustache	-	-	-	-	16 348	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière du Nord au bénéfice de la Ville de Lachute.	Ville de Lachute	-	-	-	-	14 176	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique, d'une caméra de surveillance et d'une échelle limnimétrique sur la rivière Noire.	Ville de Saint-Pie	-	-	-	-	20 608	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une caméra de surveillance et d'une échelle limnimétrique sur la rivière Chaudière.	Ville de Beauceville	-	-	-	-	14 516	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière Chaudière.	Municipalité de Scott	-	-	-	-	10 865	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une caméra de surveillance sur la rivière Chaudière.	Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon	-	-	-	-	9 255	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une échelle limnimétrique sur la rivière Beaurivage.	Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage	-	-	-	-	8 670	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une échelle limnimétrique sur la rivière Chaudière.	Municipalité de Vallée-Jonction	-	-	-	-	7 646	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière Chaudière.	Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	-	-	-	-	7 473	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière Châteauguay.	Ville de Châteauguay	-	-	-	-	6 992	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière Mascouche.	Ville de Mascouche	-	-	-	-	11 498	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une échelle limnimétrique sur le lac des Deux-Montagnes.	Municipalité de Pointe-Calumet	-	-	-	-	1 722	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière du Nord.	Ville de Saint-Colomban	-	-	-	-	9 056	Année financière 2018-2019.
TOTAL SOUS-ACTION 3.1				**-**	**21 224**	**89 711**	**342 644**	**295 360**	

QUESTION 41 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en $)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en $)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en $)	Montant déboursé 2017-2018[1] (d) (en $)	Montant déboursé 2018-2019[2] (d) (en $)	Date de versement / Remarque (e)
	3.2 Soutien aux municipalités pour la réalisation de projets de prévention de sinistres								
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur des rues du Pinot et Saint-Émilion.	Ville de Gatineau	1 000 000	-	-	-	-	Année financière 2014-2015.
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur à proximité de la rue du Canal et du chemin de la Pulperie.	Ville de Saguenay	-	400 000	-	(138 597)		Année financière 2015-2016 et récupération en 2017-2018 (coûts des travaux moins élevés que prévus).
		Travaux de stabilisation de talus le long des berges du ruisseau Bellevue-Lavergne dans le secteur Amont-Nord.	Ville de Shawinigan	-	1 900 000	-	-	-	Année financière 2015-2016.
		Relocalisation de cinq résidences dans le secteur de la Place McCormick.	Ville de Port-Cartier	-	200 000	-	652 004	335 000	Années financières 2015-2016, 2017-2018 et 2018-2019. Faisant suite aux dommages occasionnés par les inondations survenues en décembre 2016, cette entente remplace celle intitulée « Entente pour le financement de travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la rue Place McCormick à Port-Cartier » qui a été ratifiée en 2015-2016.
		Travaux de stabilisation de talus le long de la rivière Quinchien et un de ses affluents dans le secteur Vallée-Chaline.	Ville de Saint-Lazare	-	-	3 000 000	-	1 000 000	Années financières 2016-2017 et 2018-2019 (avenant).
		Risques de glissements de terrain fortement rétrogressifs dans le secteur des chemins Olmstead et Beauséjour.	Municipalité de Chelsea	-	-	-	-	1 000 000	Année financière 2018-2019.
TOTAL SOUS-ACTION 3.2				**1 000 000**	**2 500 000**	**3 000 000**	**513 407**	**2 335 000**	
	3.3 Accroissement de la résilience des systèmes et infrastructures essentiels face aux changements climatiques								
		Programme de recherche sur la résilience des collectivités à faire face aux changements climatiques et aux risques de sinistres.	Ouranos	-	-	400 000	-	-	Année financière 2016-2017.
TOTAL SOUS-ACTION 3.3				-	-	**400 000**	-	-	

QUESTION 41 : **Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.**

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en $)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en $)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en $)	Montant déboursé 2017-2018[1] (d) (en $)	Montant déboursé 2018-2019[2] (d) (en $)	Date de versement / Remarque (e)
6. Soutenir la recherche en adaptation	**6.2.3 Appréciation des risques liés aux changements climatiques**								
		Corrélation entre la résistivité électrique des sols argileux et certaines propriétés géotechniques (Phase I).	Université Laval et ministère des Transports du Québec (MTQ)		78 165	144 894	-	-	Année financière 2015-2016 (50 575 $ à Université Laval; 27 590 $ au MTQ). Année financière 2016-2017 (94 319 $ à Université Laval; 50 575 $ au MTQ).
		Corrélation entre la résistivité électrique des sols argileux et certaines propriétés géotechniques (Phase II).	Université Laval				135 000	133 060	Années financières 2017-2018 et 2018-2019.
		Analyse et modélisation de la propagation des débris de coulées argileuses non confinées (Phase I).	Université Laval		38 481	89 789	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Analyse et modélisation de la propagation des débris de coulées argileuses non confinées (Phase II).	Université Laval				128 000	147 940	Années financières 2017-2018 et 2018-2019.
		Synthèse des connaissances sur les étalements dans les argiles sensibles de la mer de Champlain.	Université Laval		43 180	48 260	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Rupture progressive et étalements dans les argiles sensibles de l'Est du Canada (Phase II).	Université Laval				151 000	167 000	Années financières 2017-2018 et 2018-2019.
		Instrumentation pour le suivi de pentes dans les argiles sensibles.	Université Laval et ministère des Transports du Québec (MTQ)		240 174	117 057	-	-	Année financière 2015-2016 (22 860 $ à Université Laval; 217 314 $ au MTMDET) Année financière 2016-2017 (54 610 $ à Université Laval; 62 447 $ au MTQ).
		Influence du climat sur la stabilité des pentes dans les argiles marines du Québec : Développement et exploitation d'un réseau de stations d'observation.	Université Laval				236 000	132 000	Années financières 2017-2018 et 2018-2019.
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.3				**-**	**400 000**	**400 000**	**650 000**	**580 000**	

QUESTION 41 : **Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.**

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en $)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en $)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en $)	Montant déboursé 2017-2018[1] (d) (en $)	Montant déboursé 2018-2019[2] (d) (en $)	Date de versement / Remarque (e)
	6.2.4 - Projets de recherche sur les risques liés aux changements climatiques								
		Programme de mesure et de modélisation de la morphodynamique de l'érosion et de la submersion côtières dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent - (Phase I) (MoDESCO).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	214 300	-	-	-	-	Année financière 2014-2015.
		MoDESCO (Phase II).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	243 332	227 330	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		MoDESCO (Phase III).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	-	-	535 000	425 120	Années financières 2017-2018 et 2018-2019.
		Développement d'une approche hydrogéomorphologique (HGM).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	115 500	77 500	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière pour les MRC de La Haute-Gaspésie, de La Côte-de-Gaspé et du Rocher-Percé et d'un secteur de la MRC d'Avignon.	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	150 000	261 727	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Développement d'un indice de vulnérabilité des communautés riveraines de cours d'eau face aux inondations.	Université de Montréal	-	40 000	70 000	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Portrait de risque des aléas nordiques.	Université Laval	-	50 000	50 000	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Relevés satellites permettant de valider des cartes de contraintes de l'érosion côtière.	ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)	-	-	113 371	-	-	Année financière 2016-2017.
		Identification des risques actuels et appréhendés sur le territoire des communautés du Nunavik en fonction des changements climatiques.	Université Laval	-	-	-	95 000	60 000	Années financières 2017-2018 et 2018-2019.
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.4				**214 300**	**598 832**	**799 928**	**630 000**	**485 120**	
GRAND TOTAL				**1 214 300**	**3 525 401**	**4 743 959**	**2 181 614**	**3 720 160**	

[1] Les données ont été actualisées pour concerner la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018.

[2] Les données pour 2018-2019 concernent la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 42 : État de situation au 31 mars 2019 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années :
a) Le budget pour chacune des années;
b) L'évolution du nombre d'employés;
c) Une liste des interventions pour chacune des années;

		2018-2019[1, 2]
a)	Budget ($) :	**944 260**
b)	Techniciens et assimilés (271)	8
	Professionnels (105-124)	3
	Personnel de bureau (221-253)	5
	Cadre (630-IV)	1
	TOTAL	**17**
c)	Points d'information produits	120
	Rapports d'événement produits	237
	Bulletins de l'opération déglaçage produits	10
	Demandes d'autorisation d'intervention en sécurité incendie en territoire non organisé	6
	Demandes reçues en recherche et sauvetage (opération, formation/exercices, Radio Amateur du Québec inc.)	103
	Demandes d'images de Radarsat-2 prises pour le COG (période des inondations)	119
	Bilan des événements signalés à la sécurité civile	305
	Nombre d'appels reçus au COG	41 253
	Nombre d'appels effectués par le COG	14 038
	Nombre total d'appels (entrant et sortant) au COG	55 291
	Nombre de comptes rendus produits pour les lignes partenaires au COG	19 746

d) Aucun autre document pertinent

[1]Les données pour l'exercice 2018-2019 sont maintenant estimés en fonction du pourcentage moyen de la nouvelle fonction du système de gestion des appels.

[2] Les chiffres pour l'année financière 2018-2019 sont en date du 28 février 2019.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 44 : **Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2018-2019.**

Aucune en 2018-2019.

Pour les actions antérieures, veuillez vous référer aux études des crédits précédentes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 45 : Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert au sein du ministère en 2018-2019, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

La gestion du Fonds vert est une responsabilité du Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV). Cependant, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a sous sa responsabilité sept sous-actions, incluant une sous-action portée conjointement par le MSP et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)[1], dont les projets visent uniquement l'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020). Le nombre d'effectifs attitré à ces sous-actions au MSP se ventile ainsi :

Corps d'emploi	ETC
Agent de recherche et de planification socio-économique	1,50
Gestionnaire cadre	0,25
Technicien en administration	0,25
Total des ETC	2,00

Masse salariale (en $)	163 106

[1] Le suivi et la reddition de compte de cette mesure en développement seront effectués par le MAMH.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 46 : Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds vert, par année, pour les cinq dernières années. Ventiler les sommes par programme inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne gère pas de programme associé au Fonds vert. Par contre, sept sous-actions visant un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sont sous la responsabilité du MSP, dont une en développement sous la responsabilité conjointe du MSP et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Il est à noter que la mise en oeuvre de ces sous-actions a débuté en 2014-2015.

Pour les six sous-actions du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, un montant de 1 214 300 $ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2014-2015, un montant de 3 525 401 $ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2015-2016, un montant de 4 743 959 $ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2016-2017, un montant de 2 181 614 $ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2017-2018, et un montant de 3 720 160 $ (provenant du Fonds vert) a été déboursé au 28 février 2019 pour l'année financière 2018-2019.

Veuillez vous référer au tableau de la **question des renseignements particuliers de l'opposition officielle numéro 41** pour le détail des sommes octroyées pour ces sous-actions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 47: **La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert en 2017-2018 et 2018-2019 avec mention :**
a) de la description du projet;
b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaires;
c) du programme concerné, le cas échéant;
d) du montant déboursé;
e) de la date du déboursement;
f) de l'objectif poursuivi en matière de réductions des GES.
Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.
Pour chacun de ces projets, fournir, le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en matière de réduction des GES.

Dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), les sous-actions sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP) visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Danc ce contexte, la sous-question f) est sans objet.

Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives :

Une entente administrative, conclue entre le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et le MSP en vue d'édicter les règles de gestion des sept sous-actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sous la responsabilité du MSP a été signée le 27 mars 2015. Le Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV), institué le 23 mars 2017 par le gouvernement, a pris la relève du MELCC pour encadrer et assurer la coordination de la gestion du Fonds vert. Le fonctionnement pour l'approbation des projets sous la responsabilité du MSP est le suivant : avant la mise en oeuvre d'une sous-action, une fiche descriptive des projets de cette sous-action est soumise au MELCC ou au Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC 2013-2020 correspondante. En ce qui concerne les sous-actions en lien avec la prévention des risques naturels (3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020), afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité sur la prévention de sinistres naturels (comité directeur) relevant de l'Organisation de la sécurité civile du Québec. Ce comité directeur est composé aussi du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), du MELCC, du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports. Le comité directeur approuve et fait le suivi des projets. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre pour la prévention de sinistres. La gestion des sous-actions 1.2.2, 3.1 et 3.3 est réalisée à l'interne du MSP. Pour la sous-action 2.3 sous la responsabilité conjointe du MSP et du MAMH les projets sont en développement. Ils ne sont pas rendus à l'étape d'approbation.

La liste des projets sous la responsabilité du MSP ayant bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert est présenté à la **question des renseignements particuliers de l'opposition officielle numéro 41.**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 48 :	**Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2018-2019 :** **a) Le cadre de gestion utilisé;** **b) La grille d'évaluation des projets;** **c) Les objectifs poursuivis.**

a) et b) La gestion du Fonds vert est une responsabilité du Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV). Par contre, pour les sous-actions en adaptation aux changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP), le fonctionnement est le suivant : avant la mise en oeuvre d'une sous-action, une fiche descriptive des projets de cette sous-action est soumise au CGFV pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC 2013-2020 correspondante. De plus, afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité pour la prévention de sinistres naturels (comité directeur) relevant de l'Organisation de sécurité civile du Québec. Ce comité directeur est composé aussi du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports. Le comité directeur approuve et fait le suivi des projets en lien avec les sous-actions 3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre pour la prévention de sinistres. La gestion des sous-actions 1.2.2, 3.1 et 3.3 est réalisée à l'interne du MSP. Pour la sous-action 2.3 sous la responsabilité conjointe du MSP et du MAMH, les projets sont en développement. Ils ne sont pas rendus à l'étape d'approbation.

c) Dans le cadre du PACC 2013-2020, les sous-actions sous la responsabilité du MSP visent un objectif général d’adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Le libellé des actions, des sous-actions et des projets décrit les objectifs spécifiques poursuivis (voir le tableau à la **question des renseignements particuliers de l'opposition officielle numéro 41**).

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 49 : **La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.**

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2017)

DESSERTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1213-2017)
1	unique	Bromont	Brome-Missisquoi	Bromont	9 499
	unique	Granby	La Haute-Yamaska	Granby	68 410
	multiple	Memphrémagog (régie)	Memphrémagog	Austin	1 531
				Magog	27 048
				Orford	4 353
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 614
	multiple	Mont-Tremblant	Les Laurentides	Lac-Tremblant-Nord	58
				Mont-Tremblant	9 807
	unique	Saint-Jean-sur-Richelieu	Le Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu	96 371
	unique	Saint-Jérôme	La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	77 334
	unique	Thetford Mines	Les Appalaches	Thetford Mines	25 649

Il s'agit des données de 2017 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données de 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 49 : **La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.**

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1213-2017)
2	unique	Blainville	Thérèse-De Blainville	Blainville	59 104
	multiple	Châteauguay[1]	Beauharnois-Salaberry Roussillon	Beauharnois Châteauguay Léry Saint-Isidore	13 110 49 050 2 476 2 733
	multiple	L'Assomption	L'Assomption	L'Assomption Saint-Sulpice	22 817 3 453
	unique	Lévis	Hors MRC - Lévis	Lévis	146 183
	unique	Mascouche	Les Moulins	Mascouche	48 053
	unique	Mercier[1]	Roussillon	Mercier	13 398
	multiple	Mirabel	Hors MRC - Mirabel La Rivière-du-Nord	Mirabel Saint-Colomban	53 439 16 188
	multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley Chelsea La Pêche L'Ange-Gardien Notre-Dame-de-la-Salette Pontiac Val-des-Monts	11 109 7 061 8 072 5 654 756 5 938 11 920
	multiple	Lac des Deux-Montagnes (régie)	Deux-Montagnes	Deux-Montagnes Pointe-Calumet Sainte-Marthe-sur-le-Lac Saint-Joseph-du-Lac	17 887 6 669 18 753 6 880

Il s'agit des données de 2017 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données de 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

[1]Notons que la Ville de Mercier, qui était desservie par le Service de police de Châteauguay, a obtenu l'aval du ministre de la Sécurité publique, le 13 septembre 2016, afin de créer son propre corps de police. Le Service de police de la Ville de Mercier a débuté ses opérations le 17 juillet 2017. À ce jour, cela porte à 30 le nombre de corps de police municipaux.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 49 : **La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.**

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1213-2017)
2 *(suite)*	multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Candiac	21 047
				Delson	7 650
				La Prairie	25 322
				Saint-Constant	28 093
				Sainte-Catherine	17 226
				Saint-Mathieu	2 071
				Saint-Philippe	6 776
	multiple	Repentigny	L'Assomption	Charlemagne	6 153
				Repentigny	84 965
	multiple	Richelieu - Saint-Laurent (régie)	La Vallée-du-Richelieu	Beloeil	22 647
				Carignan	9 751
				Chambly	30 082
				McMasterville	5 859
				Mont-Saint-Hilaire	18 976
				Otterburn Park	8 369
				Saint-Basile-le-Grand	17 145
				Saint-Jean-Baptiste	3 204
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 899
			Marguerite-d'Youville	Calixa-Lavallée	498
				Contrecoeur	8 056
				Saint-Amable	12 712
				Sainte-Julie	30 288
				Varennes	21 743
				Verchères	5 772
			Rouville	Richelieu	5 563
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 611

Il s'agit des données de 2017 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données de 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 49 : **La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.**

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1213-2017)
2 *(suite)*	multiple	Saguenay	Le Fjord-du-Saguenay	Larouche	1 428
			Hors MRC - Saguenay	Saguenay	144 888
	unique	Saint-Eustache	Deux-Montagnes	Saint-Eustache	45 321
	unique	Sherbrooke	Hors MRC - Sherbrooke	Sherbrooke	165 859
	multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville	Bois-des-Filion	9 805
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 214
			Les Moulins	Terrebonne	115 561
	multiple	Thérèse-de-Blainville (régie)	Thérèse-De Blainville	Boisbriand	26 981
				Lorraine	9 606
				Rosemère	14 255
				Sainte-Thérèse	27 000
	unique	Trois-Rivières	Hors MRC - Trois-Rivières	Trois-Rivières	137 026
3	unique	Gatineau	Hors MRC - Gatineau	Gatineau	284 373
	unique	Laval	Hors MRC - Laval	Laval	433 990
	multiple	Longueuil	Hors MRC - Longueuil	Boucherville	42 201
				Brossard	88 019
				Longueuil	246 899
				Saint-Bruno-de-Montarville	27 140
				Saint-Lambert	22 791
4	multiple	Québec	Hors MRC - Québec	L'Ancienne-Lorette	16 876
				Québec	543 095
				Notre-Dame-des-Anges	331
				Saint-Augustin-de-Desmaures	19 164

Il s'agit des données de 2017 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 49 : **La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.**

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1213-2017)
5	multiple	Montréal	Hors MRC - Montréal	Baie-D'Urfé	3 890
				Beaconsfield	20 075
				Côte-Saint-Luc	34 464
				Dollard-des-Ormeaux	51 200
				Dorval	19 763
				Hampstead	7 433
				Kirkland	21 044
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 777 058
				Montréal-Est	3 963
				Montréal-Ouest	5 289
				Mont-Royal	21 553
				Pointe-Claire	32 611
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 035
				Senneville	964
				Westmount	20 780

Il s'agit des données de 2017 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

Population totale desservie: **5 723 805**
Nombre de municipalités desservies: **99**
Nombre de CPM: **30**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 49 : **La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.**

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2017)

A - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE UNIQUE

Corps de police	Population du décret 1213-2017	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]
Blainville	59 104	2	55
Bromont	9 499	1	17
Gatineau	284 373	3	265
Granby	68 410	1	56
Laval	433 990	3	327
Lévis	146 183	2	116
Mascouche	48 053	2	49
Mercier[2]	13 398	2	12
Saint-Eustache	45 321	2	43
Saint-Jean-sur-Richelieu	96 371	1	83
Saint-Jérôme	77 334	1	81
Sherbrooke	165 859	2	156
Thetford Mines	25 649	1	22
Trois-Rivières	137 026	2	116

Population totale :	**1 610 570**	
Nombre de policiers permanents (surveillance):		**1 398**
Nombre de CPM :	**14**	

Il s'agit des données de 2017 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données de 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

[2] Notons que la Ville de Mercier, qui était desservie par le Service de police de Châteauguay, a obtenu l'aval du ministre de la Sécurité publique, le 13 septembre 2016, afin de créer son propre corps de police. Le Service de police de la Ville de Mercier a débuté ses opérations le 17 juillet 2017. À ce jour, cela porte à 30 le nombre de corps de police municipaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 49 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2017)

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population du décret 1213-2017	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1213-2017
Châteauguay[2]	67 369	2	86	Beauharnois	13 110
				Châteauguay	49 050
				Léry	2 476
				Saint-Isidore (paroisse)	2 733
L'Assomption	26 270	2	24	L'Assomption	22 817
				Saint-Sulpice	3 453
Longueuil	427 050	3	404	Boucherville	42 201
				Brossard	88 019
				Longueuil	246 899
				Saint-Bruno-de-Montarville	27 140
				Saint-Lambert (ville)	22 791
Memphrémagog (régie)	35 546	1	36	Austin	1 531
				Magog	27 048
				Orford	4 353
				Sainte-Catherine de Hatley	2 614

Il s'agit des données de 2017 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données de 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

[2] Notons que la Ville de Mercier, qui était desservie par le Service de police de Châteauguay, a obtenu l'aval du ministre de la Sécurité publique, le 13 septembre 2016, afin de créer son propre corps de police. Le Service de police de la Ville de Mercier a débuté ses opérations le 17 juillet 2017. À ce jour, cela porte à 30 le nombre de corps de police municipaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 49 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1213-2017	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1213-2017
Mirabel	69 627	2	45	Mirabel	53 439
				Saint-Colomban	16 188
Montréal	2 025 127	5	2 863	Baie D'Urfé	3 890
				Beaconsfield	20 075
				Côte-Saint-Luc	34 464
				Dollard-des-Ormeaux	51 200
				Dorval	19 763
				Hampstead	7 433
				Kirkland	21 044
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 777 058
				Montréal-Est	3 963
				Montréal-Ouest	5 289
				Mont-Royal	21 553
				Pointe-Claire	32 611
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 035
				Senneville	964
				Westmount	20 780
Mont-Tremblant	9 865	1	28	Lac-Tremblant-Nord	58
				Mont-Tremblant	9 807

Il s'agit des données de 2017 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données de 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 49 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1213-2017	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1213-2017
MRC Les Colline-de-l'Outaouais	50 510	2	42	Cantley	11 109
				Chealsea	7 061
				L'Ange-Gardien (82005)	5 654
				La Pêche	8 072
				Notre-Dame-de-la-Salette	756
				Pontiac	5 938
				Val-des-Monts	11 920
Québec	579 466	4	504	L'Ancienne-Lorette	16 876
				Notre-Dame-des-Anges	331
				Québec	543 095
				Saint-Augustin-Desmaures	19 164
Lac des Deux-Montagnes (régie)	50 189	2	38	Deux-Montagnes	17 887
				Pointe-Calumet	6 669
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	18 753
				Saint-Joseph-du-Lac	6 880
Roussillon (régie)	108 185	2	87	Candiac	21 047
				Delson	7 650
				La Prairie	25 322
				Saint-Constant	28 093
				Sainte-Catherine	17 226
				Saint-Mathieu	2 071
				Saint-Philippe	6 776

Il s'agit des données de 2017 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données de 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 49 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1213-2017	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1213-2017
Repentigny	91 118	2	92	Charlemagne	6 153
				Repentigny	84 965
Richelieu / Saint-Laurent (régie)	208 175	2	175	Beloeil	22 647
				Calixa-Lavallée	498
				Carignan	9 751
				Chambly	30 082
				Contrecoeur	8 056
				McMasterville	5 859
				Mont-Saint-Hilaire	18 976
				Otterburn Park	8 369
				Richelieu	5 563
				Saint-Amable	12 712
				Saint-Basile-le-Grand	17 145
				Sainte-Julie	30 288
				Saint-Jean-Baptiste	3 204
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 611
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 899
				Varennes	21 743
				Verchères	5 772
Saguenay	146 316	2	141	Larouche	1 428
				Saguenay	144 888
Terrebonne	140 580	2	126	Bois-des-Filion	9 805
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 214
				Terrebonne	115 561

Il s'agit des données de 2017 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données de 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 49 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1213-2017	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1213-2017
Thérèse-De Blainville (régie)	77 842	2	82	Boisbriand	26 981
				Lorraine	9 606
				Rosemère	14 255
				Sainte-Thérèse	27 000

Nombre de CPM :	**16**		**4 773**	**Population totale :**	**4 113 235**
				Nombre de municipalités desservies :	**85**

Il s'agit des données de 2017 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données de 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 50 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2019[1], répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2017					
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Blainville	77	23	**100**	74	21	**95**
Bromont	22	4	**26**	22	4	**26**
Châteauguay	108	20	**128**	106	20	**126**
Gatineau	388	132	**520**	388	125	**513**
Granby	78	24	**102**	78	24	**102**
L'Assomption	33	5	**38**	33	5	**38**
Laval	587	159	**746**	586	150	**736**
Lévis	155	46	**201**	155	45	**200**
Longueuil	618	192	**810**	605	174	**779**
Mascouche	62	17	**79**	62	17	**79**
Memphrémagog (régie)	45	12	**57**	45	12	**57**
Mercier[2]	19	2	**21**	19	2	**21**
Mirabel	41	15	**56**	54	15	**69**
Montréal	4 878	930	**5 808**	4 591	851	**5 442**
Mont-Tremblant	34	16	**50**	34	15	**49**
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	58	17	**75**	57	17	**74**
Québec	724	181	**905**	735	173	**908**

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

[1] Il s'agit des données de 2017 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

[2] Notons que la Ville de Mercier, qui était desservie par le Service de police de Châteauguay, a obtenu l'aval du ministre de la Sécurité publique, le 13 septembre 2016, afin de créer son propre corps de police. Le Service de police de la Ville de Mercier a débuté ses opérations le 17 juillet 2017. À ce jour, cela porte à 30 le nombre de corps de police municipaux.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la *Loi sur la police* (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 50 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2019[1], répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2017					
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Lac des Deux-Montagnes (régie)	49	8	**57**	49	8	**57**
Région de Roussillon (régie)	115	37	**152**	115	37	**152**
Repentigny	117	27	**144**	117	27	**144**
Richelieu - Saint-Laurent (régie)	212	41	**253**	212	41	**253**
Saguenay	186	38	**224**	186	38	**224**
Saint-Eustache	60	23	**83**	60	23	**83**
Saint-Jean-sur-Richelieu	107	29	**136**	106	28	**134**
Saint-Jérôme	110	26	**136**	110	26	**136**
Sherbrooke	200	51	**251**	200	51	**251**
Terrebonne	169	43	**212**	169	43	**212**
Thérèse-De Blainville (régie)	107	37	**144**	107	37	**144**
Thetford Mines	29	6	**35**	29	6	**35**
Trois-Rivières	157	40	**197**	157	40	**197**
TOTAL - CPM	**9 545**	**2 201**	**11 746**	**9 261**	**2 075**	**11 336**
Sûreté du Québec	5 760	2 040	**7 800**	5 510	1 741	**7 251**
GRAND TOTAL	**15 305**	**4 241**	**19 546**	**14 771**	**3 816**	**18 587**

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

[1] Il s'agit des données de 2017 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* . Les données 2018 seront traitées à partir de mai 2019.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la *Loi sur la police* (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 51 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2017 [p]

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																				Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales			
	Infractions - Contre la personne				Infractions - Contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				**Total**															
		Infractions classées [1]				Infractions classées [1]				Infractions classées [1]				Infractions classées [1]				**Infractions classées [1]**				Infractions classées [1]				Infractions classées [1]				Infractions classées [1]		
	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	81 597	36 896	26 914	78,2%	152 190	21 257	11 779	21,7%	36 636	28 264	5 579	92,4%	39 777	14 977	2 900	44,9%	310 200	101 394	47 172	47,9%	20 512	11 898	5 294	83,8%	707	560	85	91,2%	6 200	4 966	232	83,8%

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2017 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

[p]: Données provisoires

[1] Ces statistiques concernent toutes les infractions classées en 2017, qu'elles aient ou non été enregistrées en 2017.

Données 2018 non disponibles. Le traitement des données 2018 sera effectué au printemps 2019.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 52 : Pour l'année 2018-2019, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.

Municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver un corps de police municipal (CPM), de créer un CPM ou d'opter pour les services de la Sûreté du Québec (SQ)

Depuis le 21 juin 2001, la Loi sur la police prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi (maintenant nommée Saguenay), Hull (maintenant nommée Ottawa-Gatineau), Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de 50 000 habitants ou plus ont l'obligation d'être desservies par un CPM.

Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants desservies par un CPM, et qui ne font pas partie d'une CM ou d'une RMR, celles-ci avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les municipalités qui ont fait ce choix sont :
- Mont-Tremblant et Lac-Tremblant-Nord (Service de police de la Ville de Mont-Tremblant);
- Bromont (Service de police de la Ville de Bromont);
- Austin, Magog, Orford, Sainte-Catherine-de-Hatley (Régie de police de Memphrémagog);
- Thetford Mines (Service de la sûreté municipale de la Ville de Thetford Mines).

Depuis 2012, les corps de police municipaux suivants ont été abolis :
- Rivière-du-Loup (Sécurité publique de Rivière-du-Loup) (desserte par la SQ depuis le 30 avril 2012);
- Sainte-Adèle (Service de police de Sainte-Adèle) (desserte par la SQ depuis le 18 mai 2012);
- Saint-Georges (Service de police de la Ville de Saint-Georges) (desserte par la SQ depuis le 15 novembre 2012);
- Sainte-Marie (Sûreté municipale de Sainte-Marie) (desserte par la SQ depuis le 16 octobre 2015).

Depuis le 13 juin 2015, la Police régionale de Deux-Montagnes, desservant les municipalités de Deux-Montagnes, Pointe-Calumet, Sainte-Marthe-sur-le-Lac et Saint-Joseph-du-Lac, a été remplacée par la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes. Cette régie dessert les mêmes municipalités que celles qui étaient desservies par la police régionale.

Notons que la Ville de Mercier, qui était desservie par le Service de police de Châteauguay, a obtenu l'aval du ministre de la Sécurité publique le 13 septembre 2016 afin de créer son propre corps de police. Le Service de police de la Ville de Mercier a débuté ses opérations le 17 juillet 2017.

La Ville de Chambly, actuellement desservie par la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent, a également demandé de créer son propre CPM, ce qui lui a été refusé. Des procédures judiciaires sont actuellement en cours.

Les autres municipalités sont desservies par la SQ dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION DES SERVICES SUPPORT À LA GESTION - **01.01**

QUESTION 53 :	**Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.**
QUESTION 56 :	**Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.**

Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28, 29, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

La liste des services de police inspectés avec l'année de la dernière inspection pour chacun d'eux se trouve en annexe. À noter que certains ont été inspectés à plus d'une reprise au cours des cinq dernières années, sur différentes thématiques. Le tableau ne présente que la plus récente.

Dernières inspections des corps de police

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Corps de police des Abénakis	2018
Régie de police de Memphrémagog	2018
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	2015
Régie intermunicipale de police de Roussillon	2014
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	2017
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	2015
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	2018
Service de la sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	2018
Service de la sécurité publique de Saguenay	2016
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	2017
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	2015
Service de police de la Ville de Blainville	2015
Service de police de la Ville de Bromont	2018

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION DES SERVICES SUPPORT À LA GESTION - **01.01**

QUESTION 53 :	**Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.**
QUESTION 56 :	**Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.**

Dernières inspections des corps de police - *Suite*

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Service de police de la Ville de Châteauguay	2017
Service de police de la Ville de Gatineau	2013
Service de police de la Ville de Granby	2018
Service de police de la Ville de Lévis	2016
Service de police de la Ville de Mercier	2018
Service de police de la Ville de Montréal	2017
Service de police de la ville de Mont-Tremblant	2018
Service de police de la Ville de Québec	2017
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	2015
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	2014
Service de police de l'agglomération de Longueuil	2018
Service de police de L'Assomption/Saint-Sulpice	2016
Service de police de Laval	2015
Service de police de Mirabel	2019
Service de police de Repentigny	2015
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	2014
Service de police de Sherbrooke	2014
Service de police de Terrebonne	2015
Sûreté du Québec	2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 54 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS [1]	POPULATION DESSERVIE [2]	COÛT ANNUEL [3] (en $)	DISTRICT COUVERT [4]
Abénaquis	Odanak - Wôlinak	Corps de police	6	412	387 856	17
Algonquins	Eagle Village	Corps de police	4	284	230 400	8
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	9	1 601	573 790	7
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	12	1 754	1 111 768	8
Algonquins	Pikogan	Corps de police	3	590	240 000	8
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	4	598	289 377	8
Atikamekw	Manawan	Corps de police	9	2 420	573 244	14
Atikamekw	Opitciwan	Corps de police	14	2 397	1 392 000	4
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	8	1 464	565 937	4
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	89	17 236	9 624 218	10
Hurons	Wendake	Corps de police	9	1 520	696 636	3

[1] Effectifs minimums prévus aux ententes (postes équivalents temps complets).

[2] Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2015.

[3] Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2018-2019 à laquelle s'ajoute, dans certains cas, des sommes versées dans des ententes bilatérales.

[4] Le district couvert correspond à la région administrative.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 54 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS [1]	POPULATION DESSERVIE [2]	COÛT ANNUEL [3] (en $)	DISTRICT COUVERT [5]
Innus	Essipit	Corps de police	3	215	164 996	9
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	10	2 085	816 000	2
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	4	363	372 000	9
Innus	Pessamit	Corps de police	9	2 893	762 690	9
Innus	Uashat-Maliotenam	Corps de police	16	3 506	1 008 000	9
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	58	11 408	12 117 037	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	4	696	277 064	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	12	2 093	766 999	11
Mohawk	Akwesasne [4]	Corps de police	24	5 602	938 953	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	33	7 923	2 213 960	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	8	897	732 000	9

[1] Effectifs minimums prévus aux ententes (postes équivalents temps complets).

[2] Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2015.

[3] Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2018-2019 à laquelle s'ajoute, dans certains cas, des sommes versées dans des ententes bilatérales.

[4] L'entente avec Akwesasne est quadripartite. La quote-part de chacune des parties est la suivante : Canada 52 %, Ontario 24 %, Québec 24 %.

[5] Le district couvert correspond à la région administrative.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 55 : **Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.**

Communautés	Montant fédéral (52 %) (en $)
Akwesasne	2 034 397
Eagle Village-Kipawa	249 600
Eeyou-Eenou (Cris)	10 426 236
Essipit	178 746
Gesgapegiag	300 153
Kahnawake	2 398 458
Kativik	13 126 790
Kawawachikamach	793 000
Kitigan Zibi	621 606
Lac-Simon	1 204 415
Listuguj	830 915
Manawan	621 014
Mashteuiatsh	884 000
Odanak-Wôlinak	420 178
Opitciwan	1 508 000
Pakua Shipi	403 000
Pessamit	826 248
Pikogan	260 000
Timiskaming	313 491
Uashat-Maliotenam	1 092 000
Wemotaci	613 098
Wendake	754 689

Note : Cette information provient des ententes tripartites et bilatérales sur la prestation des services policiers et couvre l'année financière 2018-2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 57 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques[1] pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2018-2019.

Événements criminels liés aux fraudes électroniques, Québec, 2016, 2017 et 2018 :

Le nombre de fraudes électroniques présenté dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

CODE D'ÉVÉNEMENT	ANNÉE	NOMBRE DE DOSSIERS	SOMMES DES PERTES	VALEUR MAXIMUM	VALEUR MINIMUM
Fraudes par ordinateur (21613)	2016a	1042	6 781 633 $	700 000 $	1 $
	2017p	977	8 319 070 $	871 626 $	1 $
	2018	Informations non disponibles pour le moment *			
Clonage de cartes de service (21614)	2016a	96	141 290 $	27 592 $	1 $
	2017p	77	182 244 $	75 000 $	1 $
	2018	Informations non disponibles pour le moment *			

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.
a : Données actualisées p : Données provisoires

** Le traitement des données de 2018 sera effectué en avril 2019.*

Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

[1] Les montants estimés de fraudes sont une appréciation du policier selon les renseignements qui lui sont fournis par la victime.

[*] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 58 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2018-2019.

NOM DU CORPS POLICIER	2016a	2017p	2018
Service de police de la Ville de Montréal[1]	697	600	ND
Service de police de Laval	11	24	ND
Service de police de la Ville de Gatineau	42	72	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	2	1	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	5	1	ND
Service de police de la Ville de Granby	1	1	ND
Service de police de la Ville de Terrebonne	3	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de l'Île-d'Orléans	-	-	ND
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	2	1	ND
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	-	-	ND
Service de police de Châteauguay	-	-	ND
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	-	-	ND
Service de police de Repentigny	-	1	ND
Régie intermunicipale de police Roussillon	-	-	ND
Service de police de la Ville de Lévis	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Brome-Missisquoi	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Joliette	-	-	ND
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	-	-	ND
Service de police de Mirabel	-	-	ND
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	-	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de l'Islet	-	-	ND

[1]Il est à noter que le Service de police e la Ville de Montréal n'isole plus la variable « gang de rue » depuis plusieurs années. En effet, il combine les variables « gang de rue » et « crime organisé ».

a : Données actualisées p : Données provisoires

Données 2018 non disponibles. Le traitement des données sera effectué au printemps 2019. *Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 58 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2018-2019.

NOM DU CORPS POLICIER	2016a	2017p	2018
Sûreté du Québec, MRC de Rivière-du-Loup	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Vaudreuil-Soulanges Ouest	-	-	ND
Corps de police de Wendake	-	-	ND
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	-	-	ND
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	-	1	ND
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	1	-	ND
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	-	-	ND
Service de police de la Ville de Blainville	-	-	ND
Service de police de la Ville de Bromont	-	-	ND
Service de police de la Ville de Québec	21	26	ND
Service de police de l'Assomption Saint-Sulpice	-	-	ND
Service de sécurité publique de Saguenay	-	1	ND
Sûreté du Québec, MRC d'Acton	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC d'Antoine-Labelle	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC d'Arthabaska	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Beauharnois-Salaberry	-	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de Bécancour	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Bellechasse	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Coaticook	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de D'Autray	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Drummond	-	-	ND

a : Données actualisées p : Données provisoires
Données 2018 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2019. *Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.
http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 58 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2018-2019.

NOM DU CORPS POLICIER	2016a	2017p	2018
Sûreté du Québec, MRC de La Jacques-Cartier	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Matawinie	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Montcalm	-	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de Montmagny	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Pierre-de Saurel	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Portneuf	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Rouville	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC des Laurentides	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC des Maskoutains	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC des Pays-d'En-Haut	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Richelieu	-	-	ND
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Saint-Laurent	-	-	ND
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de Shawinigan	1	-	ND
Sûreté du Québec, MRC de Manicouagan	-	2	ND
Sûreté du Québec, MRC des Etchemins	-	1	ND
Sûreté du Québec, MRC de La Rivière-du-Nord	-	1	ND

a : Données actualisées p : Données provisoires
Données 2018 non disponibles. Le traitement des données sera effectué en avril 2019. *Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.
http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html
Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 59 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2017-2018 et 2018-2019. Prévisions pour 2019-2020.

Sous réserve des différentes obligations prévues selon leur niveau de service, les corps de police du Québec ont tous le mandat d'enquêter sur la criminalité reliée aux gangs de rue. Le ministère de la Sécurité publique ne détient cependant pas de renseignements particuliers sur l'effectif affecté spécifiquement à la lutte contre les gangs de rue dans les différents corps de police du Québec, ni leur rémunération.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 60 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.

Aucune en 2018-2019

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux Études des crédits antérieurs.

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 60 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.

2018-2019 :

Todak, N., White, M. D., Dario, L. M., & Borrego, A. R. (2018). Overcoming the Challenges of Experimental Research: Lessons From a Criminal Justice Case Study Involving TASER Exposure. Evaluation review, 42(3), 358-385.

El Sayed, M., El Tawil, C., Tamim, H., Mailhac, A., & Mann, N. C. (2019). Emergency medical services experience with barb removal after taser use by law enforcement: a descriptive national study. Prehospital and disaster medicine, 34(1), 38-45.

Campbell, F., & Clark, S. (2019). Penetrating facial trauma from a Taser barb. British journal of oral and maxillofacial surgery.

Nash, J. (2018). A CRITICAL EXAMINATION OF THE POLICE USE OF TASERS. Plymouth Law & Criminal Justice Review, 10.

Ariel, B., Lawes, D., Weinborn, C., Henry, R., Chen, K., & Brants Sabo, H. (2019). The "Less-Than-Lethal Weapons Effect"—Introducing TASERs to Routine Police Operations in England and Wales: A Randomized Controlled Trial. Criminal Justice and Behavior, 46(2), 280-300.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 61 : **Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année.**

NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES DONT DISPOSENT LES ORGANISATIONS POLICIÈRES [2]

CORPS DE POLICE	2017[3]	2018[4]
Service de police de la Ville de Gatineau	37	ND
Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	5	ND
Service de police de Laval	51	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	26	ND
Sûreté du Québec	311	ND
Service de police de la Ville de Montréal	166	ND
Service de police de la Ville de Québec	66	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	18	ND
Service de police de Mirabel	2	ND
Service de police de L'Assomption / Saint-Sulpice	2	ND
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	4	ND
Service de police de la Ville de Granby	6	ND
Service de police de la Ville de Mercier	2	ND
Régie intermunicipale de police Roussillon	2	ND
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	5	ND
Service de police de la Ville de Mont-Tremblant	2	ND
Service de police de la Ville de Bromont	1	ND
Service de police de la Ville de Lévis	3	ND
Service de police de la Ville de Châteauguay	6	ND

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

[2] Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.

[3] Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacun des corps de police du Québec.

[4] Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2018* non disponibles. Elles seront traitées à partir de mai 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 62 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année, par corps policier et par région.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS[1]

CORPS DE POLICE	2017	2018[2]
Service de police de la Ville de Gatineau	48	ND
Sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	1	ND
Service de police de Laval	41	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	38	ND
Sûreté du Québec	97	ND
Service de police de la Ville de Montréal	236	ND
Service de police de la Ville de Québec	147	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	32	ND
Service de police de Mirabel	1	ND
Service de police L'Assomption / Saint-Sulpice	2	ND
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	11	ND
Service de police de la Ville de Granby	4	ND
Service de police de la Ville de Lévis	15	ND
Service de police de la Ville de Châteaugauy	6	ND
Service de police de la Ville de Mercier	-	ND
Régie intermunicipale de police Roussillon	3	ND
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	-	ND
Service de police de la Ville de Mont-Tremblant	-	ND
Service de police de la Ville de Bromont	-	ND

[1] Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacun des corps de police du Québec.

[2] Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2018* non disponibles. Elles seront traitées à partir de mai 2019.

[*]Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 63 : **Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013[1].**

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2016[2]	**2017[3]**	**2018[4]**
Akwesasne	12	8	ND
Eagle Village	2	ND	ND
Eeyou-Eenou Police Force (EEPF) / 9 communautés cries	ND	ND	ND
Essipit	-	ND	ND
Gesgapegiag	2	ND	ND
Kahnawake	ND	-	ND
Kativik / 14 villages nordiques	-	-	ND
Kawawachikamach	2	ND	ND
Kitigan Zibi	-	ND	ND
Lac Simon	6	ND	ND
Listuguj	6	ND	ND

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

[2] Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacun des corps de police du Québec.

[3] Cette information a été retirée du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2017* pour les plus petits corps de police autochtones. Celle-ci a toutefois été réintroduite au questionnaire 2018.

[4] Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2018* non disponibles. Ces données seront traitées à partir de mai 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 63 : **Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013[1].**

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER		
	2016[2]	**2017[3]**	**2018[4]**
Manawan	4	ND	ND
Mashteuiatsh	-	ND	ND
Odanak/Wôlinak	2	ND	ND
Opitciwan	4	ND	ND
Pakua Shipi	ND	ND	ND
Pessamit	-	ND	ND
Pikogan	ND	ND	ND
Timiskaming	-	ND	ND
Uashat-Maliotenam	4	ND	ND
Wemotaci	1	ND	ND
Wendake	-	ND	ND

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

[2] Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacun des corps de police du Québec.

[3] Cette information a été retirée du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2017* pour les plus petits corps de police autochtones. Celle-ci a toutefois été réintroduite au questionnaire 2018.

[4] Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2018* non disponibles. Ces données seront traitées à partir de mai 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 64 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, pour les cinq dernières années[1].

	NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS		
COMMUNAUTÉS	**2016[2]**	**2017[3]**	**2018[4]**
Akwesasne	6	-	ND
Gesgapegiag	-	ND	ND
Listuguj	-	ND	ND
Manawan	1	ND	ND
Opitciwan	-	ND	ND
Uashat-Maliotenam	-	ND	ND

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

[2] Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacun des corps de police du Québec.

[3] Cette information a été retirée du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2017* pour les plus petits corps de police autochtones. Celle-ci a toutefois été réintroduite au questionnaire 2018.

[4] Données du *Questionnaire sur l'administration des activités policières 2018* non disponibles. Elles seront traitées à partir de mai 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 65 : Copie des études, scénarios ou analyses commandés, réalisés ou obtenus en 2018-2019 concernant les caméras portatives pour les policiers.

Rapport sur le projet-pilote des caméras portatives du Service de police de la Ville de Montréal – Expérience et analyse (janvier 2019)

Le document est disponible à l'adresse suivante : https://spvm.qc.ca/upload/Fiches/Cameras_portatives/rapport_projet_pilote_cameras_portatives_spvm_2019-01-29.pdf

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 66 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.

SAISIES	2017-2018		2018-2019[1]	
	NOMBRE	VALEUR ($)	NOMBRE	VALEUR ($)
Cartouches	8 263	545 358	18 068	1 192 488
Sac de type *Ziploc*	42 976	2 802 228	35 041	2 312 706
Tabac en vrac (sac 200 grammes)	107	4 708	11	484
Tabac en vrac (kilos)	54 325	2 509 815	64 808	2 994 130
Chicha (kilos)	129	28 380	79	17 446
Cigares et cigarillos [2]	186 535	205 189	76 834	84 517

[1] Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2018-2019 sont calculées pour la période du 1er avril 2018 au 31 janvier 2019.

[2] Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 67 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2018-2019.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre du programme ACCES Tabac.

Année financière	2018-2019 [1]
Amendes imposées (en M$)	51,0

Le MSP ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

[1] Les données pour l'exercice 2018-2019 sont pour la période du 1er avril au 31 décembre 2018.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 68 : Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.

Le ministère de la Sécurité publique compile ces renseignements uniquement depuis la mise en place du comité ACCES-Cannabis (Action concertée contre les économies souterraines), en octobre 2018. Les données seront disponibles au cours de la prochaine année.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 69 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies de cannabis de contrebande pour 2018-2019.

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ce renseignement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 70 : Le nombre de crimes haineux par année pour les cinq dernières années.

ANNÉE	NOMBRE DE CRIMES HAINEUX
2018	ND [1]
2017	ND [2]
2016	325

[1] Données 2018 non disponibles. Un processus de révision supplémentaire débutera à l'automne 2019.

[2] Données 2017 non disponibles. Délai expliqué par un processus de vérification supplémentaire effectué chaque automne pour les crimes haineux. Les données n'auront pas atteint leur forme définitive tant que le traitement des données 2018 ne sera pas terminé.

** Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.*

http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html

[*]Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 71 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2019-2020.

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ).	Année 2017-2018	1 714 200 $	[1]
	Année 2018-2019	1 328 123 $	[2]

[1] Ce montant correspond à la dépense réelle du Centre de gestion de l'information de sécurité (CGIS). Il inclut une subvention de 900 000 $ accordée au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence et une autre de 30 000 $ à la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

[2] Ce montant correspond à la dépense probable du CGIS. Il inclut une subvention prévue de 625 000 $ accordée au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence et une autre de 30 000 $ à la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (dépenses probables au 31 janvier 2019).

[*]Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 72 : Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2018-2019. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis les cinq dernières années et effectif prévu cette année.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les gardiens ouvriers à l'emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat.
Les sommes accordées (en $) pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (7) :

	2017-2018	Dépenses réelles au 28 février 2019		
	TOTAL	Salaires	Contrats	TOTAL
TOTAL	**19 946 233**	**16 726 853**	**2 143 693**	**18 870 546**
Secteur Est	2 562 320	2 158 131	312 105	2 470 235
Secteur Centre du Québec	1 896 107	1 516 740	299 489	1 816 229
Secteur Palais de justice Québec	2 097 584	2 073 206	5 513	2 078 719
Secteur Sud	2 418 553	1 781 416	418 187	2 199 603
Secteur Laval - Laurentides	1 644 611	1 448 902	193 819	1 642 721
Secteur Abitibi - Outaouais	1 444 297	1 272 564	243 200	1 515 764
Secteur Île de Montréal	7 882 761	6 475 894	671 381	7 147 275

Effectif (constables spéciaux et gardiens) affecté à la sécurité des palais de justice depuis 2010[*] :

2018-2019[1]	335
2017-2018	318

[1] Mise à jour avec le suivi des effectifs en date du 28 février 2019.

[*] Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des études des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 80 :	**Toute analyse ou document réalisé depuis le 18 octobre 2018 au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.**

Depuis le 18 octobre 2018, aucune ville de 50 000 habitants et plus n'a manifesté auprès du ministère de la Sécurité son intention de se départir de son corps de police municipal.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 81 :	**Toute analyse ou document réalisés depuis le 18 octobre 2018 au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.**

Cependant, ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 9, 20, 22, 37 et 39 de la Loi sur l'accès à l'information (RLRQ, chapitre A-2.1).

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 90 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.

Aucune en 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 91 : Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir :
a) au 31 mars 2019, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;
b) budget ventilé de l'EILP pour 2018-2019 et 2019-2020;
c) nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1er avril 2018 et le 31 mars 2019;
d) bilan des activités de l'EILP.

Ressources de l'EILP faisant l'objet d'un financement du gouvernement du Québec dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021

a)

Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM)	10 ressources
Sureté du Québec (SQ)	4 ressources
Service de la Police de la Ville de Québec (SPVQ)	2 ressources
Service de police de Laval (SPL)	2 ressources
Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL)	2 ressources
Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG)	2 ressources

L'objectif à terme est atteint.

b) Les subventions versées à l'EILP par le gouvernement du Québec sont identiques pour 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, soit :

SPVM	745 800 $
SPVQ	142 200 $
SPL	142 200 $
SPAL	142 200 $
SPVG	142 200 $
SQ	135 400 $
Total	1 450 000 $

c)
Perquisitions : non compilé.
Arrestations : 29 (pour la période du 1er avril au 31 décembre 2018).
Accusations : 176 (pour la période du 1er avril au 31 décembre 2018).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 91 : Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir :
a) au 31 mars 2019, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;
b) budget ventilé de l'EILP pour 2018-2019 et 2019-2020;
c) nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1er avril 2018 et le 31 mars 2019;
d) bilan des activités de l'EILP.

d) Bilan des activités de l'EILP :

- La Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021, annoncée en octobre 2016, prévoyait entre autres la mise en place d'une équipe policière intégrée de lutte contre l'exploitation sexuelle. L'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) a débuté ses activités le 6 mars 2017. Cette équipe regroupe les corps de police qui offrent des services de niveau 3 et supérieurs, lesquels ont le mandat de s'attaquer au proxénétisme et aux autres formes d'exploitation sexuelle au Québec.

- Cette équipe est chargée de lutter contre les réseaux de proxénétisme et de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle qui opèrent sur une base interrégionale au Québec, notamment en :
  - ciblant les personnes ou les groupes qui permettent à ces formes d'exploitation sexuelle de prospérer, soit par l'achat de services sexuels, soit par les profits qu'ils en retirent;
  - réduisant l'intérêt économique de l'exploitation sexuelle d'autrui par la récupération maximale des produits et instruments issus de cette activité illégale.

- Le modèle de cette équipe est comparable à celui, éprouvé, des escouades régionales mixtes. Tout comme ces dernières, les responsabilités financières sont partagées entre le gouvernement et les municipalités dont les corps de police participent à l'équipe intégrée.

- L'EILP a prêté assistance à plusieurs services de police du Québec et du reste du Canada et a collaboré avec eux dans le cadre de 179 demandes de collaboration (pour la période du 1er avril au 31 décembre 2018).

- L'EILP a complété 59 dossiers, dont 25 ont été fermés par mise en accusation. Lorsque les dossiers sont autorisés et traités devant les tribunaux, le taux de condamnation est de 90 %. Dans le cadre de ces dossiers, l'EILP a saisi de l'argent et des bijoux d'une valeur de 410 785 $ (pour la période du 1er avril au 31 décembre 2018).

- L'EILP a effectué plusieurs présentations auprès de différents intervenants appelés à intervenir auprès de victimes afin de les informer sur les caractéristiques des dossiers de proxénétisme et les indicateurs à surveiller.

- À la demande de l'Ambassade du Canada en Lettonie et Lituanie et de l'organisme Avocat sans frontière Canada au Guatemala, l'EILP a réalisé trois présentations à titre de spécialiste sur l'exploitation sexuelle et la traite de personnes. De plus, une présentation fût réalisée à l'ensemble des conférenciers lors du « International Human Trafficking Training and Awareness Conference » tenue par le Service de police de Toronto et la Police provinciale de l'Ontario.

- L'EILP a également participé à l'élaboration d'un scénario en matière de proxénétisme dans le cadre de la formation initiale des policiers diffusée à l'ENPQ. Cette formation a pour but de mieux outiller les policiers patrouilleurs lors de leurs interventions futures.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
46005	Abercorn	346	81 642 960	65 974
NR880	Abitibi	144	12 651 010	10 274
NR870	Abitibi-Ouest	98	2 508 930	1 984
48028	Acton Vale	7 689	653 024 715	849 029
31056	Adstock	2 819	411 472 366	327 154
98030	Aguanish	246	13 888 856	11 247
92030	Albanel	2 254	147 141 865	117 159
07025	Albertville	221	20 795 821	16 229
84050	Alleyn-et-Cawood	166	54 872 333	44 648
93042	Alma	30 868	3 292 671 538	4 546 185
78070	Amherst	1 501	338 006 650	284 921
88055	Amos	12 919	1 124 652 211	1 498 915
07047	Amqui	6 147	478 510 096	653 045
55008	Ange-Gardien	2 816	456 319 639	356 371
NR790	Antoine-Labelle	5	61 031 025	53 754
19037	Armagh	1 493	119 663 757	91 628
78060	Arundel	558	101 813 660	83 019
40043	Asbestos	6 826	380 877 484	525 243
41055	Ascot Corner	3 210	317 780 091	283 529
50013	Aston-Jonction	415	49 459 971	36 514
13045	Auclair	458	34 530 370	28 584
30055	Audet	772	65 439 969	51 506
83090	Aumond	758	82 876 932	65 225
87050	Authier	282	12 394 840	9 000
87100	Authier-Nord	301	13 451 280	9 593
NR060	Avignon	0	449 900	321
45035	Ayer's Cliff	1 125	195 442 037	154 179
96020	Baie-Comeau	21 260	1 932 557 765	2 783 557
08080	Baie-des-Sables	614	51 492 880	39 958
50100	Baie-du-Febvre	960	165 618 835	126 538
98035	Baie-Johan-Beetz	85	7 000 060	5 147
15065	Baie-Sainte-Catherine	205	17 417 916	14 127
16013	Baie-Saint-Paul	7 207	1 032 458 877	1 431 762
96005	Baie-Trinité	385	29 239 794	22 825
78050	Barkmere	64	78 439 004	68 804
44045	Barnston-Ouest	569	100 722 435	82 319
88022	Barraute	2 006	133 724 745	101 301
37210	Batiscan	922	124 382 216	96 796
85020	Béarn	714	57 306 255	34 811
27028	Beauceville	6 338	522 528 215	664 059
31008	Beaulac-Garthby	961	210 657 566	157 459
19105	Beaumont	2 980	384 388 875	313 447
21025	Beaupré	3 859	689 427 404	743 396
38010	Bécancour	13 235	1 671 642 490	2 315 449
46035	Bedford	2 594	211 381 471	189 206
46040	Bedford	701	87 894 794	78 803
94250	Bégin	818	61 425 104	50 115
89050	Belcourt	225	8 864 250	7 540
85065	Belleterre	313	14 477 512	11 714
88070	Berry	549	35 336 589	29 771
18065	Berthier-sur-Mer	1 630	242 088 595	192 978
52035	Berthierville	4 337	426 090 002	465 704
48005	Béthanie	338	48 676 500	35 648
13055	Biencourt	455	23 783 185	21 519
98005	Blanc-Sablon	1 094	83 968 784	65 391
83045	Blue Sea	641	175 731 413	144 022
80115	Boileau	342	89 889 909	71 130
21045	Boischatel	7 960	988 664 460	1 306 157
83085	Bois-Franc	417	37 197 170	29 694

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
45095	Bolton-Est	1 005	288 513 720	217 652
46065	Bolton-Ouest	614	246 031 416	195 440
05045	Bonaventure	2 729	249 338 382	197 464
NR050	Bonaventure	35	13 209 530	10 916
98010	Bonne-Espérance	689	25 652 291	21 833
42040	Bonsecours	649	102 803 065	80 110
83050	Bouchette	679	130 460 448	105 961
80145	Bowman	665	119 710 146	92 642
78075	Brébeuf	1 046	107 537 067	89 840
46090	Brigham	2 337	265 589 572	214 782
84005	Bristol	1 033	208 572 694	161 583
46070	Brome	302	44 512 848	34 529
76043	Brownsburg-Chatham	7 291	728 947 128	1 036 134
84025	Bryson	705	33 309 093	27 135
41070	Bury	1 157	153 872 359	127 023
12057	Cacouna	1 825	188 304 287	157 623
84030	Campbell's Bay	747	43 073 872	33 381
04047	Cap-Chat	2 417	155 265 339	126 772
05060	Caplan	2 032	149 703 301	123 259
18045	Cap-Saint-Ignace	3 128	286 537 995	241 276
34030	Cap-Santé	3 495	356 917 195	322 631
06013	Carleton-sur-Mer	4 036	393 617 836	418 775
05077	Cascapédia-Saint-Jules	730	57 136 470	46 418
07018	Causapscal	2 328	129 589 965	98 353
83040	Cayamant	825	148 384 648	126 361
91020	Chambord	1 760	210 696 630	170 347
37220	Champlain	1 785	225 423 340	184 728
88005	Champneuf	131	3 865 075	3 307
02028	Chandler	7 478	466 281 145	635 221
99020	Chapais	1 558	84 068 669	66 908
51080	Charette	970	73 776 080	55 048
NR160	Charlevoix	0	34 670 565	23 632
NR150	Charlevoix-Est	210	105 720 160	85 102
41020	Chartierville	279	60 111 828	46 272
21035	Château-Richer	4 218	441 332 578	515 681
87095	Chazel	288	15 202 412	12 220
80103	Chénéville	762	86 823 845	71 529
62047	Chertsey	4 783	771 386 965	926 101
39030	Chesterville	950	107 202 390	85 598
99025	Chibougamau	7 478	607 739 149	854 418
84090	Chichester	347	38 205 501	29 401
96035	Chute-aux-Outardes	1 517	60 881 735	49 084
79065	Chute-Saint-Philippe	943	171 554 792	124 077
84015	Clarendon	1 274	206 536 724	150 628
15035	Clermont	3 103	251 842 995	218 100
87110	Clermont	498	35 265 655	27 203
87075	Clerval	380	37 102 495	27 816
42110	Cleveland	1 568	185 644 248	145 335
03010	Cloridorme	660	35 337 295	29 859
44037	Coaticook	8 923	862 875 258	1 170 669
95050	Colombier	685	33 578 875	26 532
44071	Compton	3 121	393 003 221	336 594
41038	Cookshire-Eaton	5 420	496 575 595	682 886
71040	Coteau-du-Lac	7 192	1 036 792 472	1 422 842
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	878	51 348 407	42 420
30090	Courcelles	797	64 738 495	52 645
46080	Cowansville	14 354	1 314 669 176	1 741 112
61013	Crabtree	4 034	345 794 413	391 576
40047	Danville	3 823	280 928 850	306 808

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
39152	Daveluyville	2 313	178 149 866	137 552
13005	Dégelis	2 902	209 230 182	167 693
83070	Déléage	1 870	120 374 926	100 104
83005	Denholm	515	114 924 796	86 532
93005	Desbiens	1 053	58 237 126	46 243
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	880	93 788 118	74 691
34058	Deschambault-Grondines	2 239	422 697 206	349 542
31015	Disraeli	2 352	157 486 800	134 030
31020	Disraeli	1 135	165 958 692	122 647
44023	Dixville	711	82 225 498	65 984
92022	Dolbeau-Mistassini	14 209	1 103 684 392	1 496 492
34025	Donnacona	7 302	731 506 475	1 002 004
33040	Dosquet	986	99 144 820	84 595
49058	Drummondville	77 746	7 263 887 290	11 078 043
41117	Dudswell	1 772	238 881 128	198 009
80135	Duhamel	431	272 675 465	222 858
85030	Duhamel-Ouest	892	111 986 300	81 405
69075	Dundee	370	96 987 075	72 084
46050	Dunham	3 525	523 552 630	507 943
87005	Duparquet	694	55 479 512	42 371
87085	Dupuy	920	47 966 743	36 582
49015	Durham-Sud	1 071	96 651 959	78 817
41060	East Angus	3 828	245 264 605	270 637
31122	East Broughton	2 190	119 835 891	85 509
46085	East Farnham	559	56 495 712	43 208
44010	East Hereford	275	44 301 490	35 463
45093	Eastman	2 012	510 387 069	419 865
83075	Egan-Sud	506	44 304 900	37 565
69050	Elgin	416	88 310 434	70 946
62053	Entrelacs	922	241 941 540	215 435
06025	Escuminac	544	45 692 072	34 743
10005	Esprit-Saint	338	23 974 603	17 542
77011	Estérel	198	312 870 705	261 998
46112	Farnham	9 361	818 440 605	1 142 115
80005	Fassett	450	45 442 272	39 481
94220	Ferland-et-Boilleau	549	66 664 988	46 291
79097	Ferme-Neuve	2 731	270 293 555	219 714
97035	Fermont	2 417	914 382 699	723 065
95045	Forestville	2 992	164 452 213	133 312
84060	Fort-Coulonge	1 425	56 579 968	49 434
38047	Fortierville	671	59 464 780	47 537
22010	Fossambault-sur-le-Lac	2 118	411 028 900	329 627
26005	Frampton	1 317	152 590 353	127 531
69010	Franklin	1 702	253 088 051	210 045
96015	Franquelin	304	17 930 528	13 203
46010	Frelighsburg	1 180	231 840 627	189 788
30025	Frontenac	1 753	217 878 760	174 465
85055	Fugèreville	353	24 549 986	17 795
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 581	490 950 835	373 192
87020	Gallichan	488	39 395 529	28 078
03005	Gaspé	14 793	1 340 375 181	1 845 381
92055	Girardville	1 032	75 403 564	55 574
96010	Godbout	257	15 194 849	11 733
69060	Godmanchester	1 420	234 126 075	166 681
76025	Gore	1 962	401 161 770	306 451
83032	Gracefield	2 437	453 950 760	400 514
02015	Grande-Rivière	3 444	210 143 893	187 458
35040	Grandes-Piles	447	93 853 800	73 611
03020	Grande-Vallée	1 082	74 904 065	64 504

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
09060	Grand-Métis	212	27 032 041	21 016
83095	Grand-Remous	1 180	119 306 429	88 419
50065	Grand-Saint-Esprit	464	59 924 340	45 767
76055	Grenville	1 799	137 311 727	110 894
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 840	424 806 250	331 601
98014	Gros-Mécatina	434	22 414 945	18 943
01042	Grosse-Île	465	30 192 220	26 152
08015	Grosses-Roches	388	24 769 820	21 347
85095	Guérin	339	26 471 688	19 692
39010	Ham-Nord	907	81 656 282	66 169
41075	Hampden	174	25 238 528	21 832
40005	Ham-Sud	240	45 531 974	37 555
76065	Harrington	857	286 868 924	224 275
45043	Hatley	680	239 517 031	193 281
45055	Hatley	2 231	432 309 318	336 096
69005	Havelock	740	124 404 096	111 464
98040	Havre-Saint-Pierre	3 417	430 777 971	409 542
93020	Hébertville	2 572	236 706 708	187 102
93025	Hébertville-Station	1 321	83 790 710	65 147
68010	Hemmingford	774	65 445 110	52 295
68015	Hemmingford	1 947	290 348 883	248 923
56042	Henryville	1 446	277 314 805	204 196
35035	Hérouxville	1 306	102 402 728	89 313
69045	Hinchinbrooke	2 153	257 129 310	188 523
19070	Honfleur	883	121 917 294	89 742
05025	Hope	580	35 158 807	29 538
05020	Hope Town	360	24 326 035	19 108
69025	Howick	810	60 598 245	51 272
78065	Huberdeau	886	93 392 798	82 036
71100	Hudson	5 311	1 138 943 094	1 582 568
69055	Huntingdon	2 488	163 304 847	134 400
32058	Inverness	928	147 459 365	124 807
31040	Irlande	903	89 475 522	71 782
78042	Ivry-sur-le-Lac	379	260 555 200	223 606
61025	Joliette	20 830	2 094 956 725	2 834 709
14050	Kamouraska	608	110 216 405	97 681
NR140	Kamouraska	10	4 166 610	3 307
83015	Kazabazua	976	141 163 940	125 633
79025	Kiamika	785	106 211 611	84 819
42070	Kingsbury	142	11 594 394	8 834
39097	Kingsey Falls	1 928	222 811 624	175 649
31105	Kinnear's Mills	343	60 357 991	45 309
85010	Kipawa	505	61 489 949	48 442
90017	La Bostonnais	632	45 430 902	37 389
78115	La Conception	1 317	313 636 128	252 298
88030	La Corne	748	84 192 330	69 477
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	68 225 554	61 104
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 139 086	4 301
91050	La Doré	1 389	102 790 500	73 222
19090	La Durantaye	794	88 155 408	69 234
29030	La Guadeloupe	1 789	123 379 605	98 343
NR950	La Haute-Côte-Nord	5	47 882 880	38 703
NR040	La Haute-Gaspésie	185	26 458 392	20 276
NR220	La Jacques-Cartier	0	6 830 124	5 467
79047	La Macaza	1 108	209 672 400	184 495
15013	La Malbaie	8 161	839 509 000	1 133 464
04030	La Martre	231	13 965 700	9 846
NR080	La Matanie	0	9 956 900	8 910
NR070	La Matapédia	18	60 611 927	50 067

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
78130	La Minerve	1 236	398 590 219	325 063
NR090	La Mitis	0	27 361 908	20 606
88015	La Morandière	201	11 594 509	9 155
88045	La Motte	451	39 842 793	32 739
41027	La Patrie	805	94 991 300	81 560
14085	La Pocatière	4 098	399 714 141	460 981
54035	La Présentation	2 548	423 959 886	345 961
09005	La Rédemption	448	25 706 326	19 896
87080	La Reine	367	16 006 786	11 889
87090	La Sarre	7 349	574 276 307	758 480
10010	La Trinité-des-Monts	227	20 245 456	15 907
90012	La Tuque	11 033	985 216 350	1 340 064
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	26 783 762	22 640
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	625	83 817 900	69 816
50085	La Visitation-de-Yamaska	318	80 284 545	57 042
78120	Labelle	2 444	419 671 960	340 251
93055	Labrecque	1 342	118 309 256	91 367
22040	Lac Beauport	7 934	1 337 471 226	1 802 552
46075	Lac Brome	5 623	1 408 860 105	1 874 568
22030	Lac Delage	674	93 473 884	83 253
90027	Lac Edouard	196	54 925 101	45 396
22015	Lac Saint-Joseph	261	334 684 904	275 207
07057	Lac-au-Saumon	1 406	73 723 675	64 096
35010	Lac-aux-Sables	1 289	239 878 825	186 139
91005	Lac-Bouchette	1 166	111 768 670	93 119
13060	Lac-des-Aigles	519	33 357 529	27 602
79078	Lac-des-Écorces	2 791	239 181 690	206 278
80130	Lac-des-Plages	449	132 087 960	109 491
77055	Lac-des-Seize-Îles	161	97 291 056	79 235
30080	Lac-Drolet	1 029	113 180 123	90 218
79015	Lac-du-Cerf	452	110 299 400	92 427
28053	Lac-Etchemin	3 886	383 474 188	390 364
18010	Lac-Frontière	177	20 372 300	16 208
76020	Lachute	13 179	1 252 442 253	1 701 476
30030	Lac-Mégantic	5 632	519 092 202	708 735
56023	Lacolle	2 693	344 772 730	255 976
29095	Lac-Poulin	153	54 071 206	42 186
79060	Lac-Saguay	452	87 552 400	70 644
83020	Lac-Sainte-Marie	607	257 266 311	211 698
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	14 880 474	11 714
79105	Lac-Saint-Paul	487	78 424 600	67 959
34120	Lac-Sergent	532	132 179 796	100 930
80095	Lac-Simon	961	387 974 128	326 819
78095	Lac-Supérieur	1 892	546 664 981	442 476
85070	Laforce	349	12 625 806	9 953
93060	Lamarche	483	51 762 857	42 711
30095	Lambton	1 626	268 336 978	209 334
88035	Landrienne	961	67 079 058	54 270
21040	L'Ange-Gardien	3 848	422 117 522	453 420
52017	Lanoraie	5 070	535 097 607	684 269
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 219	159 172 464	129 457
78015	Lantier	869	252 235 296	195 119
79050	L'Ascension	821	126 424 963	97 068
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 012	175 267 273	144 888
06060	L'Ascension-de-Patapédia	159	9 910 306	8 357
85060	Latulipe-et-Gaboury	305	20 755 329	13 893
88080	Launay	224	13 262 517	10 284
33060	Laurier-Station	2 602	265 186 870	218 168
32072	Laurierville	1 327	119 029 152	106 566

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
52007	Lavaltrie	14 033	1 310 352 445	1 780 293
49025	L'Avenir	1 382	145 637 539	114 805
85052	Laverlochère-Angliers	981	78 639 523	56 780
42045	Lawrenceville	640	52 860 166	44 511
NR910	Le Domaine-du-Roy	36	74 749 752	60 545
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	12	586 094 492	451 513
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 237 545	963
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 193	123 755 250	111 080
33123	Leclercville	502	70 469 984	55 252
49020	Lefebvre	928	85 006 198	66 286
13050	Lejeune	270	26 488 813	17 386
38020	Lemieux	325	32 731 494	26 025
60037	L'Épiphanie	8 825	768 365 767	909 497
NR110	Les Basques	0	648 340	642
95018	Les Bergeronnes	676	53 464 385	41 554
71050	Les Cèdres	7 040	838 472 885	1 106 252
71033	Les Coteaux	5 436	521 321 055	680 384
16048	Les Éboulements	1 353	270 726 093	209 616
95025	Les Escoumins	1 867	141 895 220	114 328
09015	Les Hauteurs	493	31 939 292	24 236
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 367	964 125 265	1 318 125
08005	Les Méchins	977	73 633 725	61 526
71095	L'Île-Cadieux	139	67 355 900	60 020
98020	L'Île-d'Anticosti	207	40 502 984	31 241
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	665	92 322 904	72 074
71060	L'Île-Perrot	11 298	1 152 449 586	1 544 894
41085	Lingwick	472	80 554 272	69 992
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 339	292 621 002	245 838
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 111	175 283 503	139 517
17078	L'Islet	3 848	330 673 677	340 190
12043	L'Isle-Verte	1 288	117 289 382	100 746
84040	Litchfield	454	101 741 534	76 433
80055	Lochaber	439	48 398 336	38 693
80060	Lochaber-Partie-Ouest	892	109 965 975	86 872
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	455	32 557 522	27 135
95032	Longue-Rive	978	50 112 610	40 921
85037	Lorrainville	1 260	90 933 630	72 385
33115	Lotbinière	799	160 983 995	128 542
51015	Louiseville	7 220	613 975 475	817 187
83010	Low	1 027	174 701 609	143 214
32065	Lyster	1 603	158 783 588	123 445
87058	Macamic	2 760	155 048 645	129 623
39165	Maddington Falls	437	30 520 270	24 245
89015	Malartic	3 254	308 808 575	291 089
52095	Mandeville	2 212	326 300 777	260 324
NR960	Manicouagan	84	64 668 421	52 995
83065	Maniwaki	3 844	247 939 364	272 480
38028	Manseau	819	78 240 335	61 840
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 330	231 018 092	189 817
06005	Maria	2 664	235 039 427	196 306
NR920	Maria-Chapdelaine	231	121 903 800	91 806
42065	Maricourt	421	60 746 400	46 701
55048	Marieville	11 056	1 132 849 815	1 528 004
04025	Marsoui	289	12 915 209	10 595
30035	Marston	719	95 015 300	79 751
44060	Martinville	441	48 100 693	37 389
51008	Maskinongé	2 332	232 169 930	166 779
53010	Massueville	549	35 949 285	29 723
99015	Matagami	1 423	89 093 851	75 751

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
8053	Matane	14 224	1 248 366 160	1 725 477
06045	Matapédia	637	50 156 598	42 341
NR620	Matawinie	105	82 917 747	69 992
80065	Mayo	632	109 424 470	82 367
NR350	Mékinac	5	75 313 600	59 912
42075	Melbourne	1 063	164 974 749	125 877
83060	Messines	1 606	210 427 378	176 547
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	3 928	382 790 767	405 976
09048	Métis-sur-Mer	541	112 465 298	83 662
30040	Milan	303	48 126 762	39 170
76030	Mille-Isles	1 644	266 477 508	226 885
85075	Moffet	200	19 229 800	15 888
78055	Montcalm	641	137 342 775	108 763
14005	Mont-Carmel	1 175	90 327 951	70 469
83088	Montcerf-Lytton	636	58 821 419	44 638
80010	Montebello	969	115 832 966	90 618
09077	Mont-Joli	6 233	471 254 575	661 305
79088	Mont-Laurier	14 232	1 386 232 010	1 830 436
18050	Montmagny	11 267	1 023 464 899	1 380 373
80090	Montpellier	1 019	127 787 876	102 575
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 165	459 411 884	391 602
79110	Mont-Saint-Michel	612	62 785 595	49 775
04015	Mont-Saint-Pierre	160	10 571 168	9 590
77050	Morin-Heights	4 271	881 984 880	1 019 135
80085	Mulgrave-et-Derry	367	153 357 360	121 674
03025	Murdochville	635	21 235 264	15 567
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	912	110 166 680	88 983
80110	Namur	578	56 600 708	46 447
30045	Nantes	1 426	119 369 572	90 647
68030	Napierville	4 059	397 249 707	449 720
98025	Natashquan	270	16 744 159	14 604
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	788	98 141 791	75 567
85100	Nédélec	342	27 416 993	22 251
34007	Neuville	4 486	570 867 977	645 252
05040	New Carlisle	1 404	108 619 893	83 652
05070	New Richmond	3 745	297 605 115	301 266
41037	Newport	777	129 278 853	115 789
50072	Nicolet	8 463	854 007 300	1 149 711
79030	Nominingue	2 091	462 279 932	377 894
92040	Normandin	3 064	233 299 532	188 616
87115	Normétal	800	19 916 379	15 392
45050	North Hatley	666	183 587 260	156 991
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	308	91 792 400	74 458
39015	Notre-Dame-de-Ham	402	32 247 904	26 036
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	926	292 783 300	238 122
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	672	72 241 900	63 941
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	11 115	1 414 642 355	1 963 826
92060	Notre-Dame-de-Lorette	185	14 204 500	11 091
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	728	86 274 235	69 369
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 883	252 043 565	199 877
35005	Notre-Dame-de-Montauban	746	123 723 634	104 589
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	796	181 264 680	147 144
30010	Notre-Dame-des-Bois	953	116 734 861	95 006
15025	Notre-Dame-des-Monts	801	49 890 530	39 647
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 065	158 559 750	119 745
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 676	139 904 949	104 297
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 478	936 879 905	1 192 249
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	36	36 614 022	27 612
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	668	113 232 394	86 921

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 589	107 537 716	81 239
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	977	130 616 442	100 727
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 590	402 565 889	327 029
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 920	398 417 255	550 879
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 033	87 393 051	68 766
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 139	181 720 838	153 499
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	415	43 626 960	36 125
06020	Nouvelle	1 680	135 812 621	109 988
56015	Noyan	1 447	224 387 000	173 316
45020	Ogden	780	239 902 635	186 276
72032	Oka	5 755	535 332 925	738 964
69037	Ormstown	3 652	461 555 612	472 285
84055	Otter Lake	933	209 307 755	170 787
13015	Packington	648	49 567 385	43 830
09040	Padoue	239	14 974 192	11 880
87025	Palmarolle	1 427	100 807 226	90 377
80037	Papineauville	2 103	216 089 047	176 099
38055	Parisville	562	51 166 928	42 672
05032	Paspébiac	3 157	219 465 495	198 772
02005	Percé	3 041	228 463 893	190 647
92010	Péribonka	492	136 551 030	101 554
16005	Petite-Rivière-Saint-François	864	391 412 158	302 102
03015	Petite-Vallée	165	11 376 125	9 467
94205	Petit-Saguenay	633	48 711 380	35 872
77030	Piedmont	3 120	665 935 519	589 348
50113	Pierreville	2 221	206 207 391	176 683
46025	Pike River	523	88 944 635	75 012
71070	Pincourt	15 074	1 629 096 120	2 274 547
30020	Piopolis	379	87 964 100	74 282
80045	Plaisance	1 110	90 607 556	77 735
32040	Plessisville	6 567	450 623 449	618 215
32045	Plessisville	2 625	265 663 946	205 588
13095	Pohénégamook	2 549	211 150 238	172 927
06030	Pointe-à-la-Croix	1 380	83 548 899	69 029
96030	Pointe-aux-Outardes	1 321	102 189 219	82 796
71055	Pointe-des-Cascades	1 694	160 407 234	111 233
71140	Pointe-Fortune	576	63 636 500	51 759
96025	Pointe-Lebel	1 879	123 443 780	102 701
NR840	Pontiac	5	22 460 910	15 966
34017	Pont-Rouge	9 802	894 631 341	1 197 074
84020	Portage-du-Fort	213	19 642 168	15 421
97022	Port-Cartier	6 709	720 007 710	999 046
02047	Port-Daniel-Gascons	2 244	128 632 787	95 336
34048	Portneuf	3 308	296 339 930	280 554
NR340	Portneuf	0	55 552 400	45 648
95040	Portneuf-sur-Mer	619	33 505 925	29 363
45030	Potton	1 878	729 122 272	578 548
87035	Poularies	701	30 662 547	27 450
88090	Preissac	878	144 394 785	117 432
75040	Prévost	13 290	1 436 992 095	1 960 166
09065	Price	1 748	74 922 835	61 489
32033	Princeville	6 201	496 986 618	665 013
42032	Racine	1 373	238 772 443	187 016
96040	Ragueneau	1 344	58 218 821	47 245
87010	Rapide-Danseur	342	36 250 643	26 386
84100	Rapides-des-Joachims	151	18 126 558	14 555
62037	Rawdon	11 414	1 168 308 969	1 611 179
85105	Rémigny	269	28 003 415	19 838
42098	Richmond	3 262	242 201 887	205 520

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
71133	Rigaud	7 918	1 092 676 354	1 481 713
10043	Rimouski	49 383	4 882 033 180	6 317 858
NR100	Rimouski-Neigette	10	8 342 730	6 578
80078	Ripon	1 620	204 858 544	168 549
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	169	11 965 930	9 953
04020	Rivière-à-Claude	126	9 943 674	7 248
34135	Rivière-à-Pierre	583	128 364 628	107 060
98055	Rivière-au-Tonnerre	270	24 424 104	18 524
71005	Rivière-Beaudette	2 246	267 048 311	217 555
13025	Rivière-Bleue	1 254	77 728 555	60 788
12072	Rivière-du-Loup	19 974	1 947 770 770	2 607 657
94215	Rivière-Éternité	430	35 820 398	28 584
89010	Rivière-Héva	1 463	133 938 164	112 468
14065	Rivière-Ouelle	974	153 624 625	119 007
79037	Rivière-Rouge	4 425	524 259 850	674 978
98050	Rivière-Saint-Jean	251	13 522 517	11 393
91025	Roberval	9 946	876 200 370	1 134 874
88010	Rochebaucourt	141	5 769 234	4 631
87015	Roquemaure	407	28 998 133	24 109
55037	Rougemont	2 908	349 532 550	286 906
86042	Rouyn-Noranda	43 006	4 333 459 262	5 991 075
48015	Roxton	1 093	172 053 500	127 122
48010	Roxton Falls	1 299	93 968 510	77 455
47047	Roxton Pond	4 017	460 763 247	490 502
95010	Sacré-Coeur	1 814	126 229 575	102 323
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	534	68 565 936	51 040
17015	Saint-Adalbert	499	52 852 000	45 037
08030	Saint-Adelme	518	36 972 876	26 677
35015	Saint-Adelphe	951	110 249 519	90 073
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 555	1 005 916 732	994 322
40010	Saint-Adrien	529	52 905 521	41 388
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	409	42 582 115	35 531
33045	Saint-Agapit	4 421	408 143 420	472 696
53015	Saint-Aimé	468	126 390 552	97 642
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 099	125 740 954	104 142
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	751	88 924 512	77 668
34097	Saint-Alban	1 233	161 159 296	120 555
39085	Saint-Albert	1 657	160 256 849	117 996
56055	Saint-Alexandre	2 525	388 523 840	255 440
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 158	183 452 506	139 216
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	284	15 573 944	12 569
63023	Saint-Alexis	1 386	202 481 291	151 007
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	511	26 689 394	21 667
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 974	384 072 987	294 630
27015	Saint-Alfred	506	53 243 898	39 316
05065	Saint-Alphonse	685	39 006 360	32 097
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 236	425 431 045	351 347
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 245	461 256 690	428 018
94255	Saint-Ambroise	3 864	324 958 449	343 951
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 979	444 238 488	457 162
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 085	246 058 397	207 309
14040	Saint-André	682	62 267 675	52 012
80027	Saint-André-Avellin	3 701	366 698 867	356 829
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 024	371 531 485	293 756
06040	Saint-André-de-Restigouche	160	11 171 203	8 347
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	469	36 353 250	27 485
69070	Saint-Anicet	2 669	547 018 255	439 158
19062	Saint-Anselme	4 051	420 515 134	441 687
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	155	41 267 160	33 712

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 624	296 488 495	233 868
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 735	248 378 340	222 427
12015	Saint-Antonin	4 211	319 998 905	342 497
33090	Saint-Apollinaire	6 919	708 423 600	923 265
46017	Saint-Armand	1 222	212 589 234	180 611
12065	Saint-Arsène	1 254	102 648 775	79 215
13100	Saint-Athanase	304	21 412 371	17 337
17055	Saint-Aubert	1 472	192 741 439	153 235
92005	Saint-Augustin	360	24 990 808	17 668
98012	Saint-Augustin	679	28 782 393	24 897
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	705	81 275 292	63 152
51025	Saint-Barnabé	1 210	102 371 283	80 081
54105	Saint-Barnabé-Sud	855	202 562 738	148 799
52055	Saint-Barthélemy	1 989	235 252 229	178 074
34038	Saint-Basile	2 654	258 435 855	215 674
28025	Saint-Benjamin	1 015	87 376 658	65 001
29100	Saint-Benoît-Labre	1 613	175 090 617	144 362
26055	Saint-Bernard	2 458	285 049 685	216 709
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 551	328 912 680	213 664
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	596	149 503 247	107 050
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 070	322 046 151	272 087
49125	Saint-Bonaventure	1 064	154 367 220	97 924
51085	Saint-Boniface	4 961	379 814 175	467 458
93030	Saint-Bruno	2 936	246 769 344	191 929
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 146	115 479 875	85 471
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	537	42 810 885	37 788
63055	Saint-Calixte	6 254	554 749 530	764 951
40025	Saint-Camille	552	59 660 890	46 846
28070	Saint-Camille-de-Lellis	753	63 677 236	51 088
34078	Saint-Casimir	1 416	112 053 734	96 115
50030	Saint-Célestin	868	62 849 478	50 865
50035	Saint-Célestin	600	95 324 204	79 576
55023	Saint-Césaire	5 952	678 995 620	923 440
61035	Saint-Charles-Borromée	14 238	1 351 679 560	1 763 616
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 487	289 057 078	217 740
94260	Saint-Charles-de-Bourget	760	70 103 712	55 563
09010	Saint-Charles-Garnier	237	16 988 763	12 239
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 766	307 801 698	257 427
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 078	293 097 960	231 085
69017	Saint-Chrysostome	2 704	308 480 999	240 934
42100	Saint-Claude	1 191	150 651 491	119 084
11005	Saint-Clément	468	33 532 343	25 841
07090	Saint-Cléophas	360	19 771 920	16 073
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	225	28 945 422	23 622
71045	Saint-Clet	1 814	230 141 184	181 547
62065	Saint-Côme	2 211	453 959 337	368 262
29057	Saint-Côme-Linière	3 267	235 571 387	214 653
52062	Saint-Cuthbert	1 870	222 445 692	198 087
12005	Saint-Cyprien	1 064	75 591 505	59 582
28040	Saint-Cyprien	498	41 883 202	33 877
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	717	85 441 039	67 560
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 804	433 858 815	495 840
07105	Saint-Damase	333	27 570 526	21 687
54017	Saint-Damase	2 544	395 285 538	317 066
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	553	53 550 328	44 744
62075	Saint-Damien	2 146	299 681 592	258 086
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 908	182 831 154	155 629
53005	Saint-David	857	152 301 481	121 323
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 849	921 071 226	764 337

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	524	100 617 026	74 643
42025	Saint-Denis-de-Brompton	4 305	667 095 430	768 478
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 336	356 368 470	317 707
52090	Saint-Didace	680	122 642 953	97 379
54060	Saint-Dominique	2 590	323 931 673	273 148
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	440	29 328 402	22 144
09030	Saint-Donat	852	75 164 024	57 947
62060	Saint-Donat	3 940	1 435 399 570	1 567 305
77022	Sainte-Adèle	13 450	1 890 565 030	2 621 822
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 170	154 360 870	136 274
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 647	1 596 978 675	2 208 632
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	947	57 667 456	45 893
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 811	234 789 401	186 305
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	622	44 204 762	37 535
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 889	291 380 835	238 531
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 033	202 997 579	163 967
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 646	141 969 298	112 528
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	613	78 174 890	63 512
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 082	296 130 621	236 508
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 654	751 782 065	791 067
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 774	272 289 928	213 731
79115	Sainte-Anne-du-Lac	548	73 011 895	64 894
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	521	66 894 941	52 926
28015	Sainte-Aurélie	836	92 877 747	73 894
69065	Sainte-Barbe	1 352	234 165 800	194 341
62020	Sainte-Béatrix	2 059	253 961 780	202 738
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 436	306 503 795	225 357
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	7 909	796 246 264	1 038 565
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	749	115 346 241	85 637
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 982	888 815 812	1 193 581
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	374	39 713 241	32 146
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 259	244 806 594	195 567
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	843	98 076 768	74 896
48020	Sainte-Christine	713	97 735 349	77 980
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	601	140 371 214	109 220
19055	Sainte-Claire	3 463	349 882 548	353 344
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	567	64 430 021	56 498
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	2 256	255 943 933	212 035
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 610	147 107 511	120 818
33102	Sainte-Croix	2 509	319 174 980	269 354
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	769	104 703 648	77 999
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	376	20 800 203	16 539
68045	Saint-Édouard	1 365	234 407 680	165 329
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	627	56 536 800	38 235
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 193	157 756 444	127 920
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	731	60 717 222	46 233
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	518	86 903 588	67 900
52030	Sainte-Élisabeth	1 486	227 547 441	181 381
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	394	58 315 192	45 114
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 614	185 516 367	150 648
50005	Sainte-Eulalie	975	117 222 857	97 234
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	326	29 513 013	22 961
20010	Sainte-Famille	964	152 980 337	124 846
08023	Sainte-Félicité	1 098	63 507 524	56 820
17025	Sainte-Félicité	385	27 908 880	20 178
09085	Sainte-Flavie	896	87 540 656	72 396
07010	Sainte-Florence	377	18 153 242	14 457
11030	Sainte-Françoise	399	31 626 105	26 318
38035	Sainte-Françoise	448	54 817 492	43 995

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 007	133 127 117	106 183
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 351	257 530 066	217 711
87030	Sainte-Germaine-Boulé	990	52 500 481	41 427
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	789	50 106 668	39 160
91030	Sainte-Hedwidge	874	59 156 963	46 768
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 691	285 548 575	201 910
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	388	54 706 282	44 987
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	906	69 309 050	53 628
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	401	24 081 394	19 604
26040	Sainte-Hénédine	1 328	135 856 615	114 163
07040	Sainte-Irène	322	38 140 934	31 464
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	286	23 257 469	19 099
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 056	77 541 548	60 662
63060	Sainte-Julienne	10 381	851 067 173	1 165 474
28045	Sainte-Justine	1 867	130 563 143	104 482
71115	Sainte-Justine-de-Newton	971	183 057 467	147 992
51075	Saint-Élie	1 869	214 563 290	162 137
11035	Saint-Éloi	286	29 559 272	23 914
17060	Sainte-Louise	701	58 906 281	45 484
50095	Saint-Elphège	288	71 889 906	46 379
09092	Sainte-Luce	2 812	270 145 173	220 600
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	272	25 106 275	21 034
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 389	201 064 265	166 117
05050	Saint-Elzéar	459	25 848 216	22 484
26022	Saint-Elzéar	2 490	249 824 827	193 048
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	333	20 797 819	17 814
54025	Sainte-Madeleine	2 295	219 640 748	178 793
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 620	194 103 285	155 139
26035	Sainte-Marguerite	1 136	133 646 437	106 914
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 988	583 150 412	476 703
07005	Sainte-Marguerite-Marie	178	10 966 806	8 980
26030	Sainte-Marie	13 867	1 314 359 701	1 916 160
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	461	44 562 158	38 382
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 997	401 613 976	310 622
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 213	115 171 100	94 646
71110	Sainte-Marthe	1 030	220 799 628	181 595
70012	Sainte-Martine	5 586	634 187 755	831 859
61050	Sainte-Mélanie	3 109	342 022 950	300 556
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	490	77 742 336	58 278
50057	Sainte-Monique	530	99 704 564	70 538
93075	Sainte-Monique	882	145 920 626	118 454
08040	Sainte-Paule	245	31 385 497	23 584
17030	Sainte-Perpétue	1 622	102 044 500	81 550
50050	Sainte-Perpétue	989	164 697 034	108 130
20030	Sainte-Pétronille	1 092	190 789 543	159 771
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 393	216 625 100	171 195
12030	Saint-Épiphane	831	59 556 051	48 169
31050	Sainte-Praxède	324	106 442 912	82 689
11015	Sainte-Rita	308	21 081 695	18 622
28030	Sainte-Rose-de-Watford	751	67 074 619	53 793
94230	Sainte-Rose-du-Nord	440	54 062 565	43 334
28065	Sainte-Sabine	371	34 596 054	27 291
46105	Sainte-Sabine	1 131	150 579 163	125 468
39105	Sainte-Séraphine	365	54 104 610	43 480
75028	Sainte-Sophie	16 749	1 466 862 810	1 989 306
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	717	72 666 186	59 212
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	640	75 967 712	62 849
63030	Saint-Esprit	2 020	287 811 340	237 899
35050	Sainte-Thècle	2 426	231 732 745	178 626

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 012	55 743 600	46 204
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	548	107 042 107	82 475
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	933	150 387 969	121 196
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	713	166 878 470	131 985
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 635	348 069 070	423 801
49105	Saint-Eugène	1 147	157 427 298	129 078
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	483	34 385 697	28 117
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	502	50 765 330	36 027
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	385	45 098 479	36 757
51040	Sainte-Ursule	1 341	119 219 627	98 868
13030	Saint-Eusèbe	579	45 826 217	34 071
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	548	89 840 597	68 377
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 474	273 642 886	230 183
10070	Saint-Fabien	1 806	175 467 027	148 536
18015	Saint-Fabien-de-Panet	972	81 747 202	59 066
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 556	640 296 348	632 185
91042	Saint-Félicien	10 217	922 449 840	1 302 665
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	939	67 651 370	52 509
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 477	170 745 357	139 527
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 561	656 848 134	880 962
94225	Saint-Félix-d'Otis	990	137 338 980	112 788
32013	Saint-Ferdinand	2 078	272 409 237	216 997
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 386	689 303 385	601 577
33052	Saint-Flavien	1 625	168 446 452	140 490
31030	Saint-Fortunat	264	40 329 128	31 785
20005	Saint-François	581	142 973 376	115 875
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 652	172 530 060	152 895
06055	Saint-François-d'Assise	672	31 480 358	25 053
91015	Saint-François-de-Sales	645	42 096 585	33 731
50128	Saint-François-du-Lac	1 980	201 073 267	155 084
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 356	228 126 073	178 104
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	249	19 367 150	15 752
27065	Saint-Frédéric	1 102	101 444 236	82 835
94235	Saint-Fulgence	2 123	185 465 427	144 956
52080	Saint-Gabriel	2 669	151 880 597	136 124
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 681	312 403 009	266 902
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 140	88 084 977	72 493
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 482	395 118 694	387 031
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	719	37 674 765	32 729
93035	Saint-Gédéon	2 160	296 430 683	244 971
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 175	164 736 328	133 261
29073	Saint-Georges	33 355	2 838 351 642	3 873 078
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 162	234 554 965	173 491
40032	Saint-Georges-de-Windsor	995	97 869 066	80 909
53085	Saint-Gérard-Majella	237	46 311 104	36 932
14045	Saint-Germain	298	35 447 850	27 806
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 982	497 492 448	628 898
19075	Saint-Gervais	2 210	233 822 075	193 329
34060	Saint-Gilbert	328	27 913 743	20 714
33035	Saint-Gilles	2 662	272 611 090	229 970
05015	Saint-Godefroi	347	23 827 720	17 814
49113	Saint-Guillaume	1 492	188 018 951	154 413
11020	Saint-Guy	58	14 007 378	10 926
19068	Saint-Henri	5 669	675 797 855	913 661
93070	Saint-Henri-de-Taillon	868	132 313 958	104 784
44015	Saint-Herménégilde	728	130 620 834	99 851
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	114	43 791 972	33 868
16050	Saint-Hilarion	1 109	110 389 716	88 527
75045	Saint-Hippolyte	9 641	1 396 428 478	1 822 664

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
94240	Saint-Honoré	5 981	530 024 355	722 755
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 542	174 838 450	132 793
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	751	47 086 180	37 010
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 335	136 595 125	116 438
54100	Saint-Hugues	1 318	234 675 870	174 464
54048	Saint-Hyacinthe	56 348	6 368 161 878	9 875 602
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 060	207 794 340	166 457
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	679	119 414 595	96 017
15005	Saint-Irénée	682	138 593 285	111 341
26063	Saint-Isidore	3 065	369 184 553	313 030
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	683	99 859 364	88 662
63013	Saint-Jacques	4 033	435 691 313	473 948
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	201	40 077 284	28 429
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	691	76 439 636	62 792
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 817	266 939 365	206 717
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 034	109 124 570	85 190
20015	Saint-Jean	1 215	257 957 070	210 317
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	364	48 210 179	40 804
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	165	9 658 574	8 027
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 618	90 995 065	77 367
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	241	28 284 054	23 768
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 496	550 003 928	653 463
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 400	345 120 739	304 087
21020	Saint-Joachim	1 452	152 334 045	116 303
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 372	176 343 773	138 107
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 916	392 090 252	487 785
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 764	201 912 643	162 391
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	389	33 359 319	27 971
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	549	42 576 375	35 725
27050	Saint-Joseph-des-Érables	414	46 132 119	38 343
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 613	189 572 369	169 713
54110	Saint-Jude	1 322	197 952 236	148 021
27055	Saint-Jules	538	54 621 800	44 813
31035	Saint-Julien	394	56 199 500	39 977
18005	Saint-Just-de-Bretenières	663	54 854 834	43 421
13040	Saint-Juste-du-Lac	585	49 872 852	36 611
51045	Saint-Justin	974	125 812 341	92 086
87120	Saint-Lambert	189	6 875 050	4 981
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 718	746 631 066	982 176
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 837	329 574 580	275 538
71105	Saint-Lazare	20 886	2 729 045 699	3 687 280
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 306	135 149 140	107 313
08065	Saint-Léandre	380	31 778 665	24 109
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 499	258 686 703	195 469
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 138	134 898 475	103 354
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 101	109 917 859	93 508
07030	Saint-Léon-le-Grand	998	54 745 439	46 088
51035	Saint-Léon-le-Grand	964	123 166 737	90 249
54072	Saint-Liboire	3 038	389 216 000	278 609
63065	Saint-Liguori	2 011	231 810 769	187 618
63048	Saint-Lin-Laurentides	22 171	1 814 763 637	2 373 959
54120	Saint-Louis	722	116 328 216	87 932
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 095	121 414 043	94 140
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	363	46 896 077	33 401
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 602	258 983 084	196 511
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 263	71 626 937	56 653
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	469	55 934 016	45 124
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	544	49 288 512	43 792
49030	Saint-Lucien	1 726	183 534 636	142 007

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
30072	Saint-Ludger	1 077	90 089 056	76 754
93080	Saint-Ludger-de-Milot	649	58 178 793	47 498
28075	Saint-Magloire	643	72 110 145	64 173
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 382	140 743 265	118 755
19025	Saint-Malachie	1 523	159 994 462	125 497
44003	Saint-Malo	472	79 536 521	61 966
88040	Saint-Marc-de-Figuery	848	79 139 547	61 323
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 971	230 282 306	180 974
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	395	40 494 713	28 935
17020	Saint-Marcel	449	53 459 185	38 684
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	507	106 851 950	90 394
10025	Saint-Marcellin	340	44 115 448	38 712
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 209	382 464 290	291 390
29045	Saint-Martin	2 526	180 517 451	157 156
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	659	89 222 910	69 272
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	766	86 003 266	65 001
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 340	228 589 866	194 195
37230	Saint-Maurice	3 457	259 587 149	252 807
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 127	59 573 975	51 272
11025	Saint-Médard	218	11 250 551	8 834
68050	Saint-Michel	3 455	457 006 675	443 693
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 823	275 771 470	224 083
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 345	471 793 752	410 193
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 081	77 886 787	56 732
12020	Saint-Modeste	1 165	95 563 411	80 597
07095	Saint-Moïse	552	34 874 587	31 340
37240	Saint-Narcisse	1 844	161 707 342	125 700
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 107	164 859 181	128 251
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	990	93 346 247	77 339
93045	Saint-Nazaire	2 046	155 974 008	129 224
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	868	135 194 753	113 793
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	357	39 048 480	29 567
19045	Saint-Nérée	745	80 153 839	63 931
07100	Saint-Noël	412	17 369 196	15 430
52070	Saint-Norbert	1 085	125 455 833	107 810
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 217	141 483 292	111 847
09055	Saint-Octave-de-Métis	515	34 658 685	27 943
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 405	127 717 230	106 740
17005	Saint-Omer	282	33 424 500	23 428
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	560	39 558 549	31 484
53032	Saint-Ours	1 722	271 693 136	214 840
14070	Saint-Pacôme	1 552	109 276 502	89 313
17010	Saint-Pamphile	2 391	154 176 230	115 077
14018	Saint-Pascal	3 493	269 807 824	252 347
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 073	138 026 365	119 582
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 370	362 498 075	297 297
61005	Saint-Paul	6 275	549 590 265	739 372
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	3 098	401 112 194	328 550
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	315	27 557 292	21 375
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 085	296 447 476	239 689
18030	Saint-Paul-de-Montminy	821	89 099 963	75 791
51060	Saint-Paulin	1 519	127 664 945	103 956
19005	Saint-Philémon	705	96 502 919	81 142
29065	Saint-Philibert	380	42 623 769	34 860
14060	Saint-Philippe-de-Néri	835	52 949 410	45 261
54008	Saint-Pie	5 715	690 539 070	901 091
49130	Saint-Pie-de-Guire	465	86 033 921	58 103
61020	Saint-Pierre	299	43 575 400	36 416
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	910	101 138 069	81 998

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
32050	Saint-Pierre-Baptiste	514	86 702 198	70 605
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	897	102 459 725	90 296
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	133	14 298 128	11 870
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	2 005	251 222 953	206 970
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 142	126 664 661	99 063
72043	Saint-Placide	1 734	286 466 000	238 522
71020	Saint-Polycarpe	2 316	331 628 130	257 036
91035	Saint-Prime	2 686	211 176 976	170 971
28020	Saint-Prosper	3 529	237 434 894	229 130
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	552	66 009 900	54 328
19082	Saint-Raphaël	2 401	234 413 893	181 509
34128	Saint-Raymond	10 638	1 208 247 438	1 599 232
68055	Saint-Rémi	8 660	1 020 721 761	1 345 843
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	441	69 334 884	51 682
29050	Saint-René	783	70 974 954	51 225
08035	Saint-René-de-Matane	967	65 419 865	45 582
53020	Saint-Robert	1 785	197 970 158	158 003
30070	Saint-Robert-Bellarmin	569	50 685 317	44 151
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 321	641 242 882	832 263
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	307	58 637 043	51 176
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 253	218 501 910	186 470
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	922	108 958 396	90 851
63040	Saint-Roch-Ouest	274	68 383 250	54 376
30100	Saint-Romain	711	96 051 155	76 588
39145	Saint-Rosaire	887	127 677 989	98 090
39130	Saint-Samuel	776	72 562 717	57 208
26010	Saints-Anges	1 174	124 882 566	101 242
77043	Saint-Sauveur	10 633	2 325 252 180	3 204 690
30085	Saint-Sébastien	663	63 682 900	53 599
56050	Saint-Sébastien	732	223 993 346	154 149
51030	Saint-Sévère	322	38 396 649	30 802
27070	Saint-Séverin	286	43 471 671	34 986
35020	Saint-Séverin	863	64 699 940	54 056
05055	Saint-Siméon	1 149	88 413 669	68 689
15058	Saint-Siméon	1 197	119 709 429	96 825
11055	Saint-Simon	429	58 349 892	47 070
54090	Saint-Simon	1 435	220 655 585	174 931
29125	Saint-Simon-les-Mines	585	54 814 290	42 293
80070	Saint-Sixte	479	53 420 538	42 993
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	289	95 760 112	77 735
37245	Saint-Stanislas	1 049	111 444 599	91 959
92070	Saint-Stanislas	359	27 731 833	22 630
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 717	263 542 536	217 487
38005	Saint-Sylvère	773	81 198 825	63 824
33007	Saint-Sylvestre	1 010	144 842 455	115 224
71015	Saint-Télesphore	771	153 232 641	124 417
07070	Saint-Tharcisius	427	23 649 945	18 291
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 552	177 678 853	144 888
29005	Saint-Théophile	734	104 986 724	82 504
61027	Saint-Thomas	3 451	419 257 525	416 080
92045	Saint-Thomas-Didyme	697	61 591 536	48 694
34085	Saint-Thuribe	282	34 146 783	28 137
35027	Saint-Tite	3 733	344 201 070	369 397
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 465	177 574 539	146 045
34090	Saint-Ubalde	1 393	219 472 289	176 254
08073	Saint-Ulric	1 564	126 418 065	105 191
16055	Saint-Urbain	1 413	145 990 869	115 603
70005	Saint-Urbain-Premier	1 277	205 575 815	153 362
56030	Saint-Valentin	450	108 753 312	94 500

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
39135	Saint-Valère	1 253	134 245 072	111 701
10060	Saint-Valérien	832	78 804 622	58 580
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 813	296 265 340	212 652
19117	Saint-Vallier	1 078	137 249 400	114 453
44005	Saint-Venant-de-Paquette	100	26 547 717	22 465
07075	Saint-Vianney	421	26 437 412	21 657
27008	Saint-Victor	2 465	243 399 485	190 625
50023	Saint-Wenceslas	1 189	136 573 888	104 833
28005	Saint-Zacharie	1 650	132 538 321	100 560
62080	Saint-Zénon	1 169	215 618 197	169 746
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	358	30 034 032	25 023
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	696	143 606 219	86 970
71025	Saint-Zotique	8 623	912 825 210	1 244 600
70052	Salaberry-de-Valleyfield	41 701	4 131 946 565	5 497 818
07085	Sayabec	1 793	146 310 972	116 526
97040	Schefferville	154	41 127 980	36 973
41080	Scotstown	452	24 929 554	21 502
26048	Scott	2 500	259 122 885	205 743
89040	Senneterre	2 803	187 742 189	147 738
89045	Senneterre	1 207	83 255 512	68 699
97007	Sept-Îles	25 450	3 077 355 000	4 564 173
NR971	Sept-Rivières	98	28 563 200	22 640
22020	Shannon	6 273	536 359 699	723 495
36033	Shawinigan	49 551	3 540 465 502	4 979 758
84010	Shawville	1 588	149 113 235	116 585
84095	Sheenboro	119	75 810 372	60 865
47035	Shefford	7 109	920 488 120	1 252 016
05010	Shigawake	278	16 504 269	13 329
53052	Sorel-Tracy	35 056	3 041 741 058	4 104 109
46045	Stanbridge East	888	107 534 392	90 967
46030	Stanbridge Station	278	49 035 197	40 454
45008	Stanstead	2 810	208 784 744	178 890
45025	Stanstead	948	600 182 851	488 495
44050	Stanstead-Est	623	122 834 281	97 370
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 999	369 444 769	289 863
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 437	419 772 206	605 877
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	295	24 352 608	19 459
42005	Stoke	2 977	343 709 724	272 078
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	8 930	1 319 918 515	1 763 801
30105	Stornoway	534	64 954 484	51 078
30110	Stratford	951	231 549 935	190 751
45105	Stukely-Sud	1 097	153 111 576	112 081
46058	Sutton	4 091	1 057 512 430	1 210 821
95005	Tadoussac	786	102 939 604	87 328
87042	Taschereau	950	38 902 494	30 802
85005	Témiscaming	2 408	274 446 365	204 956
NR850	Témiscamingue	106	90 222 021	62 520
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	4 887	442 898 183	374 186
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 983	201 483 639	164 998
84045	Thorne	473	130 069 830	104 083
80050	Thurso	2 873	239 713 565	200 127
39025	Tingwick	1 441	188 101 444	140 403
17035	Tourville	584	33 211 600	22 494
88075	Trécesson	1 263	107 658 659	86 036
71125	Très-Saint-Rédempteur	967	111 276 144	88 701
69030	Très-Saint-Sacrement	1 229	251 514 660	195 285
27060	Tring-Jonction	1 412	96 675 852	82 173
11040	Trois-Pistoles	3 211	190 720 470	187 656
35055	Trois-Rives	404	153 043 725	122 559

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture finale des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2019.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2019	Richesse foncière uniformisée 2017 ($)	Facture finale 2019[2] ($)
42078	Ulverton	436	60 564 948	49 599
48038	Upton	2 208	275 372 025	191 929
33070	Val-Alain	980	101 423 297	84 285
07080	Val-Brillant	913	71 720 799	59 669
42055	Valcourt	2 166	220 296 311	174 319
42060	Valcourt	1 045	132 961 979	107 655
78010	Val-David	5 209	664 402 705	884 382
80140	Val-des-Bois	881	175 536 586	143 535
78100	Val-des-Lacs	730	198 651 500	169 694
89008	Val-d'Or	32 902	3 194 229 098	4 294 288
42095	Val-Joli	1 654	180 118 288	149 617
NR890	Vallée-de-l'Or	266	3 535 269	1 984
26015	Vallée-Jonction	1 869	157 455 394	130 022
78005	Val-Morin	2 939	465 691 855	376 599
30015	Val-Racine	195	33 764 652	28 447
87105	Val-Saint-Gilles	180	7 473 213	5 789
71083	Vaudreuil-Dorion	40 247	5 610 746 105	7 201 025
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 374	235 208 532	196 161
56005	Venise-en-Québec	1 704	270 960 500	216 339
39062	Victoriaville	47 301	3 919 002 670	5 222 504
85025	Ville-Marie	2 572	225 683 200	177 208
32085	Villeroy	476	64 371 980	49 288
84070	Waltham	392	58 617 857	46 875
47030	Warden	371	25 577 685	20 869
39077	Warwick	4 652	447 760 593	543 368
47025	Waterloo	4 570	343 192 415	401 723
44080	Waterville	2 176	210 152 343	169 591
41098	Weedon	2 675	274 187 326	234 786
76035	Wentworth	585	270 663 222	219 900
77060	Wentworth-Nord	1 425	526 682 310	417 588
41065	Westbury	1 055	106 239 552	91 931
49040	Wickham	2 599	233 224 123	187 765
42088	Windsor	5 411	471 251 118	634 463
40017	Wotton	1 425	132 465 922	100 133
51020	Yamachiche	2 904	273 534 524	223 091
53072	Yamaska	1 705	179 562 770	146 259
1039		**2 609 306**	**291 470 837 588 $**	**323 599 802 $**

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

[2] Le montant indiqué tient compte de l'aide financière octroyée en décembre 2018 par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
46005	Abercorn	405	79 077 941 $	64 080 $
NR880	Abitibi	202	12 247 634 $	9 982 $
NR870	Abitibi-Ouest	100	2 443 190 $	1 915 $
48028	Acton Vale	7 791	619 896 698 $	826 056 $
31056	Adstock	2 736	411 130 326 $	319 114 $
98030	Aguanish	255	13 849 756 $	10 952 $
92030	Albanel	2 228	140 068 623 $	113 752 $
07025	Albertville	233	20 016 440 $	15 805 $
84050	Alleyn-et-Cawood	200	54 351 231 $	43 426 $
93042	Alma	31 337	3 284 015 296 $	4 418 909 $
78070	Amherst	1 472	335 131 144 $	276 308 $
88055	Amos	12 925	1 060 603 238 $	1 454 472 $
07047	Amqui	6 094	463 590 733 $	633 591 $
55008	Ange-Gardien	2 626	440 562 788 $	347 077 $
NR790	Antoine-Labelle	0	63 426 702 $	52 155 $
19037	Armagh	1 472	106 866 689 $	88 727 $
78060	Arundel	588	101 053 000 $	80 731 $
40043	Asbestos	6 877	375 215 919 $	510 185 $
41055	Ascot Corner	3 205	311 270 248 $	275 986 $
50013	Aston-Jonction	448	47 151 852 $	35 684 $
13045	Auclair	455	34 782 592 $	27 795 $
30055	Audet	764	60 985 974 $	49 972 $
83090	Aumond	727	80 196 048 $	63 497 $
87050	Authier	264	11 221 957 $	8 769 $
87100	Authier-Nord	277	11 112 207 $	9 280 $
NR060	Avignon	0	355 900 $	312 $
45035	Ayer's Cliff	1 150	181 413 552 $	149 532 $
96020	Baie-Comeau	21 174	1 946 589 451 $	2 686 802 $
08080	Baie-des-Sables	609	47 921 590 $	38 792 $
50100	Baie-du-Febvre	972	159 921 826 $	123 483 $
98035	Baie-Johan-Beetz	86	6 481 082 $	5 026 $
15065	Baie-Sainte-Catherine	197	16 903 950 $	13 723 $
16013	Baie-Saint-Paul	7 350	1 028 934 774 $	1 390 892 $
96005	Baie-Trinité	426	28 549 472 $	22 254 $
78050	Barkmere	56	79 996 400 $	66 593 $
44045	Barnston-Ouest	594	97 375 684 $	79 879 $
88022	Barraute	1 973	121 752 662 $	98 425 $
37210	Batiscan	905	116 488 561 $	94 036 $
85020	Béarn	738	41 416 350 $	33 766 $
27028	Beauceville	6 339	481 561 402 $	645 793 $
31008	Beaulac-Garthby	825	195 857 651 $	153 733 $
19105	Beaumont	2 603	379 829 608 $	304 757 $
21025	Beaupré	3 744	681 262 542 $	706 567 $
38010	Bécancour	13 132	1 647 472 704 $	2 247 522 $
46035	Bedford	2 578	224 957 819 $	186 952 $
46040	Bedford	678	93 525 400 $	77 037 $
94250	Bégin	860	61 094 761 $	48 764 $
89050	Belcourt	232	8 864 253 $	7 312 $
85065	Belleterre	287	14 034 320 $	11 367 $
88070	Berry	606	34 645 073 $	28 688 $
18065	Berthier-sur-Mer	1 580	238 951 809 $	187 976 $
52035	Berthierville	4 228	389 012 368 $	446 123 $
48005	Béthanie	350	43 064 300 $	34 657 $
13055	Biencourt	469	31 423 729 $	24 473 $
98005	Blanc-Sablon	1 048	80 370 409 $	63 671 $
83045	Blue Sea	625	168 104 799 $	139 559 $
80115	Boileau	374	85 818 448 $	69 141 $
21045	Boischatel	7 703	974 661 764 $	1 273 411 $
83085	Bois-Franc	441	35 461 661 $	28 834 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
45095	Bolton-Est	1 011	260 681 207 $	211 379 $
46065	Bolton-Ouest	697	237 221 373 $	190 064 $
05045	Bonaventure	2 768	237 888 400 $	191 872 $
NR050	Bonaventure	25	12 901 073 $	10 540 $
98010	Bonne-Espérance	696	26 042 668 $	21 211 $
42040	Bonsecours	632	96 252 994 $	77 839 $
83050	Bouchette	780	128 083 051 $	102 978 $
80145	Bowman	645	111 572 500 $	90 039 $
78075	Brébeuf	1 051	105 580 888 $	87 120 $
46090	Brigham	2 340	257 757 402 $	208 643 $
84005	Bristol	1 091	197 804 724 $	157 225 $
46070	Brome	254	41 987 504 $	33 584 $
76043	Brownsburg-Chatham	7 261	738 103 677 $	1 005 875 $
84025	Bryson	592	32 740 600 $	26 374 $
41070	Bury	1 230	148 068 489 $	123 019 $
12057	Cacouna	1 972	188 834 079 $	153 089 $
84030	Campbell's Bay	762	39 569 542 $	32 403 $
04047	Cap-Chat	2 405	150 193 234 $	123 025 $
05060	Caplan	2 041	147 336 021 $	119 679 $
18045	Cap-Saint-Ignace	3 063	270 476 483 $	224 996 $
34030	Cap-Santé	3 482	330 835 579 $	313 734 $
06013	Carleton-sur-Mer	4 029	382 166 570 $	407 582 $
05077	Cascapédia-Saint-Jules	737	56 756 722 $	45 160 $
07018	Causapscal	2 309	116 552 248 $	95 417 $
83040	Cayamant	863	147 410 151 $	122 364 $
91020	Chambord	1 766	198 887 092 $	165 371 $
37220	Champlain	1 782	232 830 050 $	180 224 $
88005	Champneuf	137	3 751 900 $	3 201 $
02028	Chandler	7 422	455 091 001 $	617 080 $
99020	Chapais	1 598	78 821 090 $	64 907 $
51080	Charette	1 031	65 405 381 $	53 438 $
NR160	Charlevoix	0	30 217 082 $	23 064 $
NR150	Charlevoix-Est	192	103 450 114 $	82 741 $
41020	Chartierville	286	56 928 466 $	45 058 $
21035	Château-Richer	4 021	440 560 681 $	482 815 $
87095	Chazel	297	15 343 680 $	11 924 $
80103	Chénéville	791	89 332 179 $	69 740 $
62047	Chertsey	5 001	750 777 588 $	939 523 $
39030	Chesterville	901	105 218 188 $	83 632 $
99025	Chibougamau	7 553	597 437 889 $	827 758 $
84090	Chichester	350	36 275 697 $	28 629 $
96035	Chute-aux-Outardes	1 531	57 435 477 $	47 579 $
79065	Chute-Saint-Philippe	880	148 751 815 $	120 513 $
84015	Clarendon	1 162	182 543 862 $	146 464 $
15035	Clermont	3 127	244 903 529 $	211 722 $
87110	Clermont	516	35 433 813 $	26 625 $
87075	Clerval	381	35 125 569 $	27 140 $
42110	Cleveland	1 588	176 939 533 $	141 349 $
03010	Cloridorme	670	35 930 859 $	29 007 $
44037	Coaticook	9 183	831 813 418 $	1 136 179 $
95050	Colombier	685	33 355 114 $	25 895 $
44071	Compton	3 274	379 217 581 $	339 649 $
41038	Cookshire-Eaton	5 286	501 548 367 $	644 035 $
71040	Coteau-du-Lac	7 127	1 012 995 206 $	1 381 106 $
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	897	52 966 712 $	41 328 $
30090	Courcelles	910	62 661 429 $	51 117 $
46080	Cowansville	13 670	1 264 249 823 $	1 693 145 $
61013	Crabtree	3 975	350 018 396 $	374 142 $
40047	Danville	3 985	278 734 184 $	304 077 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
39152	Daveluyville	2 254	165 698 461 $	133 959 $
13005	Dégelis	2 882	205 532 791 $	163 188 $
83070	Déléage	1 821	117 968 446 $	97 078 $
83005	Denholm	553	104 515 425 $	84 091 $
93005	Desbiens	1 067	55 739 728 $	44 951 $
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	908	91 334 233 $	72 679 $
34058	Deschambault-Grondines	2 283	417 279 133 $	339 706 $
31015	Disraeli	2 352	160 720 732 $	130 182 $
31020	Disraeli	1 098	147 603 532 $	119 163 $
44023	Dixville	698	79 947 967 $	64 128 $
92022	Dolbeau-Mistassini	14 284	1 058 609 042 $	1 452 078 $
34025	Donnacona	7 182	722 719 052 $	973 771 $
33040	Dosquet	921	101 811 771 $	82 183 $
49058	Drummondville	77 235	6 926 206 823 $	10 763 672 $
41117	Dudswell	1 728	240 313 893 $	192 560 $
80135	Duhamel	417	275 377 662 $	217 054 $
85030	Duhamel-Ouest	878	99 239 721 $	79 506 $
69075	Dundee	397	98 989 579 $	70 909 $
46050	Dunham	3 530	514 299 580 $	495 063 $
87005	Duparquet	609	50 474 328 $	41 137 $
87085	Dupuy	984	43 041 435 $	35 485 $
49015	Durham-Sud	1 025	94 392 498 $	76 554 $
41060	East Angus	3 872	245 220 534 $	262 637 $
31122	East Broughton	2 216	106 758 012 $	83 360 $
46085	East Farnham	607	52 869 180 $	42 041 $
44010	East Hereford	281	42 028 407 $	34 412 $
45093	Eastman	1 963	502 468 244 $	408 063 $
83075	Egan-Sud	532	45 088 692 $	36 493 $
69050	Elgin	398	84 836 390 $	68 896 $
62053	Entrelacs	922	272 384 578 $	210 555 $
06025	Escuminac	564	44 836 535 $	33 950 $
10005	Esprit-Saint	347	22 874 677 $	17 161 $
77011	Estérel	223	327 609 300 $	255 434 $
46112	Farnham	9 239	807 609 917 $	1 108 044 $
80005	Fassett	479	47 016 914 $	38 330 $
94220	Ferland-et-Boilleau	581	57 693 773 $	45 129 $
79097	Ferme-Neuve	2 778	268 206 565 $	213 751 $
97035	Fermont	2 484	958 235 456 $	709 039 $
95045	Forestville	3 077	157 156 951 $	132 055 $
84060	Fort-Coulonge	1 331	59 051 053 $	47 998 $
38047	Fortierville	684	57 839 840 $	46 234 $
22010	Fossambault-sur-le-Lac	2 066	391 859 021 $	319 950 $
26005	Frampton	1 368	149 906 784 $	123 657 $
69010	Franklin	1 791	250 012 448 $	204 201 $
96015	Franquelin	307	17 499 906 $	12 932 $
46010	Frelighsburg	1 101	229 118 098 $	184 479 $
30025	Frontenac	1 715	207 983 126 $	169 397 $
85055	Fugèreville	331	20 999 472 $	17 236 $
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 103	484 643 200 $	365 434 $
87020	Gallichan	507	33 224 327 $	27 238 $
03005	Gaspé	15 010	1 337 350 989 $	1 794 229 $
92055	Girardville	1 083	68 376 758 $	54 082 $
96010	Godbout	270	14 644 496 $	11 438 $
69060	Godmanchester	1 408	233 214 338 $	164 245 $
76025	Gore	1 965	361 833 215 $	297 277 $
83032	Gracefield	2 255	474 883 992 $	388 644 $
02015	Grande-Rivière	3 354	194 721 904 $	176 987 $
35040	Grandes-Piles	406	86 079 208 $	71 328 $
03020	Grande-Vallée	1 062	75 029 215 $	62 480 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
09060	Grand-Métis	234	25 227 000 $	20 390 $
83095	Grand-Remous	1 143	105 396 971 $	85 819 $
50065	Grand-Saint-Esprit	478	55 414 695 $	44 501 $
76055	Grenville	1 711	131 637 220 $	107 639 $
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 774	396 124 156 $	321 998 $
98014	Gros-Mécatina	444	22 561 374 $	18 404 $
01042	Grosse-Île	473	30 684 854 $	25 367 $
08015	Grosses-Roches	378	26 509 664 $	21 108 $
85095	Guérin	329	27 634 405 $	19 420 $
39010	Ham-Nord	831	80 425 959 $	64 360 $
41075	Hampden	192	25 380 828 $	21 131 $
40005	Ham-Sud	219	44 577 764 $	36 457 $
76065	Harrington	830	261 433 461 $	216 604 $
45043	Hatley	745	232 548 391 $	187 782 $
45055	Hatley	2 181	397 116 505 $	326 328 $
69005	Havelock	744	132 451 097 $	108 401 $
98040	Havre-Saint-Pierre	3 412	415 663 369 $	397 520 $
93020	Hébertville	2 481	228 105 326 $	182 004 $
93025	Hébertville-Station	1 291	77 134 944 $	63 211 $
68010	Hemmingford	835	61 190 858 $	50 698 $
68015	Hemmingford	1 809	297 733 716 $	242 048 $
56042	Henryville	1 443	276 262 954 $	200 557 $
35035	Hérouxville	1 326	104 008 062 $	86 529 $
69045	Hinchinbrooke	2 227	253 443 161 $	185 054 $
19070	Honfleur	848	108 446 085 $	87 210 $
05025	Hope	591	35 315 001 $	28 696 $
05020	Hope Town	380	23 197 872 $	18 577 $
69025	Howick	685	59 566 942 $	49 653 $
78065	Huberdeau	895	95 616 760 $	79 124 $
71100	Hudson	5 205	1 121 342 548 $	1 508 927 $
69055	Huntingdon	2 447	162 587 807 $	130 658 $
32058	Inverness	849	146 373 866 $	121 010 $
31040	Irlande	941	83 766 295 $	69 446 $
78042	Ivry-sur-le-Lac	442	261 969 800 $	216 770 $
61025	Joliette	20 227	2 021 839 006 $	2 752 594 $
14050	Kamouraska	572	114 608 976 $	94 686 $
NR140	Kamouraska	0	3 928 518 $	3 175 $
83015	Kazabazua	915	148 186 156 $	121 879 $
79025	Kiamika	775	104 610 539 $	82 572 $
42070	Kingsbury	149	10 830 600 $	8 595 $
39097	Kingsey Falls	1 999	204 581 168 $	170 102 $
31105	Kinnear's Mills	368	55 984 579 $	44 122 $
85010	Kipawa	465	62 649 576 $	47 389 $
90017	La Bostonnais	539	44 349 500 $	36 284 $
78115	La Conception	1 343	301 062 719 $	244 958 $
88030	La Corne	763	82 134 572 $	67 403 $
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	73 986 798 $	61 413 $
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	4 869 720 $	4 164 $
91050	La Doré	1 442	88 543 617 $	71 187 $
19090	La Durantaye	754	85 361 776 $	67 390 $
29030	La Guadeloupe	1 837	115 640 313 $	95 367 $
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	45 185 608 $	37 467 $
NR040	La Haute-Gaspésie	203	26 143 244 $	19 830 $
NR220	La Jacques-Cartier	0	6 828 105 $	5 338 $
79047	La Macaza	1 019	216 821 088 $	178 917 $
15013	La Malbaie	8 443	817 600 608 $	1 101 827 $
04030	La Martre	248	13 830 201 $	9 710 $
NR080	La Matanie	0	11 518 510 $	9 357 $
NR070	La Matapédia	25	59 853 247 $	48 599 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
78130	La Minerve	1 174	391 140 405 $	316 149 $
NR090	La Mitis	0	26 814 600 $	20 177 $
88015	La Morandière	226	11 265 020 $	8 907 $
88045	La Motte	466	38 787 602 $	31 779 $
41027	La Patrie	745	98 719 556 $	79 274 $
14085	La Pocatière	4 027	405 679 371 $	447 242 $
54035	La Présentation	2 558	417 227 618 $	336 532 $
09005	La Rédemption	488	23 653 760 $	19 302 $
87080	La Reine	350	14 522 902 $	11 576 $
87090	La Sarre	7 471	539 497 442 $	736 311 $
10010	La Trinité-des-Monts	236	19 759 410 $	15 494 $
90012	La Tuque	10 705	965 932 064 $	1 302 150 $
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	27 303 372 $	22 007 $
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	616	84 472 014 $	68 169 $
50085	La Visitation-de-Yamaska	317	71 014 248 $	55 573 $
78120	Labelle	2 527	405 695 095 $	330 348 $
93055	Labrecque	1 215	112 298 087 $	89 224 $
22040	Lac Beauport	7 829	1 277 785 988 $	1 749 240 $
46075	Lac Brome	5 617	1 354 089 259 $	1 822 072 $
22030	Lac Delage	638	103 503 436 $	81 142 $
90027	Lac Edouard	171	53 747 708 $	44 023 $
22015	Lac Saint-Joseph	250	320 997 089 $	266 939 $
07057	Lac-au-Saumon	1 367	78 582 955 $	62 387 $
35010	Lac-aux-Sables	1 292	227 145 667 $	181 068 $
91005	Lac-Bouchette	1 146	112 118 780 $	90 489 $
13060	Lac-des-Aigles	505	32 789 709 $	26 789 $
79078	Lac-des-Écorces	2 763	248 905 783 $	200 779 $
80130	Lac-des-Plages	526	127 686 100 $	105 976 $
77055	Lac-des-Seize-Îles	192	99 646 680 $	77 607 $
30080	Lac-Drolet	1 017	110 023 692 $	88 044 $
79015	Lac-du-Cerf	428	109 915 200 $	89 699 $
28053	Lac-Etchemin	3 965	367 670 854 $	388 577 $
18010	Lac-Frontière	203	19 296 054 $	15 733 $
76020	Lachute	12 944	1 228 324 800 $	1 653 797 $
30030	Lac-Mégantic	5 742	500 337 873 $	687 602 $
56023	Lacolle	2 760	298 507 815 $	248 057 $
29095	Lac-Poulin	137	49 859 280 $	40 904 $
79060	Lac-Saguay	427	85 177 242 $	68 655 $
83020	Lac-Sainte-Marie	619	252 725 002 $	205 555 $
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	13 950 600 $	11 367 $
79105	Lac-Saint-Paul	492	84 167 424 $	66 180 $
34120	Lac-Sergent	536	120 538 400 $	98 318 $
80095	Lac-Simon	991	380 793 600 $	316 578 $
78095	Lac-Supérieur	1 929	521 446 761 $	429 147 $
85070	Laforce	507	11 843 416 $	9 670 $
93060	Lamarche	527	51 585 287 $	41 520 $
30095	Lambton	1 574	251 811 076 $	203 377 $
88035	Landrienne	976	65 507 454 $	52 748 $
21040	L'Ange-Gardien	3 869	419 714 135 $	441 127 $
52017	Lanoraie	4 754	537 389 597 $	639 112 $
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 224	152 345 562 $	125 528 $
78015	Lantier	852	231 403 800 $	189 330 $
79050	L'Ascension	826	114 325 054 $	94 156 $
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 082	177 183 351 $	140 992 $
06060	L'Ascension-de-Patapédia	167	10 243 173 $	8 145 $
85060	Latulipe-et-Gaboury	290	16 035 512 $	13 457 $
88080	Launay	228	12 550 662 $	10 017 $
33060	Laurier-Station	2 656	262 397 859 $	211 972 $
32072	Laurierville	1 390	128 820 617 $	104 568 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
52007	Lavaltrie	14 035	1 273 780 518 $	1 729 049 $
49025	L'Avenir	1 248	138 602 134 $	111 597 $
85052	Laverlochère-Angliers	973	72 561 523 $	55 463 $
42045	Lawrenceville	642	54 976 526 $	43 360 $
NR910	Le Domaine-du-Roy	27	73 489 284 $	58 884 $
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	22	553 893 549 $	439 745 $
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 139 500 $	937 $
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 167	140 970 185 $	113 330 $
33123	Leclercville	479	67 943 941 $	53 770 $
49020	Lefebvre	883	80 186 839 $	64 740 $
13050	Lejeune	283	22 845 484 $	17 023 $
38020	Lemieux	315	32 018 400 $	25 336 $
60035	L'Épiphanie	5 624	423 043 085 $	571 655 $
60040	L'Épiphanie	3 321	350 593 900 $	313 012 $
NR110	Les Basques	0	589 400 $	624 $
95018	Les Bergeronnes	705	48 922 571 $	40 303 $
71050	Les Cèdres	6 888	810 195 097 $	1 076 521 $
71033	Les Coteaux	5 517	499 197 199 $	662 020 $
16048	Les Éboulements	1 307	256 118 698 $	203 967 $
95025	Les Escoumins	1 913	138 775 966 $	111 160 $
09015	Les Hauteurs	486	28 757 604 $	23 532 $
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	11 863	981 691 277 $	1 284 840 $
08005	Les Méchins	1 022	71 538 772 $	59 615 $
71095	L'Île-Cadieux	103	71 262 395 $	58 256 $
98020	L'Île-d'Anticosti	195	41 072 162 $	30 614 $
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	697	86 367 525 $	70 006 $
71060	L'Île-Perrot	11 017	1 121 540 290 $	1 502 378 $
41085	Lingwick	431	84 563 406 $	68 009 $
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 282	310 200 723 $	239 879 $
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 188	168 470 880 $	135 591 $
17078	L'Islet	3 988	316 515 067 $	337 872 $
12043	L'Isle-Verte	1 383	118 733 405 $	97 702 $
84040	Litchfield	447	93 048 110 $	74 319 $
80055	Lochaber	470	46 560 852 $	37 603 $
80060	Lochaber-Partie-Ouest	745	105 067 622 $	84 460 $
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	490	32 592 397 $	26 374 $
95032	Longue-Rive	1 012	49 130 796 $	39 728 $
85037	Lorrainville	1 262	92 320 232 $	70 715 $
33115	Lotbinière	852	159 326 405 $	125 206 $
51015	Louiseville	7 406	573 231 092 $	792 343 $
83010	Low	931	173 143 319 $	139 196 $
32065	Lyster	1 679	147 925 344 $	119 910 $
87058	Macamic	2 854	158 756 088 $	126 136 $
39165	Maddington Falls	447	29 326 278 $	23 567 $
89015	Malartic	3 182	310 535 819 $	271 881 $
52095	Mandeville	2 135	317 351 373 $	253 203 $
NR960	Manicouagan	106	64 460 462 $	51 536 $
83065	Maniwaki	3 786	259 073 665 $	259 313 $
38028	Manseau	849	76 081 381 $	60 182 $
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 219	236 455 736 $	185 022 $
06005	Maria	2 547	235 145 180 $	190 655 $
NR920	Maria-Chapdelaine	249	117 189 378 $	89 965 $
42065	Maricourt	512	56 011 260 $	45 342 $
55048	Marieville	11 014	1 107 826 252 $	1 485 494 $
04025	Marsoui	296	12 808 724 $	10 292 $
30035	Marston	718	94 249 564 $	77 384 $
44060	Martinville	471	44 427 683 $	36 284 $
51008	Maskinongé	2 329	200 035 342 $	161 996 $
53010	Massueville	503	36 497 403 $	28 940 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
99015	Matagami	1 457	88 225 320 $	73 354 $
8053	Matane	13 939	1 247 824 944 $	1 677 351 $
06045	Matapédia	639	49 286 676 $	40 964 $
NR620	Matawinie	85	83 991 223 $	67 996 $
80065	Mayo	680	99 263 016 $	80 057 $
NR350	Mékinac	5	73 120 000 $	58 296 $
42075	Melbourne	982	152 417 725 $	122 354 $
83060	Messines	1 580	210 973 938 $	171 419 $
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 139	377 432 528 $	411 014 $
09048	Métis-sur-Mer	589	101 329 885 $	81 341 $
30040	Milan	244	46 895 900 $	38 053 $
76030	Mille-Isles	1 691	268 707 400 $	220 138 $
85075	Moffet	183	18 844 600 $	15 422 $
78055	Montcalm	676	128 719 008 $	105 834 $
14005	Mont-Carmel	1 125	84 874 456 $	68 459 $
83088	Montcerf-Lytton	663	53 927 190 $	43 391 $
80010	Montebello	950	106 078 729 $	87 823 $
09077	Mont-Joli	6 478	472 023 328 $	642 197 $
79088	Mont-Laurier	14 117	1 352 285 188 $	1 782 712 $
18050	Montmagny	11 289	998 993 675 $	1 341 784 $
80090	Montpellier	1 000	122 901 248 $	99 636 $
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 186	434 549 423 $	379 762 $
79110	Mont-Saint-Michel	611	60 687 788 $	48 395 $
04015	Mont-Saint-Pierre	171	11 449 700 $	9 496 $
77050	Morin-Heights	4 209	872 008 032 $	990 479 $
80085	Mulgrave-et-Derry	336	146 083 419 $	118 191 $
03025	Murdochville	657	18 612 192 $	15 110 $
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	885	103 802 700 $	86 195 $
80110	Namur	574	57 894 388 $	45 268 $
30045	Nantes	1 438	113 385 433 $	88 366 $
68030	Napierville	3 712	403 193 180 $	412 452 $
98025	Natashquan	286	17 309 284 $	14 174 $
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	796	95 151 766 $	73 728 $
85100	Nédélec	362	30 494 914 $	21 880 $
34007	Neuville	4 360	544 169 284 $	616 972 $
05040	New Carlisle	1 327	101 475 161 $	81 319 $
05070	New Richmond	3 756	289 093 416 $	292 976 $
41037	Newport	750	139 411 050 $	114 566 $
50072	Nicolet	8 216	852 264 027 $	1 120 308 $
79030	Nominingue	2 069	448 804 151 $	367 078 $
92040	Normandin	3 172	220 904 434 $	190 721 $
87115	Normétal	800	18 290 352 $	14 914 $
45050	North Hatley	710	187 929 096 $	152 487 $
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	253	88 722 690 $	72 269 $
39015	Notre-Dame-de-Ham	416	32 213 584 $	25 373 $
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	983	288 151 081 $	231 489 $
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	695	78 596 644 $	62 249 $
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	11 105	1 396 159 750 $	1 906 177 $
92060	Notre-Dame-de-Lorette	181	13 945 869 $	10 814 $
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	730	84 565 328 $	67 457 $
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 919	246 478 644 $	194 651 $
35005	Notre-Dame-de-Montauban	764	128 627 351 $	101 830 $
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	750	186 944 084 $	143 659 $
30010	Notre-Dame-des-Bois	922	114 521 446 $	92 615 $
15025	Notre-Dame-des-Monts	835	47 484 557 $	38 503 $
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 058	139 453 528 $	115 898 $
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 490	129 993 203 $	101 639 $
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 941	878 772 285 $	1 160 814 $
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	45	33 065 407 $	26 824 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	682	107 621 401 $	84 654 $
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 483	97 820 492 $	78 949 $
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 034	125 404 902 $	98 449 $
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 647	407 314 203 $	319 033 $
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 755	396 649 431 $	535 406 $
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 086	91 948 786 $	67 780 $
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 180	180 780 346 $	149 162 $
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	363	43 381 624 $	35 107 $
06020	Nouvelle	1 691	132 816 965 $	106 917 $
56015	Noyan	1 357	224 171 600 $	169 518 $
45020	Ogden	759	225 694 665 $	181 121 $
72032	Oka	5 731	537 700 019 $	718 469 $
69037	Ormstown	3 577	455 279 684 $	446 045 $
84055	Otter Lake	1 095	204 749 841 $	165 877 $
13015	Packington	606	52 683 545 $	42 592 $
09040	Padoue	267	14 427 253 $	11 541 $
87025	Palmarolle	1 416	113 233 716 $	89 907 $
80037	Papineauville	2 150	211 710 016 $	171 078 $
38055	Parisville	529	49 766 599 $	41 337 $
05032	Paspébiac	3 089	223 604 434 $	186 044 $
02005	Percé	3 147	218 067 766 $	191 939 $
92010	Péribonka	458	133 519 841 $	99 752 $
16005	Petite-Rivière-Saint-François	778	375 585 234 $	294 700 $
03015	Petite-Vallée	166	11 136 840 $	9 183 $
94205	Petit-Saguenay	677	45 775 344 $	35 046 $
77030	Piedmont	3 132	657 479 719 $	573 021 $
50113	Pierreville	2 123	216 131 212 $	171 921 $
46025	Pike River	527	91 765 300 $	72 991 $
71070	Pincourt	15 593	1 618 900 410 $	2 207 879 $
30020	Piopolis	361	87 981 500 $	72 058 $
80045	Plaisance	1 132	90 729 097 $	75 230 $
32040	Plessisville	6 651	443 093 753 $	600 585 $
32045	Plessisville	2 712	251 259 094 $	200 028 $
13095	Pohénégamook	2 570	209 242 047 $	168 100 $
06030	Pointe-à-la-Croix	1 491	82 700 406 $	67 061 $
96030	Pointe-aux-Outardes	1 306	97 820 882 $	80 329 $
71055	Pointe-des-Cascades	1 668	139 003 488 $	108 456 $
71140	Pointe-Fortune	552	64 555 491 $	50 467 $
96025	Pointe-Lebel	1 933	122 331 027 $	99 681 $
NR840	Pontiac	0	21 992 200 $	15 707 $
34017	Pont-Rouge	9 575	878 776 492 $	1 165 093 $
84020	Portage-du-Fort	233	18 807 200 $	15 007 $
97022	Port-Cartier	6 432	715 324 824 $	970 279 $
02047	Port-Daniel-Gascons	2 416	114 792 508 $	92 949 $
34048	Portneuf	3 200	293 802 267 $	253 277 $
NR340	Portneuf	0	53 306 120 $	44 216 $
95040	Portneuf-sur-Mer	672	34 738 543 $	28 486 $
45030	Potton	1 856	684 237 986 $	561 577 $
87035	Poularies	673	35 731 872 $	27 488 $
88090	Preissac	823	138 539 249 $	113 885 $
75040	Prévost	13 492	1 398 299 905 $	1 903 161 $
09065	Price	1 660	73 978 797 $	59 748 $
32033	Princeville	6 065	486 140 858 $	647 141 $
42032	Racine	1 210	225 922 798 $	182 065 $
96040	Ragueneau	1 364	58 448 572 $	46 030 $
87010	Rapide-Danseur	355	34 444 478 $	25 805 $
84100	Rapides-des-Joachims	151	17 098 100 $	14 087 $
62037	Rawdon	11 327	1 142 207 019 $	1 563 309 $
85105	Rémigny	273	27 313 925 $	19 522 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
42098	Richmond	3 245	229 272 704 $	200 336 $
71133	Rigaud	7 714	1 039 562 232 $	1 436 442 $
10043	Rimouski	49 482	4 638 461 077 $	6 140 981 $
NR100	Rimouski-Neigette	5	8 282 890 $	6 390 $
80078	Ripon	1 611	202 513 838 $	163 729 $
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	161	11 864 381 $	9 670 $
04020	Rivière-à-Claude	115	9 748 700 $	7 107 $
34135	Rivière-à-Pierre	642	128 394 514 $	103 981 $
98055	Rivière-au-Tonnerre	267	21 675 415 $	17 828 $
71005	Rivière-Beaudette	2 253	262 690 596 $	211 456 $
13025	Rivière-Bleue	1 227	77 078 442 $	59 345 $
12072	Rivière-du-Loup	20 161	1 870 875 384 $	2 533 201 $
94215	Rivière-Éternité	481	34 780 020 $	27 795 $
89010	Rivière-Héva	1 655	131 177 501 $	108 688 $
14065	Rivière-Ouelle	987	145 414 570 $	115 772 $
79037	Rivière-Rouge	4 562	594 630 963 $	669 480 $
98050	Rivière-Saint-Jean	226	13 583 272 $	11 054 $
91025	Roberval	9 949	854 094 167 $	1 107 065 $
88010	Rochebaucourt	163	5 531 744 $	4 473 $
87015	Roquemaure	428	30 167 126 $	23 501 $
55037	Rougemont	2 894	345 910 857 $	278 828 $
86042	Rouyn-Noranda	42 636	4 248 298 259 $	5 814 144 $
48015	Roxton	1 070	152 277 510 $	123 458 $
48010	Roxton Falls	1 234	95 938 809 $	75 456 $
47047	Roxton Pond	3 782	430 620 500 $	446 690 $
95010	Sacré-Coeur	1 817	120 220 430 $	99 524 $
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	562	60 887 641 $	49 558 $
17015	Saint-Adalbert	515	57 347 925 $	43 989 $
08030	Saint-Adelme	467	33 208 153 $	25 995 $
35015	Saint-Adelphe	914	108 640 818 $	87 544 $
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 693	973 906 593 $	992 785 $
40010	Saint-Adrien	510	50 280 526 $	40 526 $
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	398	44 585 859 $	34 663 $
33045	Saint-Agapit	4 320	405 761 398 $	453 181 $
53015	Saint-Aimé	495	124 794 239 $	95 396 $
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 101	129 366 985 $	101 487 $
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	820	92 053 100 $	75 374 $
34097	Saint-Alban	1 290	145 096 261 $	117 116 $
39085	Saint-Albert	1 610	142 267 853 $	114 657 $
56055	Saint-Alexandre	2 720	301 990 074 $	247 826 $
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 181	162 617 008 $	134 917 $
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	286	14 508 200 $	12 159 $
63023	Saint-Alexis	1 479	191 988 182 $	147 438 $
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	519	26 382 929 $	21 050 $
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 951	356 050 333 $	286 385 $
27015	Saint-Alfred	534	46 585 705 $	38 156 $
05065	Saint-Alphonse	694	37 985 469 $	31 155 $
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 086	376 417 617 $	313 939 $
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 234	463 870 541 $	416 178 $
94255	Saint-Ambroise	3 742	313 902 623 $	326 423 $
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	4 120	441 740 076 $	465 481 $
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 110	240 823 286 $	209 396 $
14040	Saint-André	646	62 412 532 $	50 529 $
80027	Saint-André-Avellin	3 786	342 170 899 $	347 008 $
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 250	340 602 803 $	308 928 $
06040	Saint-André-de-Restigouche	165	10 028 885 $	8 110 $
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	485	34 116 654 $	26 793 $
69070	Saint-Anicet	2 532	544 251 934 $	427 805 $
19062	Saint-Anselme	4 054	400 176 706 $	430 230 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	140	40 275 410 $	32 750 $
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 627	272 440 913 $	226 528 $
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 669	260 468 119 $	215 660 $
12015	Saint-Antonin	4 246	292 988 496 $	332 751 $
33090	Saint-Apollinaire	6 551	674 885 661 $	898 357 $
46017	Saint-Armand	1 246	210 614 082 $	174 832 $
12065	Saint-Arsène	1 254	97 932 482 $	77 153 $
13100	Saint-Athanase	302	20 652 664 $	16 843 $
17055	Saint-Aubert	1 469	181 629 975 $	148 680 $
92005	Saint-Augustin	367	21 438 330 $	17 190 $
98012	Saint-Augustin	762	30 255 094 $	24 227 $
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	667	78 049 628 $	61 521 $
51025	Saint-Barnabé	1 219	95 077 924 $	77 732 $
54105	Saint-Barnabé-Sud	905	197 044 966 $	145 831 $
52055	Saint-Barthélemy	1 941	229 494 969 $	174 378 $
34038	Saint-Basile	2 635	251 154 743 $	208 932 $
28025	Saint-Benjamin	880	78 041 307 $	63 121 $
29100	Saint-Benoît-Labre	1 667	175 388 220 $	140 377 $
26055	Saint-Bernard	2 382	260 097 211 $	210 515 $
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 482	250 678 117 $	207 136 $
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	528	133 710 923 $	104 365 $
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 910	327 402 795 $	264 685 $
49125	Saint-Bonaventure	1 049	119 146 009 $	95 529 $
51085	Saint-Boniface	4 796	365 306 354 $	441 931 $
93030	Saint-Bruno	2 879	229 383 167 $	186 667 $
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 148	105 057 396 $	83 217 $
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	565	47 856 695 $	36 882 $
63055	Saint-Calixte	6 530	548 905 773 $	743 162 $
40025	Saint-Camille	524	56 801 231 $	45 828 $
28070	Saint-Camille-de-Lellis	785	62 898 882 $	49 736 $
34078	Saint-Casimir	1 470	113 561 816 $	93 255 $
50030	Saint-Célestin	795	60 134 778 $	49 348 $
50035	Saint-Célestin	625	94 841 323 $	77 559 $
55023	Saint-Césaire	5 910	675 439 869 $	898 566 $
61035	Saint-Charles-Borromée	14 097	1 277 408 062 $	1 714 652 $
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 491	257 746 137 $	211 267 $
94260	Saint-Charles-de-Bourget	753	67 296 542 $	54 030 $
09010	Saint-Charles-Garnier	251	16 317 513 $	11 995 $
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 654	301 595 651 $	249 863 $
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 327	269 655 860 $	252 899 $
69017	Saint-Chrysostome	2 587	313 240 321 $	235 748 $
42100	Saint-Claude	1 147	138 704 970 $	115 359 $
11005	Saint-Clément	480	30 887 298 $	25 090 $
07090	Saint-Cléophas	310	19 993 890 $	15 667 $
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	248	29 271 800 $	23 014 $
71045	Saint-Clet	1 667	211 577 358 $	175 910 $
62065	Saint-Côme	2 392	431 713 997 $	357 300 $
29057	Saint-Côme-Linière	3 308	234 298 510 $	216 094 $
52062	Saint-Cuthbert	1 795	237 732 321 $	192 425 $
12005	Saint-Cyprien	1 120	72 469 269 $	57 948 $
28040	Saint-Cyprien	498	40 804 100 $	32 925 $
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	758	80 183 125 $	65 568 $
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 858	395 899 385 $	482 179 $
07105	Saint-Damase	406	26 576 899 $	21 108 $
54017	Saint-Damase	2 562	381 562 497 $	308 076 $
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	587	52 578 719 $	43 363 $
62075	Saint-Damien	2 028	308 421 029 $	250 607 $
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 977	183 287 802 $	150 953 $
53005	Saint-David	851	150 175 267 $	118 191 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 793	921 433 249 $	743 081 $
14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	521	89 891 783 $	72 515 $
42025	Saint-Denis-de-Brompton	4 068	646 680 055 $	710 440 $
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 318	375 983 802 $	308 265 $
52090	Saint-Didace	589	121 141 184 $	94 879 $
54060	Saint-Dominique	2 574	325 318 187 $	265 161 $
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	451	26 233 923 $	21 486 $
09030	Saint-Donat	874	69 222 281 $	56 281 $
62060	Saint-Donat	4 089	1 419 529 906 $	1 548 071 $
77022	Sainte-Adèle	13 262	1 870 921 985 $	2 545 765 $
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 155	159 145 989 $	132 003 $
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 692	1 580 354 653 $	2 144 883 $
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	1 015	56 000 194 $	44 928 $
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 928	227 563 866 $	181 241 $
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	611	44 474 400 $	36 400 $
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 856	285 864 776 $	231 689 $
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 077	193 651 025 $	159 041 $
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 622	134 861 646 $	109 306 $
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	609	74 084 884 $	61 477 $
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 069	304 444 819 $	231 197 $
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 757	744 388 828 $	784 804 $
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 590	265 554 649 $	208 254 $
79115	Sainte-Anne-du-Lac	582	79 292 900 $	63 149 $
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	574	61 479 987 $	51 233 $
28015	Sainte-Aurélie	906	91 084 705 $	71 932 $
69065	Sainte-Barbe	1 424	231 356 100 $	188 641 $
62020	Sainte-Béatrix	1 986	248 801 337 $	197 350 $
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 417	306 622 089 $	221 471 $
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	7 704	759 919 018 $	1 010 870 $
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	790	111 705 640 $	83 826 $
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 863	869 729 056 $	1 160 937 $
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	360	40 190 731 $	31 334 $
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 104	236 737 037 $	190 107 $
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	896	93 762 491 $	73 010 $
48020	Sainte-Christine	659	92 580 258 $	75 663 $
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	554	133 337 655 $	106 264 $
19055	Sainte-Claire	3 542	359 916 587 $	353 119 $
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	662	67 527 594 $	54 860 $
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	2 058	247 157 777 $	205 126 $
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 640	143 041 402 $	117 214 $
33102	Sainte-Croix	2 486	323 034 858 $	261 632 $
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	726	92 727 435 $	75 722 $
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	386	20 136 609 $	16 080 $
68045	Saint-Édouard	1 360	204 385 535 $	161 008 $
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	608	46 857 290 $	37 224 $
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 250	153 124 019 $	124 220 $
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	773	55 389 366 $	44 914 $
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	506	81 870 906 $	65 963 $
52030	Sainte-Élisabeth	1 481	217 553 892 $	176 170 $
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	365	54 902 912 $	43 854 $
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 685	183 300 549 $	146 535 $
50005	Sainte-Eulalie	916	114 806 358 $	94 330 $
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	330	27 801 270 $	22 318 $
20010	Sainte-Famille	825	147 926 590 $	121 152 $
08023	Sainte-Félicité	1 116	68 061 101 $	56 723 $
17025	Sainte-Félicité	385	23 583 950 $	19 499 $
09085	Sainte-Flavie	923	86 644 100 $	70 318 $
07010	Sainte-Florence	393	17 626 184 $	14 072 $
11030	Sainte-Françoise	381	31 244 336 $	25 540 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
38035	Sainte-Françoise	473	51 427 580 $	42 582 $
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 028	123 528 795 $	102 866 $
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 452	256 101 208 $	211 146 $
87030	Sainte-Germaine-Boulé	934	50 106 940 $	40 272 $
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	809	47 178 967 $	38 031 $
91030	Sainte-Hedwidge	888	58 053 098 $	45 579 $
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 743	248 435 799 $	196 877 $
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	377	52 460 681 $	43 585 $
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	881	64 636 073 $	52 124 $
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	376	24 319 845 $	19 098 $
26040	Sainte-Hénédine	1 290	138 455 735 $	110 986 $
07040	Sainte-Irène	352	37 645 146 $	30 567 $
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	311	22 663 651 $	18 542 $
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 090	71 939 081 $	58 879 $
63060	Sainte-Julienne	10 387	837 812 403 $	1 132 277 $
28045	Sainte-Justine	1 837	124 307 958 $	101 436 $
71115	Sainte-Justine-de-Newton	961	176 803 012 $	143 718 $
51075	Saint-Élie	2 002	195 071 157 $	157 526 $
11035	Saint-Éloi	302	28 545 397 $	23 220 $
17060	Sainte-Louise	701	56 660 333 $	44 331 $
50095	Saint-Elphège	284	55 066 152 $	45 017 $
09092	Sainte-Luce	2 889	261 211 805 $	214 350 $
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	295	25 461 707 $	20 448 $
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 355	198 446 171 $	161 301 $
05050	Saint-Elzéar	451	27 412 746 $	21 870 $
26022	Saint-Elzéar	2 450	235 437 238 $	187 792 $
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	337	21 336 228 $	17 293 $
54025	Sainte-Madeleine	2 430	212 955 231 $	173 588 $
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 658	180 893 740 $	150 179 $
26035	Sainte-Marguerite	1 164	128 855 366 $	103 878 $
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 999	571 092 588 $	463 306 $
07005	Sainte-Marguerite-Marie	192	10 980 827 $	8 711 $
26030	Sainte-Marie	13 889	1 258 677 590 $	1 861 129 $
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	424	46 478 960 $	37 326 $
54030	Sainte-Marie-Madeleine	3 020	394 413 900 $	311 121 $
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 180	110 855 341 $	91 762 $
71110	Sainte-Marthe	1 091	219 114 406 $	176 509 $
70012	Sainte-Martine	5 572	596 685 389 $	808 083 $
61050	Sainte-Mélanie	3 154	342 159 085 $	292 897 $
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	557	70 693 329 $	56 642 $
50057	Sainte-Monique	533	88 220 535 $	69 079 $
93075	Sainte-Monique	874	141 849 396 $	115 036 $
08040	Sainte-Paule	222	27 803 544 $	22 871 $
17030	Sainte-Perpétue	1 667	98 463 339 $	79 238 $
50050	Sainte-Perpétue	964	128 745 688 $	105 259 $
20030	Sainte-Pétronille	1 009	186 252 620 $	154 613 $
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 526	203 523 591 $	166 459 $
12030	Saint-Épiphane	834	58 735 244 $	46 836 $
31050	Sainte-Praxède	378	101 015 415 $	80 753 $
11015	Sainte-Rita	276	22 355 074 $	18 091 $
28030	Sainte-Rose-de-Watford	758	65 213 619 $	52 298 $
94230	Sainte-Rose-du-Nord	412	51 644 832 $	42 072 $
28065	Sainte-Sabine	373	32 723 629 $	26 512 $
46105	Sainte-Sabine	1 171	148 503 983 $	121 719 $
39105	Sainte-Séraphine	399	52 398 848 $	42 557 $
75028	Sainte-Sophie	16 512	1 421 248 069 $	1 931 695 $
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	728	70 186 437 $	57 458 $
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	673	73 306 543 $	60 796 $
63030	Saint-Esprit	2 023	285 584 391 $	231 102 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
35050	Sainte-Thècle	2 439	208 079 293 $	173 020 $
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 056	54 435 560 $	44 807 $
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	547	103 503 844 $	80 452 $
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	838	145 144 331 $	117 727 $
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	616	153 682 360 $	127 891 $
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 596	341 335 721 $	406 592 $
49105	Saint-Eugène	1 153	161 949 703 $	125 870 $
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	526	34 591 385 $	27 382 $
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	469	45 958 633 $	35 184 $
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	418	44 029 816 $	35 696 $
51040	Sainte-Ursule	1 376	117 876 631 $	95 996 $
13030	Saint-Eusèbe	618	39 579 759 $	32 944 $
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	506	81 561 003 $	66 400 $
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 516	289 477 002 $	224 832 $
10070	Saint-Fabien	1 883	179 801 088 $	144 418 $
18015	Saint-Fabien-de-Panet	956	71 034 092 $	57 368 $
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 742	627 852 542 $	647 498 $
91042	Saint-Félicien	10 222	935 391 541 $	1 265 397 $
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	931	63 564 333 $	51 049 $
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 596	168 909 757 $	135 627 $
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 553	638 849 634 $	856 602 $
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 102	131 673 318 $	109 614 $
32013	Saint-Ferdinand	2 073	252 907 942 $	210 063 $
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 330	632 348 096 $	585 442 $
33052	Saint-Flavien	1 684	169 419 741 $	136 549 $
31030	Saint-Fortunat	256	38 217 712 $	30 878 $
20005	Saint-François	528	138 364 142 $	112 506 $
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 655	186 603 157 $	148 732 $
06055	Saint-François-d'Assise	671	31 017 522 $	24 378 $
91015	Saint-François-de-Sales	636	41 101 210 $	32 822 $
50128	Saint-François-du-Lac	1 948	192 578 988 $	151 122 $
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 325	218 279 909 $	173 618 $
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	238	19 713 809 $	15 355 $
27065	Saint-Frédéric	1 100	99 304 036 $	80 472 $
94235	Saint-Fulgence	2 043	174 200 280 $	140 822 $
52080	Saint-Gabriel	2 821	166 518 547 $	133 478 $
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 645	318 392 785 $	259 132 $
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 168	90 569 744 $	70 675 $
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 286	384 234 080 $	351 489 $
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	758	38 663 447 $	31 743 $
93035	Saint-Gédéon	2 071	294 288 706 $	237 999 $
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 213	161 069 592 $	129 526 $
29073	Saint-Georges	32 771	2 798 051 153 $	3 764 589 $
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 101	213 133 286 $	168 873 $
40032	Saint-Georges-de-Windsor	965	97 115 873 $	78 601 $
53085	Saint-Gérard-Majella	267	44 681 716 $	35 906 $
14045	Saint-Germain	276	34 783 100 $	27 105 $
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 930	493 949 166 $	611 200 $
19075	Saint-Gervais	2 133	234 266 038 $	187 960 $
34060	Saint-Gilbert	291	25 125 256 $	20 136 $
33035	Saint-Gilles	2 503	279 746 185 $	223 660 $
05015	Saint-Godefroi	388	21 051 870 $	17 293 $
49113	Saint-Guillaume	1 580	185 161 333 $	149 970 $
11020	Saint-Guy	75	13 474 666 $	10 640 $
19068	Saint-Henri	5 609	653 950 497 $	887 370 $
93070	Saint-Henri-de-Taillon	777	123 939 618 $	101 677 $
44015	Saint-Herménégilde	689	121 469 374 $	97 399 $
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	101	41 689 560 $	33 272 $
16050	Saint-Hilarion	1 204	104 487 622 $	86 161 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
75045	Saint-Hippolyte	9 433	1 296 917 951 $	1 769 331 $
94240	Saint-Honoré	6 098	526 426 335 $	703 105 $
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 609	166 774 293 $	129 533 $
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	786	47 863 166 $	36 192 $
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 306	135 810 274 $	112 788 $
54100	Saint-Hugues	1 244	226 908 960 $	170 712 $
54048	Saint-Hyacinthe	55 707	6 222 186 170 $	9 601 847 $
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 083	199 750 089 $	161 685 $
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	666	115 948 500 $	93 332 $
15005	Saint-Irénée	677	131 472 243 $	107 996 $
26063	Saint-Isidore	3 104	372 630 936 $	317 445 $
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	661	108 126 513 $	86 266 $
63013	Saint-Jacques	4 129	438 202 900 $	472 034 $
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	203	34 498 900 $	27 658 $
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	713	76 804 383 $	61 081 $
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 665	260 013 580 $	201 954 $
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 038	100 015 537 $	82 616 $
20015	Saint-Jean	1 047	253 476 858 $	204 384 $
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	370	50 208 141 $	39 721 $
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	182	9 601 555 $	7 797 $
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 605	92 429 610 $	75 134 $
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	291	28 867 785 $	23 117 $
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 572	545 419 926 $	644 810 $
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 324	323 566 373 $	295 930 $
21020	Saint-Joachim	1 497	136 376 897 $	112 763 $
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 412	168 124 919 $	134 312 $
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 957	382 726 972 $	474 086 $
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 815	198 369 919 $	158 008 $
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	437	34 989 095 $	27 279 $
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	490	41 770 227 $	34 421 $
27050	Saint-Joseph-des-Érables	441	44 906 247 $	37 184 $
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 578	202 790 138 $	165 837 $
54110	Saint-Jude	1 264	191 956 687 $	145 091 $
27055	Saint-Jules	600	54 636 640 $	43 600 $
31035	Saint-Julien	394	48 732 592 $	38 865 $
18005	Saint-Just-de-Bretenières	672	55 637 746 $	42 407 $
13040	Saint-Juste-du-Lac	549	44 844 766 $	35 607 $
51045	Saint-Justin	1 030	114 417 260 $	89 737 $
87120	Saint-Lambert	211	6 281 880 $	4 851 $
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 709	698 756 270 $	953 403 $
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 691	321 554 189 $	267 081 $
71105	Saint-Lazare	20 314	2 640 318 740 $	3 581 299 $
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 308	125 496 012 $	104 030 $
08065	Saint-Léandre	391	30 116 304 $	23 501 $
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 455	232 915 488 $	189 749 $
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 095	122 910 654 $	100 327 $
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 148	109 610 109 $	90 631 $
07030	Saint-Léon-le-Grand	941	55 957 940 $	44 813 $
51035	Saint-Léon-le-Grand	993	115 642 067 $	88 188 $
54072	Saint-Liboire	3 150	330 417 478 $	283 262 $
63065	Saint-Liguori	2 026	224 058 161 $	182 162 $
63048	Saint-Lin-Laurentides	21 867	1 736 920 581 $	2 310 185 $
54120	Saint-Louis	771	105 239 554 $	85 702 $
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 016	116 094 105 $	91 653 $
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	403	40 366 470 $	32 474 $
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 565	238 274 383 $	191 356 $
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 251	67 965 637 $	55 012 $
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	459	54 760 342 $	43 877 $
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	603	51 246 568 $	42 450 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
49030	Saint-Lucien	1 732	174 615 210 $	138 234 $
30072	Saint-Ludger	1 173	92 797 140 $	74 617 $
93080	Saint-Ludger-de-Milot	666	56 335 962 $	46 091 $
28075	Saint-Magloire	689	74 926 811 $	62 070 $
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 341	147 037 933 $	115 697 $
19025	Saint-Malachie	1 560	149 517 116 $	121 826 $
44003	Saint-Malo	490	74 264 956 $	60 198 $
88040	Saint-Marc-de-Figuery	889	73 663 106 $	59 574 $
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 936	219 689 381 $	175 971 $
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	413	36 120 548 $	28 215 $
17020	Saint-Marcel	447	46 226 437 $	37 567 $
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	530	109 094 486 $	87 857 $
10025	Saint-Marcellin	334	47 421 515 $	37 674 $
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 189	350 982 741 $	283 159 $
29045	Saint-Martin	2 529	190 089 199 $	153 058 $
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	669	86 347 742 $	67 521 $
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	756	77 371 514 $	63 108 $
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 446	231 623 355 $	188 539 $
37230	Saint-Maurice	3 379	266 934 216 $	239 357 $
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 061	59 654 789 $	49 678 $
11025	Saint-Médard	204	10 927 391 $	8 595 $
68050	Saint-Michel	3 183	452 956 434 $	389 654 $
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 919	262 637 810 $	217 219 $
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 379	489 340 102 $	398 563 $
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 158	71 760 784 $	55 669 $
12020	Saint-Modeste	1 233	96 973 002 $	78 325 $
07095	Saint-Moïse	540	40 087 764 $	30 919 $
37240	Saint-Narcisse	1 846	146 521 348 $	121 644 $
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 155	153 793 183 $	124 567 $
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 001	92 492 035 $	75 410 $
93045	Saint-Nazaire	2 154	156 493 517 $	125 921 $
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	831	136 169 074 $	110 495 $
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	358	37 630 320 $	29 186 $
19045	Saint-Nérée	765	78 753 793 $	62 227 $
07100	Saint-Noël	428	19 178 295 $	15 044 $
52070	Saint-Norbert	1 075	128 458 538 $	104 947 $
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 260	132 975 726 $	108 553 $
09055	Saint-Octave-de-Métis	525	33 724 862 $	27 172 $
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 467	128 099 318 $	103 669 $
17005	Saint-Omer	299	27 597 130 $	22 733 $
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	583	38 672 220 $	30 639 $
53032	Saint-Ours	1 706	266 895 080 $	209 662 $
14070	Saint-Pacôme	1 573	104 224 365 $	86 490 $
17010	Saint-Pamphile	2 575	137 658 023 $	111 743 $
14018	Saint-Pascal	3 443	263 532 584 $	245 572 $
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 098	142 858 729 $	116 131 $
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 071	351 835 462 $	288 753 $
61005	Saint-Paul	6 103	535 940 548 $	718 655 $
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 915	386 213 135 $	311 934 $
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	328	26 666 896 $	20 831 $
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 974	288 666 135 $	232 905 $
18030	Saint-Paul-de-Montminy	788	91 565 142 $	73 683 $
51060	Saint-Paulin	1 500	128 186 128 $	101 241 $
19005	Saint-Philémon	690	101 281 305 $	79 409 $
29065	Saint-Philibert	370	42 822 000 $	33 932 $
14060	Saint-Philippe-de-Néri	863	53 889 830 $	43 944 $
54008	Saint-Pie	5 780	684 428 983 $	879 804 $
49130	Saint-Pie-de-Guire	460	69 852 442 $	56 433 $
61020	Saint-Pierre	338	42 682 563 $	35 312 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	942	96 926 588 $	79 567 $
32050	Saint-Pierre-Baptiste	521	83 659 800 $	68 512 $
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	910	105 434 623 $	87 647 $
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	113	13 741 151 $	11 505 $
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 737	250 608 870 $	201 199 $
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 225	119 409 259 $	96 277 $
72043	Saint-Placide	1 696	285 651 559 $	231 654 $
71020	Saint-Polycarpe	2 266	309 943 040 $	249 785 $
91035	Saint-Prime	2 753	205 807 658 $	166 121 $
28020	Saint-Prosper	3 667	227 422 289 $	229 086 $
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	528	67 670 856 $	52 962 $
19082	Saint-Raphaël	2 555	222 994 491 $	177 005 $
34128	Saint-Raymond	10 373	1 150 525 430 $	1 553 691 $
68055	Saint-Rémi	8 530	996 723 766 $	1 311 189 $
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	465	61 487 526 $	50 180 $
29050	Saint-René	771	61 897 170 $	49 802 $
08035	Saint-René-de-Matane	1 073	54 368 648 $	44 256 $
53020	Saint-Robert	1 785	192 208 678 $	153 985 $
30070	Saint-Robert-Bellarmin	662	53 011 593 $	42 906 $
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 222	614 838 110 $	795 562 $
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	373	60 682 539 $	49 638 $
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 238	221 577 166 $	180 981 $
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	949	108 575 919 $	88 234 $
63040	Saint-Roch-Ouest	283	64 806 300 $	53 090 $
30100	Saint-Romain	734	92 511 003 $	74 443 $
39145	Saint-Rosaire	917	117 797 506 $	95 306 $
39130	Saint-Samuel	785	70 835 101 $	55 733 $
26010	Saints-Anges	1 209	119 339 825 $	98 210 $
77043	Saint-Sauveur	10 752	2 298 332 166 $	3 112 854 $
30085	Saint-Sébastien	706	63 429 407 $	52 017 $
56050	Saint-Sébastien	778	217 828 893 $	152 044 $
51030	Saint-Sévère	323	36 105 062 $	29 871 $
27070	Saint-Séverin	286	41 447 035 $	33 962 $
35020	Saint-Séverin	855	63 089 357 $	52 395 $
05055	Saint-Siméon	1 150	81 671 147 $	66 677 $
15058	Saint-Siméon	1 219	117 695 367 $	94 144 $
11055	Saint-Simon	421	58 311 082 $	45 834 $
54090	Saint-Simon	1 330	220 259 555 $	170 679 $
29125	Saint-Simon-les-Mines	603	53 511 030 $	41 285 $
80070	Saint-Sixte	515	51 051 500 $	41 701 $
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	255	90 683 742 $	75 295 $
37245	Saint-Stanislas	1 024	107 075 525 $	88 753 $
92070	Saint-Stanislas	362	26 952 513 $	21 971 $
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 632	266 174 161 $	211 640 $
38005	Saint-Sylvère	824	80 239 739 $	62 255 $
33007	Saint-Sylvestre	1 004	137 243 233 $	111 845 $
71015	Saint-Télesphore	782	150 103 862 $	120 895 $
07070	Saint-Tharcisius	427	21 490 461 $	17 743 $
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 494	183 280 080 $	141 427 $
29005	Saint-Théophile	728	104 733 738 $	80 559 $
61027	Saint-Thomas	3 398	426 295 423 $	393 251 $
92045	Saint-Thomas-Didyme	657	61 053 492 $	47 464 $
34085	Saint-Thuribe	282	35 460 365 $	27 453 $
35027	Saint-Tite	3 807	343 107 746 $	366 459 $
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 520	173 681 405 $	141 775 $
34090	Saint-Ubalde	1 384	223 389 548 $	172 070 $
08073	Saint-Ulric	1 558	122 508 613 $	101 876 $
16055	Saint-Urbain	1 459	140 059 364 $	112 372 $
70005	Saint-Urbain-Premier	1 305	186 659 593 $	149 146 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
56030	Saint-Valentin	459	111 232 440 $	91 661 $
39135	Saint-Valère	1 268	132 791 999 $	108 437 $
10060	Saint-Valérien	911	69 809 133 $	56 869 $
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 889	260 752 080 $	207 274 $
19117	Saint-Vallier	1 083	133 301 053 $	110 873 $
44005	Saint-Venant-de-Paquette	96	26 500 524 $	21 797 $
07075	Saint-Vianney	456	25 347 831 $	21 001 $
27008	Saint-Victor	2 431	225 829 955 $	184 965 $
50023	Saint-Wenceslas	1 116	126 550 890 $	101 869 $
28005	Saint-Zacharie	1 639	117 183 517 $	97 248 $
62080	Saint-Zénon	1 217	206 674 082 $	165 088 $
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	348	29 397 424 $	24 256 $
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	696	103 463 950 $	84 396 $
71025	Saint-Zotique	8 338	912 885 269 $	1 211 280 $
70052	Salaberry-de-Valleyfield	41 578	4 004 199 903 $	5 347 748 $
07085	Sayabec	1 753	139 089 672 $	113 150 $
97040	Schefferville	240	45 644 856 $	36 921 $
41080	Scotstown	489	25 557 554 $	20 863 $
26048	Scott	2 435	257 473 525 $	200 600 $
89040	Senneterre	2 866	179 053 746 $	143 657 $
89045	Senneterre	1 180	82 162 000 $	66 713 $
97007	Sept-Îles	24 992	3 191 825 631 $	4 416 568 $
NR971	Sept-Rivières	113	27 424 732 $	22 007 $
22020	Shannon	6 223	518 240 457 $	702 784 $
36033	Shawinigan	49 108	3 574 332 085 $	4 837 841 $
84010	Shawville	1 617	141 370 307 $	113 366 $
84095	Sheenboro	107	71 054 016 $	58 906 $
47035	Shefford	6 788	896 997 059 $	1 215 968 $
05010	Shigawake	273	16 143 197 $	12 963 $
53052	Sorel-Tracy	35 156	2 920 731 196 $	3 983 898 $
46045	Stanbridge East	870	106 123 001 $	88 123 $
46030	Stanbridge Station	277	48 549 700 $	39 300 $
45008	Stanstead	2 851	211 248 178 $	173 525 $
45025	Stanstead	936	586 965 091 $	474 576 $
44050	Stanstead-Est	616	120 707 000 $	94 843 $
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 937	364 406 000 $	282 755 $
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 703	434 012 001 $	588 283 $
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	286	24 585 858 $	18 996 $
42005	Stoke	2 910	332 313 946 $	264 701 $
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	8 505	1 252 157 461 $	1 711 857 $
30105	Stornoway	535	62 944 833 $	49 714 $
30110	Stratford	1 033	230 766 334 $	185 429 $
45105	Stukely-Sud	1 067	136 195 696 $	108 978 $
46058	Sutton	4 070	1 096 276 721 $	1 178 241 $
95005	Tadoussac	826	101 918 361 $	84 576 $
87042	Taschereau	945	36 358 640 $	29 871 $
85005	Témiscaming	2 275	258 084 737 $	200 257 $
NR850	Témiscamingue	103	84 585 904 $	61 383 $
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	4 966	450 037 980 $	363 872 $
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 977	197 427 203 $	160 227 $
84045	Thorne	300	127 112 850 $	101 274 $
80050	Thurso	2 820	233 321 272 $	193 147 $
39025	Tingwick	1 418	167 704 458 $	136 624 $
17035	Tourville	596	26 373 222 $	21 774 $
88075	Trécesson	1 176	102 806 828 $	83 556 $
71125	Très-Saint-Rédempteur	958	104 145 600 $	85 988 $
69030	Très-Saint-Sacrement	1 252	245 142 100 $	190 757 $
27060	Tring-Jonction	1 507	97 818 984 $	79 777 $
11040	Trois-Pistoles	3 289	199 622 460 $	182 364 $

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 95 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.[1]

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2018.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2018	Richesse foncière uniformisée 2016 ($)	Facture réelle 2018[2] ($)
35055	Trois-Rives	462	143 602 920 $	118 827 $
42078	Ulverton	440	59 885 934 $	48 185 $
48038	Upton	2 131	227 582 078 $	186 270 $
33070	Val-Alain	965	101 327 846 $	81 894 $
07080	Val-Brillant	912	70 277 207 $	57 849 $
42055	Valcourt	2 263	208 871 543 $	169 308 $
42060	Valcourt	1 035	127 764 700 $	104 796 $
78010	Val-David	4 999	662 772 979 $	811 378 $
80140	Val-des-Bois	891	172 864 700 $	139 494 $
78100	Val-des-Lacs	701	197 514 300 $	164 202 $
89008	Val-d'Or	33 011	3 016 451 134 $	4 164 112 $
42095	Val-Joli	1 607	181 147 938 $	145 747 $
NR890	Vallée-de-l'Or	328	2 441 300 $	1 915 $
26015	Vallée-Jonction	1 968	155 542 702 $	126 286 $
78005	Val-Morin	2 888	451 921 698 $	365 845 $
30015	Val-Racine	208	33 092 500 $	27 544 $
87105	Val-Saint-Gilles	177	7 142 124 $	5 650 $
71083	Vaudreuil-Dorion	38 834	5 278 508 213 $	7 008 742 $
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 345	230 578 900 $	190 502 $
56005	Venise-en-Québec	1 766	265 194 185 $	210 841 $
39062	Victoriaville	46 339	3 746 480 846 $	5 073 308 $
85025	Ville-Marie	2 546	212 518 679 $	172 115 $
32085	Villeroy	457	57 576 389 $	47 699 $
84070	Waltham	365	56 791 548 $	45 551 $
47030	Warden	369	24 948 351 $	20 274 $
39077	Warwick	4 699	442 691 208 $	527 805 $
47025	Waterloo	4 691	333 379 068 $	395 589 $
44080	Waterville	2 109	200 333 047 $	164 517 $
41098	Weedon	2 620	279 526 126 $	227 906 $
76035	Wentworth	548	263 096 500 $	213 562 $
77060	Wentworth-Nord	1 526	497 607 709 $	405 389 $
41065	Westbury	1 033	108 784 400 $	89 177 $
49040	Wickham	2 533	224 850 632 $	182 648 $
42088	Windsor	5 508	459 270 423 $	616 895 $
40017	Wotton	1 424	119 194 383 $	97 186 $
51020	Yamachiche	2 862	272 558 642 $	217 044 $
53072	Yamaska	1 589	176 665 316 $	142 141 $
1040		**2 597 542**	**283 348 961 408 $**	**314 394 812 $**

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
[2] Le montant indiqué tient compte de l'aide financière octroyée par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 96 : **Fournir toute étude, tout document ou toute analyse produits depuis le 18 octobre 2018 au sujet d'un changement au mode de nomination du Directeur général de la Sûreté du Québec.**

Les documents produits par le ministère de la Sécurité publique sont des mémoires, des avis, des analyses et des recommandations qui ont notamment permis d'élaborer le Projet de loi n° 1 - *Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales.*

Ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 33, 34, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 97 : **La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2018-2019.**

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE MOYENNE[1]	CAPACITÉ DISPONIBLE MOYENNE[2]	POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE[3]	TAUX D'OCCUPATION[4]	COÛT/JOUR[5] ($)	DÉPENSES PROBABLES[6] (k$)
Amos[7]	122	139	128	92 %	558	26 019
Baie-Comeau	94	107	56	52 %	345	7 054
Hull	204	232	201	87 %	256	18 810
Leclerc de Laval	322	366	203	55 %	374	27 641
Montréal	1 234	1 402	1 199	86 %	211	92 400
New Carlisle et Havre-Aubert	94	107	77	72 %	300	8 374
Percé	40	46	41	89 %	437	6 529
Québec (hommes et femmes)	656	745	595	80 %	280	60 829
Rimouski	106	121	102	84 %	315	11 766
Rivière-des-Prairies	476	541	489	90 %	317	56 671
Roberval	211	241	174	73 %	474	30 165
Sept-Îles	48	55	36	65 %	1 567	20 565
Sherbrooke	264	300	281	94 %	207	21 237
Sorel-Tracy	225	256	237	93 %	523	45 228
St-Jérôme	345	392	409	104 %	246	36 794
Trois-Rivières	263	299	237	79 %	224	19 394

[1] La capacité opérationnelle moyenne correspond à 88 % de la capacité disponible moyenne.

[2] La capacité disponible moyenne correspond à la capacité réelle moyenne moins les places fermées du 1er avril 2018 au 31 mars 2019 (projection en date de février 2019).

[3] Population moyenne quotidienne en institution du 1er avril 2018 au 31 mars 2019 (projection en date de février 2019).

[4] Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité disponible moyenne.

[5] Coût/jour: = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 365 jours).

[6] Les dépenses probables sont une projection au 31 décembre 2018.

[7] Les dépenses liées au nouvel établissement avant l'ouverture n'ont pas été considérées lors de l'analyse puisqu'aucune personne incarcérée n'était détenue à cet endroit.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 98 : **Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque établissement de détention pour l'année financière 2018-2019[1].**

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	TAUX D'OCCUPATION[2]
Amos	132 %
Baie-Comeau	82 %
Hull*	104 %
Leclerc de Laval	77 %
Montréal*	100 %
New Carlisle	95 %
Percé	96 %
Québec (homme et femme)	102 %
Rimouski	120 %
Rivière-des-Prairies	113 %
Roberval*	100 %
Sept-Îles	87 %
Sherbrooke	113 %
Sorel*	100 %
St-Jérôme	126 %
Trois-Rivières	111 %

[1] Du 1er avril 2018 au 31 janvier 2019.
[2] Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité disponible quotidienne.
* Ces établissements de détention présentent des places fixes pour peines discontinues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 100 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour les années 2017-2018 et 2018-2019. Ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES	DÉPENSES[1] DES TRANSFERTS
	2018-2019 (11 mois)	2018-2019 (11 mois) (en $)
Amos	1 701	338 983
Baie-Comeau	316	111 555
Montréal [3]	3 622	203 655
Rivière-des-Prairies [2]	3 907	
Leclerc de Laval [3]	1 050	15 247
Québec (femmes)	367	454 227
Québec (hommes)	2 377	
Hull	975	106 243
New Carlisle	253	53 202
Havre-Aubert	-	
Percé	85	20 415
Rimouski	402	87 400
Roberval	597	78 139
Sept-Îles	75	7 443
Sherbrooke	1 388	215 650
Sorel	1 055	127 213
St-Jérôme	4 763	651 766
Trois-Rivières	1 067	118 030

[1] La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

[2] Les transferts sont effectués par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

[3] Les transferts sont effectués par d'autres établissements de détention.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 101 : **Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2017-2018 et 2018-2019. Ventilation par établissement de détention.**

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES (COMPARUTIONS)	DÉPENSES[1] DES TRANSFERTS (COMPARUTIONS)
	2018-2019 (11 mois)	2018-2019 (11 mois) (en $)
Amos	4 694	557 386
Baie-Comeau [2]	667	-
Montréal [3]	10 702	2 010 075
Rivière-des-Prairies [3]	12 339	
Leclerc de Laval [3]	2 983	
Québec (femmes)	898	362 228
Québec (hommes)	7 560	
Hull	4 537	22 675
New Carlisle	680	111 613
Havre-Aubert	-	
Percé	4	-
Rimouski	1 210	93 436
Roberval	2 917	233 162
Sept-Îles	497	19 094
Sherbrooke	6 513	127 398
Sorel	2 422	191 783
St-Jérôme	10 518	528 861
Trois-Rivières	3 480	356 622

[1] La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

[2] Le palais de justice étant à proximité de l'établissement de détention, cela ne génère aucuns frais de transport relatifs aux comparutions.

[3] Les comparutions sont effectuées par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 102 : État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.

L'Établissement de détention d'Amos est prêt à accueillir la clientèle prévenue en provenance du Nunavik. Le renouvellement de l'Entente avec l'Administration régionale Kativik concernant la prestation des services policiers prévoit que le Corps de police régional Kativik mettra en place un pont aérien.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 103 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2019; ventilation par condamné et prévenu.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	PLACES OCCUPÉES [1]	
	Condamnés	Prévenus
Amos	39	93
Baie-Comeau	28	21
Hull	93	95
Leclerc de Laval[2]	130	77
Montréal	654	529
New Carlisle	53	22
Percé	38	-
Québec (femme)	32	18
Québec (homme)	253	238
Rimouski	62	41
Rivière-des-Prairies	43	370
Roberval	92	74
Sept-Îles	20	17
Sherbrooke	161	108
Sorel	149	96
St-Jérôme	270	97
Trois-Rivières	112	112

[1] Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes excluant les peines discontinues à 23h59 le 31 janvier 2019.

[2] Depuis mai 2017, la clientèle est exclusivement féminine.

[*] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 104 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2019.

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - année 2018-2019[1]

SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	EDF	EDQ	EDL	EDM	EDP	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TRR
Aliments et drogues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Armes à feu	3	1	-	10	4	54	-	10	-	8	3	8	6	8	13	8	4
Assurance-chômage	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Autres délits au Code criminel	109	17	72	288	203	533	2	161	19	140	47	98	16	165	274	146	44
Autres infractions aux lois québécoises	-	1	1	9	7	30	-	3	-	7	2	1	-	6	14	13	6
Autres infractions aux règlements municipaux	16	1	2	29	63	180	-	163	1	11	-	47	17	88	97	34	34
Autres infractions aux statuts fédéraux	-	-	-	1	1	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres infractions contre la personne	29	10	9	86	22	152	5	35	7	31	29	32	7	31	51	17	19
Autres infractions contre la propriété	3	-	1	3	2	6	-	2	-	2	-	1	1	3	3	-	-
Autres infractions québécoises (circulation)	-	-	-	1	1	4	-	1	-	1	-	-	-	3	-	-	1
Complot, complicité, tentative	3	1	3	26	12	74	-	4	3	11	2	9	2	19	18	20	12
Conservation de la faune	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Extorsion	2	-	-	6	4	20	-	-	-	3	2	2	-	5	6	2	1
Fraude, corruption et escroquerie	2	1	7	13	36	55	-	3	-	5	4	3	-	9	15	4	4
Homicide	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immigration	-	-	-	-	5	9	-	-	-	-	-	-	-	3	1	4	-
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	7	5	3	28	13	76	-	20	5	7	10	9	3	36	22	20	10
Infractions contre l'état	13	4	6	30	14	76	-	30	3	43	2	20	5	16	32	16	7
Infractions d'ordre sexuel	12	3	-	38	1	95	22	9	3	4	5	10	-	8	55	25	10
Infractions fédérales (boissons & circulation)	30	9	12	107	63	179	-	48	16	5	23	37	3	65	105	50	35
Infractions municipales (circulation)	-	-	-	-	5	1	-	1	-	-	-	-	-	15	2	-	-
Infractions provinciales (boissons & circulation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-
Introduction par effraction	43	5	9	101	27	219	1	49	15	20	10	50	9	51	88	42	44
Loi sur les Indiens	-	-	-	-	3	19	-	-	-	-	-	-	-	3	1	-	-
Main-d'œuvre	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	3	-	-
Méfait, incendie, dommage	22	5	1	32	35	92	-	27	9	16	12	20	3	19	22	5	16
Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions	54	11	35	148	123	462	-	63	7	265	19	44	13	97	183	66	53
Outrage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paris, prostitution, mœurs	11	-	1	19	3	50	8	12	3	4	7	15	1	11	25	10	11
Recel	2	-	-	9	17	56	-	10	2	8	6	3	-	17	18	7	8
Stupéfiants	54	14	29	206	138	635	2	164	28	96	30	81	14	144	240	104	121
Tentative de meurtre	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Voies de fait	129	16	25	144	90	391	-	68	26	58	32	79	26	68	196	81	54
Vol qualifié	4	-	4	26	18	114	-	10	1	22	-	10	-	9	25	10	4
Vol simple	14	2	3	34	33	227	-	52	5	59	7	15	2	26	112	16	77
Vol simple de moins de 1 000 $	11	3	11	37	33	123	-	24	5	20	13	28	3	40	16	9	16

[1] Données compilées en date du 31 janvier 2019.
[*] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services (Programme travaux compensatoires - PTC)	**Dépense 2018-2019[1] ($)**	**Tarifs 2018-2019 (coût par dossier) ($)**	**Valeur de l'entente du 1er avril 2018 au 31 mars 2019 ($)**
Anti-pauvreté Mauricie Centre-du-Québec	172 376	150	172 426
Centre d'action bénévole du Lac inc.	35 970	175	48 895
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	239 976	116	283 744
Centre de bénévolat et Moisson Laval	351 807	116	354 560
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	76 726	175	92 225
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay (Manicouagan - Baie-Comeau)	30 676	175	30 676
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay (Sept-Îles)	31 018	175	31 018
Service action communautaire Outaouais inc.	124 775	150	158 548
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	130 571	150	130 571
Unité Domrémy de Mont-Joli inc.	67 054	175	70 914
Vision Travail Abitibi-Témiscamingue	49 223	175	70 162
Vision Travail Abitibi-Témiscamingue (Nord-du-Québec)	2 422	346	8 649
YMCA du Québec (Les) - Montréal	653 098	113	798 798
YMCA du Québec (Les) - Québec	229 476	150	233 068

[1] Projection selon les données au 31 janvier 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS**- 01.02**

QUESTION 105 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	**Nombre de places**	**Per diem ($)**	**Nombre de jours au contrat**	**Dépense [1] 2018-2019 ($)**	**Montant global de l'entente ($)**	**Date de début de l'entente**	**Date de fin de l'entente**
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	10,60	90,10	3 869	354 739	1 912 991	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	7,00	98,70	2 555	272 330	1 383 985	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	8,00	117,59	2 920	326 195	1 884 418	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	20,00	85,51	7 300	661 185	3 425 981	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscmingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	9,99	88,10	3 646	305 181	338 569	2018-04-01	2019-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	14,34	89,84	5 234	446 720	2 580 772	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	13,99	92,16	5 106	471 715	2 582 672	2018-04-01	2023-03-31
CRC le Pavillon inc.	30,58	87,91	11 162	932 164	5 278 323	2018-04-01	2023-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	17,50	86,17	6 388	565 425	3 020 623	2018-04-01	2023-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	18,00	104,46	6 570	651 987	2 536 925	2017-04-01	2020-10-31
Maison Charlemagne	30,00	88,48	10 950	972 053	5 317 361	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	6,99	94,23	2 551	253 058	1 319 389	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	9,50	95,58	3 468	346 761	1 819 010	2018-04-01	2023-03-31
Maison Painchaud, La	14,50	84,71	5 293	460 756	2 460 705	2018-04-01	2023-03-31
Maison Radisson inc.	17,00	86,47	6 205	542 150	2 944 680	2018-04-01	2023-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	25,99	90,00	9 486	857 687	4 685 393	2018-04-01	2023-03-31
Makitautik Centre d'Hébergement Communautaire de Kangirsuk[2]	N/A	N/A	N/A	587 953	955 424	2017-11-01	2018-11-30
Makitautik Centre d'Hébergement Communautaire de Kangirsuk[2]	N/A	N/A	N/A	293 976	881 929	2018-12-01	2019-11-30
Réhab	15,00	89,14	5 475	535 348	2 678 301	2018-04-01	2023-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	11,00	92,40	4 015	387 904	2 036 201	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	0,99	118,08	361	40 535	234 165	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	11,50	89,31	4 198	371 458	2 057 292	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	14,01	85,58	5 114	415 745	2 401 531	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	12,99	91,23	4 741	413 441	2 373 913	2018-04-01	2023-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	24,50	89,45	8 943	809 030	4 389 964	2018-04-01	2023-03-31
Waseskun	8,00	101,51	2 920	281 589	312 425	2018-04-01	2019-03-31

[1] Projection selon les données au 31 janvier 2019.

[2] Le contrat est basé sur une entente globale contrairement aux autres organismes communautaires où un coût per diem est accordé.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS**- 01.02**

QUESTION 105 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	**Nombre de places**	**Per diem ($)**	**Nombre de jours au contrat**	**Dépense [1] 2018-2019 ($)**	**Montant global de l'entente ($)**	**Date de début de l'entente**	**Date de fin de l'entente**
Auberge sous mon toit inc.	3,0	69,92	1 095	90 478	420 207	2018-04-01	2023-03-31
Point de rencontre inc.	2,5	69,92	920	61 097	352 974	2018-04-01	2023-03-31
Répit du Passant inc., Le	1,0	69,92	365	24 245	140 069	2018-04-01	2020-03-31

Foyers d'accueil Service d'hébergement	**Nombre de places**	**Per diem ($)**	**Nombre de jours au contrat**	**Dépense [1] 2018-2019 ($)**	**Montant global de l'entente ($)**	**Date de début de l'entente**	**Date de fin de l'entente**
9321-5218 Québec inc. (Louise Boucher)	2,00	33,07	730	5 080	24 500	2018-04-01	2019-03-31
Aiguillage, L'	0,50	33,07	183	6 786	8 000	2018-04-01	2019-03-31
Benoit Gaulin	2,00	33,07	730	7 500	26 560	2018-04-01	2019-03-31
Centre Communautaire Partage St-François	1,50	33,07	548	44 771	44 821	2018-04-01	2019-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	2,00	33,07	730	26 549	26 560	2018-04-01	2019-03-31
Hébergement d'urgence Lanaudière	1,25	33,07	456	23 125	23 225	2018-04-01	2019-03-31
Hébergement d'urgence Terrebonne	1,00	33,07	365	6 905	13 280	2018-04-01	2019-03-31
Hébergement Fleur de Macadam	1,00	33,07	365	17 425	17 525	2018-04-01	2019-03-31
Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc.	1,00	34,46	365	24 736	24 786	2018-04-01	2019-03-31
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	2,12	33,07	774	33 335	33 435	2018-04-01	2019-03-31
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau	0,50	33,07	183	3 968	8 000	2018-04-01	2019-03-31
Point de rencontre inc.	0,24	33,07	88	119	3 200	2018-04-01	2019-03-31
Tandem-Jeunesse	0,50	34,46	183	1 075	7 000	2018-04-01	2019-03-31
Transit Sept-Îles	1,10	33,07	402	5 397	14 610	2018-04-01	2019-03-31

Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	**Nombre de places**	**Per diem ($)**	**Nombre de jours au contrat**	**Dépense [1] 2018-2019 ($)**	**Montant global de l'entente ($)**	**Date de début de l'entente**	**Date de fin de l'entente**
Accueil Blanche Goulet de Gaspé inc.	0,30	34,46	110	0	4 200	2018-04-01	2019-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	7,40	34,46	2 701	90 726	102 380	2018-04-01	2019-03-31
Bercail de St-Georges, Au	1,35	34,46	493	25 225	25 325	2018-04-01	2019-03-31
Centre Accalmie	0,50	34,46	183	8 910	9 009	2018-04-01	2019-03-31
Centre Émilie Gamelin	0,40	34,46	146	6 879	6 979	2018-04-01	2019-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	2,00	34,46	730	35 638	35 738	2018-04-01	2019-03-31
Groupe d'action sociale et psychiatrique des Monts inc.	0,37	34,46	135	1 158	5 200	2018-04-01	2019-03-31
Lamy, Pierrette (Maison Valmont)	2,00	34,46	730	29 661	41 297	2017-10-16	2019-03-31
Maison à Damas inc., La	0,30	34,46	110	0	4 200	2018-04-01	2019-03-31
Maison de l'Espoir de Mont-Joli inc. (La)	0,86	34,46	314	8 767	11 900	2018-04-01	2019-03-31
Maison de transition de la Batiscan	1,37	34,46	500	21 729	21 829	2018-04-01	2019-03-31
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc.	2,25	34,46	821	19 601	31 130	2018-04-01	2019-03-31

[1] Projection selon les données au 31 janvier 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS**- 01.02**

QUESTION 105 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	**Nombre de places**	**Per diem ($)**	**Nombre de jours au contrat**	**Dépense [1] 2018-2019 ($)**	**Montant global de l'entente ($)**	**Date de début de l'entente**	**Date de fin de l'entente**
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	3,00	34,46	1 095	41 510	41 510	2018-04-01	2019-03-31
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	2,50	21,52	913	51 507	51 607	2018-04-01	2019-03-31
Centre d'accueil le programme de Portage inc.	5,00	21,16	1 825	50 807	50 907	2018-04-01	2019-03-31
Centre de traitement des dépendances le Rucher	6,30	21,52	2 300	58 057	58 157	2018-04-01	2019-03-31
Centre régional ADH "le Tremplin" Maison de transition pour hommes	1,50	34,46	548	14 721	20 750	2018-04-01	2019-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	1,50	21,52	548	17 490	17 590	2018-04-01	2019-03-31
La Montée, Centre de prévention et traitement des dépendances au Bas-St-Laurent	0,50	34,46	183	1 406	7 000	2018-04-01	2019-03-31
Maison Carignan inc.	10,00	21,52	3 650	100 315	100 415	2018-04-01	2019-03-31
Maison de Job	2,05	21,52	748	11 982	17 710	2018-04-01	2019-03-31
Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska	2,50	21,52	913	14 255	21 600	2018-04-01	2019-03-31
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel inc.	0,48	21,52	175	3 099	4 200	2018-04-01	2019-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	1,00	34,46	365	910	13 840	2018-04-01	2019-03-31
Maison Jean Lepage inc.	5,82	21,52	2 124	31 376	50 290	2018-04-01	2019-03-31
Maison La Passerelle	1,50	21,52	548	58 926	59 026	2018-04-01	2019-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	5,00	21,52	1 825	56 179	56 279	2018-04-01	2019-03-31
Pavillon de l'Assuétude - St-Guillaume	1,61	21,52	588	37 046	37 146	2018-04-01	2019-03-31
Pavillon l'Essence-Ciel	3,00	21,52	1 095	25 333	25 920	2018-04-01	2019-03-31

[1] Projection selon les données au 31 janvier 2019.

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS**- 01.02**

QUESTION 105 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Suivi dans la communauté	Nombre de places	Per diem ($)	Nombre de jours au contrat	Dépense [1] 2018-2019 ($)	Montant global de l'entente ($)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Arrimage (L'), Centre de traitement des dépendances	168,00	4,156	61 320	267 588	268 618	2018-04-01	2019-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	144,00	3,879	52 560	193 686	1 118 633	2018-04-01	2023-03-31
Centre l'Entre-Toit inc.	100,00	3,879	36 500	134 504	776 828	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	140,00	3,998	51 100	214 923	1 121 801	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	169,00	4,225	61 685	247 588	1 430 055	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	532,00	3,962	194 180	906 179	4 224 209	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscmingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	210,00	4,185	76 650	397 205	338 107	2018-04-01	2019-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	84,00	4,044	30 660	139 610	680 117	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	584,00	3,914	213 160	1 002 396	4 580 888	2018-04-01	2023-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	386,00	3,895	140 890	558 763	3 012 946	2018-04-01	2023-03-31
CIVAS L'Optionnel - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	185,00	3,879	67 525	276 421	1 437 133	2018-04-01	2023-03-31
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	32,00	3,879	11 680	43 041	181 055	2016-08-01	2019-11-30
CRC le Pavillon inc.	509,00	3,898	185 785	695 391	3 973 616	2018-04-01	2023-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	390,00	3,967	142 350	626 097	3 097 442	2018-04-01	2023-03-31
Croisée, un organisme de justice alternative (La)	38,00	4,138	13 870	54 524	314 944	2018-04-01	2023-03-31
Maison Charlemagne	264,00	3,879	96 360	393 489	2 050 827	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	216,00	3,943	78 840	305 581	1 706 875	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	608,00	3,893	221 920	925 794	4 745 315	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	72,00	3,879	26 280	101 721	559 317	2018-04-01	2023-03-31
Maison l'Intervalle	100,00	3,879	36 500	134 504	776 828	2018-04-01	2023-03-31
Maison Painchaud, La	262,00	3,879	95 630	394 704	2 035 291	2018-04-01	2023-03-31
Maison Radisson inc.	405,00	3,998	147 825	627 948	3 245 211	2018-04-01	2023-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	238,00	3,879	86 870	332 269	1 848 852	2018-04-01	2023-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	70,00	3,879	25 550	132 099	543 780	2018-04-01	2023-03-31
Réhab	426,55	3,955	155 691	758 653	3 379 124	2018-04-01	2023-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	265,00	3,879	96 725	429 652	2 058 595	2018-04-01	2023-03-31
Service Relance Saguenay - Lac-St-Jean	72,00	3,883	26 280	103 052	559 399	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	349,00	3,934	127 385	511 928	2 751 096	2018-04-01	2023-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	32,00	4,626	11 680	73 187	295 300	2018-04-01	2020-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	250,00	3,879	91 250	336 261	1 942 071	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	96,00	3,960	35 040	159 297	761 821	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	34,00	3,879	12 410	75 529	264 122	2018-04-01	2023-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	261,00	3,879	95 265	366 161	2 027 522	2018-04-01	2023-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	75,00	4,036	27 375	134 568	605 821	2018-04-01	2023-03-31
YMCA du Québec (Les) - Montréal	293,00	3,879	106 945	394 098	2 276 107	2018-04-01	2023-03-31

[1] Projection selon les données au 31 janvier 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2018-2019 ($)	Titre du programme
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	11 685	Prise en charge de la clientèle correctionnelle − Basses Laurentides
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	12 193	Prise en charge de la clientèle correctionnelle − MRC Antoine−Labelle
Accord Mauricie inc. (L')	20 000	Thérapie pour détenus à comportements violent à l'intérieur de leur relation conjugale
Accueil d'Amos (L')	124 159	Accompagnement auprès des inuits
Association canadienne pour la santé mentale − Section Saguenay	17 330	Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs ou de santé mentale
Association canadienne pour la santé mentale − Section Saguenay	5 720	Sensibilisation aux toxicomanies
Au cœur de l'il, Centre d'accompagnement lanaudois pour des relations respectueuses et égalitaires	13 717	La violence j'y renonce
Au cœur de l'il, Centre d'accompagnement lanaudois pour des relations respectueuses et égalitaires	8 637	Suivi et encadrement clinique spécifique à la clientèle correctionnelle
Auberge chez mon père	95 325	Centre de jour (soutien et accueil de personnes incarcérées)
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	52 955	Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones Contrat d'une durée de 4 ans, soit du 2018-03-31 au 2022-03-31, pour un montant maximal de 218 260 $
Centre de prévention du suicide C.P.S.	2 000	Prévention du suicide chez la population incarcérée
Centre d'entraide de la boussole inc.	15 563	La Boussole
Centre d'entraide de la boussole inc.	3 048	Programme hommes violentés − Travail d'un jour
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	7 824	Programme de conscientisation pour auteurs de délits sexuels − Établissement de détention de St-Jérôme
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	22 253	Programme de rencontres pré-traitement et sensibilisation aux problématiques sexuelles
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	27 225	Service d'accueil, d'évaluation et de référence

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2018-2019 ($)	Titre du programme
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille CIASF	45 318	Services pour adultes ayant abusé sexuellement d'un enfant
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	24 386	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle − Laval-Laurentides-Lanaudières
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	20 728	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle − Montérégie
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	28 255	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle − Établissement de détention Montréal
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	47 800	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle − Milieu ouvert
Centre d'intervention en violence et abus sexuels de l'Estrie − CIVAS Estrie	41 315	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie CIVAS	20 728	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais CIPTO	8 891	Programme de prévention et de sensibilisation en toxicomanie
Centre EX-EQUO	47 665	Services aux agresseurs (SAS)
Centre Femmes aux 3-A de Québec inc.	28 970	Centre de réinsertion sociale (programme de base)
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. − BSL	19 800	Programme d'accompagnement spécifique pour la clientèle correctionnelle
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. − BSL	10 000	Programme d'aide aux agresseurs sexuels
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. − Maria	12 750	Ateliers sur la connaissance de soi et la gestion de l'impulsivité en milieu carcéral
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. − Maria	4 500	Programme d'accompagnement pour la clientèle correctionnelle suivie en milieu ouvert
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	10 364	Programme en toxicomanie, prévention de la rechute
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	3 216	PSGA − Programme de sensibilisation à la gestion de l'agressivité
Centre résidentiel communautaire de Roberval	7 000	Ateliers autochtones − Prévention de la récidive
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	2 505	Conduite-Vie

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2018-2019 ($)	Titre du programme
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	3 252	Conduite-Vie − Établissement de détention de St-Jérôme
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	4 174	Drogue, conséquence et société
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	7 113	Émotions et violence − milieu ouvert
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	14 879	La conscientisation (peines intermittentes) Contrat d'une durée de 14 mois, soit du 2018-02-01 au 2019-03-31, d'une valeur total de 16 367 $
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	16 324	Programme d'accompagnement et de soutien pour les individus à besoins spécialisés
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	3 343	Sensibilisation aux toxicomanies
Chaudronnée de l'Estrie inc. (La)	12 193	Tout compte fait
CHOC Carrefour d'hommes en changement	20 680	La violence j'y renonce
Clinique Motivaction	7 250	Programme de prévention de la rechute − Établissement de détention Sept-Îles
Clinique Motivaction	3 000	Programme de prévention de la rechute (secteur protection)
Clinique Motivaction	6 000	Programme de prévention de la rechute (secteur régulier)
Clinique Motivaction	5 250	Programme de sensibilisation à la conduite avec les factultés affaiblies − Établissement de détention Sept-Îles
Clinique Motivaction	4 000	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	30 000	Services d'accompagnement pour les personnes autochtones en établissement de détention
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	3 538	Atelier : Je communique avec mon enfant
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	43 210	Continuité famille auprès des détenus − Programme mère-enfants (volet coordination)
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	24 617	Continuité famille auprès des détenus − Programme mère-enfants (volet intervention)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2018-2019 ($)	Titre du programme
Convergence − Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	8 850	Programme d'intervention et de soutien auprès des hommes judiciarisés, conjoints à comportements violents et hommes en difficulté − milieu ouvert
Convergence − Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	12 050	Sensibilisation à la violence − Établissement de détention de New−Carlisle
Cran... d'arrêt, Le	9 615	Promotion et sensibilisation à la non-violence en milieu carcéral
CRC le Pavillon inc.	2 000	Conduire et se conduire
CRC le Pavillon inc.	13 165	Contrecoup
CRC le Pavillon inc.	11 000	Délinquant parce que
CRC le Pavillon inc.	14 095	Entrée libre
CRC le Pavillon inc.	68 542	Force 7
Croisée, un organisme de justice alternative (La)	7 000	Vivre sans violence − Offert en détention (Sept-Îles)
C-T-A-C (Choix, Transition, Action, Changement)	7 000	Programme d'intervention de groupe (Mü et Vie)
Descroisselles-Savoie, Valérie	27 797	Programme d'ateliers d'art-thérapie (Leclerc de Laval)
Diogène, Suivi communautaire	10 346	Diogène, Suivi communautaire
Donnes-toi une chance	27 546	Programme de sensibilisation pour les hommes judiciarisés
Équijustice Haute Côte-Nord / Manicouagan	4 000	Vi-Sa-Vi − Établissement de détention de Baie-Comeau − Secteur régulier
Équijustice Haute Côte-Nord / Manicouagan	2 000	Vivre sans violence (secteur protection) - Établissement de détention de Baie-Comeau
Groupe Amorce	40 273	Groupe Amorce (support dans la communauté pour délinquants sexuels pédophiles)
Halte Bois-Francs	13 100	Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2018-2019 ($)	Titre du programme
Halte Drummond	9 385	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
Homme aide Manicouagan	4 200	Être ou ne pas être... un homme et soutien psychosocial pour les hommes − Établissement de détention de Baie-Comeau
Hommes à Hommes inc., D'	3 500	Programme d'aide aux usagers référés par la probation de Thetford Mines et les intervenants communautaires
Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	7 445	Soutien psychosocial pour les hommes
Impact - Rivière Gatineau, L'	18 899	Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence
Kapatakan Gilles Jourdain	3 000	La spiritualité autochtone et les cercles de partage
Kapatakan Gilles Jourdain	3 531	Les substances et les psychotropes
Kapatakan Gilles Jourdain	18 500	Services d'accompagnement des personnes autochtones en établissement de détention
LARAKI, Mohamed Lotfi	40 572	Souverains anonymes − Émission radiophonique (EDM)
Maison Charlemagne	42 621	Programme spécialisé en délinquance sexuelle
Maison de Mélanie, La	1 600	Je me choisis − La Maison de Mélanie
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	10 161	EVIT − Équipe volante d'intervention terrain
Maison le Passeur	6 360	Sensibilisation à la violence et amorce au changement personnel
Maison l'Intervalle	15 870	Projet d'intervention pour un suivi spécialisé et un accompagnement adapté en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme-Justice
Maison Painchaud, La	11 000	Dilemme − Programme de sensibilisation sur les valeurs et attitudes
Maison Painchaud, La	11 000	Emprise (dépendance affective)
Maison Radisson inc.	31 314	Gestion et traitement de la délinquance sexuelle − GTDS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2018-2019 ($)	Titre du programme
Maison Radisson inc.	10 057	Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (PAIC)
Maison Radisson inc.	10 385	Programme de gestion des comportements violents (PGCV) et Programme de sensibilisation aux comportements violents (PSCV)
Parents unis Repentigny (Lanaudière)	24 386	Programme Accueil − Conscientisation du cycle de l'agression sexuelle et sensibilisation aux conséquences
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	48 725	Interventions ponctuelles auprès des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale suivies − Milieu ouvert
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	101 705	Suivi communautaire d'intensité variable
Réhab	25 285	L'Azimut
Réhab	25 745	Mirage − Conscientiser sur les conduites manipulatoires et les comportements de fraudeurs
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	8 129	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	6 369	Programme de sensibilisation à la violence sous toutes ses formes pour clientèle Inuit anglophone à l'ED Amos
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	31 499	Programme d'intervention auprès des conjoints ayant des comportements violents
Service de Travail de Rue de Chicoutimi	5 700	Services d'intervention, de prévention, d'accompagnement et de références dans les lieux de regroupement naturels et les milieux de vie des personnes
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	67 367	Appartement supervisé pour les femmes judiciarisées
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	19 306	Parrainage social
Services parajudiciaires autochtones du Québec	8 000	Achat de programme pour clientèle autochtone Contrat d'une durée de 13 mois, du 2019-03-31 au 2020-03-31, pour un montant maximal de 46 000 $
Services parajudiciaires autochtones du Québec	233 333	Services d'accompagnement des personnes autochtones en établissement de détention

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2018-2019 ($)	Titre du programme
Seuil de l'Estrie inc., Le	4 369	Contrecoup
Seuil de l'Estrie inc., Le	8 291	Prise en charge de la clientèle correctionnelle
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	55 371	Entraide Vol à l'étalage (E.V.E.)
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	10 244	Gestion de la colère pour les services externes
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	6 978	Programme face à face − EDLL
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	43 569	Programmes à l'Établissement de détention Leclerc de Laval (préparation à la sortie, sensibilisation à la toxicomanie et support aux clientèles vulnérables)
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	3 099	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais − Ateliers thématiques ED Hull
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	42 341	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais − Programmes externes
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	4 500	Autonome et libre
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	2 400	Gestion de la colère
Société Makivik	135 000	Services d'accompagnement des personnes inuites en établissement de détention
Soutien aux hommes agressés sexuellement durant l'enfance SHASE	5 536	SHASE − Soutien aux hommes agressés sexuellement en enfance
Trajectoires Hommes du K.R.T.B.	5 000	Programme coup de main, interventions en groupe
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	2 725	Stratégies − Établissement de détention de Baie−Comeau − Secteur particulier
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	4 080	Stratégies − Secteur régulier
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	1 000	Stratégies − Secteur régulier
Via l'Anse	15 236	Via l'Anse − Interventions

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de service	Contrat 2018-2019 ($)	Titre du programme
Waseskun	15 242	Waseya pour délinquants autochtones abusifs
YMCA du Québec (Les) - Montréal	48 961	Service de fin de semaine (peines intermittentes) Contrat d'une durée de 14 mois, du 2018-02-01 au 2019-03-31, pour un total maximal de 57 121 $
YMCA du Québec (Les) - Montréal	433 238	Services de réinsertion sociale Espadrille
YMCA du Québec (Les) - Montréal	12 500	Sortie carcérale planifiée : réduire la récidive et soutenir la réinsertion sociale des personnes itinérantes (EDM) Contrat d'une durée de 14 mois, du 2018-02-01 au 2019-03-31, pour un total maximal de 14 583 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 D) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

S U B V E N T I O N S	Subventions 2018-2019 ($)	Titre du programme
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	64 070	Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550	Programme d'activités de la SCQ financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique
Regroupement des organismes de référence du Québec	44 485	Concertation et échange

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 106 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2018-2019[1].

Établissements de détention	2018-2019 (10 mois)		
	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total
Amos	239	997	1 236
Baie-Comeau	57	230	287
Hull	585	1 712	2 297
Leclerc de Laval	600	1 220	1 820
Montréal	3 629	2 466	6 095
New Carlisle	22	320	342
Percé	-	-	-
Québec (femmes)	259	345	604
Québec (hommes)	1 303	2 153	3 456
Rimouski	180	338	518
Rivière-des-Prairies	118	5 735	5 853
Roberval	324	984	1 308
Sept-Îles	47	228	275
Sherbrooke	558	2 260	2 818
Sorel	469	1 160	1 629
St-Jérôme	1 143	4 678	5 821
Trois-Rivières	353	1 454	1 807

[1] Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple, à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne sont pas considérées comme des admissions.

[*]Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 107 : Le nombre de détenus et prévenus libérés par erreur en 2018-2019; ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION	2018-2019[1]	
	Détenus	Prévenus
Amos	2	1
Baie-Comeau	-	-
Hull	2	-
Leclerc de Laval	3	1
Montréal	8	1
New Carlisle	-	-
Québec (Femmes)	-	-
Québec (Hommes)	1	3
Rimouski	-	-
Rivière-des-Prairies	1	1
Roberval	-	-
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	1	-
Sorel	-	-
Saint-Jérôme	3	-
Trois-Rivières	1	-

Délai moyen entre la sortie et le retour en détention (en jours)	59,2

[1] Les données sont au 31 janvier 2019.
*La répartition des détenus et des prévenus a été faite sur la base du motif d'incarcération non respecté à la libération.
** Le motif lié à l'heure de libération pour les peines discontinues est exclu.
***Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 108 : Le nombre d'évasions[1] pour chaque établissement de détention en 2018-2019.

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT		DÉLAI MOYEN ENTRE ÉVASION ET RETOUR EN DÉTENTION
	DÉTENUS	PRÉVENUS	
2018-2019 [2]	1	0	0 (le jour même)

[1] Évasion d'un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

[2] Les données sont au 31 janvier 2019.

[*]Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 109 : Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque des cinq dernières années*.

Répartition des libertés illégales[1] par catégorie

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT[2]			ÉVASION D'UNE GARDE LÉGALE[3]			ABSENCE ILLÉGALE[4] (Nombre de dossiers)		
	NB	REPRIS[5]	TAUX REPRIS[5]	NB	REPRIS[5]	TAUX REPRIS[5]	NB[6]	REPRIS[5]	TAUX REPRIS[5]
2018-2019[7]	1	1	100 %	4	4	100 %	3 951	3 366	85 %
2017-2018	-	-	-	2	2	100 %	4 373	4 210	96 %
2016-2017	-	-	-	3	3	100 %	3 433	3 357	98 %
2015-2016	1	1	100 %	6	6	100 %	3 204	3 165	99 %
2014-2015	3	3	100 %	3	3	100 %	3 018	2 982	99 %

[1] Libertés illégales: Le nombre de dossiers en liberté illégale fait référence à la somme des libertés illégales commises au cours de la période. Une personne peut commettre plusieurs libertés illégales au cours de cette même période.

[2] Évasion d'un établissement: Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

[3] Évasion d'une garde légale: Action pour une personne de s'échapper de celui qui, en conformité avec la loi, est chargé de sa surveillance.

[4] Absence illégale: Fait pour une personne de se retrouver en liberté en raison du non-respect d'une décision du tribunal ou du non-respect de sa permission de sortir en ce qui concerne le moment de son retour à l'établissement ou d'une erreur administrative, alors qu'elle devrait être incarcérée (comprend une liberté illégale à la suite d'une permission de sortir, une libération par erreur et une absence lors d'une peine discontinue).

[5] Les taux de repris représentent le nombre d'absences illégales régularisées au 31 janvier 2019. Pour les non repris, ceux-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérés comme repris lorsqu'ils seront réinscrits dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès.

[6] Les mises à jour des systèmes font en sorte que les données des années antérieures sont sujettes à changement. Ainsi, il se peut que les données des cahiers d'étude des crédits des années précédentes ne correspondent pas à celles du cahier de cette année.

[7] Les données sont au 31 janvier 2019.

* L'harmonisation de la comptabilisation des données a entraîné des disparités entre les résultats diffusés antérieurement et ceux présentés dans ce tableau. Les données statistiques correspondantes fournies avant le 1er février 2015 ont été modifiées.

* * Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - **03.02**

QUESTION 110 : Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.

Répartition des octrois[1] de permissions de sortir par établissement - année 2018-2019[2]

Établissements de détention	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							Total
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	PSPLC [3- 4]	Réins. sociale	Visite famille	
Amos	-	215	146	7	14	29	-	**411**
Baie-Comeau	1	73	39	5	4	18	-	**140**
Hull	-	346	32	4	27	104	-	**513**
Leclerc de Laval	-	572	10	2	61	135	-	**780**
Montréal	-	1 204	-	8	137	777	-	**2 126**
New Carlisle	3	139	248	19	13	34	-	**456**
Percé	-	10	-	-	-	-	-	**10**
Québec (Femmes)	-	115	26	2	7	23	-	**173**
Québec (Hommes)	-	726	12	9	55	330	-	**1 132**
Rimouski	-	357	19	7	7	95	1	**486**
Rivière-des-Prairies	-	1 123	-	6	31	-	-	**1 160**
Roberval	-	328	64	5	25	116	-	**538**
Sept-Îles	-	98	3	13	1	9	-	**124**
Sherbrooke	4	751	14	12	50	129	-	**960**
Sorel	1	290	6	5	29	85	-	**416**
St-Jérôme	-	823	19	17	99	333	-	**1 291**
Trois-Rivières	-	355	17	15	66	60	-	**513**

[1] Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.
[2] Les données sont du 1er avril 2018 au 31 janvier 2019 (10 mois).
[3] Ces données proviennent de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.
[4] (PSPLC) Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle.
* Note : Pour les années antérieures, veuilles vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 111 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière depuis 2010-2011.

Établissements de détention	2018-2019 (10 mois)				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	57 %	9 %	7 %	27 %	100 %
Baie-Comeau	64 %	17 %	14 %	6 %	100 %
Hull	86 %	5 %	4 %	5 %	100 %
Leclerc de Laval	85 %	7 %	4 %	3 %	100 %
Montréal	92 %	3 %	3 %	2 %	100 %
New Carlisle	88 %	5 %	3 %	4 %	100 %
Percé	100 %	0 %	0 %	0 %	100 %
Québec(Femmes)	53 %	15 %	10 %	22 %	100 %
Québec(Hommes)	34 %	21 %	12 %	34 %	100 %
Rimouski	81 %	10 %	4 %	6 %	100 %
Rivière-des-Prairies	57 %	31 %	8 %	4 %	100 %
Roberval	78 %	11 %	5 %	6 %	100 %
Sept-Îles	47 %	38 %	9 %	7 %	100 %
Sherbrooke	60 %	14 %	20 %	6 %	100 %
Sorel	92 %	3 %	3 %	3 %	100 %
St-Jérôme	48 %	42 %	6 %	4 %	100 %
Trois-Rivières	80 %	10 %	5 %	4 %	100 %

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 112 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2018-2019 (9 mois)		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie[1]	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	1 061	37	1 098
BAIE-COMEAU	430	26	456
HULL	1 564	507	2 071
LECLERC DE LAVAL	2 572	1 332	3 904
MONTRÉAL	6 308	2 111	8 419
NEW CARLISLE	755	60	815
PERCÉ	567	-	567
QUÉBEC	5 427	704	6 131
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	4 429	1 542	5 971
RIMOUSKI	879	15	894
ROBERVAL	2 381	141	2 522
SEPT-ÎLES	826	66	892
SHERBROOKE	772	118	890
SOREL	1 509	352	1 861
ST-JÉRÔME	2 966	670	3 636
TROIS-RIVIÈRES	1 494	1 204	2 699

[1] Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.
Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 113 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2018-2019 (9 mois)		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie[1]	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	283	-	283
BAIE-COMEAU	90	-	90
HULL	263	-	263
LECLERC DE LAVAL	314	189	503
MONTRÉAL	1 309	-	1 309
NEW-CARLISLE	311	-	311
PERCÉ	369	-	369
QUÉBEC	679	63	742
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	1 112	-	1 112
RIMOUSKI	130	-	130
ROBERVAL	224	197	421
SEPT-ÎLES	134	141	275
SHERBROOKE	212	196	408
SOREL	427	9	436
ST-JÉRÔME	480	-	480
TROIS-RIVIÈRES	492	-	492

[1] Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 114 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2018-2019	
	NOMBRE D'HEURES[1]	COÛTS[2] (en $)
AMOS	34 797	1 567 614
BAIE-COMEAU	7 061	318 108
HULL	20 103	905 619
LECLERC DE LAVAL	35 929	1 618 595
MONTRÉAL	138 986	6 261 329
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	7 022	316 339
PERCÉ	6 480	291 946
QUÉBEC	42 618	1 919 941
RIMOUSKI	10 486	472 397
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	66 807	3 009 646
ROBERVAL	15 760	709 972
SEPT-ÎLES	9 235	416 038
SHERBROOKE	19 294	869 192
SOREL	20 130	906 866
ST-JÉRÔME	36 180	1 629 925
TROIS-RIVIÈRES	31 004	1 396 750

[1] Le nombre d'heures est calculé avec le taux horaire moyen en temps supplémentaire des ASC en 2017-2018, indexé de 1,75 %.

[2] Les données proviennent de SAGIR (paies 1 à 24).

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 115 : Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.

Établissements de détention	Cadres			Professionnels			PBTA			ASC			Ouvriers			Total		
	Effectifs[1]		Masse salariale [2]	Effectifs[1]		Masse salariale [2]	Effectifs[1]		Masse salariale [2]	Effectifs[1]		Masse salariale [2]	Effectifs[1]		Masse salariale [2]	Effectifs[1]		Masse salariale [2]
	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$
Amos	6	6	1 100	-	2	151	-	8	348	63	56	8 426	3	12	462	72	84	10 486
Baie-Comeau	1	4	507	-	1	96	-	2	137	27	21	3 177	2	7	349	30	35	4 266
Hull	10	4	1 100	1	1	223	-	7	308	89	35	8 259	9	7	569	109	54	10 459
Leclerc de Laval	11	14	1 918	4	6	763	3	11	564	69	105	10 859	13	6	709	100	142	14 813
Montréal	36	29	5 578	5	22	1 840	17	32	2 119	351	221	38 453	23	8	1 409	432	312	49 399
New Carlisle & Havre Aubert	5	4	888	-	2	161	1	3	189	33	14	3 356	3	13	376	42	36	4 970
Percé	2	3	423	-	1	62	1	1	89	24	13	2 424	-	-	-	27	18	2 998
Québec	16	24	3 568	5	15	1 501	8	21	1 385	214	153	23 119	28	4	1 263	271	217	30 836
Rimouski	8	4	948	-	1	171	-	6	246	55	23	5 067	4	6	385	67	40	6 817
Rivière-des-Prairies	23	22	4 126	3	7	660	10	23	1 409	246	177	26 918	24	6	1 210	306	235	34 324
Roberval	4	13	1 358	-	1	145	1	7	370	92	49	8 976	6	9	593	103	79	11 442
Sept-Îles	-	2	387	-	3	154	-	3	206	43	27	4 591	1	7	326	44	42	5 663
Sherbrooke	15	4	1 657	1	4	372	1	8	366	96	41	8 796	11	4	635	124	61	11 826
Sorel	15	8	2 126	1	9	620	1	8	443	102	65	10 246	9	9	697	128	99	14 132
St-Jérôme	14	11	2 354	3	11	1 089	2	19	933	144	105	16 276	11	10	727	174	156	21 380
Trois-Rivières	14	2	1 264	2	2	305	-	9	372	85	32	8 284	8	10	728	109	55	10 953
Autres que les établissements de détention	7	24	3 497	79	357	30 232	10	110	4 842	25	52	5 097	-	-	1	121	543	43 668
Sous-total effectifs	187	178	-	104	445	-	55	278	-	1 758	1 189	-	155	118	-	2 259	2 208	-
TOTAL EFFECTIFS ET MASSE SALARIALE:	**365**		**32 799**	**549**		**38 546**	**333**		**14 325**	**2 947**		**192 322**	**273**		**10 439**	**4 467**		**288 431**

[1] Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels en date du 28 février 2019.
[2] La masse salariale est la dépense probable au 31 mars 2019 évaluée le 31 décembre 2018.
* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 116 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.

Année 2018-2019[1]

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
	Nombre	Heures[2]	Nombre	Heures[3]	Nombre	Heures[4]	Nombre	Heures[5]	Nombre	Heures[4]	Nombre	Heures[5]	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec	79	869	1	4	12	12	244	2 196	82	82	75	675	493	3 838
Bas-St-Laurent	68	748	1	4	8	8	290	2 610	162	162	69	621	598	4 153
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	330	3 630	4	16	42	42	993	8 937	1 032	1 032	390	3 510	2 791	17 167
Côte-Nord	31	341	6	24	1	1	107	963	218	218	54	486	417	2 033
Estrie	176	1 936	13	52	24	24	481	4 329	664	664	218	1 962	1 576	8 967
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	38	418	2	8	17	17	91	819	92	92	112	1 008	352	2 362
Laval, Laurentides, Lanaudière	387	4 257	5	20	55	55	1 068	9 612	413	413	384	3 456	2 312	17 813
Montréal	544	5 984	4	16	107	107	1 212	10 908	3 984	3 984	951	8 559	6 802	29 558
Montérégie	372	4 092	13	52	41	41	1 232	11 088	461	461	171	1 539	2 290	17 273
Mauricie/Centre-du-Québec	162	1 782	11	44	12	12	403	3 627	308	308	181	1 629	1 077	7 402
Outaouais	156	1 716	15	60	30	30	453	4 077	511	511	131	1 179	1 296	7 573
Saguenay-/Lac-Saint-Jean	162	1 782	-	-	24	24	392	3 528	172	172	111	999	861	6 505

[1] Les données sont pour 10 mois (1er avril 2018 au 31 janvier 2019).

[2] Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

[3] Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

[4] Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

[5] Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

[*] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 117 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.

Régions correctionnelles[3]	2018-2019 (10 mois)							
	Surveillance[1]						Effectifs[2]	
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation	ASC
					seul	mixte[4]		
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	151	25	800	4	286	198	17	4
Bas-St-Laurent	41	23	541	2	72	133	13	2
Côte-Nord	19	11	207	2	81	48	10	2
Estrie	72	75	846	11	319	231	20	4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	39	14	181	2	55	43	7	2
Laval-Lanaudière-Laurentides	308	182	1 847	26	845	523	40	8
Mauricie	70	58	610	8	136	118	16	4
Montérégie	205	112	1 938	19	1 035	651	40	9
Montréal	295	178	2 030	36	1 241	664	65	22
Outaouais	98	47	747	6	95	149	19	6
Québec, Chaudière-Appalaches	108	119	1 750	15	454	430	38	9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	49	33	562	7	228	148	16	3
TOTAL	1 455	877	12 059	138	4 847	3 336	301	75
GRAND TOTAL	19 376 [5]						376	

[1] Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale.
L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

[2] Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en affectation active à une date donnée. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert.

[3] Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour la Direction générale des services correctionnels.

[4] Mixte : Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

[5] Le grand total exclut les travaux communautaires mixtes, car ces derniers sont déjà ventilés sur l'ensemble des activités de surveillance.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 118 : Le coût des roulottes dans les établissements de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement de détention.

BÂTIMENTS MODULAIRES

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2018-2019
Amos	303 436 $
Québec	851 562 $
Sherbrooke	985 765 $
Trois-Rivières	849 527 $

Aucun nouveau bâtiment modulaire n'a été installé dans les établissements de détention.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 119 * : La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituq depuis cinq ans.

QUESTION 120 * : Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituq pour l'année en cours.

* Pour faciliter la présentation des données, ces questions ont été fusionnées.

Plusieurs menus travaux ont été effectués au quartier cellulaire de Puvirnituq, notamment un ménage complet des lieux de garde et des conduits d'aération, l'installation d'étagères pour l'entreposage des effets personnels des personnes incarcérées et des réparations visant à rendre fonctionnelles les installations sanitaires (robinetterie, accès eau chaude, chasses d'eau, etc.). Il est à noter que la direction générale des services correctionnels n'a effectué aucune dépense relative à ces travaux, étant donné qu'ils sont sous la responsabilité de l'Administration régionale Kativik.

En juin 2018, le Conseil du trésor a autorisé le projet de 23,1 M$ prévoyant l'agrandissement du quartier cellulaire du palais. Ce nouveau quartier cellulaire pourra accueillir 34 personnes incarcérées. La livraison est prévue pour le printemps 2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 121 : Ventilation détaillée des sommes accordées en 2018-2019 et prévues en 2019-2020 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2018-2019 (en $)
La maison de Mélanie : Je me choisis	Programme offert aux femmes sur la victimisation	1 600

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIERES ET SECURITE PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 121 : Ventilation détaillée des sommes accordées en 2018-2019 et prévues en 2019-2020 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2018-2019 ($)
Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Pour l'année financière 2018-2019, et ce jusqu'en 2020-2021, le budget annuel de ce programme de financement est de 1,5 M$ (volet général). Ce programme soutient des organismes qui interviennent localement auprès des jeunes en situation de vulnérabilité et des victimes d'exploitation sexuelle. Spécifiquement, il vise à accroître la capacité d'intervention des milieux en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle par l'amélioration ou la bonification des services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes et aux victimes. À partir de 2018-2019 jusqu'en 2021-2022, un montant de 250 k$ provenant du Plan gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits (volet autochtone) permettra de financer des initiatives autochtones, autant en milieu urbain qu'en communauté. Organismes financés (2018-2019)[1]	1 750 000
Prévention Jeunesse	Le programme Prévention Jeunesse vise à mettre en place des projets d'importance et des actions structurantes poursuivant l'objectif de contrer un problème particulier présentant un enjeu de sécurité pour les jeunes dans une région circonscrite. Parmi les douze projets sélectionnés dans ce programme de financement, cinq réalisent des actions en lien avec la violence sexuelle, les fugues et l'exploitation sexuelle. Organismes financés (de 2016-2017 à 2018-2019)[1]	625 000

[1.] Pour le détail des organismes financés, veuillez vous référer à la question numéro 22 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 122 : Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2018-2019[1]
Amos	-
Baie-Comeau	-
Hull	15
Leclerc de Laval	11
Montréal	257
New Carlisle	-
Percé	-
Québec	8
Rimouski	1
Rivière-des-Prairies	91
Roberval	-
Sept-Îles	1
Sherbrooke	10
Sorel	12
Saint-Jérôme	26
Trois-Rivières	9

[1] Données du 1er avril 2018 au 31 janvier 2019.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 123 : Pour les cinq dernières années, le nombre de drones signalés[1] dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2018-2019[2]
Amos	-
Baie-Comeau	-
Hull	7
Leclerc de Laval	-
Montréal	123
New Carlisle	-
Percé	-
Québec	1
Rimouski	-
Rivière-des-Prairies	21
Roberval	-
Sept-Îles	-
Sherbrooke	6
Sorel	4
Saint-Jérôme	8
Trois-Rivières	3

[1] Comprend le nombre d'observation et de saisie.

[2] Données du 1er avril 2018 au 31 janvier 2019.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 124 : Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.

Il y a 20 cours grillagées complétées réparties parmi les 18 établissements de détention. D'autres cours grillagées seront également installées en fonction des priorités établies. Pour des raisons de sécurité, les établissements de détention concernés ne peuvent pas être révélés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 125 : **Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.**

Programmes, activités et services offerts[1]	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								Femmes	Hommes								
Problématiques																	
Violence						√		√	√					√			
- conjugale					√	√				√	√		√				
- générale	√	√	√	√	√	√			√		√	√	√		√	√	√
Délinquance sexuelle		√	√		√	√	√		√		√		√		√		
Victimes d'abus sexuels				√		√					√				√		
Alcoolisme	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Toxicomanie			√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Dépendance affective		√	√	√		√			√		√		√			√	√
Jeu compulsif				√	√	√				√	√			√			
Développement de soi																	
Connaissance et estime de soi		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√		√	√
Résolution de problèmes		√		√		√	√			√	√		√			√	√
Habiletés sociales et parentales		√	√	√	√	√	√		√	√	√		√	√		√	√
Relations interpersonnelles		√	√			√	√		√	√	√					√	√
Motivation				√		√	√			√	√						√
Santé																	
Physique[2]	√		√	√	√	√		√		√	√		√	√	√	√	√
Mentale[2]	√		√	√	√	√		√	√	√	√		√	√	√	√	√
ITSS	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Loisirs																	
Activités socioculturelles	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Activités sportives	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Arts	√		√	√	√	√		√	√	√		√	√		√	√	

[1] La collecte de données a eu lieu à l'automne 2018.

[2] Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « √ » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

*Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe d'alcooliques anonymes, un département spécialisé ainsi que des ateliers offerts par une ressource de la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 125 : **Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.**

Programmes, activités et services offerts[1]	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
								Femmes	Hommes								
Éducation (Commissions scolaires selon l'annexe A 2011-2012 ou formations hors entente)																	
Alphabétisation	√	√	√		√	√		√		√		√	√	√	√	√	√
Francisation					√					√	√		√			√	√
Présecondaire	√	√	√			√		√	√	√		√	√	√		√	√
Secondaire et préparation au postsecondaire	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Intégration sociale	√			√		√		√	√	√	√		√	√	√	√	√
Intégration socioprofessionnelle	√	√	√	√	√	√	√			√			√				√
Autre formation	√		√	√	√	√	√	√		√			√	√		√	√
Employabilité																	
Service d'un CMO	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Formation préalable à l'emploi		√	√	√	√	√		√	√	√	√		√		√	√	
Postes de travail rémunérés	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Postes de travail non rémunérés	√		√								√				√	√	
Cantine			√							√							√
Postes de stages			√														√
Autres			√						√				√	√		√	
Divers																	
Accueil	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Parcours	√	√	√		√	√		√	√	√		√		√	√	√	√
Prévention du suicide	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Programme préparatoire à la sortie		√		√		√		√	√		√		√			√	√
Pastorale	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Autres			√	√	√			√	√		√	√	√	√	√	√	√
Programmes pour clientèles spécifiques																	
Autochtones	√	√	√	√		√							√	√		√	
Femmes			√														
Gangs de rue											√						
Indigente											√						
Itinérante					√	√					√					√	
Psychiatrie											√						

[1] La collecte de données a eu lieu à l'automne 2018.

*Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe d'alcooliques anonymes, un département spécialisé ainsi que des ateliers offerts par une ressource de la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 125 : **Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.**

Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en $)

Programmes et services offerts en 2017	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
								Femmes	Hommes								
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale - 2017	160 410	57 922	200 372	792 811	1 257 799	113 748	38 993	130 882	872 090	174 838	65 308	284 222	927 521	108 085	160 054	136 441	274 888
Rémunération des personnes incarcérées	56 976	25 763	121 484	267 813	552 061	40 208	7 633	35 955	452 278	70 100	6 809	68 349	359 851	23 438	142 961	35 230	95 431
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	142 585	41 514	145 394	94 329	267 495	39 634	30 146	50 704	344 401	103 521	101 215	99 551	269 157	56 568	127 089	88 122	133 635

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2017 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2018 ne seront disponibles qu'à l'automne 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 126 : Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2017-2018 et 2018-2019.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2018-2019 (10 mois)
Amos	60
Baie-Comeau	63
Hull	401
Leclerc de Laval	399
Montréal	1 625
New Carlisle	90
Percé	14
Québec (femmes)	114
Québec (hommes)	650
Rimouski	115
Rivière-des-Prairies	83
Roberval	199
Sept-Îles	55
Sherbrooke	498
Sorel	292
St-Jérôme	140
Trois-Rivières	253

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 127 : État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.

Les efforts investis au cours des dernières années afin d'améliorer les taux de production des évaluations ont permis des progrès quant à la production des évaluations. En 2018-2019, la production totale s'est améliorée. Ainsi, si en 2017-2018 nous avions observé une baisse, attribuable, en partie, à une hausse significative des dossiers dans certains établissements ainsi qu'à des postes de professionnels non comblés durant des périodes plus ou moins longues, on observe, avec les résultats de 2018-2019, que les moyens mis en place par les établissements concernés pour remédier aux situations problématiques ont porté leurs fruits. La DGSC poursuit ses efforts quant à la transmission dans les délais et de façon numérisée des dossiers à la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

Évolution du taux d'évaluations produites en détention pour les sentences de six mois et plus[1]

2017-2018	2018-2019	Variation
95 %	98 %	3 %

Évolution du taux d'évaluations produites avant le 1/6 pour les sentences de six mois et plus[1]

2017-2018	2018-2019	Variation
66 %	73 %	7 %

[1] Données des 10 premiers mois de l'année.
* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **– 01.02**

QUESTION 128 : Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

À la suite de diverses études concernant l'évaluation des personnes soumises à de courtes peines d'emprisonnement, une révision des outils d'évaluation utilisés par les agents des services correctionnels (ASC) pour évaluer les personnes contrevenantes purgeant une courte peine a été réalisée.

Les versions révisées des outils d'évaluation *Profil de prise en charge* et *Évaluation sommaire* ont été transmises en février 2018. Dès le début de l'année 2018, l'ensemble des ASC a été formé.

Suivant les recommandations du Vérificateur général du Québec, la Direction générale des services correctionnels a mis en place un mécanisme de contrôle de qualité des évaluations réalisées par les ASC à l'automne 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 129 : Pour 2017-2018 et 2018-2019, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale[1].

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2018[2]
Amos	2
Baie-Comeau	-
Hull	1
Leclerc de Laval	6
Montréal	2
New Carlisle	-
Percé	-
Québec (femmes)	-
Québec (hommes)	11
Rimouski	-
Rivière-des-Prairies	-
Roberval	-
Sept-Îles	-
Sherbrooke	2
Sorel	1
St-Jérôme	2
Trois-Rivières	1

[1] Notons que chaque fonds d'un établissement de détention traite directement avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) et non le Fonds central, malgré que les fonds soient reconnus comme « un seul employeur » (ils sont regroupés aux fins de leur adhésion au régime rétrospectif de la CNESST).

[2] Janvier à décembre 2018.

*Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 130 : Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2017-2018 et 2018-2019.

Établissement	2018-2019 (9 mois)	
	Absentéisme	
	Nb d'heures d'absences	Taux d'absentéisme (%)
TOTAL	**357 750**	**8,4 %**
Amos	8 782	5,4
Baie-Comeau	3 649	5,2
Hull	16 570	9,0
Leclerc de Laval	31 230	12,9
Montréal	67 354	8,5
New Carlisle et Havre-Aubert	6 518	8,6
Percé	4 536	8,6
Québec	49 050	9,1
Rimouski	7 149	6,3
Rivière-des-Prairies	47 766	7,8
Roberval	20 176	9,9
Sept-Îles	7 135	7,2
Sherbrooke	7 121	3,6
Sorel	14 886	6,0
St-Jérôme	29 086	7,8
Trois-Rivières	21 590	12,0

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieure.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 131 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2018-2019. Ventilé par établissement de détention.

La Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considère essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention (ED), un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d'évoluer dans un tel milieu. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l'intérieur et à l'extérieur des ED. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n'importe quel moment et aussi souvent que requis. Toutefois, elles ne sont pas toutes inscrites dans un registre puisque certaines d'entre elles ne nécessitent pas la rédaction d'un rapport.

Il est important de préciser qu'une activité de fouille peut consister en la fouille d'une cellule, ou de toutes les cellules d'un même secteur, ou de l'ensemble des secteurs d'un ED. De plus, les méthodes de comptabilisation des activités de fouille varient d'un ED à l'autre, d'une personne à l'autre, de même que d'une année financière à l'autre. Des éléments comme des regroupements ou des fragmentations de diverses activités de fouille rapportées, de même que l'instauration de procédures locales, peuvent expliquer les écarts significatifs observés. La Direction générale des services correctionnels a travaillé à l'implantation d'outils qui permettront de standardiser les pratiques et la compilation des données pour les années financières à venir.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ACTIVITÉS DE FOUILLE	
	2017-2018	2018-2019[1]
Amos	252	N/D
Baie-Comeau	122	N/D
Hull	377	N/D
Leclerc de Laval	115	N/D
Montréal	114	N/D
New Carlisle	16	N/D
Percé	3	N/D
Rimouski	86	N/D
Québec	110	N/D
Rivière-des-Prairies[2]	970	N/D
Roberval	83	N/D
St-Jérôme	186	N/D
Sept-Îles	119	N/D
Sherbrooke	294	N/D
Sorel	80	N/D
Trois-Rivières[2]	1 644	N/D

[1] Les données de 2018-2019 seront disponibles uniquement à la fin du mois de mai 2019.

[2] L'écart entre le nombre d'activités de fouille compilé par certains ED, comme Trois-Rivières et Rivière-des-Prairies, en comparaison avec d'autres ED, s'explique par le fait que les activités de fouille ont été compilées par cellule alors que la majorité des autres ED ont compilé les activités de fouille par secteur. Dans le but d'encadrer et de standardiser davantage la saisie des données liées aux activités de fouille, la DGSC a mis en place, au printemps 2018, le nouveau formulaire *Bilan annuel des activités de fouille* . Les données compilées à compter de 2018-2019 devraient donc pouvoir refléter une comptabilisation commune des activités de fouille et par le fait même, diminuer les écarts actuels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 131 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2018-2019. Ventilé par établissement de détention.

Liste des items saisis (interdits ou non autorisés) recensés dans les établissements de détention[3] :

accumulation de boîtes
accumulation de carton
accumulation de journaux
accumulation de literie
accumulation de livres
accumulation de médicaments
accumulation de nourriture
accumulation de papier
accumulation de produits hygiéniques
accumulation de vaisselle
accumulation de vêtements
accumulation d'ordures
adaptateur
affiche
agrafeuse
aiguille
aiguisoir
aimant
alcool frelaté
allume-cigarette
allumettes
antenne artisanale
appareil Bluetooth
argent en papier (billet de banque)
arme artisanale
baguette artisanale
baladeur
balance
balance électronique
banc de toilette
bandage élastique
barre de métal
batterie artisanale
batterie (de cellulaire et de Xbox)
batterie modifiée
batterie/pile (AA, AAA, etc.)
bijou artisanal
bijou
bobine de fil
bobine de fil de cuivre
boîte de conserve non conforme
boîte de Q-Tips
boucle de ceinture non conforme
boulon
bouteille vide
briquet
briquet à gaz type Gun
briquet artisanal
broche
brosse à cheveux modifiée
brosse à dents
cabaret de plastique (cuisine)
câble électrique
câble USB
cadenas
cagoule
cahier à spirale
calculatrice
contenant de vernis
carte d'appel
carte mémoire
carte SIM pour cellulaire
cartouche d'arme à feu
cassette audio
CD
ceinture non conforme
cendrier artisanal
cendrier modifié
chandelle artisanale
chargeur (booster pack)
chargeur artisanal
chargeur solaire
chaudière
cigarettes
ciseaux
clé
clé à molette
clé de menotte
clé de menotte artisanale
clou
colle contact
collier de perles
contenant de gel à raser
corde à linge artisanale
corde artisanale
coupe-ongles
couteau à beurre
couteau de poche
couvre batterie de cellulaire
craies
crayon surligneur
créatine
décapant à peinture
dentifrice
DVD
eau de Javel
écouteurs
égraineuse
encre
enregistreur
épingle à couche
espadrille avec semelle décollée
exacto artisanal
fil de chargeur
fil de chargeur modifié
foret
fouet de cuir artisanal
fronde
gant de cuir
gant de fouille
gant de latex
gommette
grille-pain abîmé
haut-parleur artisanal
huile à massage
image obscène
inhalateur pour l'asthme
iPad
iPod
jeu de société
lame de grattoir
lame de rasoir
lampe portable
lecteur CD
lecteur MP3
lien artisanal (bois, métal, corde, tissus) servant à passer des articles d'une cellule à une autre (cheval)
liste de clients
liste de transactions
livre à couverture rigide
machine à rouler les cigarettes
machine à tatouage artisanale
mandat poste
manette de Xbox
marqueur sharpie
mèche pour perceuse
médicament nécessitant une ordonnance (Séroquel, méthadone, stéroïde, etc.)
microphone mains libres
monnaie (pièce de)
montre téléphone cellulaire
montre-bracelet
morceau de ciment
morceau de cuivre
morceau de fer
morceau de grillage
morceau de métal
morceau de serpillère
moteur de lecteur CD
objet cylindrique
ordinateur portable
ouvre-boîte
papier à rouler
papier aluminium
papier Mika
papier sablé
peinture
perche artisanale
petit moteur rotatif
photo de nudité
pic artisanal
pince à cils
pince-notes
pipe
plante
plexiglas
poids haltère artisanal
poignée artisanale
poivrière
porte-serviette artisanal
pot de calamine
poudre explosive
poudre pour bébé
produit nettoyant (Old Dutch/Comet)
protéine
radio
radio (morceau)
rallonge électrique
rasoir
réveil matin
revue pornographique
rideaux
rince-bouche
roche/caillou
ruban adhésif
ruban électrique vert
sac de plastique
seringue
seringue artisanale
soie dentaire
substance s'apparentant à des drogues
tabac en vrac
taraud (outil)
télécommande
télécommande artisanale
téléphone cellulaire
télévision
thermomètre de réfrigérateur
tige de métal
timbre de nicotine (Nicoderm)
tondeuse
tournevis
tube de colle
tube Orajel
tube de Voltarin
soulier à cap d'acier
vaporisateur de nitroglycérine
ventilateur
ventilateur altéré
vibrateur artisanal
vis

[3] La liste des items saisis dans les établissements de détention est similaire d'une année à l'autre.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 132 : Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2018-2019[1 et 2].

PROJETS	ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	LIVRAISON	COÛT (M $)	CAPACITÉ (cellule)	COÛT PAR UNITÉ/CELLULE (M $)	ÉTAPE EN COURS
Construction	Amos	Automne 2018	125,9	170,0	0,74	Terminé
Construction[3]	Puvirnituq	Printemps 2021	23,1	34,0	0,68	En planification

[1]Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

[2] Il s'agit des projets approuvés par le Conseil du Trésor. Plusieurs autres projets sont prévus au Plan québécois des infrastructures et sont présentement à l'étude.

[3] Ce projet de quartier cellulaire permettra d'améliorer les conditions de détention temporaire dans le Nord.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 133 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS 2018-2019	BUDGET INITIAL [1] 2018-2019 ($)
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent		
70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9	4	421 260
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	3	
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean		375 060
3950, boulevard Harvey, 3e étage, Jonquière (Québec) G7X 8L6	5	
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	3	
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik		645 560
1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5	7	
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	1	
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec		593 260
4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	6	
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	2	
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie		
200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9	3	
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	1	638 760
165, rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	4	
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	1	
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides		
5100, rue Sherbrooke Est, 23e étage, Montréal (Québec) H1V 3R9	9	749 260
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	2	
55, rue Castonguay, bureau 105, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2H9	2	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 133 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS 2018-2019	BUDGET INITIAL [1] 2018-2019 ($)
Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec		
170, avenue Principale, 2e étage, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	5	385 760
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	1	
Direction régionale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine*		
96, montée Sandy Beach, bureau 1.02A, Gaspé (Québec) G4X 2W4	5	346 460
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	2	
Direction régionale de la Côte-Nord*		413 260
625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	4	
Direction régionale de l'Outaouais*		
817, boulevard Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3	5	501 760
Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	2	
Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM)		
125, chemin du Parc, bureau B108, Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1B3	4	1 022 400
(N'inclut pas les ressources du CEGRIM des autres ministères)		

[1] Le budget inscrit comprend le budget en rémunération, fonctionnement et transfert (excluant le budget du Plan d'action inondation), comparativement aux années précédentes où il incluait seulement le budget de rémunération.

* L'ajout de trois nouvelles directions régionales de la sécurité civile et de la sécurité incendie (Outaouais, Côte-Nord et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) s'est concrétisé en avril 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 134 :	**Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2018-2019[1].**

Voir document ci-joint.

Le montant total versé pour cette période est de : 121 282 275 $.

[1] La période de référence est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

QP1 – 134 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2018-2019

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
113-2011 2010-12-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux sinistres survenus du 5 au 7 décembre 2010 et du 13 décembre 2010 au 10 janvier 2011 sur le territoire des régions administratives du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	M	115 737 $
		09 CÔTE-NORD	M	261 000 $
		Sous-total		376 737 $
493-2011 2011-04-10S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	5 224 $
		16 MONTÉRÉGIE	P	942 632 $
		16 MONTÉRÉGIE	O	153 567 $
		Sous-total		1 101 424 $
961-2011 2011-08-28S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes et aux vents violents survenus les 28 et 29 août 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	M	79 777 $
		Sous-total		79 777 $
2013-04-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 19 au 22 avril 2013, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	196 459 $
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	205 000 $
		Sous-total		401 459 $
808-2013 2013-07-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif à un accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013, dans la ville de Lac-Mégantic			
		05 ESTRIE	E	127 355 $
		05 ESTRIE	M	68 000 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	1 104 958 $
		Sous-total		1 300 313 $
2013-12-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de pluie verglaçante, de neige et de grésil survenue le 22 décembre 2013, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	M	82 141 $
		Sous-total		82 141 $
2014-04-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 5 au 9 avril 2014, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	28 047 $
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	295 000 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	176 258 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	44 237 $
		16 MONTÉRÉGIE	M	14 508 $
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	40 859 $
		Sous-total		598 910 $
2014-06-06G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 6 juin 2014, dans la municipalité de Grenville-sur-la-Rouge			
		15 LAURENTIDES	M	6 905 $
		Sous-total		6 905 $
2014-06-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 17 juin 2014, dans la municipalité de Saint-Félix-de-Valois			
		14 LANAUDIÈRE	M	12 578 $
		Sous-total		12 578 $
2014-06-18G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin de la Rivière-Rouge, dans la municipalité de Grenville-sur-la-Rouge, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 18 juin 2014			
		15 LAURENTIDES	M	5 823 $
		Sous-total		5 823 $
2015-04-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 10 au 16 avril 2015, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	54 704 $
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	61 092 $

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2019

À noter que les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP1 – 134 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2018-2019

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	559 $
			Sous-total		116 355 $
2015-06-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 9 et 10 juin 2015, dans des municipalités du Québec				
		03	CAPITALE-NATIONALE	M	85 646 $
		05	ESTRIE	E	9 711 $
		05	ESTRIE	M	173 122 $
		14	LANAUDIÈRE	M	2 223 $
			Sous-total		270 701 $
2015-07-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 21 juillet 2015, dans la ville de Pohénégamook				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	M	104 684 $
			Sous-total		104 684 $
2015-08-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 3 août 2015, dans la paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long				
		05	ESTRIE	M	60 042 $
			Sous-total		60 042 $
2015-10-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes, vents violents et inondations survenus les 28 et 29 octobre 2015, dans des municipalités du Québec				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	M	38 034 $
			Sous-total		38 034 $
2016-01-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 13 janvier 2016, dans des municipalités du Québec				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	P	1 946 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	224 516 $
			Sous-total		226 462 $
2016-02-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de verglas survenue les 24 et 25 février 2016, dans des municipalités du Québec				
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	2 686 $
			Sous-total		2 686 $
2016-02-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues les 25 et 26 février 2016, dans des municipalités du Québec				
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	5 409 $
		16	MONTÉRÉGIE	P	2 196 $
			Sous-total		7 605 $
2016-03-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au 2e Rang Ouest, dans la municipalité de Saint-Samuel, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 17 mars 2016				
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	77 720 $
			Sous-total		77 720 $
2016-03-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues 31 mars au 3 avril 2016, dans des municipalités du Québec				
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	29 748 $
		15	LAURENTIDES	E	174 $
			Sous-total		29 922 $
2016-04-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang de l'Île, dans la municipalité de Pierreville, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 5 avril 2016				
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	250 000 $

QP1 – 134 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2018-2019

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
			Sous-total		250 000 $
2016-05-06G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise au 3e Rang de Peterborough Sud, dans la municipalité de Mandeville				
		15	LAURENTIDES	M	19 625 $
			Sous-total		19 625 $
2016-06-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 13 juin 2016, dans des municipalités du Québec				
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	4 199 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	27 653 $
			Sous-total		31 853 $
2016-06-20G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 20 juin 2016, dans des municipalités du Québec				
		03	CAPITALE-NATIONALE	E	167 085 $
			Sous-total		167 085 $
2016-06-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin Maskinongé, dans la municipalité de Boileau, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 28 juin 2016				
		07	OUTAOUAIS	M	50 429 $
			Sous-total		50 429 $
2016-07-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 21 et 22 juillet 2016, dans des municipalités du Québec				
		02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	4 087 $
		02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	E	715 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	7 979 $
			Sous-total		12 781 $
2016-08-16G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 16 et 17 août 2016, dans des municipalités du Québec				
		05	ESTRIE	P	646 $
			Sous-total		646 $
2016-10-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 21 et 22 octobre 2016, dans des municipalités du Québec				
		03	CAPITALE-NATIONALE	M	21 204 $
			Sous-total		21 204 $
2016-11-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 9 novembre 2016, dans la municipalité de Saint-Luc-de-Vincennes				
		04	MAURICIE	M	5 245 $
			Sous-total		5 245 $
2016-11-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissements de terrain survenus en novembre 2016, dans la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan				
		04	MAURICIE	P	152 893 $
			Sous-total		152 893 $
2016-12-30G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues le 30 décembre 2016, dans des municipalités du Québec				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	P	304 310 $
		01	BAS-SAINT-LAURENT	M	11 698 $
		09	CÔTE-NORD	P	797 451 $
		09	CÔTE-NORD	M	215 070 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	335 717 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	68 425 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	2 302 119 $
			Sous-total		4 034 789 $
2017-01-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence d'érosion et de submersion menaçant une résidence principale sise route de l'Église, dans la municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis				
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	4 704 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	671 $
			Sous-total		5 375 $

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2019

À noter que les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP1 – 134 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2018-2019

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
2017-01-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence d'érosion menaçant la résidence principale sise rue du Ruisseau, dans le village de Marsoui				
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	20 699 $
			Sous-total		20 699 $
2017-02-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 23 au 26 février 2017, dans des municipalités du Québec				
		05	ESTRIE	P	23 011 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	8 747 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	5 348 $
		14	MONTÉRÉGIE	P	112 890 $
			Sous-total		149 996 $
2017-03-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 4 au 7 mars 2017, dans la ville de Saint-Joseph-de-Beauce				
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	129 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	2 550 $
			Sous-total		2 678 $
2017-03-14G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de neige et aux inondations survenues les 14 et 15 mars 2017, dans des municipalités du Québec				
		03	CAPITALE-NATIONALE	O	1 590 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	7 686 $
			Sous-total		9 275 $
495-2017 2017-04-05S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 5 avril au 16 mai 2017, dans des municipalités du Québec				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	P	259 854 $
		01	BAS-SAINT-LAURENT	E	60 022 $
		01	BAS-SAINT-LAURENT	M	5 931 $
		01	BAS-SAINT-LAURENT	O	5 608 $
		02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	32 467 $
		02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	E	7 496 $
		02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	M	54 242 $
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	14 545 $
		03	CAPITALE-NATIONALE	M	100 000 $
		03	CAPITALE-NATIONALE	O	10 000 $
		04	MAURICIE	P	2 131 279 $
		04	MAURICIE	E	55 507 $
		04	MAURICIE	M	432 345 $
		05	ESTRIE	O	2 321 $
		06	MONTRÉAL	P	8 623 606 $
		06	MONTRÉAL	E	1 289 785 $
		06	MONTRÉAL	O	5 274 206 $
		07	OUTAOUAIS	P	25 548 865 $
		07	OUTAOUAIS	E	9 729 416 $
		07	OUTAOUAIS	M	1 648 564 $
		07	OUTAOUAIS	O	17 252 $
		09	CÔTE-NORD	P	6 957 $
		09	CÔTE-NORD	M	3 006 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	198 135 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	169 119 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	49 511 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	263 458 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	1 500 $
		13	LAVAL	P	7 796 207 $
		13	LAVAL	E	1 066 305 $
		14	LANAUDIÈRE	P	754 071 $
		14	LANAUDIÈRE	E	173 785 $
		14	LANAUDIÈRE	M	295 625 $
		14	LANAUDIÈRE	O	4 202 $
		15	LAURENTIDES	P	13 860 571 $
		15	LAURENTIDES	E	4 315 393 $
		15	LAURENTIDES	M	257 310 $
		15	LAURENTIDES	O	73 937 $
		16	MONTÉRÉGIE	P	9 982 957 $
		16	MONTÉRÉGIE	E	1 167 396 $
		16	MONTÉRÉGIE	M	503 974 $
		16	MONTÉRÉGIE	O	30 477 $
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	188 306 $
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	E	31 277 $
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	744 925 $
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	O	2 704 $
			Sous-total		97 244 416 $

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2019

À noter que les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP1 – 134 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2018-2019

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2017-06-18G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents survenus le 18 juin 2017, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	M	27 809 $
		Sous-total		27 809 $
1094-2017 2017-06-27S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes survenues le 27 juin 2017 dans des municipalités du Québec			
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	2 659 $
		Sous-total		2 659 $
2017-08-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes, précipitations de grêle et vents violents survenus les 4 et 5 août 2017, dans des municipalités du Québec			
		16 MONTÉRÉGIE	P	29 834 $
		16 MONTÉRÉGIE	M	24 551 $
		Sous-total		54 385 $
1074-2017 2017-08-18S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales de l'avenue John-Kane, dans la ville de Saguenay, arrondissement de La Baie			
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	158 124 $
		Sous-total		158 124 $
2017-08-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes, précipitations de grêle et vents violents survenus le 22 août 2017, dans des municipalités du Québec			
		04 MAURICIE	M	11 575 $
		Sous-total		11 575 $
93-2018 2017-10-11G	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue des Saules, dans la municipalité de Val-des-Monts			
		07 OUTAOUAIS	P	20 796 $
		Sous-total		20 796 $
2017-10-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 26 octobre 2017, dans la municipalité de Sainte-Martine			
		16 MONTÉRÉGIE	P	42 594 $
		Sous-total		42 594 $
2017-10-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 29 et 30 octobre 2017, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	E	4 609 $
		07 OUTAOUAIS	P	774 771 $
		07 OUTAOUAIS	E	6 429 $
		07 OUTAOUAIS	M	621 610 $
		14 LANAUDIÈRE	M	32 280 $
		16 MONTÉRÉGIE	M	4 653 $
		Sous-total		1 444 352 $
2017-11-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 2 au 8 novembre 2017, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	3 596 $
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	6 614 $
		Sous-total		10 210 $
2017-11-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Saint-Jean-Baptiste, dans la municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu			
		16 MONTÉRÉGIE	P	52 424 $
		16 MONTÉRÉGIE	M	2 036 $
		Sous-total		54 460 $
2017-12-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1er décembre 2017 au 27 mars 2018, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	12 461 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	70 303 $
		14 LANAUDIÈRE	M	56 277 $
		16 MONTÉRÉGIE	M	68 572 $
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	69 188 $
		Sous-total		276 801 $
2018-01-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et tempête de neige survenues du 4 au 6 janvier 2018, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	1 030 822 $
		03 BAS-SAINT-LAURENT	O	6 842 $
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	O	41 $
		16 MONTÉRÉGIE	O	37 323 $
		Sous-total		1 075 028 $

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2019

À noter que les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP1 – 134 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2018-2019

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
732-2018 2018-01-11G	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 11 au 19 janvier 2018 dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	M	7 775 $
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	898 591 $
		03 CAPITALE-NATIONALE	E	304 604 $
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	3 184 $
		05 ESTRIE	P	112 972 $
		05 ESTRIE	M	17 057 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	958 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	11 167 $
		15 LAURENTIDES	P	42 569 $
		15 LAURENTIDES	M	1 325 $
		16 MONTÉRÉGIE	P	197 498 $
		16 MONTÉRÉGIE	E	51 873 $
		16 MONTÉRÉGIE	M	22 078 $
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	355 994 $
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	E	10 581 $
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	4 027 $
		Sous-total		2 042 253 $
592-2018 2018-01-12S	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise rue Saint-Joseph, dans la ville de Lévis			
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	122 575 $
		Sous-total		122 575 $
2018-02-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Inondations survenues les 21 et 22 février 2018, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	P	37 591 $
		05 ESTRIE	M	18 763 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	7 000 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	2 537 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	13 049 $
		16 MONTÉRÉGIE	P	261 386 $
		16 MONTÉRÉGIE	E	138 534 $
		16 MONTÉRÉGIE	M	14 156 $
		Sous-total		493 016 $
2018-03-14G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de neige survenue le 14 mars 2018, dans la municipalité de Saint-Isidore			
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	O	4 890 $
		Sous-total		4 890 $
2018-03-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations, pluies et dégel printanier survenus du 28 mars au 30 avril 2018, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	22 353 $
		01 BAS-SAINT-LAURENT	M	26 323 $
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	38 889 $
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	88 138 $
		03 CAPITALE-NATIONALE	E	88 138 $
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	40 617 $
		04 MAURICIE	P	568 132 $
		04 MAURICIE	E	44 334 $
		04 MAURICIE	M	3 947 $
		05 ESTRIE	P	393 960 $
		09 CÔTE-NORD	P	380 356 $
		09 CÔTE-NORD	M	2 565 $
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	15 519 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	1 315 069 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	613 293 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	BL	4 858 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	50 225 $
		14 LANAUDIÈRE	P	573 534 $
		14 LANAUDIÈRE	E	17 562 $
		14 LANAUDIÈRE	M	25 292 $
		15 LAURENTIDES	P	126 949 $
		15 LAURENTIDES	E	49 195 $
		Sous-total		4 489 249 $

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2019

À noter que les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP1 – 134 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2018-2019

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; BL : Bâtiment locatif; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2018-04-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 2 avril 2018, dans la municipalité de Sainte-Marie-Salomé			
		14 LANAUDIÈRE	P	195 398 $
		14 LANAUDIÈRE	M	8 856 $
			Sous-total	204 254 $
2018-06-18G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 18 juin 2018, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	M	155 000 $
			Sous-total	155 000 $
2018-07-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Valroc, dans la Ville de Lévis			
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	46 470 $
			Sous-total	46 470 $
2018-07-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 24 et 25 juillet 2018, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	M	30 000 $
		15 LAURENTIDES	M	21 523 $
			Sous-total	51 523 $
2018-08-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises rue Alfred-DesRochers, dans la ville de Sherbrooke			
		05 ESTRIE	P	46 557 $
			Sous-total	46 557 $
2018-08-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 29 août 2018, dans des municipalités du Québec			
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	41 749 $
			Sous-total	41 749 $
2018-09-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 5 septembre 2018, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	20 746 $
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	E	24 582 $
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	M	90 000 $
		08 ABITIBI–TÉMISCAMINGUE	P	962 $
			Sous-total	136 290 $
2018-09-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 21 septembre 2018, dans des municipalités du Québec			
		06 MONTRÉAL	O	3 000 000 $
		07 OUTAOUAIS	M	2 185 $
		07 OUTAOUAIS	O	74 477 $
			Sous-total	3 076 662 $
2018-10-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale et un bâtiment locatif sis rue Saint-Laurent, dans la ville de Lévis			
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	11 392 $
			Sous-total	11 392 $
2018-11-15G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 15 novembre au 21 décembre 2018, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	509 $
			Sous-total	509 $
2018-11-27G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues le 27 novembre 2018, dans la municipalité de L'Isle-aux-Coudres			
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	50 000 $
			Sous-total	50 000 $
2018-11-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête automnale survenue le 29 novembre 2018, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	11 767 $
			Sous-total	11 767 $
2018-12-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 22 au 26 décembre 2018 et travaux de bris de couvert de glace réalisés du 22 au 27 décembre 2018, dans des			
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	39 542 $
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	514 $
			Sous-total	40 056 $
			TOTAL	**121 282 275 $**

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2019

À noter que les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 135 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l' obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 28 février 2019, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et obtenu une attestation de conformité.

Ventilation par régions

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Bas-Saint-Laurent	8	-	-	La Matanie, La Matapédia, La Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	-	-	Le Domaine-du-Roy, Le Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
Capitale-Nationale	7	-	-	Charlevoix-Est, L'Île-d’Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Agglomération de Québec, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix
Mauricie	6	-	-	Agglomération de La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux
Estrie	7	-	-	Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, Le Val-Saint-François, Le Haut Saint-François, Les Sources, Le Granit

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 135 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l' obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (*suite*)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Montréal	1	-	-	Agglomération de Montréal
Outaouais	5	-	-	Les Collines-de-l'Outaouais, Gatineau, Papineau, La Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac
Abitibi-Témiscamingue	5	-	-	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, La Vallée-de-l'Or, Abitibi-Ouest
Côte-Nord	6	-	-	Le Golfe-du-Saint-Laurent, La Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscau
Nord-du-Québec	2	-	-	Administration régionale Kativik, Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	-	-	Bonaventure, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, Avignon
Chaudière-Appalaches	10	-	-	Bellechasse, Les Etchemins, L'Islet, Lévis, Lotbinière, La Nouvelle-Beauce, Montmagny, Robert-Cliche, Les Appalaches, Beauce-Sartigan

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 135 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l' obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (*suite*)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Laval	1	-	-	Laval
Lanaudière	6	-	-	D’Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L'Assomption, Montcalm
Laurentides	8	-	-	Antoine-Labelle, Argenteuil, Les Laurentides, Les Pays-d’en-Haut, La Rivière-du-Nord, Thérèse-De Blainville, Deux-Montagnes, Mirabel
Montérégie	15	-	-	Acton, Brome-Missisquoi, Le Haut-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Agglomération de Longueuil, Pierre-De Saurel, La Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Les Maskoutains, Rouville, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, La Haute-Yamaska
Centre-du-Québec	5	-	-	Arthabaska, Bécancour, L’Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques en sécurité civile

Le MSP a priorisé la réalisation et la mise en œuvre des schémas de couverture de risques incendie par les MRC et les municipalités découlant de la Loi sur la sécurité incendie plutôt que de lancer la démarche municipale prévue à la Loi sur la sécurité civile dans laquelle s’inscrivait l’implantation des schémas de sécurité civile.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **– 01.05**

QUESTION 136 : État d'avancement de la mise en oeuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.

En 2018, dans le budget du gouvernement du Québec, une somme de 81,1 M$ a été annoncée pour les exercices financiers 2017-2018 à 2021-2022 afin de financer la mise en œuvre de certaines des 24 mesures du Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations (Plan d'action inondations). De ce montant, un budget de 39,2 M$ a été octroyé au ministère de la Sécurité publique (MSP) pour la mise en œuvre de mesures sous sa responsabilité, et ce, pour la durée de ce plan d'action. Pour l'année 2018-2019, une somme de 10 M$ a été consacrée aux mesures suivantes :

Acquérir des connaissances sur la vulnérabilité des résidences et des infrastructures face aux crues (mesures 5 et 10, dont le budget est de 800 k$)

Ce montant a principalement permis d'investir dans trois projets visant à acquérir des connaissances sur la vulnérabilité des résidences et des infrastructures aux inondations, en collaboration avec l'Institut national de la recherche scientifique et l'Université Laval.

Soutenir davantage le milieu municipal dans la prévention et la préparation aux sinistres (bonification du Cadre pour la prévention de sinistre de 5 M$ pour les inondations)

Ce montant a permis soutenir financièrement dix projets en appréciation des risques d'inondation (recherche sur les risques d'inondation) et pour l'acquisition de données géographiques. De plus, des sommes ont été consacrées à des travaux de traitement de risques au sein de trois municipalités, soit Brigham, Coaticook et Saint-Raymond, afin d'atténuer les risques d'inondations à ces endroits.

Assurer une meilleure présence en sécurité civile et incendie sur tout le territoire québécois (mesure 20, dont le budget est de 2,9 M$)

Cette mesure a permis au MSP d'embaucher des ressources additionnelles afin d'assurer une meilleure présence en région dans le but de mieux accompagner les municipalités dans leur préparation aux sinistres, pour les opérations d'urgence et le rétablissement à la suite d'un événement. À ce sujet, quatre conseillers en gestion de risques, neuf conseillers en sécurité civile, deux conseillers en sécurité incendie et neuf conseillers en rétablissement ont été embauchés au cours de l'année 2018-2019 dans dix bureaux régionaux de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie. Ces bureaux couvrent toutes les régions administratives du Québec. Au 31 mars 2019, neuf postes étaient en processus de dotation.

Mettre en place des initiatives pour une meilleure gestion des inondations (mesure 22, dont le budget est de 500 k$)

Dans le cadre de cette mesure, un projet coordonné par l'École Nationale d'Administration publique, par le biais de son LivingLab, a jusqu'à maintenant été financé en lien avec le développement de la résilience des collectivités québécoises aux sinistres.

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **– 01.05**

QUESTION 136 : État d'avancement de la mise en oeuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.

Lancer des campagnes de sensibilisation portant sur la préparation aux sinistres (mesure 12, dont le budget est de 800 k$)

Une campagne de sensibilisation a été amorcée au cours du mois de mars 2019 et se poursuit jusqu'en mai. Cela inclut la conception de capsules vidéo et la diffusion de publicités à la radio, sur le Web et sur les médias sociaux ainsi que dans quelques médias écrits. Cette campagne a débuté à la mi-mars, qui est une période particulièrement propice aux risques d'inondation. La campagne de sensibilisation se poursuivra au cours des prochaines années.

Les mesures sont actuellement en cours de réalisation. Leur mise en œuvre se poursuivra jusqu'en 2022, et ce, dans le respect de l'échéancier initial prévu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 137 : Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité :

- La municipalité est maîtresse d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement, lors d'un sinistre, la municipalité a la responsabilité première de mettre en place les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie (DGSCSI) du ministère de la Sécurité publique (MSP) est de venir appuyer les municipalités dans ses actions. Le ministère est proactif dans ses interventions et s'assure que la municipalité possède les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des sinistrés.

- Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est toujours prêt à soutenir les municipalités et intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de sécurité civile et de l'Organisation de sécurité civile du Québec.

- Le MSP coordonne l'action gouvernementale et, lorsque la situation le requiert, dépêche du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.

Aide financière :

- Le Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents permet d'accorder une aide financière aux municipalités pour le déploiement de mesures préventives temporaires, de mesures d'intervention ou de rétablissement, pour la réparation des dommages aux biens essentiels ainsi pour le développement de sites d'accueil si nécessaire. Le programme permet également d'accorder une aide financière aux particuliers et aux entreprises sinistrés.

- Ce programme est mis en œuvre dans les jours suivant le sinistre, ce qui permet aux municipalités touchées de recevoir une aide financière très rapidement.

- Au besoin, le MSP procède à l'ouverture de bureaux temporaires d'aide financière directement sur le territoire des municipalités touchées afin d'aider leurs sinistrés, autant les particuliers que les entreprises. Ces bureaux permettent de rencontrer les sinistrés et d'ouvrir leur réclamation d'aide financière. Des chèques peuvent être remis aux sinistrés dans les 24 à 48 h suivant la rencontre.

- Le montant de la participation financière de la municipalité selon ce programme est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité. Les trois premiers dollars par habitant de dépenses admissibles sont assumés entièrement par la municipalité. Pour recevoir une aide financière, le montant des dépenses admissibles de la municipalité doit donc dépasser le triple de sa population. Par exemple, pour une municipalité de 100 000 habitants, ses dépenses admissibles doivent dépasser 300 000 $ pour que le MSP lui accorde une aide financière.

- Si une municipalité est en difficulté financière lors du sinistre ou en raison du sinistre, le programme permet d'annuler, en tout ou en partie, sa participation financière après analyse de sa situation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 138 : Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Prévisions pour 2019-2020.

	2018-2019
Cadre pour la prévention de sinistres (CPS)	6 252 300 $
Budget additionnel pour l'érosion et la submersion côtières (CPS)	10 000 000 $
Budget additionnel pour les inondations (CPS)	5 000 000 $

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 139 : **État de situation au 31 mars 2019 de la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2018-2019 et fournir les prévisions pour 2019-2020. Ventiler la mise en oeuvre par :**

a) orientation de la Politique;
b) objectif de la Politique;
c) ministère de mise en oeuvre;
d) résultats atteints en 2018-2019;
e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2018-2019 et 2019-2020;
f) budget pour chaque action;
g) tout document produit à cet effet.

a) et b) Orientation et objectif de la Politique :

La Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 (PQSC) précise la vision, les fondements, les orientations et les objectifs devant permettre d'accroître la résilience des collectivités aux catastrophes. Elle interpelle l'ensemble des acteurs de la société et cherche à favoriser une plus grande responsabilisation de tous. Elle se veut l'assise à partir de laquelle seront déployées les diverses mesures en matière de sécurité civile. La PQSC s'articule autour de cinq orientations couvrant les principales catégories de mesures à mettre en œuvre à cet effet :

- consolider le système québécois de sécurité civile;
- améliorer la connaissance des risques;
- accroître le partage d'information et le développement des compétences;
- recourir en priorité à la prévention;
- renforcer la capacité de réponse aux catastrophes.

c) Ministère de mise en oeuvre

En vue d'assurer la mise en œuvre de la PQSC et pour favoriser la concertation entre les divers acteurs, l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) s'est vue confier le mandat d'élaborer, au cours de l'année 2014, sous la coordination du ministère de la Sécurité publique (MSP), un plan d'action national (PAN). Un sous-comité de l'OSCQ a été mis en place à cet effet. Le PAN se divise en deux phases s'échelonnant respectivement de 2014 à 2019 et de 2020 à 2024. En juin 2015, le PAN – Phase 1, a reçu l'approbation du Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ).

L'OSCQ doit assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du PAN.

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - **01.05**

QUESTION 139 : **État de situation au 31 mars 2019 de la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2018-2019 et fournir les prévisions pour 2019-2020. Ventiler la mise en oeuvre par :**
a) orientation de la Politique;
b) objectif de la Politique;
c) ministère de mise en oeuvre;
d) résultats atteints en 2018-2019;
e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2018-2019 et 2019-2020;
f) budget pour chaque action;
g) tout document produit à cet effet.

d) Résultats atteints en 2017-2018

Dans le cadre des rencontres de l'OSCQ, un état de situation relativement à la progression du PAN a été présenté sur une base annuelle à l'OSCQ. Jusqu'à maintenant, celui-ci a porté sur l'évolution des mesures réalisées au cours des années 2014, 2015, 2016 et 2017.

e) Échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2018-2019

Un état de situation sur la progression du PAN 2018-2019 sera présenté à l'OSCQ en 2019. De plus, l'OSCQ a reçu le mandat d'élaborer, au cours de l'année 2019, un rapport intérimaire de mise en œuvre qui, une fois approuvé par l'OSCQ, sera transmis au Secrétariat du Conseil du trésor. Celui-ci prendra en compte les éléments présentés antérieurement à l'OSCQ relativement à la progression du PAN.

f) Budget pour chaque action;

Les activités liées au PAN seront réalisées à même les crédits et les effectifs réguliers des ministères et organismes impliqués.

g) Tout document produit à cet effet

Le rapport intérimaire de mise en œuvre est en cours d'élaboration.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **– 01.05**

QUESTION 140 : Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.

Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence (RLRQ, chapitre S-2.3, r. 2).

Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre ([2018] 150 G.O.II, 315).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **– 01.05**

QUESTION 141 : Tout document ou analyse relatifs à la mise en place d'un nouveau programme d'indemnisation pour les sinistrés découlant de l'adoption du projet de loi 8.

Les documents produits ou détenus par le ministère de la Sécurité publique sont des mémoires, des avis, des analyses et des recommandations qui ont notamment permis d'élaborer la Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière et le programme en découlant.

Ces documents ne peuvent être communiqués en vertu des articles 33, 34, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – **03.03**

QUESTION 142 :	**Copie des recommandations émises par les coroners, en 2018-2019, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.**
Veuillez vous référer à la fin du document.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 143 : L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2018-2019.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2018-2019	
	EFFECTIFS[1]	MASSE SALARIALE[2] (en $)
Coroners[3]	10	1 246 315
Cadres supérieurs	2	177 693
Professionnels	11,8	734 054
Techniciens et employés de bureau	28,8	1 283 759

[1] Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 96 000 heures pour l'année 2018-2019 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).
[2] Masse salariale estimée pour l'année 2018-2019, selon les effectifs en poste au 28 février 2019.
[3] Exclut les coroners à temps partiel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - **03.03**

QUESTION 144 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2018-2019 ainsi que les augmentations prévues.

CORONERS[1]	RÉMUNÉRATION ($)	AUGMENTATIONS PRÉVUES
Brochu, Jean-E Dr (investigateur)	155 448	Conformément aux orientations gouvernementales
Clavet, Martin Dr (investigateur)	155 448	
Descary, Pascale Me (coroner en chef)	162 339	
Godin, Julie-Kim Me (investigateur, début 30 avril 2018)	112 044	
Kamel, Géhane Me (investigateur)	126 341	
Kronström, Andrée Me (enquêteur et investigateur)	149 817	
Malouin, Jean-Luc Me (enquêteur et investigateur)	149 817	
Rudel-Tessier, Catherine Me (ancienne coroner en chef en pré-retraite jusqu'au 15 juin 2018)	44 930	
Spénard, Karine Me (investigateur)	138 351	

Aucune prime, ni boni n'a été versé au cours de cette période

Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée.

[1] La liste des coroners investigateurs ne comprend pas les coroners investigateurs à temps partiel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - **03.03**

QUESTION 145 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis cinq ans ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports

TABLEAU 1 - NOMBRE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 ET 2018.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Rapport terminé	4 414	4 285	4 572	4 343	3 734	1 016
Rapport en cours	1	7	60	269	1 205	4 510

TABLEAU 2 - POURCENTAGE DE RAPPORTS D'INVESTIGATION TERMINÉS ET À VENIR POUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 ET 2018.

ANNÉE DE SIGNALEMENT DU DÉCÈS	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Rapport terminé	100,0 %	99,8 %	98,7 %	94,2 %	75,6 %	18,4 %
Rapport en cours	0,0 %	0,2 %	1,3 %	5,8 %	24,4 %	81,6 %

Délai moyen :
Le délai moyen entre le signalement d'un décès et la remise du rapport d'investigation est de 12,5 mois.

* La computation des rapports terminés et en cours pour les années 2013 à 2017 a été revue pour tenir compte des dossiers terminés en cours d'année 2018.
** Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - **03.03**

QUESTION 146 **La liste des enquêtes terminées en 2018-2019 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).**

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	Date de remise du rapport
2016-07-08	Barbe, Vincent	Un homme décède à la suite d'une collision entre son véhicule et une autopatrouille	M^{e} Andrée Kronström	2015-08-28	Saint-Eustache	2018-10-01
2017-05-17	Maurice, Brandon	Décès dans le contexte d'une poursuitre policière	M^{e} Jean-Luc Malouin	2015-11-16	Messines	2019-03-06

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 147 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2019 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit du décès	État d'avancement de l'enquête
2017-05-17	Suicide par pendaison dans un centre d'hébergement pour réinsertion sociale	M^e^ Andrée Kronström	Le ou vers le 2016-06-01	Montréal	En rédaction
2018-02-22	Décès dans un centre de thérapie / désintoxication	M^e^ Andrée Kronström	2016-12-27	Trois-Rivières	En attente d'une décision du DPCP
2018-11-13	Électrocution	M^e^ Karine Spénard	2016-04-28	Longueuil	Audiences prévues du 27 au 29 mai 2019 inclusivement
2018-11-14	Décès dans une résidence pour personnes âgées	M^e^ Julie-Kim Godin	2018-04-23	Trois-Pistoles	Audiences prévues du 11 au 14 juin 2019 inclusivement
2018-11-16	Décès dans un centre d'hébergement pour personnes itinérantes	M^e^ Géhane Kamel	2018-01-24	Montréal	Audiences prévues du 27 au 29 mai 2019 inclusivement

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – **03.03**

QUESTION 148 : Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2018-2019.

1) 4 avril 2018 – Note adressée à tous les coroners – Colloque des 6 et 7 septembre 2018
2) 12 avril 2018 – Note adressée à tous les coroners à temps partiel – Une mesure de soutien pour vous!
3) 12 avril 2018 – Note adressée à tous les coroners – Nomination de coroners à temps partiel
4) 13 avril 2018 – Note adressée à tous les coroners – Transfert de dossiers d'un coroner à un autre
5) 13 avril 2018 – Note adressée à tous les coroners – Étude des crédits 2018-2019
6) 19 avril 2018 – Note adressée aux coroners permanents – Changements à l'équipe des services juridiques
7) 30 avril 2018 – Note adressée à tous les coroners – Projet pilote de paiement d'honoraires à la réception d'un dossier
8) 4 mai 2018 – Note adressée à tous les coroners – Nomination d'une adjointe exécutive
9) 8 mai 2018 – Note adressée à tous les coroners – Départ d'une employée
10) 22 juin 2018 – Note adressée à tous les coroners – Nomination d'un employé
11) 4 juillet 2018 – Note adressée à tous les coroners – Formulaire de confirmation de décès
12) 4 juillet 2018 – Note adressée à tous les coroners – Organisation du transport d'un corps
13) 6 juillet 2018 – Note adressée à tous les coroners – Capacité maximale atteinte à la morgue de Montréal
14) 12 juillet 2018 – Note adressée à tous les coroners – Rappel sur l'utilisation de la boîte vocale et du courrier électronique
15) 13 juillet 2018 – Note adressée à tous les coroners – Rôle des coroners mentors et examen des premiers dossiers d'investigation
16) 19 juillet 2018 – Note adressée à tous les coroners – Contribution exceptionnelle d'un employé
17) 20 juillet 2018 – Note adressée à tous les coroners de la région de Québec – Examens externes à la morgue de Québec pendant la période des vacances
18) 25 juillet 2018 – Note adressée à tous les coroners – Nouvel outil de suivi des dossiers d'investigation (StatsCor)
20) 9 août 2018 – Note adressée à tous les coroners – Traduction de courtoisie d'un rapport d'investigation ou d'enquête
21) 9 août 2018 – Note adressée à tous les coroners – Les autopsies : informations importantes à considérer
22) 21 août 2018 – Note adressée à tous les coroners – Services offerts aux coroners par l'équipe de la Banque de cerveaux de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas
23) 21 août 2018 – Note adressée à tous les coroners – Participation du Bureau du coroner à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics
24) 17 septembre 2018 – Note adressée à tous les coroners – Le rapport d'investigation : un travail d'équipe
25) 21 septembre 2018 – Note adressée à tous les coroners – Envoi des dossiers et des SP-3 au bureau
26) 23 octobre 2018 – Courriel adressé à tous les coroners – Nouvelle entente de services concernant les analyses toxicologiques non judiciaires ordonnées par les coroners

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – **03.03**

QUESTION 148 : Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2018-2019.

27) 25 octobre 2018 – Note adressée à tous les coroners – Projet Vitrine 2 – Autopsies par imagerie post-mortem
28) 13 novembre 2018 – Note adressée à tous les coroners – Non-publication sur le site Web
29) 15 novembre 2018 – Note adressée à tous les coroners – Travaux du Comité d'examen des décès d'enfants
30) 3 décembre 2018 – Note adressée à tous les coroners – Inscription des coordonnées des proches du défunt dans GECCO
31) 4 décembre 2018 – Note adressée à tous les coroners – Décès causés par l'exposition à la chaleur naturelle excessive
32) 11 décembre 2018 – Note adressée aux coroners desservant la région de l'Abitibi-Témiscamingue – Contact avec les intervenants du réseau de la santé – région de l'Abitibi-Témiscamingue
33) 11 décembre 2018 – Note adressée à tous les coroners – Accusations criminelles
34) 12 décembre 2018 – Note adressée à tous les coroners – Nombre inhabituel de décès pendant une période de garde
35) 12 décembre 2018 – Note adressée à tous les coroners – Communication de renseignements personnels au Bureau des enquêtes indépendantes en cours d'investigation
36) 18 décembre 2018 – Note adressée aux coroners desservant la région de la Montérégie – Constats de décès sur le territoire du Grand Longueuil
37) 21 janvier 2019 – Note adressée à tous les coroners – Constats de décès à distance sur les territoires de Laval et de Montréal
38) 21 janvier 2019 – Note adressée à tous les coroners – Nouveau gabarit pour les rapports d'investigation

Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès du Bureau du coroner.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - **03.03**

QUESTION 149 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Pour donner suite au rapport du Protecteur du citoyen, déposé en avril 2014, le Bureau du coroner a mis en place, dès juin 2014, des mesures afin d'assurer la surveillance et l'encadrement des délais de production des rapports d'investigation.

Ces mesures ont permis d'amorcer une réduction du délai moyen, qui est passé de 12,2 mois en 2012 à 10,9 mois en 2016. Toutefois, la tendance s'est ensuite renversée puisqu'il est remonté à 12,5 mois en 2017. En 2018, la situation s'est stabilisée et le délai est demeuré à 12,5 mois.

Au cours de l'année 2018, 4 963 dossiers ont été terminés, soit une forte hausse de 49,9 % par rapport à 2017. En date du 31 décembre 2018, les investigations en cours (6 052 dossiers) l'étaient depuis en moyenne 8,9 mois, tandis qu'à pareille date en 2017, les investigations en cours (5 565 dossiers) l'étaient depuis en moyenne 8,6 mois.

L'allongement des délais et le nombre élevé d'investigations toujours en cours à la fin de l'année 2018 s'expliquent par une combinaison de facteurs :

- la livraison plus rapide des projets de rapports par les coroners se fait parfois au détriment de la qualité, de sorte que plusieurs échanges et demandes de changements sont nécessaires;
- le resserrement parallèle des critères de qualité que doivent respecter les rapports d'investigation;
- l'implantation du nouveau système informatique GECCO en mai 2016 a comporté son lot d'impondérables, sollicité des ressources normalement affectées à l'assurance qualité et augmenté globalement le temps de traitement des dossiers;
- la croissance importante du nombre de décès signalés au coroner, qui est passé de 4 292 en 2014 à 5 515 en 2018.

En juin 2018, la protectrice du citoyen a rencontré la coroner en chef pour faire le point sur l'impact des mesures mises en place suite au rapport de 2014. En janvier 2019, dans une lettre adressée à la coroner en chef, la protectrice du citoyen a reconnu que les délais d'investigation sont consciencieusement pris en main, et elle a annoncé la fin de son enquête sur le Bureau du coroner.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - **03.03**

QUESTION 149 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Les constats

Les efforts pour diminuer les délais d'investigation et le traitement des dossiers sont constants depuis quelques années et le demeureront. En plus des rappels officiels lors des colloques annuels de formation et par l'entremise de notes formelles, la coroner en chef sensibilise couramment les coroners accusant de plus longs délais dans le cadre d'échanges directs avec eux. La sensibilisation porte non seulement sur la réduction des délais, mais aussi sur la qualité des investigations qui doit tout aussi impérativement être préservée. Parallèlement, les quelques coroners présentant toujours des retards importants ou manifestant d'autres problématiques liées à leur travail d'investigation font l'objet d'un suivi rigoureux par des mentors spécifiquement désignés pour les aider. Ce soutien de proximité demeurera en place aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à ce que les délais et la qualité des rapports des coroners ciblés s'améliorent.

Le BC a également pris l'habitude de sensibiliser ses principaux partenaires opérationnels et fournisseurs d'expertises aux délais et de les mettre à contribution dans la recherche de façons de faire toujours plus efficaces. Ces démarches ont permis de réduire le délai moyen pour terminer des investigations comportant des autopsies jusqu'à 11,8 mois en 2016. Après un allongement de 2 à 3 mois en 2017, ce délai a atteint un peu plus de 13 mois en 2018. Ainsi, de nouveaux efforts auprès de nos partenaires demeurent nécessaires pour être en mesure de terminer les investigations du coroner plus rapidement.

Vingt-trois nouveaux coroners ont été assermentés et ont débuté des investigations en 2017. Cet élargissement du bassin de coroners favorise la répartition du travail et l'amélioration continue des délais.

Enfin, la mise en place de divers outils (ligne téléphonique 1 888 CORONER, système GECCO, accès en ligne pour les coroners à certaines informations de la RAMQ, etc.) contribue à faire diminuer les délais.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - **03.03**

QUESTION 150 : État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation.

Veuillez vous référer à la question précédente en ce qui a trait aux délais d'investigation.

Concernant les recommandations du Protecteur du citoyen, nous vous rappelons que :

- le Protecteur du citoyen a déposé son rapport le 17 avril 2014;
- le rapport demandait au Bureau du coroner de produire d'ici le 5 juin 2014 un plan d'action afin d'assurer le suivi de ses recommandations;
- le plan d'action a été transmis au Protecteur du citoyen le 12 juin 2014 et a été déposé aux parlementaires formant la Commission des institutions le 11 septembre 2014;
- est disponible dans le site Internet du Bureau du coroner;
- a fait l'objet de cinq mises à jour depuis son dépôt. La cinquième a été présentée le 22 juin 2018 à la Protectrice du citoyen dans le cadre d'une rencontre avec la coroner en chef.

Dans une lettre du 18 janvier 2019 adressée à la coroner en chef, la Protectrice du citoyen annonçait qu'elle mettait un terme à l'enquête qui a fait l'objet du rapport de 2014. La coroner en chef poursuit quand même ses efforts pour réduire les délais de production des rapports d'investigation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 151 : L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2018-2019.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS[1]	MASSE SALARIALE ($)
Dirigeant et membre	2,0	293 555
Cadres	2,0	177 537
Professionnels	19,9	1 835 440
Techniciens	2,1	110 937
Personnel de bureau	4,4	211 806

[1] Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 58 800 heures pour l'année 2018-2019 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 152 : **La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2018-2019 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2018-2019 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.**

TITRE	NOM	MANDAT	TRAITEMENT AU 31 MARS 2019 ($)
Le commissaire à la déontologie policière	M[e] Marc-André Dowd	13 mars 2017 au 12 mars 2022	149 817
La commissaire adjointe	M[e] Hélène Tremblay	13 septembre 2015 au 12 septembre 2020	136 050

POUR LES AUGMENTATIONS ET BONIS PRÉVUS :	Conformément aux orientations gouvernementales

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

Exercice 2018-2019

1) Nombre de plaintes reçues[1] :

	NOMBRE DE PLAINTES[2]	NOMBRE DE POLICIERS
Sûreté du Québec	418	555
Service de police de la Ville de Montréal	664	873
Corps de police municipaux	636	985
Polices autochtones	37	51
Constables spéciaux	4	2
Contrôleurs routiers	9	8
Agents de la protection de la faune	3	2
Autres : BEI, CN, UPAC	5	4

[1] Du 1[er] avril 2018 au 28 février 2019.

[2] Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 152 : **La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2018-2019 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2018-2019 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.**

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers[1] :

	NOMBRE DE DOSSIERS
Sûreté du Québec	1
Service de police de la Ville de Montréal	4
Corps de police municipaux	3

Exercice 2017-2018

1) Nombre de plaintes reçues[2] :

	NOMBRE DE PLAINTES[3]	NOMBRE DE POLICIERS
Sûreté du Québec	456	607
Service de police de la Ville de Montréal	761	943
Corps de police municipaux	648	972
Polices autochtones	35	56
Constables spéciaux	11	13
Contrôleurs routiers	5	5
Agents de la protection de la faune	8	13
Autres : BEI, CN, UPAC	6	6

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers[2] :

	NOMBRE DE DOSSIERS
Sûreté du Québec	-
Service de police de la Ville de Montréal	2
Corps de police municipaux	12

[1] Du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

[2] Du 1er avril 2017 au 31 mars 2018

[2] Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 153 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2018-2019 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Exercice 2018-2019

Traitement apporté et décisions à la suite de l'examen préliminaire[1] :

	NOMBRE DE DÉCISIONS
Conciliation	534
Enquête	107
Plainte refusée	946
Désistement	0
À l'étude	423

[1] Du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de 40 jours pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - **03.04**

QUESTION 154 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.

2018-2019[1]

946[2] plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes :

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
  - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
  - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
  - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. : rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.
[2] Du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - **03.05**

QUESTION 155 : L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2018-2019.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS[1]	MASSE SALARIALE[2] ($)
Président et membres	6	877 700
Professionnels (incluant avocats)	3	231 431
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	5	233 293

[1] Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 25 600 heures pour l'année 2018-2019 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

[2] La masse salariale est projetée au 31 mars 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - **03.05**

QUESTION 156 : La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations prévues.

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION AU 31 MARS 2018 (en $)
Cree, Lysane	Membre à temps partiel	2015-10-21	2018-10-20	3 336 [1]
		2018-10-21	2021-10-20	
Drouin, Pierre	Membre	2018-01-07	2021-01-06	149 817
Gagné, Pierre	Vice-président	2013-11-10	2018-11-09	149 817
		2018-11-10	2022-01-09	
Gaudreault, Marie-Esther	Membre	2013-06-17	2018-06-16	95 031
Iuticone, Richard W.	Membre	2013-01-29	2018-01-28	149 817
Montour, Martha	Membre à temps partiel	2016-03-13	2019-03-12	- [1]
Provencher, Jean	Président	2013-11-10	2018-11-09	166 578
		2018-11-10	2022-01-09	
Rivard, Louise	Membre	2014-06-29	2018-11-02	118 818
		2018-11-03	2021-04-30	
Séguin, Sylvie	Membre	2019-02-11	2022-02-10	19 164

Augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales.

[1] Les membres à temps partiel sont assignés aux dossiers autochtones et le calcul de la rémunération est compilé au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - **03.05**

QUESTION 157 : Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2018-2019. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.

ORIGINE	2018-2019[2]		2017-2018[3]	
	CITATIONS	RÉVISIONS	CITATIONS	RÉVISIONS
Sûreté du Québec	14	1	6	7
Corps municipaux	32	5	30	7
SPVM	21	6	12	4
Corps de police autochtone	2	-	5	-
Constables spéciaux	1	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-	-

[1] Incluant également les corps de police autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune et les enquêteurs de l'UPAC.

[2] Dossiers reçus en 2018-2019 au 28 février 2019.

[3] Dossiers reçus en 2017-2018 au 31 mars 2018.

* Note : En ce qui a trait au nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des sanctions veuillez vous référer aux rapports annuels de gestion du Comité, https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/le-comite/le-comite/publications-administratives.html.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - **03.05**

QUESTION 158 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2019, par catégorie et par origine.

ORIGINE	2018-2019[1]		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	14	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-

[1] Données compilées en date du 28 février 2019.
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – **03.05**

QUESTION 159 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai de traitement d'un dossier au Comité dépend du délai encouru pour la mise au rôle, des remises accordées à la suite de demandes des parties pour des motifs valables ainsi que du délai de délibéré, c'est-à-dire du délai nécessaire au membre pour rendre une décision.

Le délai moyen de traitement des dossiers de citation a été de 24,06 mois pour l'année 2016-2017, de 27,53 mois pour l'année 2017-2018 et de 24,16 mois pour l'année 2018-2019[1]. Pour ce qui est de l'année 2018-2019[1], ce délai passe à 25,16 mois si on inclut les dossiers qui avaient été suspendus en raison de procédures devant les tribunaux supérieurs. Aucun dossier ayant été suspendu n'a été fermé au cours des autres années financières mentionnées.

En ce qui concerne le délai moyen de délibéré pour les décisions en citation, il a été de 93,75 jours en 2016-2017, soit 3,08 mois, de 50 jours en 2017-2018, soit 1,64 mois, et de 74 jours en 2018-2019[1], soit 2,44 mois.

Il ressort de ce qui précède que le délai de traitement d'un dossier est davantage tributaire du délai de sa mise au rôle et de celui de sa remise au rôle lorsqu'une remise a été accordée, délais sur lesquels le Comité n'a qu'un contrôle limité. En effet, malgré les efforts de ce dernier pour fixer les causes rapidement, la mise et la remise au rôle demeurent problématiques. Cette situation s'explique, d'une part, par le fait que les policiers sont, de façon générale, représentés par des avocats spécialisés en déontologie policière, lesquels sont peu nombreux et, d'autre part, par le fait qu'il est parfois difficile d'arrimer les disponibilités de ces avocats avec celles des avocats du Commissaire. Signalons que le délai moyen de traitement des dossiers pour les années précitées a été affecté par la grève des juristes de l'État survenue en 2016-2017 qui a entraîné la remise de nombreuses audiences.

Ajoutons enfin que les dossiers traités par le Comité sont devenus de plus en plus complexes au cours des dernières années et, par conséquent, nécessitent à l'occasion que de nouvelles journées d'audience soient fixées, ce qui, du coup, augmente le délai de traitement en raison de la difficulté de déterminer des dates qui conviennent aux parties.

[1] Cette donnée est en date du 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - **03.04**

QUESTION 160 : État de la mise en oeuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 80, le 15 juin 2006, 542[1] demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière depuis le 3 novembre 2006. Le Comité de déontologie policière a rendu 541 décisions, dont 71 défavorables aux policiers requérants.

Au cours de l'année financière 2018-2019, 21 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière qui, au cours de la même période, a rendu 25 décisions.

[1] Données en date du 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 161 : Pour 2017-2018 et 2018-2019, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subie une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.

Compilation des enquêtes indépendantes au Québec de 2012 à 2018[1]

Année	Total
2012	39
2013	39
2014	35
2015	41
2016 [2]	37 [3]
2017	49
2018	43

[1] La répartition des enquêtes par catégories peut être consultée sur le site Internet du MSP à l'adresse suivante : https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/quebec/encadrement-police/enquete-independante.html (avant le 27 juin 2016) ou celui du BEI à l'adresse suivante https://www.bei.gouv.qc.ca/enquetes/statistiques.html (depuis le 27 juin 2016). Les catégories utilisées ont été modifiées.

[2] À noter que le Bureau des enquêtes indépendantes a amorcé ses opérations le 27 juin 2016.

[3] À noter que 20 des 37 enquêtes indépendantes ont été réalisées par le Bureau des enquêtes indépendantes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 162 : L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2018-2019, et prévisions pour 2019-2020.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2018-2019	
	EFFECTIFS[1]	MASSE SALARIALE[2] (en $)
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	10,3	2 736 796 [3]
Professionnels	12,8	763 468
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	18,5	830 384

[1] Le niveau des effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit de 76 000 heures pour l'année 2018-2019 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures). Le calcul des heures rémunérées est un estimé au 31 mars 2019.

[2] Les montants de la rémunération incluent les salaires estimés jusqu'au 31 mars 2019, les salaires des étudiants sont exclus.

[3] Les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont inclus dans la masse salariale, ceux-ci ne consomment aucun ETC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 163 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2018-2019, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.

1) Membres à temps plein :

NOM	TRAITEMENT ANNUEL (en $)	DATE DE FIN DE MANDAT
Chamberland, Céline	136 050	2023-04-14
De Vette, Suzanne	131 989	2023-02-25
Dugré, Jean	136 050	2023-02-19
Falardeau, Mark	136 050	2023-04-14
Filion, Julie	136 050	2023-03-26
Gagné, Jean-Pierre	136 050	2022-04-23
Gauthier, Françoise	151 916 [1]	2020-02-19
Marcotte Annie	136 050	2023-04-13
Sultan, David	149 817	2022-03-20
Tétreault, Lucie	136 050	2023-03-26

[1] Un montant équivalent à la moitié de la rente de retraite a été déduit du salaire.
* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.
* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/)
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 163 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2018-2019, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.

2) Membres à temps partiel :

Nommés par le décret de 397-2012 en date du 18 avril 2012. Fin du mandat 17 avril 2017.[1]	**Nommées par le décret de 20-2013 en date du 16 janvier 2013. Fin du mandat le 15 janvier 2018.[1]**	**Nommés par le décret de 396-2013 en date du 10 avril 2013. Fin de mandat le 9 avril 2018.[1]**	**Nommée par le décret de 396-2013 en date du 11 mai 2013. Fin de mandat le 10 mai 2018.[1]**	**Nommé par le décret de 473-2013 en date du 25 juin 2013. Fin du mandat 24 juin 2018.[1]**	**Nommés par le décret 1248-2013 en date du 27 novembre 2013. Fin du mandat 26 novembre 2018.[1]**	**Nommés par le décret 452-2017 en date du 3 mai 2017 Fin du mandat 2 mai 2022**
Bédard, Paul Butstraen, Lara Desgagné, Jean-Guy Dionne, Alain Guillén-Lemus, Yvonne Petosa, Connie Lainé, Joseph / *Démission en date du 14 juillet 2018*	Leblond, Isabelle Lavigne, Chantal Blouin, Luc *Désignation temporaire en remplacement de madame Chantal Lavigne depuis le 18 août 2017*	Monette, Jacques	Marsolais, Diane	Duchaîne, Pierre	Giroux, Stéphanie Laroche, Guy	Altimas, Patrick Rioux, Josée

Les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent un traitement correspondant au maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séances à laquelle ils participent ou la moitié de ce traitement au terme de chaque demi-journée de séances à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres à temps partiel siègent au besoin.

Coût pour une journée : 626 $
Coût pour une demi-journée : 313 $

[1] Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec (RLRQ, chapitre S-40.1), les membres à temps partiel demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.
* À la suite de la décision du Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1er janvier 2014 comme des revenus provenant d'une charge (emploi).
* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 163 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2018-2019, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.

3) Membres issus de la communauté :

Nommés par le décret de renouvellement 783-2011 en date du 4 juillet 2011 Fin du mandat le 3 juillet 2014.[1]	
Bouchard, Manon	Lessard, Claude
Blouin, Luc / **désignation temporaire comme membre à temps partiel depuis le 18 août 2017*	Pelland, Annie
Chagnon, Marie-Josée	Robert, André
Dupuis Salvas, Claudette /*démission en date du 31 décembre 2018*	Razik, Nourreddine
Gervais, Arthur	Savaria, Claude
Lacroix, Élaine	Teitelbaum, Reisa
Latendresse, Michel	
Le Blanc, Claude / *décès le 27 mars 2019*	

Les membres issus de la communauté reçoivent des honoraires correspondant à 60 % du maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séances à laquelle ils participent ou la moitié de ces honoraires au terme de chaque demi-journée de séances à laquelle ils participent (décret 47-2007). À noter que les membres issus de la communauté siègent au besoin.

Coût pour une journée : 375 $
Coût pour une demi-journée : 188 $

[1]Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec (RLRQ, chapitre S-40.1), les membres issus de la communauté demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

* À la suite de la décision du Revenu Québec, qui nous a été transmise le 6 décembre 2013 par le Secrétariat aux emplois supérieurs, les honoraires des membres à temps partiel et issus de la communauté sont considérés depuis le 1er janvier 2014

* Les CV des membres nommés en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations du site du Premier ministre (https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 164 : Répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2018-2019 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire)[1]

La répartition des décisions prises par la Commission pour la période du 1er avril au 31 janvier 2019

DÉCISIONS RENDUES EN PERMISSION DE SORTIR PRÉPARATOIRE À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE, EN LIBÉRATION CONDITIONNELLE ET EN PERMISSION DE SORTIR POUR VISITE À LA FAMILLE	NOMBRE	PRÉCISIONS
Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (*incluant renouvellement et révision*) :	1 428	626 Octrois / 291 Refus 5 Post-annulations [2] (5 annulations [5]) 37 Post-suspensions [3] (9 annulations[5] / 28 révocations[6]) 231 Reports / 26 révisions / 212 renouvellements
Libération conditionnelle *(incluant révision)* :	2 637	1 140 Octrois / 592 Refus 12 Post-annulations [2] (7 annulations [5]/ 5 maintiens) 298 Post-suspensions [3] (53 annulations[5] / 4 cessations[4]) 529 Reports / 66 révisions
Permission de sortir pour visite à la famille *(incluant révision)* :	17	1 Octroi / 16 Refus Aucune post-suspension [3] ou post-annulation [2] Aucun report, ni révision

[1] La juridiction de la CQLC couvre la libération conditionnelle, la permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle et la permission de sortir pour visite à la famille.

[2] Séance post-annulation: séance pour laquelle la Commission rend une décision à la suite de l'octroi d'une mesure de mise en liberté sous condition qui n'a pas pris effet car une nouvelle information est apparue ou un événement s'est produit et aurait pu justifier une décision différente. Dans ce cas, la Commission rencontre à nouveau la personne contrevenante pour statuer sur le maintien de l'octroi initial ou son annulation.

[3] Séance post-suspension: Séance pour laquelle la Commission rend une décision à la suite de la suspension d'une personne contrevenante qui bénéficiait d'une mise en liberté sous condition. La Commission peut décider d'annuler la suspension ou révoquer la personne contrevenante à la suite d'un bris de condition ou de récidive.

[4] Cessation: Décision de mettre fin à la mesure de liberté sous condition.

[5] Annulation: Décision d'annuler la suspension à laquelle faisait face la personne contrevenante et de lui permettre de poursuivre la mesure de liberté sous condition.

[6] Révocation: Décision de révoquer la mise en liberté sous condition de la personne contrevenante à la suite d'un bris de condition ou d'une récidive.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - **03.02**

QUESTION 165 : Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour la période 2018-2019.

Pour la période du 1er avril 2018 au 31 janvier 2019, la répartition du nombre de renonciations et du nombre de décisions en matière de mise en liberté sous condition (libération conditionnelle) est la suivante :

DIRECTIONS TERRITORIALES

EST-DU-QUÉBEC	ÉTABLISSEMENT	RENONCIATIONS[1]	TOTAL DES DÉCISIONS[2]	NOMBRE DE PERSONNES ADMISSIBLES À UNE LIBÉRATION CONDITIONNELLE
	BAIE-COMEAU	17	19	23
	DÉTENTION QUÉBEC (F)	11	53	38
	DÉTENTION QUÉBEC (H)	156	333	347
	NEW CARLISLE	21	65	57
	PERCÉ	39	13	50
	RIMOUSKI	25	70	64
	ROBERVAL	42	157	120
	SEPT-ÎLES	10	17	20
	TROIS-RIVIÈRES	44	287	180
ÎLE DE MONTRÉAL	**ÉTABLISSEMENT**	**RENONCIATIONS**	**DÉCISIONS**	
	DÉTENTION MONTRÉAL	323	721	680
	DÉTENTION DE LAVAL (F)	23	235	124
	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	20	114	67
OUEST DU QUÉBEC	**ÉTABLISSEMENT**	**RENONCIATIONS**	**DÉCISIONS**	
	AMOS	16	75	63
	HULL	47	139	133
	SAINT-JÉRÔME	113	576	417
	SHERBROOKE	74	253	202
	SOREL	48	195	152

[1] La répartition du nombre de renonciations par établissement de détention apparaît à titre indicatif. Compte tenu des divers types de décisions rendues et des mouvements de clientèles carcérales, ces données ne peuvent pas être mises en relation avec le nombre de décisions rendues pour chacun des établissements de détention. Les renonciations doivent être calculées en fonction des données relatives à la clientèle admissible à une mesure de mise en liberté sous condition pour une année donnée.

[2] Le nombre de décisions de reports n'est pas inclus dans le total des décisions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES – **03.02**

QUESTION 166 :	**Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.**

Aucune nouvelle entente. Pour l'entente en vigueur, veuillez vous référer à celle présentée dans l'étude des crédits 2012-2013.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 167 : **L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2018-2019. La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations prévues.**

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS				MASSE SALARIALE ($)	
	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (Plan d'effectifs)		Effectifs utilisés en nombre de personnes			
	2017-2018	2018-2019	2017-2018 (Au 7 mars 2018)	2018-2019 (Au 6 mars 2019)	2017-2018[1]	2018-2019[2]
Cadres	19,0	19,0	19	20	2 482 657	2 501 903
Professionnels	51,8	56,8	103	110	5 535 666	6 342 793
Fonctionnaires	94,9	92,9	270	303	10 391 082	12 001 376
Ouvriers	19,1	23,1	33	42	1 183 271	1 212 429
Policiers en prêt de service	18,0	18,0	21	18	2 233 245	2 106 791
Personnes-ressources	0,0	0,0	43	57	344 961	135 665
Prêt de service (autre que policier)[3]	0,0	0,0	1	1	115 354	132 921
Total	202,8	209,8	490	551	22 286 236	24 433 878

[1] Selon le budget modifié approuvé par le conseil d'administration le 8 juin 2017.

[2] Selon le budget modifié approuvé par le conseil d'administration le 7 juin 2018.

[3] Le poste d'expert-conseil juridique est occupé par un procureur de la couronne.

Dirigeants de l'ÉNPQ

PÉRIODE	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION ANNUELLE SELON DÉCRET[4] ($)	PROCHAINE AUGMENTATION PRÉVUE
2018-2019	Yves Guay	Directeur général	133 848	Conformément aux orientations gouvernementales

[4] La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 20,5 %.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 168 : La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique « Nos formations » de la page d'accueil du site Internet de l'École, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/nos-formations.html, et cliquer sur le bouton « Afficher toutes les fiches ».

Nouveaux cours	Cours en développement
PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE EN ENQUÊTE ET EN GESTION POLICIÈRE	
Gestion policière :	Obligation réglementaire - Formation initiale en gestion Parcours de formation des cadres Développement de l'activité globale pour le DESS Activité d'immersion à la fonction de cadre de 1er niveau Développement d'un itinéraire de formation en gestion de 1er niveau à la direction d'une organisation Révision du baccalauréat en sécurité publique - clientèle policière
Enquête policière :	Révision du programme de formation initiale en enquête Développement de la formation initiale en enquête policière en anglais
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	
Patrouille-gendarmerie : Révision du cours Fondements stratégiques - Police communautaire (Phase 1) Conduite d'un véhicule d'urgence - Le moniteur - Requalification	
Formation en ligne (en formule complète ou hybride) : Patrouille nautique Introduction aux méthodes d'entrevues enregistrées Phase 2 - Formation sur les impacts psychologiques (policiers et pompiers) Fondements stratégiques - Police communautaire - Volet gestionnaire Gestion des informateurs - Volet gestionnaire Désescalade	Formation sur les mégaprocès Bureau des enquêtes indépendantes Superviseur de gestion Officier de sécurité pour le champ de tir

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 168 : La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Nouveaux cours	Cours en développement
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL *(suite)*	
Formations en lien avec le cannabis (agent évaluateur, épreuves de coordination des mouvements, appareils de mesure d'alcool, actualisation des compétences du patrouilleur, patrouilles spécialisées) : Cannabis vague 1 : Formations sur les changements législatifs et l'enquête de capacité de conduite affaiblie 1.1 Introduction aux dispositions législatives sur le cannabis 1.2 Mise à jour des pouvoirs et devoirs de l'agent de la paix en matière de capacité de conduite affaiblie 1.3 Mise à jour de l'enquête de capacité de conduite affaiblie	Développement d'une formation des enquêteurs sur l'Intervention en matière de cannabis (Programme ACCES cannabis) Actualisation des formations existantes en lien avec la légalisation du cannabis Développement de Cannabis vague 2 : mise à jour des épreuves de coordination des mouvements et procédure de prélèvement de l'échantillon sanguin
Emploi de la force : Intervention physique - Le moniteur (mise à jour) Refonte du cours pour l'arme de support - L'utilisateur Formation sur l'intervention à l'aide du bouclier inversé Désescalade - État mental perturbé (volet pratique) Désescalade - État mental perturbé - Le moniteur Arme à impulsions électriques (X2) - L'utilisateur - Requalification	Programme de formation des formateurs en emploi de la force Harmonisation provinciale et révision - Membre d'un groupe d'intervention (GI/GTI) Développement de la formation modulaire AIIP (utilisateur/moniteur) Refonte du cours superviseur - Toute autre arme que l'arme de service Adapter ses stratégies de communication selon les circonstances Arme à impulsions électriques (X2) - Le moniteur - Requalification Formation modulaire utilisateurs/moniteurs AIIP
Gestion policière : Superviseur : droits et devoirs du gestionnaire Préparation à la fonction de chargé de relève Exercer son influence Défi du leader : gérer les personnalités sombres dans l'équipe de travail	Introduction à la supervision de personnel (équipes spécialisées SQ) Mener une rencontre d'évaluation de rendement efficace

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 168 : La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Nouveaux cours	Cours en développement
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL *(suite)*	
Enquête policière :	Technicien en scène de crime
Formation enquête - drogues (en collaboration avec le SPVM)	Mise à niveau du cours enquête - drogues - provincial
Activité de formation sur les entrevues téléphoniques	Formation sur les mégaprocès
Actualisation de la formation Investigation d'une scène d'incendie	Formation en cyberenquête
Introduction aux méthodes d'entrevues enregistrées	
Actualisation d'une formation en gestion des informateurs - Volets pratique et gestionnaire	
Technique d'enquête de collision	
AUTRES	
ACTIVITÉS DE FORMATION EN SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Agent de surveillance de sentier (Fédération Quad du Québec)	Phase 2 - Formation sur les impacts psychologiques (versions en anglais policiers et pompiers)
Conduire un motoquad en utilisant la cartographie et le GPS (pompiers)	Rôles et responsabilités de l'enquêteur de scène - BEI
Conduite préventive de véhicule d'urgence et conduite préventive sur les chemins forestiers pour les agents de protection de la faune	Certificat universitaire en sécurité publique
Intervention en matière de cannabis (MSP)	Technique d'enquête pour les constables spéciaux
Habiletés de supervision en sécurité publique (cours du certificat en sécurité publique)	
Effectuer une perquisition (Santé Canada)	
Intervention physique 2 (Société des casinos du Québec)	
Technique d'enquête sur les crimes à caractère sexuel - Police nationale d'Haïti	
Technique d'enquête à l'intention des juges d'instruction et des juges de siège d'Haïti - Police nationale d'Haîti (agressions sexuelles)	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 168 : La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

PROGRAMME DE FORMATION INITIALE EN PATROUILLE-GENDARMERIE
Implantation du Système de gestion des données policières Emergensys et terminaux véhiculaires
Révision de l'horaire PFIPG 2017-2018
Phase 2 - Semaine de formation en ligne préalable à l'entrée à l'ENPQ - Développement d'activités de formation autonomes en ligne
Actualisation des scénarios en réalités sociales.
Modification de la formation en communication tactique afin de l'adapter selon les circonstances en y intégrant des notions de désescalade
Intégration d'un nouveau scénario à haut risque qui nécessite la rédaction d'un rapport en emploi de la force et une rétroaction qui traite entre autres des enquêtes indépendantes

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 169 : La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ENPQ et pour y graduer.

Pour connaître la liste des conditions d'admission et des tests d'entrée requis pour être admis au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, veuillez vous référer à la rubrique *Futur policier*, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/futur-policier/etapes-dadmission/etape-1conditions-dadmission.html.

Quelques changements ont été apportés aux critères d'admission du programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie pour l'année 2019-2020 :

- Au niveau du permis de conduite, le candidat doit être titulaire d'un permis de conduire valide de classe 5, ou de classe 5 probatoire;
- Exceptionnellement, pour l'année 2019-2020, les candidats qui n'auront pu obtenir leur sanction à l'hiver 2019, à la suite d'échecs ou de reprises de cours durant leur formation collégiale en Techniques policières, auront la possibilité de fournir à l'École un relevé de notes sanctionné jusqu'au 31 janvier 2020.
- Un candidat qui échoue l'épreuve standardisée d'aptitudes physiques (ESAP) aura droit à deux reprises par demande d'admission. Il devra refaire l'ESAP lors de la séance suivante prévue au calendrier scolaire.

En ce qui concerne l'évaluation et l'obtention de la diplomation, veuillez vous référer à la *Section II* du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, à l'adresse suivante : http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cr/P-13.1,%20r.%204?langCont=fr#ga:l_ii-h1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 170 : Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2018-2019 et montant de la subvention prévue pour 2019-2020.

PÉRIODE CONCERNÉE	SUBVENTION ACCORDÉE DU 1ER AVRIL AU 31 MARS (DÉCRET) (en $)
2018-2019	5 395 300

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 171 : L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2018-2019.

CATÉGORIE D'EMPLOI	2018-2019[1]	
	EFFECTIFS	MASSE SALARIALE (en $)
Dirigeants et membres d'organismes	17	2 332 200
Cadres	5	601 500
Cadres juridiques	2	324 100
Avocats, notaires	24	2 590 900
Professionnels	29	1 952 200
Techniciens	73	3 612 200
Personnel de bureau	34	1 450 300
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie souterraine dans le domaine des alcools – Projet ACCES	19	1 271 000
Contractuels à l'emploi de la Régie dans les secteurs des courses de chevaux et des sports de combat pratiqués par des professionnels (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	82	486 553

[1] La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 172 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en $)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
DIRIGEANTS	Lessard, France	Présidente	183 286	2012-11-19	2020-11-14
	Marchand, Louise	Vice-présidente à la fonction juridictionnelle	149 817	2007-09-04	2020-01-09

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION (en $)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
RÉGISSEURS	Belliardo, Édouard J.	Régisseur	136 050	2011-06-06	2019-06-05
	Bossé, Lucie	Régisseure	129 382	2018-05-14	2021-05-13
	Caron, Jocelyne	Régisseure	136 050	2008-08-04	2020-08-03
	Dostie, Liane	Régisseure	136 050	2007-01-15	2020-01-14
	Duval, Marie-Jeanne	Régisseure	109 931	2018-09-04	2023-09-03
	Elmir, Saifo	Régisseur	122 700	2009-02-16	2020-01-09
	Lepage, Jean	Régisseur	136 050	2013-01-04	2020-01-13
	Savard, Marc	Régisseur	136 050	2007-10-29	2022-10-28
	Savignac, Yolaine	Régisseure	136 050	2011-08-22	2021-08-21
	Thériault, France	Régisseure	136 050	2018-09-17	2023-09-16
	Vien, Louise	Régisseure	136 050	2013-04-02	2023-04-01

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 173 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2018-2019.

RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	2018-2019[1]	2017-2018[2]
Alcools	1 272 [3]	950
Appareils d'amusement	66	108
Appareils de loterie vidéo	196	255
Bingos	19	9
Concours publicitaires	2	4
Courses	2	1
Fabricants	407	580 [4]
Sports de combat	21 manifestations, 1 enquête SQ	26
Tirages	-	-
Transmis à un corps policier	39	16

PAR LES CORPS DE POLICE MANDATÉS « ACCES-Alcools »	2018-2019[1]	2017-2018[2]
SPVM	1 605	1 612
Corps de police municipaux	1 935	2 093
SQ	2 399	2 012

[1] La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

[2] La période concernée est du 1er avril 2017 au 28 février 2018.

[3] Le total inclut 385 inspections partielles d'établissement titulaires de permis d'épicerie afin d'assurer le respect de la nouvelle législation concernant les boissons alcooliques à base de malt

[4] Le total inclut 114 inspections de dépanneur (dossier Solar) et 40 inspections de vin d'origine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 174 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2018-2019, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL ACCORDÉS	2018-2019[1]
Nouveaux	523
Modifications	3 061
Cession	1 185

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL SUSPENDUS	2018-2019[1]
	307

NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL RÉVOQUÉS	2018-2019[1]
Volontairement (à la demande des détenteurs)	195
Avec saisie des boissons alcooliques (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs)	1 214
Autres (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs, mais sans saisie des boissons alcooliques)	50

[1] La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 175 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2018-2019, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RENOUVELÉES POUR LESQUELLES DES APPAREILS SONT EN FONCTION :	**1 585**

NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE SUSPENDUES :	**42**
MOTIF DE SUSPENSION :	
Suspension à la suite d'une convocation à la Régie	42

NOMBRE DE LICENCES D'EXPLOITANT DE SITE RÉVOQUÉES :	**239**
MOTIFS DE RÉVOCATION :	
Révocations volontaires	201
Révocations pour non-paiement des droits de permis d'alcool	33
Révocations à la suite d'une convocation à la Régie	5

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 176 : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2018-2019.

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE BINGO	**La notion « événements de bingo » a disparu à la suite de l'entrée en vigueur des règles sur le bingo le 1er juin 2008.**

NOMBRE DE LICENCES DE BINGO

CATÉGORIES DE LICENCES	**NOMBRE DE LICENCES**
Bingo en salle	609
Bingo-média	71
Bingo récréatif	943
Gestionnaire de salle	31
Fournisseur en bingo	3
Bingo de foire ou d'exposition	8
Bingo de concession agricole	1
Bingo dans un lieu d'amusement public	4

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 177 : Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis cinq ans, par année financière.

	2018-2019[1]
Gestionnaire de salle	2
Bingo en salle	15

[1] La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 178 : Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2018-2019.

NOMBRE DE LICENCES DE COURSES : **(accordées aux individus et/ou raisons sociales)**	1 701
NOMBRE DE LICENCES DE PISTES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :	11
NOMBRE DE LICENCES DE COURSES (professionnelles et amateurs) :	10
NOMBRE DE LICENCES DE SALLES DE PARIS :	10

Note : La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 179 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2018-2019 ainsi que le résultat de chacune des décisions.

PERMIS D'ALCOOL

Type de décision	Nombre
Autorisation	8 247
Refus	600
Conditionnelle	1
Désistement	119
Nul effet	16
Révocation volontaire	195
Révocation avec saisie des boissons alcooliques	1 214
Révocation - autres	50
Révocation d'autorisation d'exploitation temporaire	157
Suspension	307

LICENCES DE LOTERIE VIDÉO

Type de décision	Nombre
Autorisation	1 585
Refus	-
Révocation	202
Suspension	42

LICENCES DE TIRAGE

Type de décision	Nombre
Autorisation	1 826
Refus	2
Libération de cautionnement	292
Désistement	33
Fermeture[1]	3
Modification[2]	256

LICENCES DE BINGO

Type de décision	Nombre
Autorisation	1 507
Refus	1
Désistement	17
Modification	55
Suspension	2
Révocation volontaire	34
Révision de décision	-
Privation d'effet[3]	25

LICENCES D'APPAREILS D'AMUSEMENT

Type de décision	Nombre
Autorisation	622
Refus	-

CONCOURS PUBLICITAIRES

Type de décision	Nombre
Avis de tenue	7 802
Refus	-
Avis d'opposition	-

[1] Fermeture : Nombre de dossiers dont les titulaires n'ont pas donné suite à leurs demandes. Dossiers soumis au régisseur d'instruction pour fermeture.

[2] Nouvelle donnée depuis 2016-2017.

[3] Privation d'effet : Nombre de licences privées d'effet suite au non-paiement des droits annuels de la 2e ou 3e année d'exploitation de la licence.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX **- 03.01**

QUESTION 180 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2010-2011, et ce, par année financière.

Lors du Discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.

RÉMUNÉRATION	**2 600 000 $**

FONCTIONNEMENT	
Frais de séjour, formation et télécommunications	38 400 $
Services professionnels	12 000 $
Services de nature technique	52 000 $
Loyers	290 000 $
Fournitures, matériel et équipement	7 600 $

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 181 : Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis cinq ans, et ce, par année.

NOMBRE DE PLAINTES REÇUES	2018-2019[1]
	-

[1] La période concernée est du 1er avril 2017 au 28 février 2018.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 182 : Depuis cinq ans, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilés par sport.

COURSES	2018-2019
Nombre de contrôles anti-dopage	1 438
Nombre positifs	2

Sanctions liées : Un entraîneur a eu 30 jours de suspension parce que son cheval a testé positif au méthylprednisolone alors que le second recevra sa sanction à l'ouverture de la prochaine saison, son cheval ayant testé positif au cobalt.
Les heures et les lieux des contrôles ne sont pas disponibles.

SPORTS DE COMBAT	2018-2019
Nombre de contrôles anti-dopage	64
Nombre positifs[1]	1
Heures et lieux	Centre Vidéotron, Québec

[1] Dossier transmis au service du contentieux pour analyse (en cours)

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs. Cependant, conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, certaines données ne sont pas disponibles pour les autres années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 183 : **Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries qui entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.**

	2018-2019[1]
Nombre de licences délivrées	838
Revenus ($)	139 954

[1] La période concernée est du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX – **03.01**

QUESTION 184 :	**État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.**

Il n'y a aucune négociation avec la réserve autochtone de Kahnawake à ces sujets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 185 : Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2018-2019, par région..

Le Bureau de la sécurité privée procède à la délivrance des permis d'agence depuis le 3 mars 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 186 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2018-2019.
Les permis d'agent de sécurité sont délivrés par le Bureau de la sécurité privée depuis le 22 juillet 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - **03.07**

QUESTION 187 : Budget alloué au BEI pour l'année 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Budget alloué au BEI pour l'année 2018-2019 (k$)
6 262,8

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - **03.07**

QUESTION 188 : Effectif autorisé pour l'exercice financier 2019-2020.

Effectif du BEI pour l'exercice financier 2018-2019 (ETC)
48,75

[1] Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 89 019 heures pour l'année 2018-2019 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - **03.07**

QUESTION 189 : Effectif du BEI en date du 31 mars 2019. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.

EFFECTIF DU BEI[1]	STATUT	
	CIVILS	POLICIERS RETRAITÉS
Agente de liaison autochtone	1	-
Agente de secrétariat	2	-
Attachée d'administration	1	-
Conseiller juridique	1	-
Conseillers aux communications	1	-
Directeur adjoint	1	-
Directrice	1	-
Enquêteurs	21	15
Superviseur-coordonnateur	-	2
Superviseurs	-	4
Technicienne en administration	1	-

[1] Excluant un enquêteur qui quittera ses fonctions le 14 avril prochain.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - **03.07**

QUESTION 190 **Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.**

TYPE DE DÉPENSE	DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE BEI [1] (en $)
Salaire du personnel affecté au BEI[2]	3 979 014
Autres dépenses de fonctionnement du BEI	960 543

[1] Données au 28 février 2019.

[2] Inclus le temps supplémentaire et les primes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES – **03.07**

QUESTION 191 : Nombre d'enquêtes ouvertes en 2018-2019, nombre d'enquêtes en cours et nombre d'enquêtes terminées.

Entre le 1er avril 2018 et le 28 février 2019, le BEI a ouvert 40 dossiers d'enquêtes indépendantes, dont 7 sont terminés en ce sens que les rapports ont été transmis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP).

En ce qui a trait aux enquêtes sur des allégations d'infraction criminelle, le BEI a ouvert 28 enquêtes au cours de la même période, dont 7 sont terminées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES – **03.07**

QUESTION 192 : Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2018-2019.

Le délai moyen de transmission d'un dossier d'enquête indépendante au DPCP entre le 1er avril 2018 et le 28 février 2019 est de 9,25 mois.

Dans le cas des dossiers d'allégation d'infraction criminelle, le délai moyen de la durée d'une enquête est de 4 mois.

Il est toutefois difficile de comptabiliser la durée moyenne d'une telle enquête, car plusieurs facteurs peuvent faire varier les délais, notamment:
- La collaboration des plaignants, des victimes et des témoins;
- La nature et la complexité de l'allégation;
- Les distances à parcourir pour rencontrer les divers intervenants;
- Les expertises et analyses (attente des rapports d'expert);
- Les délais de réception des rapports policiers et autres documents (rapports médicaux, etc.).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES – **03.07**

QUESTION 193 : Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2018-2019, ventilé par corps de police et par type de manquements.

Entre le 1er avril 2018 et le 28 février 2019, la directrice du BEI a transmis 4 lettres aux autorités policières concernant certains manquements au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes :

- **SPVM :** 1 manquement à l'article 3 : ne pas avoir respecté la préséance du BEI sur les témoignages
- **SQ :** 2 manquements aux alinéas 3 et 5 de l'article 1 : 1 policier qui a refusé de répondre aux questions des enquêteurs dans 2 dossiers distincts
- **SM Longueuil :** 1 manquement à l'article 289.2 de la Loi sur la police a amené une contravention à toutes les obligations prévues au Règlement

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES – **03.07**

QUESTION 194 : **Toute correspondance entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2018-2019.**

Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI).

Toutefois, certaines de ces lettres sont déjà publiques à la suite de demandes d'accès à l'information et peuvent être consultées sur le site Web du BEI à l'adresse suivante : https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/acces-information.html

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 195 :	**Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet de la ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2018-2019.**

Le ministère de la Sécurité publique n'a eu aucune correspondance de cette nature avec les divers corps de police énumérés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **- 01.04**

QUESTION 196 :	**Travaux entourant la mise en place de l'alerte Silver :** **a) liste des rencontres entre le MSSS et le MSP;** **b) plan de déploiement;** **c) sommes prévues par année pour l'implantation de l'alerte Silver.**

Aucun travail à ce sujet

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 198 : Les sommes dépensées en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020 pour entretenir les sentiers de motoneige, ventilées par région.

Cette question ne concerne pas le ministère de la Sécurité publique.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 200 :	**Les sommes octroyées à Aventure Écotourisme Québec pour la formation offerte aux guides en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. Préciser :** **a) les dates de formation;** **b) les noms des participants ainsi que l'organisme pour lesquels ils s'y rattachent;** **c) le plan de formation original et le plan de formation bonifié;** **d) les noms de tous les guides accrédités ainsi que l'organisme pour lequel ils s'y rattachent.**

Aucune somme n'a été octroyée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 201 :	**Toute correspondance écrite ou électronique entre le ministre ou tout responsable du ministère et tout représentant de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec.**

Aucune correspondance n'a été identifiée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 202 :	**Concernant la circulation en motoneige sur le sentier Caribou, situé dans le parc national du Mont-Tremblant, fournir :** **a) toute note ou analyse concernant l'impact de la réouverture sur la faune;** **b) toute note ou analyse concernant l'impact de la réouverture sur l'environnement;** **c) toute note ou analyse sur l'impact sur les retombées économiques de la réouverture.**

Cette question ne concerne pas le ministère de la Sécurité publique.

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – **03.03**

QUESTION 142 :	**Copie des recommandations émises par les coroners, en 2018-2019, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.**

Voir le document ci-joint.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2016-03136

Événement :

Un homme de 68 ans décède d'une embolie pulmonaire massive consécutivement à une chute dans un centre d'hébergement de soins de longue durée à Saint-Georges.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- assure à sa clientèle hébergée obèse morbide tout le matériel nécessaire pour garantir les transferts en toute sécurité. À ce titre, il devra envisager de rendre disponible un dispositif de type « toile bariatrique » dans toutes ses unités de soins. [1]

Que le Centre hospitalier universitaire de Québec - Université Laval, par son comité de pharmacologie :

- révise ses pratiques dans la prophylaxie de la thrombose veineuse profonde post-opératoire et envisage d'offrir le Lovenox aux obèses morbides ayant un indice de masse corporelle supérieur à 40 kg/m^2. Ceci devra être fait en lien avec les meilleures pratiques dans le domaine et être révisé périodiquement. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Centre hospitalier universitaire de Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-12-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre hospitalier universitaire de Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-10-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier : 2017-01904

Événement :

Un patient de 76 ans oxygénodépendant décède d'hypoventilation et d'insuffisance respiratoire lors de son hospitalisation à Saint-Georges.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- confie la gestion de la totalité des appareils respiratoires des patients oxygénodépendants aux inhalothérapeutes; [1]
- s'assure qu'un débitmètre unique est offert à la clientèle et non partagé entre deux personnes; [2]
- s'assure qu'une indication très visible est mise au chevet de chaque client oxygénodépendant; [3]
- s'assure que les appels d'assistance de la part des clients hospitalisés sont relayés de façon compétente lorsqu'il y a absence de personnel au poste de garde. [4]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-08-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-08-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2018-08-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2018-08-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier : **2016-00522**

Événement :

Une femme de 69 ans décède d'une tamponnade sur un hémopéricarde provoqué par les manipulations lors d'une angioplastie, le lendemain de sa sortie de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal :

- révise ce cas, particulièrement en regard de la surveillance postangioplastie. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : **2017-05422**

Événement :

Un patient de l'Hôpital Pierre-Janet décède volontairement d'une hypoxie cérébrale avec un sac de plastique fermé sur la tête, à Gatineau.

Recommandation :

Que l'Hôpital Pierre-Janet du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- revoie la sécurité des unités dans lesquelles des malades potentiellement suicidaires sont placées. Particulièrement la pertinence de retirer et/ou de rendre beaucoup moins accessible des sacs de plastique qui peuvent être utilisés pour causer l'asphyxie. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-01-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 170689

Événement :

Une femme de 71 ans décède d'une intoxication au fentanyl au Centre d'hébergement Argyll, à Sherbrooke.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- transmette ce dossier au comité de l'évaluation de l'acte afin qu'il examine la qualité des soins prodigués à cette femme au Centre d'hébergement Argyll à compter du 24 mars 2015 jusqu'à son décès survenu le 23 mai 2015. [1]

Que le Collège des médecins du Québec, l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- examinent la qualité des soins prodigués à cette femme au Centre d'hébergement Argyll à compter du 24 mars 2015 jusqu'à son décès survenu le 23 mai 2015. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Collège des médecins du Québec

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Ordre des pharmaciens du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ordre des pharmaciens du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-07-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2016-03081

Événement :

Un homme de 67 ans décède d'un choc hypovolémique consécutif à une hémorragie en lien avec la rupture d'un anévrisme de l'aorte abdominale à l'Hôpital Pierre-Boucher, à Longueuil.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est :

- examine les circonstances entourant le décès de cet homme et prenne les mesures préventives appropriées. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : 2017-00438

Événement :

Une automobiliste de 55 ans décède d'un traumatisme crânien lors d'une collision avec une autre automobile à l'intersection de la route 201 et du 3e Rang, à Ormstown.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- analyse le site où a eu lieu l'accident et prenne les mesures nécessaires afin d'améliorer l'infrastructure routière. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 172947

Événement :

Un homme de 59 ans décède d'une septicémie à la suite d'une infection liée à la bactérie Pseudomonas aeruginosa, à Québec.

Recommandations :

Que l'Ordre des dentistes du Québec :

- continue de rappeler à ses membres leur obligation de maintenir à jour la fiche santé des patients; [1]
- prenne des moyens afin de sensibiliser les patients à l'importance de divulguer tout changement ayant trait à leur état de santé; [2]

- ajoute les signes cliniques suggérant une visite au service des urgences au document intitulé « Protocoles situations d'urgence ». [3]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- prenne des mesures afin que les dentistes aient accès au Dossier santé Québec (DSQ). [4]

Organisations/personnes visées :

Ordre des dentistes du Québec

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ordre des dentistes du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2018-10-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : **2017-00864**

Événement :

Un homme de 65 ans décède volontairement de l'effet combiné d'une noyade et d'un traumatisme par arme piquante et tranchante dans son bain à son domicile, à Montréal.

Recommandation :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal :

- conçoive un formulaire de consentement qui, lorsque signé par les patients, permettrait aux établissements de partager des renseignements médicaux, et ce, dans le but d'améliorer la communication entre les professionnels de la santé et ainsi assurer un meilleur suivi des patients qui présentent un risque suicidaire. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **2016-01551**

Événement :

Une fillette de 3 ans décède à la suite d'une crise d'asthme à son domicile, à Saint-Alexis-des-Monts.

Recommandation :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- évalue les observations et les interventions de l'équipe de services sociaux ayant effectué le suivi de la famille de cette fillette en 2015-2016. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2017-03222

Événement :

Un automobiliste de 39 ans décède d'un traumatisme crâniofacial sévère à la suite d'une collision volontaire avec un camion lourd sur la route David-Bouchard, à Granby.

Recommandations :

Que le comité d'évaluation de l'acte du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- examine la qualité des soins prodigués à cet homme et notamment détermine si la présence médicale au cours du transport interhospitalier aurait été bénéfique; [1]

- informe aussitôt que possible le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de Granby si le comité d'évaluation de l'acte détermine que la présence médicale au cours du transport interhospitalier aurait été bénéfique. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-10-16, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2017-02891

Événement :

Une femme de 91 ans décède des suites d'un choc hypovolémique lié à une hémorragie sévère dans la paroi abdominale consécutive à une double anticoagulation à l'Hôpital Notre-Dame de Fatima, à La Pocatière.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas - Saint-Laurent :

- s'assure de parachever l'implantation de toutes mesures d'amélioration des soins médicaux et infirmiers qu'il prévoit pour un usage et un suivi plus sécuritaire de l'anticoagulation. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : **2017-06402**

Événement :

Une piétonne de 8 ans décède d'un traumatisme craniocérébral sévère après avoir été heurtée par une déneigeuse dans le stationnement d'un édifice à logements, à Québec.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- ajoute, aux outils qu'elle produit déjà pour sensibiliser les enfants aux dangers de la route, du matériel visant spécifiquement les risques afférents et les comportements appropriés aux déplacements à pied près des véhicules de déneigement. [1]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-09-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier : **2016-01141**

Événement :

Un patient de 48 ans décède d'une hémorragie interne sur un pseudo-anévrisme surinfecté embolisé de l'artère fémorale droite associée à une coronarographie et une procédure d'embolisation dans le contexte d'un infarctus récent du myocarde et d'embolies pulmonaires bilatérales à l'Hôpital Hôtel-Dieu, à Montréal.

Recommandation :

Que le Centre hospitalier de l'Université de Montréal, l'Institut de Cardiologie de Montréal et le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière :

- procèdent à l'étude de ce dossier au sein des instances cliniques internes appropriées. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Institut de Cardiologie de Montréal

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Institut de Cardiologie de Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : **2017-04968**

Événement :

Un homme de 75 ans décède d'une pneumonie survenue en post-opératoire d'une fracture de la hanche à la suite d'une chute d'un fauteuil roulant, au Centre d'hébergement de soins longue durée Jeffrey-Hale, à Québec.

Recommandation :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale :

- poursuive l'application des recommandations émises pour la prévention des chutes et du suivi post-chute telles qu'inscrites dans le rapport d'incident/accident. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : **2017-06928**

Événement :

Un homme de 30 ans décède d'une arythmie cardiaque secondaire à l'effet combiné de l'alcool éthylique, de la caféine et de la chlorphéniramine à son domicile, à Drummondville.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- sensibilise le public aux réels dangers de la consommation d'alcool éthylique en combinaison avec des stimulants comme la caféine ou certains médicaments arythmogènes. [1]

Que Santé Canada :

- émette des avis publics concernant les réels dangers de la consommation d'alcool éthylique en combinaison avec des stimulants comme la caféine ou certains médicaments arythmogènes. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Santé Canada

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Santé Canada

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-09-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier : 2017-01758

Événement :

Une jeune fille de 12 ans décède d'un traumatisme crânien après avoir reçu une rondelle de hockey sur la tempe dans les gradins d'un aréna, à Salluit.

Recommandation :

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, en collaboration avec l'Association québécoise des arénas et des installations récréatives et sportives :

- étudient l'efficacité de l'installation de filets protecteurs sur tout le pourtour des patinoires d'arénas et envisagent d'en intégrer l'usage dans le guide de sécurité et de prévention dans les arénas. [1]

Organisations/personnes visées :

Association québécoise des arénas et des installations récréatives et sportives

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi de la recommandation :

Association québécoise des arénas et des installations récréatives et sportives

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-09-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-09-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : 2016-03520

Événement :

Une piétonne de 84 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été heurtée par un camion multibenne sur le Chemin Côte-des-Neiges, à Montréal.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive ses campagnes de sensibilisation enjoignant les piétons à se tenir à distance des véhicules lourds et élabore un message de vigilance destiné aux conducteurs de camions. [1]

Que Transports Canada :

- identifie les bons systèmes de détection des personnes pouvant se trouver autour des véhicules lourds et veille à choisir les moyens les plus appropriés pour imposer leur installation. [2]

Que le ministère des Transports du Québec :

- identifie les bons systèmes de détection des personnes pouvant se trouver autour des véhicules lourds déjà en circulation et veille à choisir les moyens les plus appropriés pour imposer leur installation. [3]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Transports Canada

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-06-13, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Transports Canada

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-08-15, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2018-08-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2017-02458

Événement :

Une femme de 61 ans décède volontairement d'une polyintoxication médicamenteuse à sa résidence, à Montréal.

Recommandation :

Que le CLSC de Benny Farm du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest- de-l'Île-de-Montréal :

- procède à l'analyse des décisions médicales prises et mette en place les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients en pareilles circonstances. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier : **2017-05056**

Événement :

Un homme de 87 ans décède d'une asphyxie par noyade après avoir chuté dans un fossé lors d'une fugue d'un centre d'hébergement, à Laurier-Station.

Recommandation :

Que le CLSC de Laurier-Station du Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- instaure un service rapide de dépannage ou de transfert d'institution dans le cas où la sécurité du bénéficiaire est en cause. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-09-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : **2018-04322**

Événement :

Une résidente de 105 ans décède des suites d'une fracture de la hanche quelques jours après avoir chuté au Centre d'hébergement Frederick-George-Heriot, à Drummondville.

Recommandation :

Que le service de gestion intégrée des risques et de la prestation sécuritaire des soins et des services du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- révise le dossier médical de cette résidente afin d'évaluer si le suivi infirmier fut adéquat et conforme aux standards de la profession, particulièrement en ce qui concerne le relevé des prescriptions médicales et de leur mise en application le 11 juillet 2018. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-01-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu' qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : 2017-04470

Événement :

Une piétonne de 80 ans décède d'un polytraumatisme sévère après avoir été écrasée par un camion lourd à l'intersection de la rue Notre-Dame et de l'avenue Saint-Pierre, à Montréal.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive ses campagnes de sensibilisation à l'égard des piétons pour les inciter à traverser les rues aux endroits désignés, à établir un contact visuel avec le conducteur d'un véhicule qui s'approche d'eux et à se tenir à distance d'un véhicule s'ils ne peuvent pas établir un contact visuel avec le conducteur. [1]

Que Transports Canada :

- évalue les différents systèmes de détection des personnes et des objets autour des camions et des autres véhicules automobiles, évalue les avantages et les limitations de chacun de ces systèmes et en impose l'installation sur tous les véhicules dans les meilleurs délais; [2]

- évalue la pertinence de combiner divers systèmes de détection des personnes et des objets autour des camions et des autres véhicules automobiles; [3]

- approche les fabricants de camions et autres véhicules automobiles de tous genres pour les inciter à développer les solutions les plus efficaces et les mieux adaptées pour détecter la présence de personnes ou d'objets dans les angles morts des véhicules. [4]

Que le ministère des Transports du Québec :

- évalue les différents systèmes de détection des personnes et des objets autour des camions et autres véhicules automobiles déjà en circulation, en évalue les avantages, les limitations ainsi que la pertinence de les combiner sur un même véhicule et en impose l'installation sur tous les véhicules dans les meilleurs délais. [5]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Transports Canada

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-06-13, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Transports Canada

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-08-15, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2018-08-15, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2018-08-15, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2018-08-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier : 2017-04806

Événement :

Une femme de 88 ans décède par suffocation lors d'un retournement de son corps et de son visage sur l'oreiller dans son lit du Centre d'hébergement de soins de longue durée Saint-Joseph, à Rivière-du-Loup.

Recommandation :

Que la Direction du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- poursuive la démarche entreprise par la Direction de la qualité, performance et éthique clinique pour déterminer les meilleures pratiques quant au positionnement au lit des personnes n'ayant plus la capacité de se mouvoir elles-mêmes dans le lit et modifie en conséquence, s'il y a lieu, celles en place dans les différentes installations du CISSS. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-08-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier: 2017-04588

Événement :

Une femme de 46 ans décède de complications quelques jours après avoir subi une chirurgie abdominale réalisée à l'Hôpital Royal-Victoria, à Montréal.

Recommandations :

Que le chef du Département de chirurgie de l'Hôpital Royal Victoria du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) :

- procède à la révision du dossier de cette femme dans le but de s'assurer que les soins qui lui ont été prodigués lors de la chirurgie du 22 août 2017 et dans les jours suivants respectaient les plus hauts standards de qualité. [1]

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- procèdent à la révision du dossier de cette femme dans le but de s'assurer que les soins qui lui ont été prodigués lors de la chirurgie du 22 août 2017 et dans les jours suivants respectaient les plus hauts standards de qualité. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM) - Collège des médecins du Québec - Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-01-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-11-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-11-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **2017-05815**

Événement :

Un homme de 72 ans, en attente d'une chirurgie cardiaque depuis six mois, décède d'une insuffisance myocardique secondaire à une sténose sévère de la valve aortique à son domicile, à Saint-Colomban.

Recommandation :

Que la direction de l'Hôtel-Dieu du Centre hospitalier de l'Université de Montréal :

- réduise le délai d'attente des chirurgies cardiaques des patients qui ont un problème sévère. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier : **2016-00823**

Événement :

Un bambin de 4 ans décède d'une anoxie cérébrale secondaire à une noyade dans une piscine creusée d'une résidence privée, dans la municipalité de Low.

Recommandations :

Que le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire :

- modifie le Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles (L.R.Q., c. S-3.1.02, a. 1, 2e al.) afin que les normes édictées s'appliquent à toutes les piscines du territoire du Québec, sans égard à la date d'installation; [1]

- prévoit des mesures efficaces d'inspection de la conformité des normes de sécurité et du renforcement avec les municipalités du Québec. [2]

Que la municipalité de Low :

- modifie sa réglementation et mette en place des normes de sécurité plus sévères compatibles avec la réglementation provinciale pour l'ensemble des piscines résidentielles sur son territoire; [3]

- applique des mesures efficaces d'inspection de la conformité des normes de sécurité et de renforcement sur son territoire; [4]

- fasse connaître à ses citoyens les services de vérification des piscines offerts gratuitement par la Société de sauvetage. [5]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Municipalité de Low

Suivi des recommandations :

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Municipalité de Low

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2017-03960

Événement :

Un homme de 42 ans décède volontairement d'un traumatisme crânien consécutif au projectile d'une arme à feu au parc Valero, à Lévis.

Recommandation :

Que la Sûreté du Québec :

- rappelle à ses responsables de postes l'importance de bien appliquer la directive concernant le retrait des armes à feu. [1]

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec

Suivi de la recommandation :

Sûreté du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-24, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : **2017-03237**

Événement :

Une adolescente de 14 ans décède d'une asphyxie par pendaison à son domicile, à Salluit.

Recommandation :

Que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse :

- évalue les interventions effectuées dans ce dossier et fasse les recommandations appropriées. [1]

Organisations/personnes visées :

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Suivi de la recommandation :

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **2017-01267**

Événement :

Une femme de 71 ans décède d'une ischémie mésentérique au Centre d'hébergement et de soins de longue durée de Saint-Eustache.

Recommandation :

Que le CHSLD de Saint-Eustache et le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- prévoient une simulation de « Code Bleu » en CHSLD afin de maintenir les compétences et les connaissances du personnel. Cette formation pratique devrait être prévue de façon formelle avec une fréquence clairement établie pour l'ensemble des CHSLD. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-31, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **2017-04010**

Événement :

Une femme de 45 ans décède d'un syndrome coronarien aigu à son domicile quelques heures après avoir consulté à l'Hôpital de Maria.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie :

- tienne compte des différentes recommandations qui émaneront de ses comités internes qui se seront penchés sur ce dossier afin d'améliorer la qualité et la sécurité des soins dispensés à l'intérieur de ses installations. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2017-04168

Événement :

Un homme de 63 ans décède d'un traumatisme thoracique sévère après avoir sauté volontairement du pont de la rivière Rimouski sur l'autoroute 20, à Rimouski.

Recommandations :

Que la direction de la Sûreté du Québec :

- rappelle à ses policiers qu'il n'est pas de leur ressort de décider si une personne est décédée ou non et que les manœuvres doivent se poursuivre comme le stipule leur protocole. [1]

Que la direction générale du Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas - Saint-Laurent :

- prenne connaissance de ce rapport et en remette une copie à la direction du programme Soutien à l'autonomie des personnes âgées, duquel relève le service d'accueil clinique des CLSC. [2]

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Sûreté du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-07-19, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas -Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-09-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier : **2017-03256**

Événement :

Une adolescente de 16 ans décède des suites d'une aspiration massive du contenu gastrique dans les voies respiratoires dans le cadre d'un épisode convulsif à son domicile, à Cleveland.

Recommandations :

Que le Département de neurochirurgie de l'Hôpital de Montréal pour enfants du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) :

- réexamine le dossier de cette adolescente pour évaluer ses pratiques en matière de sevrage pré-chirurgical en vue d'un monitoring invasif de l'épilepsie; [1]
- évalue l'opportunité de préciser le risque de décès lors de la signature du formulaire de consentement à la procédure de monitoring invasif de l'épilepsie. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Suivi des recommandations :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-09-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-09-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : **2017-04385**

Événement :

Un homme de 38 ans décède volontairement d'un traumatisme craniocérébral sévère à la suite d'une décharge par arme à feu à son domicile, à Cacouna.

Recommandations :

Que la direction du poste de Rivière-du-Loup de la Sûreté du Québec :

- fasse un rappel auprès de tout son personnel sur la conduite à tenir lorsqu'une personne fait la dénonciation d'un proche en détresse psychologique et ayant en sa possession des armes à feu; [1]
- fasse connaître le numéro de téléphone de la ligne 1-800-731-4000 lorsque l'occasion se présente afin de permettre à une personne de signaler des inquiétudes quant à l'usage des armes à feu d'un proche qui en détient. [2]

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec

Suivi des recommandations :

Sûreté du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-08-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-08-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier : 2016-02245

Événement :

Un homme de 27 ans décède d'insuffisance respiratoire secondaire au débranchement accidentel du fil d'alimentation de son appareil respiratoire à son domicile, à Gatineau.

Recommandations :

Que les inhalothérapeutes du Programme national d'assistance ventilatoire à domicile du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) :

- offrent de manière proactive au personnel soignant des patients du PNAVD de la formation sur le fonctionnement des appareils respiratoires, et les fonctions-clés. [1]

Que Logement intégré de Hull inc. :

- exige que les agences privées qui procurent des services de maintien à domicile aux patients membres s'assurent que leur personnel soignant maîtrise la connaissance des appareils spécialisés des patients aux besoins particuliers, lorsque requis, ou suit une formation obligatoire à cet effet, le cas échéant. [2]

Que l'agence privée Services de santé Marleen Tassé ltée :

- s'assure que des directives claires sur le fonctionnement et les règles de sécurité des appareils respiratoires sont placées bien en vue, à la disposition du personnel soignant; [3]

- s'assure que son personnel soignant maîtrise la connaissance des appareils spécialisés des patients aux besoins particuliers, lorsque requis, ou suit une formation obligatoire à cet effet. [4]

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Logement intégré de Hull inc.

Services de santé Marleen Tassé ltée

Suivi des recommandations :

Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Logement intégré de Hull inc.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-06-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Services de santé Marleen Tassé ltée

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **174439 et 174440**

Événement :

Une femme enceinte de 39 semaines et son bébé décèdent des suites d'une embolie amniotique, à Gatineau.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- rende obligatoire l'adhésion au programme AMPRO pour tous les centres accoucheurs du Québec dans le but d'uniformiser les pratiques et d'assurer une formation adéquate des intervenants de première ligne à l'échelle provinciale; [1]

- élabore un protocole d'intervention préhospitalière clinique de réanimation cardiovasculaire spécifique à la femme en fin de grossesse. [2]

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- s'assure que le personnel d'urgence de ses hôpitaux qui agissent comme centre de référence, comme l'Hôpital de Hull, et qui n'ont pas de service obstétrique, est en mesure d'effectuer des césariennes d'urgence en ayant à sa disposition des trousses de césarienne d'urgence fonctionnelles en tout temps, et qu'il reçoit une formation inspirée du programme AMPRO portant sur les situations obstétricales urgentes. [3]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-08-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-08-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2018-05-16, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : **2017-03678**

Événement :

Une femme de 95 ans décède d'un polytraumatisme deux jours après avoir chuté dans les escaliers avec son déambulateur aux Résidences de l'Immaculée, à Rimouski.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- rappelle aux résidences privées pour personnes âgées du Bas-Saint-Laurent, et en particulier celle concernée par la présente situation, ou revoie avec elles leurs obligations face à la clientèle en « dépassement de services » afin d'éviter d'autres tragédies. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : **2017-03497**

Événement :

Une piétonne de 75 ans décède d'un polytraumatisme sévère après avoir été heurtée par un camion cube sur le boulevard Léger, à Montréal.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- évalue les différents systèmes de détection des personnes et des objets autour des camions et des véhicules automobiles, établisse les avantages et les limitations de chacun de ces systèmes et en impose l'installation sur tous les véhicules dans les meilleurs délais; [1]

- évalue la pertinence de combiner divers systèmes de détection des personnes et des objets autour des camions et des véhicules automobiles; [2]

- approche les fabricants de camions et autres véhicules automobiles de tous genres pour les inciter à développer les solutions les plus efficaces et les mieux adaptées pour détecter la présence de personnes ou d'objets dans les angles morts des véhicules. [3]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive ses campagnes de sensibilisation à l'égard des piétons pour les inciter à traverser les rues aux endroits désignés, à établir un contact visuel avec le conducteur d'un véhicule qui s'approche d'eux et à se tenir à distance d'un véhicule s'ils ne peuvent pas établir un contact visuel avec le conducteur. [4]

Que le ministère des Transports du Québec :

- évalue les différents systèmes de détection des personnes et des objets autour des camions et des autres véhicules automobiles déjà en circulation, en évalue les avantages, les limitations ainsi que la pertinence de les combiner sur un même véhicule et en impose l'installation sur tous les véhicules dans les meilleurs délais. [5]

Organisations/personnes visées :

Transports Canada

Société de l'assurance automobile du Québec

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Transports Canada

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-08-15, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-08-15, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2018-08-15, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2018-06-13, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2018-08-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2017-02465

Événement :

Une patiente de 73 ans décède d'une défaillance respiratoire à l'Hôpital du Sacré-Cœur, à Montréal.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides pour l'Hôpital de Saint-Eustache :

- procède à l'analyse des décisions médicales qui ont été prises et mette en place les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients en pareilles circonstances. [1]

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal pour l'Hôpital du Sacré-Cœur :

- procède à l'analyse des décisions médicales qui ont été prises et mette en place les mesures appropriées en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients en pareilles circonstances. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-11-30, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : **2017-02006**

Événement :

Une femme de 29 ans décède volontairement d'une asphyxie par compression des structures du cou le lendemain d'une consultation à l'urgence, à Saint-Jérôme.

Recommandations :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme du Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- examine le dossier de cette femme afin d'analyser les actes médicaux posés le 14 avril 2017 et qu'il fasse au Conseil d'administration de l'établissement, s'il y a lieu, toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients. [1]

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides :

- organise un suivi structuré après un congé psychiatrique, notamment en établissant des modalités de référence à un médecin psychiatre, à un centre de crise, à l'infirmière de liaison en santé mentale de l'urgence, à la clinique externe de psychiatrie ainsi qu'à des organismes spécialisés. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-31, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-10-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Motocyclettes

Numéro dossier : **2017-05701**

Événement :

Un motocycliste de 49 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec un véhicule utilitaire sport à l'intersection de la Route 249 et du chemin du Moulin, à Saint-Denis-de-Brompton.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- réévalue la configuration de cette intersection afin, si possible, d'apporter les modifications nécessaires à une meilleure visibilité tant pour les usagers circulant sur la Route 249 que celle des usagers circulant sur les chemins du Moulin et Bouffard. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-08-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : **2016-02275**

Événement :

Une automobiliste de 27 ans décède d'un polytraumatisme contondant après avoir heurté volontairement un mur de roches sur l'autoroute 50, à Papineauville.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Papineau du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- revoie l'analyse du dossier de cette femme à la suite de la demande de suivi en santé mentale du CSSS de la Pommeraie, en mai 2016, et suite à l'intervention policière du 7 septembre 2016, et apporte les correctifs requis le cas échéant. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-12-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier : **2016-01822**

Événement :

Un homme de 21 ans décède par noyade dans le lac Saint-Pierre, à Val-des-Monts.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- entreprenne une vaste campagne de sensibilisation publicitaire auprès d'un jeune public sur les risques associés à une consommation de boissons énergisantes notamment en présentant les possibles troubles du rythme à la suite d'un effort physique incluant chez un sujet en santé, tout en réitérant les risques associés à la combinaison avec de l'alcool. [1]

Que la Direction des aliments de Santé Canada :

- modifie sa réglementation afin que les compagnies propriétaires de boissons énergisantes, à l'image des compagnies de tabac, préviennent les consommateurs des risques sur la santé associés à une consommation régulière et excessive des boissons énergisantes incluant dans un contexte sportif, et cessent d'associer cette boisson aux pratiques sportives. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Santé Canada

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Santé Canada

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-01-29, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2016-00577

Événement :

Un détenu de 50 ans décède d'une endocardite à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus, à Québec.

Recommandations :

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- revoie la qualité des services et soins dispensés du 12 mai au 5 juin 2016 à cet homme par le personnel infirmier exerçant à l'Établissement de détention de Québec. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie la qualité des services et soins dispensés du 12 mai au 5 juin 2016 à cet homme par les médecins exerçant à l'Établissement de détention de Québec. [2]

Que le ministère de la Sécurité publique :

- revoie et mette à jour la procédure de conservation des dossiers médicaux à l'Établissement de détention de Québec afin que tous les mémos des prévenus et détenus soient conservés à son dossier médical. [3]

Organisations/personnes visées :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Collège des médecins du Québec

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-10-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2018-12-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier : **2018-00405**

Événement :

Un adolescent de 17 ans décède d'une encéphalopathie anoxique terminale précipitée par l'administration d'un narcotique pour soulager une douleur post-opératoire subit au Centre hospitalier régional de Lanaudière quelques jours auparavant.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- prenne connaissance de ce rapport et le diffuse à l'ensemble des Directions hospitalières afin qu'elles soient mises au fait des causes et circonstances du présent décès. Elles pourront par la suite s'assurer que chacune des Directions des soins infirmiers réitère auprès du personnel soignant infirmier le caractère impératif et catégorique de l'application rigoureuse des protocoles déjà établis de surveillance après l'administration de narcotique. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-02-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier : **2017-02758**

Événement :

Une patiente de 72 ans décède des suites d'une fausse route alimentaire à l'Hôpital Fleury sans avoir eu des manœuvres de réanimation, à Montréal.

Recommandation :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Fleury du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal :

- revoie ses pratiques en matière de réanimation cardiorespiratoire et en matière de désobstruction des voies respiratoires dans le but d'établir clairement les distinctions entre ces deux mesures d'urgence dans le contexte d'un certificat de non-réanimation au dossier d'un patient. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2017-05864

Événement :

Une patiente de 74 ans décède des suites d'un état de choc secondaire à une ischémie mésentérique, à l'Hôpital du Lakeshore.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal :

- examine le dossier de cette patiente lors de l'épisode de soins du 31 octobre 2017 à l'Hôpital du Lakeshore. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des soins médicaux prodigués à cette patiente lors de l'épisode du 31 octobre 2017 à l'Hôpital du Lakeshore. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-01-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Intoxications

Numéro dossier : 2017-01339

Événement :

Un patient de 56 ans décède d'une insuffisance respiratoire multifactorielle dans un contexte de consommation de cocaïne pendant une hospitalisation à l'Hôpital du Haut-Richelieu, à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre :

- révise ses protocoles d'intervention auprès de la clientèle et des visiteurs lorsqu'une consommation de produits illicites est détectée ou suspectée. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2017-05180

Événement :

Un patient de 26 ans décède d'une embolie pulmonaire consécutivement à une possible phlébite à la jambe droite à l'Hôpital Anna-Laberge, à Châteauguay.

Recommandation :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et le Comité de l'évaluation de l'acte médical de l'Hôpital Anna-Laberge du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest :

- revoient le dossier de ce patient pour valider que le traitement médical choisi était approprié en présence d'un diagnostic probable de phlébite. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Chutes

Numéro dossier : 2016-02984

Événement :

Une résidente de 92 ans décède de complications médicales à la suite de fractures quelques jours après avoir chuté de son lit au Centre d'hébergement de soins de longue durée Vigi-Outaouais, à Gatineau.

Recommandations :

Que Vigi Santé : CHSLD Vigi de l'Outaouais pour le CHSLD Vigi-Outaouais :

- prenne les mesures qui s'imposent pour s'assurer que son personnel observe correctement les plans de travail prescrits des patients. [1]

Que le ministère de la Justice du Québec et la Fédération professionnelle des Préposé(e)s aux bénéficiaires du Québec :

- parachèvent les démarches visant l'encadrement des activités des préposés aux bénéficiaires, notamment sur la question de l'adhésion obligatoire à la FPBQ pour tous les préposés aux bénéficiaires et aides-soignants afin d'assurer une formation uniforme aux membres, d'en évaluer la qualité, le maintien, ainsi que la maîtrise des connaissances par de la formation continue, pour la protection du public. [2]

Organisations/personnes visées :

Vigi Santé : CHSLD Vigi de l'Outaouais

Ministère de la Justice du Québec

Fédération professionnelle des Préposé(e)s aux bénéficiaires du Québec

Suivi des recommandations :

Vigi Santé : CHSLD Vigi de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Ministère de la Justice du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Fédération professionnelle des Préposé(e)s aux bénéficiaires du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2018-01914

Événement:

Une dame de 87 ans décède d'une défaillance multisystémique dans un contexte de démence à corps de Lewy, au CHSLD Notre-Dame-de-la-Merci.

Recommandation :

Que la Direction générale du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de- Montréal :

- s'assure que le séjour en ressource intermédiaire de la patiente était adéquat. [1].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2016-03554

Événement :

Un homme de 39 ans se suicide par pendaison, à son domicile de La Sarre.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux et sa Direction en santé mentale :

- continuent d'élaborer des campagnes publicitaires ayant pour but, d'une part, d'aider la population à mieux reconnaître les symptômes associés à la dépression majeure et, d'autre part, de la renseigner sur l'importance de consulter rapidement en vue d'obtenir un traitement basé sur les meilleures pratiques. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **2017-05385**

Événement :

Un homme de 38 ans décède des suites d'une embolie pulmonaire massive à l'Hôpital Saint-Eustache.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides et le Collège des médecins du Québec :

- évaluent la qualité des soins prodigués à ce patient les 6 et 7 octobre 2017 à l'Hôpital Saint-Eustache. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-12-18, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-10-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : **170487**

Événement :

Une enquête publique a eu lieu au sujet d'un automobiliste âgé de 26 ans décédé d'un polytraumatisme dont une section complète de l'aorte lors d'un impact avec un autre véhicule sur le boulevard Curé-Labelle, à Blainville.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- fasse mieux connaître la dénonciation et la facilite par de meilleurs outils; [1]
- fasse la promotion de la condition 1 (antidémarreur volontaire) en ciblant prioritairement les centres de thérapie; [2]
- termine rapidement les travaux requis pour que le gouvernement décrète la mise en vigueur des mesures concernant l'antidémarreur éthylométrique; [3]
- demeure à l'affut des avancées de la recherche concernant la conduite automobile avec les facultés affaiblies par l'alcool; [4]
- continue à faire la promotion de comportements sécuritaires, notamment en ce qui a trait au port de la ceinture de sécurité, à l'atténuation des sources de distraction ainsi qu'à la réduction de la vitesse. [5].

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-11-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-11-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2018-11-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2018-10-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2018-10-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Bicyclettes

Numéro dossier : **2016-02588**

Événement :

Un cycliste de 71 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral à la suite d'une collision avec une automobile sur le boulevard Harwood, à Vaudreuil-Dorion.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- pilote une révision de la Loi sur la voirie dans un souci de mettre à jour l'encadrement législatif favorisant la mise en place de sa Politique de mobilité durable; [1]

- s'assure, dans son avant-propos, que la nouvelle loi énonce clairement les principes appelés à guider les employés du Ministère lorsqu'ils planifient l'aménagement des routes, dont, entre autres, le fait que la route doit être respectueuse des agglomérations qu'elle traverse ainsi que la notion qu'elle doit réserver une place à chacun, camionneur, automobiliste, cycliste et piéton, sans pénaliser indûment une classe de citoyens par rapport aux autres. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-11-01, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-11-01, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Numéro dossier : **2016-01799**

Événement :

Un homme de 84 ans décède d'une péritonite secondaire à une perforation intestinale survenue lors d'une colonoscopie à l'Hôpital du Pontiac, à Shawville.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- revoie la prise en charge de ce patient le 17 août 2016 et procède à la révision du dossier durant son hospitalisation à l'Hôpital du Pontiac ainsi que sur les circonstances de la perforation intestinale survenue à l'occasion de la colonoscopie. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l'acte professionnel dont a bénéficié ce patient le 17 août 2016 par le personnel médical ainsi que la conduite de ce dernier lors de la colonoscopie à l'Hôpital du Pontiac. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-12-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-11-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Asphyxies

Numéro dossier : 2017-04632

Événement :

Un bébé décède d'asphyxie périnatale aiguë secondaire à un décollement placentaire non diagnostiqué, à l'Hôpital de Gatineau.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- s'assure que les recommandations du comité de l'évaluation de l'acte du 7 novembre 2017 soient appliquées dans les plus brefs délais. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie la qualité de l'acte médical dans ce dossier. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-12-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-11-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Motocyclettes

Numéro dossier : 2017-04050

Événement :

Un motocycliste de 26 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec une automobile sur le boulevard des Laurentides, à Laval.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec pour la Société de l'assurance automobile du Québec :

- continue ses campagnes de sensibilisation sur l'importance de respecter les limites de vitesse dans la conduite d'une motocyclette. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-02-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 173720

Événement :

Une dame décède d'une pneumonie dans une résidence pour personnes âgées.

Recommandations :

Que la direction de la Résidence Château Symmes :

- mette en place des mesures pour que l'évaluation des résidents soit plus rigoureuse. [1]

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- vérifie si la résidence respecte les critères de certification émis, notamment à l'égard des soins infirmiers. [2]

Organisations/personnes visées :

Résidence Château Symmes

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Résidence Château Symmes

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2019-01-29, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 175341

Événement :

Une femme de 62 ans décède d'un choc septique secondaire à une médiastinite post-opératoire à son domicile, à Saint-Paul.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière :

- soumette le dossier au Comité central d'évaluation de l'acte médical pour révision et recommandations, s'il y a lieu. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : 2017-06394

Événement :

Un homme de 67 ans décède, à son domicile, d'un infarctus myocardique aigu trois jours après avoir consulté à l'urgence de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal :

- transmette ce dossier au Comité de l'évaluation de l'acte afin qu'il examine la qualité des soins prodigués à ce patient à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont le ou vers le 27 novembre 2017. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des soins prodigués à ce patient à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont le ou vers le 27 novembre 2017. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-02-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-12-03, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Piétons

Numéro dossier : 2018-02358

Événement :

Un piéton de 63 ans décède d'un polytraumatisme à l'Hôpital de Fleurimont quelques jours après avoir été heurté par une automobile au Lac-Brome.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec pour la Société de l'assurance automobile du Québec :

- sensibilise les conducteurs de véhicule routier au danger créé par les piliers de parebrise et incite ces conducteurs à regarder derrière ces piliers; [1]

- voit s'il n'y aurait pas lieu de modifier le contenu des cours de conduite afin de sensibiliser les nouveaux conducteurs de véhicule routier au danger créé par les piliers de parebrise et incite ceux-ci à regarder derrière ces piliers. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-02-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-02-05, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mis en oeuvre.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : 2017-05534

Événement :

Un homme de 32 ans décède d'une asphyxie par pendaison dans un motel, à Sept-Îles.

Recommandation :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord :

- s'assure que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier de Sept-Îles révise l'intervention faite auprès de cet homme surtout en ce qui concerne le suivi opéré après son séjour au centre hospitalier suite à ses propos suicidaires. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Suivi de la recommandation :

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **2016-03284**

Événement :

Une femme de 58 ans décède d'une hémorragie aiguë intracrânienne spontanée alors qu'elle traitait son hypertension artérielle avec des produits naturels, à Chambly.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- diffuse de l'information sur l'importance de la prise de médication dans le cas d'une hypertension artérielle, car aucune étude ne supporte l'efficacité des produits naturels dans le traitement de l'hypertension. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : **2016-01998**

Événement :

Un passager d'une automobile, âgé de 62 ans, décède d'un traumatisme crânien à la suite d'une collision avec une glissière de sécurité sur la rue Queen, à Sherbrooke.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- déploie des efforts supplémentaires au niveau du dépistage des conducteurs à risque médical, peu importe leur âge par une révision de la façon dont les conducteurs doivent déclarer leur condition médicale; [6]

- diffuse, dans les meilleurs délais, un programme de sensibilisation auprès de sa clientèle afin de démontrer l'importance de déclarer tout problème de santé pouvant affecter la conduite sécuritaire d'un véhicule automobile; [7]

- revoie, dans les meilleurs délais, son programme de sensibilisation auprès des professionnels de la santé afin que ceux-ci incorporent dans leur pratique la révision périodique de l'état de santé de sa clientèle en lien avec la conduite sécuritaire d'un véhicule automobile. [8]

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- s'assure que le personnel affecté au transport de personne ne soit l'objet d'aucune contrainte ou restriction émise par la Société d'assurance automobile du Québec et qu'il possède un permis de conduire valide; [1]

- effectue la mise à jour annuelle du dossier de conduite du personnel affecté au transport de personne; [2]

- s’assure que les mesures correctrices apparaissant dans les dossiers d’employé, en lien avec la conduite automobile du personnel affecté au transport de personne, fassent l’objet d’un suivi rigoureux. [3]

Que le Collège des médecins du Québec et l’Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- poursuivent, auprès de leurs membres, la formation visant à fournir les outils nécessaires pour évaluer l’aptitude de leur patient à conduire un véhicule automobile, en incluant, dès que possible, des formations dans le cursus postdoctoral des résidents, toutes spécialités confondues; [4]

- sensibilisent leurs membres à l’évaluation régulière de l’aptitude à conduire d’un conducteur diabétique de même qu’à l’importance de signaler toutes situations à la Société de l’assurance automobile du Québec concernant la santé d’un conducteur, notamment lorsqu’ils sont informés de la survenance de plus d’un épisode d’hypoglycémie sévère nécessitant de l’aide-correctrice d’une tierce personne, la perte de conscience ou encore lorsque ces épisodes surviennent à l'occasion de la conduite d’un véhicule automobile. [5].

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Collège des médecins du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2018-12-19, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 5, aucune réponse reçue.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2018-12-19, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 6, en date du 2018-11-09, l’intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 7, en date du 2018-11-09, l’intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 8, en date du 2018-11-09, l’intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Motocyclettes

Numéro dossier : **2018-04327**

Événement :

Un motocycliste de 50 ans décède d'un polytraumatisme lors d'une collision avec un camion cube, sur la Route 117 à Sainte-Adèle.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- réduise la végétation sur le boulevard du Curé-Labelle (117), plus précisément à l'intersection du chemin des Ancêtres à Sainte-Adèle et déplace un imposant panneau de signalisation pour assurer une meilleure visibilité de la route. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-06-02, le coroner a reçu un accusé réception de l'intervenant.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **2018-02094**

Événement :

Un homme de 57 ans décède d'une embolie pulmonaire, peu de temps après son congé de l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville.

Recommandation :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- transmette ce rapport à son Comité de l'évaluation de l'acte médical aux fins de révision, particulièrement en regard de la surveillance post-biopsie (ou des circonstances favorables ou non du congé donné au patient). [1]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Motocyclettes

Numéro dossier : **2016-01182**

Événement :

Un motocycliste de 55 ans, en hypoglycémie, décède d'un polytraumatisme après avoir heurté un camion lourd sur la Route 108, à Bury.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- poursuivent, auprès de leurs membres, la formation visant à fournir les outils nécessaires pour évaluer l'aptitude de leur patient à conduire un véhicule automobile, en incluant, dès que possible, des formations dans le cursus postdoctoral des résidents, toutes spécialités confondues; [1]

- sensibilisent leurs membres à l'évaluation régulière de l'aptitude à conduire d'un conducteur diabétique de même qu'à l'importance de signaler toutes situations à la Société de l'assurance automobile du Québec concernant la santé d'un conducteur, notamment lorsqu'ils sont informés de la survenance de plus d'un épisode d'hypoglycémie sévère nécessitant de l'aide-correctrice d'une tierce personne, la perte de conscience ou encore lorsque ces épisodes surviennent à l'occasion de la conduite d'un véhicule automobile. [2]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- déploie des efforts supplémentaires au niveau du dépistage des conducteurs à risque médical, peu importe leur âge, par une révision de la façon dont les conducteurs doivent déclarer leur condition médicale; [3]

- diffuse, dans les meilleurs délais, un programme de sensibilisation auprès de sa clientèle afin de démontrer l'importance de déclarer tout problème de santé pouvant affecter la conduite sécuritaire d'un véhicule automobile; [4]

- revoie, dans les meilleurs délais, son programme de sensibilisation auprès des professionnels de la santé afin que ceux-ci incorporent dans leur pratique la révision périodique de l'état de santé de sa clientèle en lien avec la conduite sécuritaire d'un véhicule automobile. [5]

Organisations/personnes visées :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Collège des médecins du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-11-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-11-07, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2018-11-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.
Concernant la recommandation numéro 4, en date du 2018-11-09, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Concernant la recommandation numéro 5, en date du 2018-11-09, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

Automobiles et camionnettes

Numéro dossier : **2017-04448**

Événement :

Un motocycliste de 51 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec une automobile sur la Route 259 Nord, à Sainte-Perpétue.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- rende obligatoire les antidémarreurs éthylométriques sur tous les véhicules neufs vendus au Canada dans la mesure où les études faites sur ces dispositifs jusqu'ici en permettent la réalisation. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- parachève rapidement les travaux requis pour que le gouvernement décrète la mise en vigueur des nouvelles dispositions du Code de sécurité routière, adoptées le 17 avril 2018, découlant du projet de Loi no 165, afin d'obliger un conducteur à sa première récidive, de se voir imposer un antidémarreur éthylométrique pour une période de 10 ans. [2]

Organisations/personnes visées :

Transports Canada

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Transports Canada

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2018-11-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-11-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en œuvre.

AUTRES ACCIDENTS

Noyades

Numéro dossier : **2018-01195**

Événement :

Un adolescent de 14 ans décède d'une encéphalopathie anoxique terminale à la suite d'une noyade dans une piscine en milieu scolaire, à Montréal.

Recommandations :

Que le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur :

- intègre formellement le programme Nager pour survivre Plus de la Société de sauvetage du Québec au cours de natation dispensé en milieu scolaire et que la réussite de ce programme par l'élève soit un prérequis obligatoire à l'acquisition ultérieure de compétences techniques des différents types de nage; [1]

- s'assure que les exigences minimales requises pour l'enseignement de la natation en milieu scolaire soient les suivantes : dans le cas où le cours est sous la responsabilité du professeur d'éducation physique, que celui-ci ait complété le profil de formation en natation de 90 heures dans le cadre de son baccalauréat, dans le cas où le cours est donné par un instructeur, que celui-ci possède une certification de grade 2; [2]

- s'assure que le cours de natation soit sous la supervision constante et simultanée d'un enseignant (qui donne le cours et d'un sauveteur / surveillant (qui n'a d'autre tâche que de surveiller); [3]

- suspende, à défaut de remplir les deux conditions précédentes, jusqu'à nouvel ordre les cours de natation en milieu scolaire. [4]

Organisations/personnes visées :

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Suivi des recommandations :

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 3, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 4, aucune réponse reçue.

AUTRES ACCIDENTS

Autres décès accidentels

Numéro dossier : **2016-03045**

Événement :

Un homme de 60 ans décède d'un traumatisme crânien après avoir été écrasé contre le convoyeur par une pièce d'équipement qui a basculé, dans une entreprise, à Marieville.

Recommandation :

Que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail :

- sensibilise les entreprises aux risques du cannabis pour la santé et la sécurité des travailleurs, particulièrement ceux qui manipulent du matériel lourd nécessitant une vigilance en tout temps. [1]

Organisations/personnes visées :

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Suivi de la recommandation :

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-01-22, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : **2017-06703**

Événement :

Un homme de 56 ans se suicide par pendaison, à son domicile de Sherbrooke.

Recommandations :

Que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :

- évalue la possibilité que les professionnels de la santé puissent avoir accès aux informations recueillies par les professionnels du CLSC et de l'organisme JEVI. [1]

- fasse en sorte que les intervenants du CLSC soient davantage informés du plan de soin des patients dont ils ont la charge après leur départ de l'hôpital, pour guider leurs interventions. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Concernant la recommandation numéro 1, aucune réponse reçue.

Concernant la recommandation numéro 2, aucune réponse reçue.

CAUSES NATURELLES

Décès naturels

Numéro dossier : **2017-01797**

Événement :

Un homme de 69 ans décède d'une athéromatose aortocoronarienne sévère dans un contexte de pyélonéphrite aiguë du rein droit à son domicile, à Champlain.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec :

- examinent la qualité de l'acte professionnel posé dans le dossier de cet homme lors de la chirurgie subie au Centre hospitalier affilié universitaire régional de Trois-Rivières le 30 mars 2017. [1]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Suivi de la recommandation :

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-01-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Collègue des médecins

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-01-31, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

SUICIDES, HOMICIDES

Suicides

Numéro dossier : **2016-03363**

Événement :

Un homme de 46 ans décède d'asphyxie par pendaison dans sa cellule du poste de police, à Saint-Joseph-de-Beauce.

Recommandation :

Que la Sûreté du Québec :

- effectue un rappel à ses responsables de postes sur l'importance de bien appliquer la politique « Incarcération de garde d'une personne détenue », notamment à l'égard de la surveillance des prévenus. [1]

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec

Suivi de la recommandation :

Sûreté du Québec

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-02-27, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

AUTRES ACCIDENTS

Accidents médicaux et chirurgicaux

Numéro dossier : **172022**

2017-01339
Événement :

Un homme de 67 ans décède à l'Hôpital de Hull d'un choc septique secondaire à une cholécystectomie laparoscopique réalisée trois jours avant à l'Hôpital de Maniwaki.

Recommandations :

Que le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais :

- révise ce dossier et apporte les changements nécessaires afin d'améliorer le suivi post-opératoire des patients. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- révise la qualité des actes médicaux dans ce dossier. [2]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- révise la qualité des soins infirmiers dans ce dossier. [3]

QUESTION 142 – ANNEXE – Copie des recommandations émises par les coroners, en 2018-2019, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.

Organisations/personnes visées :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Concernant la recommandation numéro 1, en date du 2019-01-29, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Collège des médecins du Québec

Concernant la recommandation numéro 2, en date du 2018-08-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Concernant la recommandation numéro 3, en date du 2018-03-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS
2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS TOME 2

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

AVRIL 2019

Québec

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2018-2019 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	**1**	**-**
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	**2**	**-**
3	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.	**60**	**-**
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2018-2019, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	**3**	**-**
5	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2018-2019 qui n'ont pas été reconduits en 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis.	**-**	**1**
6	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2018-2019.	**-**	**2**
7	Liste des postes budgétaires et des programmes qui ont vu leur budget être amputé en 2018-2019, conformément à la volonté gouvernementale d'atteindre l'équilibre budgétaire.	**-**	**3**
8	Pour l'année 2018-2019, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur CV; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	**4**	**-**
9	Pour l'année 2018-2019, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	**5**	**-**
10	Pour l'année 2018-2019, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	**6**	**-**
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2018-2019 et comparaison avec les quatre années précédentes.	**7 et 8**	**-**
12	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2018-2019.	**7 et 8**	**-**
13	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2019-2020.	**9**	**-**
14	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2018-2019, en incluant les coûts.	**10**	**-**
15	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2018-2019.	**11**	**-**
16	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	**12**	**-**
17	Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.	**-**	**4**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
18	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a) Au 1er mars 2019, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2019-2020; c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2018 et le 31 mars 2019; e) Bilan des activités de l'UPAC; f) Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.	**19**	**-**
19	Fournir une copie des notes de l'employée de la Sûreté du Québec, Karine Martel, sur des plaintes visant le département des enquêtes de l'UPAC, qui relève du directeur des opérations, André Boulanger.	**SQ**	**-**
20	Fournir toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.	**20**	**-**
21	Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.	**-**	**6**
22	Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule.	**23**	**-**
23	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2017-2018. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	**22**	**-**
24	État de situation de la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.	**34**	**-**
25	Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.	**35**	**-**
26	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention pour les trois dernières années. Sommes totales prévues en subvention pour 2019-2020.	**36**	**-**
27	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2018-2019 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.	**37**	**-**
28	État de situation sur les activités du programme Prévention Jeunesse, annoncé le 16 février 2016. Sommes totales versées pour l'exercice 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020, pour chaque organisme ayant demandé la subvention.	**40**	**-**
29	Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.	**41**	**-**
30	Fournir une copie du rapport remis au ministre de la Sécurité publique par le député de Vimont en lien avec sa tournée des établissements de détention du Québec.	**-**	**7**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
31	État de situation au 31 mars 2019 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir, pour les cinq dernières années : a) Le budget pour chacune des années; b) L'évolution du nombre d'employés; c) Une liste des interventions pour chacune des années; d) Tout autre document pertinent.	**42**	**-**
32	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2018-2019.	**SQ**	**-**
33	Coûts reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) pour l'exercice 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.	**24**	**-**
34	Nombre d'armes enregistrées sur le site internet Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2019.	**25**	**-**
35	Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.	**26**	**-**
36	Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation, en date du 31 mars 2019.	**27**	**-**
37	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020.	**SQ**	**-**
38	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2019, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	**SQ**	**-**
39	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2019.	**SQ**	**-**
40	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2018.	**SQ**	**-**
41	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2018-2019 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2018 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	**SQ**	**-**
42	Les objectifs d'émission de contrats d'infraction pour chaque district et chaque région.	**SQ**	**-**
43	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2018-2019.	**SQ**	**-**
44	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	**SQ**	**-**
45	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations prévues.	**SQ**	**-**
46	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2018-2019.	**SQ**	**-**
47	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2018-2019, et pour chacune des cinq dernières années.	**SQ**	**-**
48	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2018-2019.	**SQ**	**-**
49	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	**SQ**	**-**
50	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	**SQ**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
51	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	**SQ**	**-**
52	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2018-2019, et ce, pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2019-2020.	**SQ**	**-**
53	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a) Au 1er mars 2019, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) Budget ventilé de l'EILP pour 2018-2019 et 2019-2020; c) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1er avril 2018 et le 31 mars 2019; d) Bilan des activités de l'EILP.	**91**	**-**
54	Pour chaque année, depuis 2011-2012, indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	**SQ**	**-**
55	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2018-2019 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	**SQ**	**-**
56	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.	**SQ**	**-**
57	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.	**SQ**	**-**
58	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	**SQ**	**-**
59	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2018-2019.	**97 et 99**	**-**
60	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque établissement de détention pour l'année financière 2018-2019.	**98**	**-**
61	Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.	**-**	**8**
62	Coût final de la construction des établissements de Roberval, de Sept-Îles et de Sorel.	**-**	**9**
63	Le coût total des modifications apportées pour résoudre la problématique de la sécurité des portes à l'établissement de Sorel.	**-**	**10**
64	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.	**-**	**11**
65	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.	**-**	**12**
66	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.	**102**	**-**
67	Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2019; ventilation par condamné et prévenu.	**103**	**-**
68	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	**105**	**-**
69	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2018-2019.	**106**	**-**
70	Depuis 2007-2008, le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur; ventilation par année et par établissement de détention.	**107**	**-**
71	Depuis 2007-2008, le nombre d'évasions pour chaque établissement de détention, ventilé par année.	**108**	**-**
72	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2010.	**109**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
73	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque établissement de détention pour 2018-2019.	**97 et 99**	**-**
74	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.	**110**	**-**
75	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière depuis 2010-2011.	**111**	**-**
76	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.	**112**	**-**
77	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.	**113**	**-**
78	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.	**114**	**-**
79	Depuis 2010-2011, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.	**116**	**-**
80	Depuis 2010-2011, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	**115**	**-**
81	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2010-2011 et par région administrative.	**117**	**-**
82	Le nombre d'agents de surveillance ainsi que le nombre d'heures effectuées sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2010-2011.	**117**	**-**
83	Le coût des roulottes dans les établissements de détention depuis 2010-2011, par année financière et par établissement de détention.	**118**	**-**
84	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituq depuis le 24 avril 2015.	**119 et 120**	**-**
85	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituq pour l'année en cours.	**119 et 120**	**-**
86	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2018-2019 et prévues en 2019-2020 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	**121**	**-**
87	Fournir une copie du rapport d'enquête sur l'évasion de Francis Boucher au Centre de détention de Bordeaux.	**-**	**13**
88	Depuis 2010-2011, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.	**122**	**-**
89	Depuis 2010-2011, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.	**123**	**-**
90	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.	**124**	**-**
91	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	**54**	**-**
92	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.	**55**	**-**
93	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.	**51**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
94	Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	**95**	**-**
95	Pour l'année 2018-2019, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.	**52**	**-**
96	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2018-2019.	**132**	**-**
97	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2018-2019.	**57**	**-**
98	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2018-2019.	**58**	**-**
99	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année.	**61**	**-**
100	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser depuis 2012-2013, par année financière, par corps policier et par région.	**62**	**-**
101	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013.	**63**	**-**
102	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, depuis 2012-2013.	**64**	**-**
103	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.	**66**	**-**
104	Le nombre de crimes haineux par année depuis 2010-2011.	**70**	**-**
105	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2018-2019.	**44**	**-**
106	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	**71**	**-**
107	Sommes ventilées, accordées depuis 2007-2008, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2019-2020. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2010-2011, et effectif prévu cette année.	**72**	**-**
108	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.	**53 et 56**	**-**
109	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	**133**	**-**
110	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Prévisions pour 2019-2020.	**138**	**-**
111	État de situation au 31 mars 2019 de la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2018-2019 et fournir les prévisions pour 2019-2020. Ventiler la mise en oeuvre par : a) orientation de la Politique; b) objectif de la Politique; c) ministère de mise en oeuvre; d) résultats atteints en 2017-2018; e) échéancier et actions de mise en oeuvre pour 2018-2019; f) budget pour chaque action; g) tout document produit à cet effet.	**139**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
112	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2018-2019, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	**142**	**-**
113	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2018-2019.	**143**	**-**
114	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations prévues.	**144**	**-**
115	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2010 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	**145**	**-**
116	La liste des enquêtes terminées en 2018-2019 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	**146**	**-**
117	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2019 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	**147**	**-**
118	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2018-2019.	**148**	**-**
119	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2018-2019.	**151**	**-**
120	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	**152**	**-**
121	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2018-2019 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	**152**	**-**
122	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2018-2019 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	**153**	**-**
123	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	**154**	**-**
124	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2018-2019.	**155**	**-**
125	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations prévues.	**156**	**-**
126	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2018-2019.	**157**	**-**
127	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2019, par catégorie et par origine.	**158**	**-**
128	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	**159**	**-**
129	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020.	**162**	**-**
130	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2018-2019, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.	**163**	**-**
131	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2018-2019 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	**164**	**-**
132	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2018-2019.	**165**	**-**
133	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	**166**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2019-2020** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
134	L’effectif ainsi que la masse salariale de l’ÉNPQ, par catégorie d’emploi, pour la période 2018-2019.	**167**	**-**
135	La liste des dirigeants de l’ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations prévues.	**167**	**-**
136	La liste des cours offerts par l’ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	**168**	**-**
137	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l’ÉNPQ et pour y graduer.	**169**	**-**
138	Montant réel de la subvention versée à l’ÉNPQ pour l’année 2018-2019 et montant de la subvention prévue pour 2019-2020.	**170**	**-**
139	L’effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d’emploi, pour la période 2018-2019	**171**	**-**
140	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2018-2019, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d’entrée en fonction et la date d’échéance du contrat d’embauche.	**172**	**-**
141	Le nombre d’enquêtes et d’inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d’activité, pour la période 2018-2019.	**173**	**-**
142	Le nombre de permis d’alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2018-2019, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	**174**	**-**
143	Le nombre de licences d’appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2018-2019, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	**175**	**-**
144	Le nombre d’événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2018-2019	**176**	**-**
145	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2010-2011, par année financière.	**177**	**-**
146	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2018-2019.	**178**	**-**
147	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d’activité pour la période 2018-2019, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	**179**	**-**
148	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2010-2011, et ce, par année financière.	**180**	**-**
149	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2010-2011, et ce, par année.	**181**	**-**
150	Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.	**-**	**14**
151	Nombre de permis d’agent de sécurité délivrés en 2018-2019, par région.	**185**	**-**
152	Délai moyen de délivrance d’un permis d’agent de sécurité en 2018-2019.	**186**	**-**
153	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	**190**	**-**
154	Budget alloué au BEI pour l’année 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.	**187**	**-**
155	Effectif du BEI en date du 31 mars 2019. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	**189**	**-**
156	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2018-2019.	**188**	**-**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 :	**Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2018-2019 qui n'ont pas été reconduits en 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis.**

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2019-2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 6 : Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2018-2019.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2018-2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 :	**Liste des postes budgétaires et des programmes qui ont vu leur budget être amputé en 2018-2019, conformément à la volonté gouvernementale d'atteindre l'équilibre budgétaire.**

Des mesures de contrôle des dépenses ont été appliquées pour l'exercice financier 2018-2019 afin de contribuer à l'atteinte de l'équilibre budgétaire. Ainsi, les dépenses suivantes ont été limitées à ce qui était essentiel à la réalisation de la mission du ministère de la Sécurité publique :

- le temps supplémentaire;

- le remboursement des dépenses de fonction du personnel d'encadrement et de la haute direction;

- les dépenses de formation;

- l'octroi de contrats;

- les dépenses de publicité et de déplacement;

- la tenue de réunions et de rencontre à l'extérieur des lieux de travail;

- la promesse et l'octroi de subventions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 17 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

Les différentes analyses des données n'ont pas permis de cerner l'effet et les coûts associés à l'entrée en vigueur de la Loi sur la sécurité des lieux et des communautés. En effet, bien qu'il semble y avoir une modification dans le profil de la population carcérale (augmentation des personnes purgeant une peine discontinue et augmentation de la durée des séjours en détention pour les infractions liées à une peine minimale obligatoire), il s'avère difficile d'isoler ce qui relève spécifiquement de C-10, d'autant plus que la population carcérale diminue chaque année depuis 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 17 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

La Loi sur la sécurité des rues et des communautés (la Loi), adoptée le 13 mars 2012, apporte de nombreux changements au Code criminel et à d'autres lois connexes. Elle impose notamment des peines minimales obligatoires pour des infractions qui par le passé pouvaient faire l'objet d'un sursis à l'emprisonnement. Ces peines doivent obligatoirement être purgées en détention.

La Commission constate une augmentation du nombre de décisions de 41 % entre les années financières 2011-2012 (4 290 décisions) et 2017-2018 (6 033 décisions).

Cela s'explique par le fait que la Commission a enregistré une augmentation des séances tenues en PSPLC[1], une diminution des taux de renonciation et l'application de décisions en matière de modification de conditions. Cela dit, la Commission ne considère pas que ces hausses soient attribuables à l'adoption de la loi.

[1] Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 21 : Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.

Le projet Sentinelle (partie correctionnelle du SIIJ) est officiellement annulé depuis le 20 août 2015.

Aucune somme n'a donc été consacrée au projet Sentinelle en 2018-2019.

Une refonte du système de mission des services correctionnels Dacor est planifiée. Les travaux se poursuivent.

*Pour les informations relatives aux années précédentes, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 30 :	**Fournir une copie du rapport remis au ministre de la Sécurité publique par le député de Vimont en lien avec sa tournée des établissements de détention du Québec.**

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - **01.01**

QUESTION 61 : Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.[1]

PROJETS	Amos
Avant 2018	123,5 M$
2018-2019	2,4 M$

[1] Données fournies par la Société québécoise des infrastructures.
* Veuillez vous référer aux cahiers des exercices antérieures pour les établissements de détention de Sept-Îles et de Sorel, dont la construction s'est terminée au cours des précédents exercices. Pour Amos, la construction s'est terminée au cours du présent exercice.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 62 : Coût final de la construction des établissements de Roberval, de Sept-Îles et de Sorel.

Pour le coût final des projets, veuillez vous adresser à la SQI.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 63 : Le coût total des modifications apportées pour résoudre la problématique de la sécurité des portes à l'établissement de Sorel.

Aucun autre coût n'a été engendré au cours de l'exercice 2018-2019.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 64 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS[2] ($)
2018-2019[1]	130 417

[1] Les données sont au 28 février 2019.

[2] La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 65 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS[1] ($)
2018-2019[2]	180 884

[1] La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.
[2]Les données sont au 28 février 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTERE

QUESTION 87 : Fournir une copie du rapport d'enquête sur l'évasion de Francis Boucher au Centre de détention de Bordeaux.

Le document demandé ne peut être communiqué en application des articles 14, 28, 29, 37, 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE **- 01.03**

QUESTION 150 : Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

ANNÉE	CRÉDITS VOTÉS ($)	REVENUS AUTONOMES ($)	TOTAL ($)	EFFECTIFS AUTORISÉS
2018-2019	9 643 800	3 616 000	13 259 800	153

Le ministère ne verse pas de subvention au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, puisqu'il fait partie du portefeuille du ministère de la Sécurité publique.
Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.